

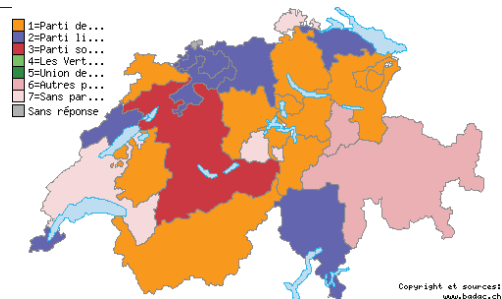
Christophe Koller

(Avec la collaboration d'Anne-Céline Rolland,
de Nils Heuberger et d'Anouck Vionnet)

L'ETAT AU NIVEAU DES CANTONS

L'apport des enquêtes sur les autorités et les
administrations cantonales (ESAC) 2001-2008.

Bilan, perspectives d'avenir et premiers résultats 2008



Working paper de l'IDHEAP 01c/2010
(Version définitive)

Chaire Administration suisse et politiques institutionnelles



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome

L'Université pour le service public

Christophe Koller
(Chef de projet)

(Avec la collaboration d'Anne-Céline Rolland, de Nils Heuberger et d'Anouck Vionnet)

MESURER L'ETAT AU NIVEAU DES CANTONS

L'apport des enquêtes sur les autorités et les administrations publiques cantonales
(ESAC) 2001-2008

Bilan, perspectives d'avenir et premiers résultats 2008

Chaire Administration suisse et politiques institutionnelles

Working Paper de l'IDHEAP 01c/2010
Décembre 2010 (Version définitive)

Ce document se trouve sur notre site Internet: <http://www.idheap.ch> > publications > Working paper
Ainsi que sur le site de la BADAC: <http://www.badac.ch> > publications

© 2010 IDHEAP, Chavannes-près-Renens

Résumé

La BADAC observe en continu le changement administratif et présente une analyse comparative des acteurs de l'Etat au niveau des 26 cantons. Pour ce faire, elle récolte ses propres données par voie d'enquêtes complétant ainsi d'autres sources de la statistique publique (OFS, AFF, Services cantonaux et communaux de statistiques). La construction d'indicateurs des activités étatiques et leur mise à disposition du public se base sur ces enquêtes.

Le but de ce working paper est de présenter les enquêtes réalisées par la BADAC entre 2002 et 2010 au niveau du contenu et des méthodes. Il présente aussi les perspectives d'avenir, l'importance de ces relevés pour l'amélioration des connaissances du secteur public, leur utilité pour le développement des sciences administratives en Suisse, mais aussi leurs limites. Les trois derniers questionnaires 2001, 2004 et 2008, la liste des publications, des définitions et des abréviations de la BADAC sont intégrés dans cette étude qui documente les travaux de ces sept dernières années.

Cette étude présente aussi en avant-première les premiers résultats bruts plausibilisés de l'enquête sur les autorités et les administrations cantonales 2008 (ESAC08). Tous les résultats de cette enquête et des relevés précédant sont consultables gratuitement tant en allemand qu'en français via le site www.badac.ch.

Table des matières

1. Introduction	5
2. Problématique et méthode	6
2.1 Problématique	6
2.2 Méthode	7
3. Contenu et validité des résultats	8
4. Perspectives d'avenir	10
5. Annexes	12
5.1 Abréviations	13
5.2 Définitions	17
5.3 Publications	28
5.4 Questionnaires	36
5.4.1 Enquête portant sur 2001 (ESAC02)	37
5.4.2 Enquête portant sur 2004 (ESAC04)	48
5.4.3 Enquête portant sur 2008 (ESAC08)	60
5.5 Résultats 2008 avec cartes et remarques	74
5.5.1 Institutions politiques	75
5.5.2 Structure organisationnelle et personnel de la fonction publique	143
5.5.3 Caisses de pension	190
5.5.4 Collaborations intercantionales	203
5.5.5 Modernisation de l'Etat et réformes administratives (New)	219
5.5.6 Ordre public et justice (New)	251

1 Introduction

La BADAC observe en continu le changement administratif et présente une analyse comparative des acteurs de l'Etat au niveau des 26 cantons. Pour ce faire, elle récolte ses propres données par voie d'enquêtes complétant ainsi d'autres sources de la statistique publique (OFS, AFF, service de statistiques des cantons et des villes). La construction d'indicateurs des activités étatiques et leur mise à disposition du public fait partie de ses missions centrales. Ceux-ci permettent de décrypter l'organisation de l'Etat sur ses trois niveaux : central, intermédiaire et local rendant compte de l'évolution des structures, suivant les réformes administratives, décrivant le profil des autorités et du personnel de la fonction publique ainsi que les collaborations et les accords intercantonaux.

La BADAC est un outil de monitoring, de benchmarking et surtout de benchlearning des administrations à même d'identifier les meilleures pratiques tout en contribuant à la transparence et à la compréhension du fonctionnement du secteur public en Suisse. Les données récoltées alimentent aussi la recherche et l'enseignement en sciences politiques, économiques et administratives.

Les réformes organisationnelles permanentes (NGP, gouvernance etc.) ainsi que la nouvelle répartition des tâches (RPT) ont renforcé le poids des cantons et surtout leur efficacité au niveau de la politique interne alors que la Confédération (poussée par la construction européenne et la pression internationale) a déplacé son axe d'intervention sur la politique externe tandis que les communes continuaient de s'occuper de la politique locale. Ce mouvement a obligé les trois niveaux institutionnels à repenser leur rôle et leur organisation tout en maintenant l'idée d'indépendance des parties constitutives inscrite dans la Constitution fédérale.

Depuis le milieu des années 1990, on observe un frein à la centralisation avec un renforcement d'un partenariat fonctionnel ou sectoriel à géométrie variable et le recours de plus en plus systématique aux collaborations et aux accords intercantonaux. Au niveau local, les incitations cantonales aux fusions de communes, voire à la collaboration intercommunale, renforcent d'autant plus le poids du niveau intermédiaire. La Confédération et certains cantons plus urbains soutiennent de leur côté une politique d'agglomération devant améliorer la compétitivité des centres, mener à des synergies et des économies d'échelle.

Le but de ce working paper est de présenter les enquêtes réalisées par la BADAC entre 2002 et 2010 au niveau du contenu et des méthodes. Il présente aussi les perspectives d'avenir, l'importance de ces relevés pour l'amélioration des connaissances du secteur public au niveau des cantons, leur utilité pour le développement des sciences administratives en Suisse, mais aussi leurs limites.

Ce document contient les résultats plausibilisés bruts de *l'enquête sur les autorités et les administrations cantonales* 2008 (ESAC08), les trois derniers questionnaires complets: 2001, 2004 et 2008, la liste des publications, des définitions et des abréviations de la BADAC. Tous les résultats des enquêtes sont consultables gratuitement tant en allemand qu'en français via le site www.badac.ch.

2 Problématique et méthode

2.1 Problématique

L'analyse de l'Etat cantonal n'est pas facile. Le chercheur doit tenir compte de 26 systèmes politico-administratifs différents, avec quatre langues nationales, plusieurs cas de cantons étant bilingues (BE, FR, VS), voire trilingue (GR), une situation différente en terme de population, de surface territoriale, de positionnement géographique mais aussi de capacité économique. Ces aspects définissent des fonctions spécifiques dans l'architecture fédérale qui peuvent être exploitées selon différents axes: économique : centres / périphéries; politique : centralisation / décentralisation, cantonalisation / communalisation ; géographique: axe est-ouest VS nord-sud etc. Il est encore plus difficile d'avoir une vue d'ensemble de ce qui se passe au niveau des collaborations intercantionales, par conférences et concordats.

Le fonctionnement des administrations et le profil des employés du secteur public n'ont jamais été étudiés systématiquement. La question de la définition même du périmètre étatique est complexe tant les acteurs sont multiples, les statuts et les niveaux institutionnels divers. L'approche par les dépenses publiques pratiquée par les économistes depuis des décennies reste limitée pour appréhender l'Etat dans toute sa complexité et ses missions.

La population générale, mais aussi les journalistes et les chercheurs, peinent à saisir l'architecture fédéraliste et à suivre son évolution. Une vue d'ensemble synthétique manque. On constate même un décalage patent entre le fonctionnement des institutions suisses, leurs réformes, leur remise en question constante et l'intérêt des chercheurs pour cette thématique qui leur paraît dépassée à l'heure de l'Europe et de la mondialisation. Les programmes de recherches sont souvent réactifs, ne s'intéressant qu'à certains aspects sectoriels: finances, économie, politique, développement durable, en fonction de modes et de pressions dictées de l'extérieur et souvent sans consultation des milieux intéressés. Ainsi, le questionnement reste limité, non interdisciplinaire et peu en phase avec la réalité, multiple et complexe.

Faut-il encore souligner que la recherche en sciences politiques en Suisse s'occupe fort peu du fonctionnement de l'Etat et des administrations, se concentrant davantage sur les études d'opinion et l'analyse des partis. La plupart des économistes, quant à eux, privilégient l'approche économétrique ou recourent aux méthodes de la nouvelle gestion publique. Ces méthodes, répondant d'abord à la demande des politiques et des médias, ont montré leurs limites. En Suisse, la science administrative en est encore à son b.a.-ba malgré les efforts consentis depuis trois décennies avec la création d'abord de l'*IDHEAP* en 1981, fondation de droit public rattachée à l'Université de Lausanne et ensuite du *Kompetenzzentrum für Public Management* (KPM) rattaché à l'Université de Berne, ayant débouché dernièrement sur une expérience d'enseignement interuniversitaire commun regroupant les compétences de quatre universités (master PMP). Ce constat est donc plutôt désarmant alors même que le système politico-administratif suisse passe mondialement pour un modèle d'organisation et que la plupart des observateurs suisses, même les plus sceptiques, y reconnaissent des valeurs intrinsèques: stabilité du système, qualité et solidité des institutions, participation active, cogestion et cohésion. De plus et malgré la réforme du système de péréquation financière et de répartition des tâches entre la Confédération, les cantons et les communes, on assiste à la persistance d'un certain enchevêtrement institutionnel, parfois même d'une confusion dans les rôles,

reconnaissant toutefois que cette forme d'organisation étatique reste l'une des plus stable et svelte d'Europe.

Après les réformes de l'administration fédérales des années 1970 et 1980 accompagnées de programmes nationaux de recherche, il fallait se donner les moyens de suivre le chantier de la modernisation de l'Etat au niveau des cantons. C'est dans cet esprit que les chanceliers et les chefs des finances cantonales ont décidé de soutenir les efforts du Professeur R.E. Germann et de l'*IDHEAP* en vue de récolter les informations nécessaires au monitoring des administrations publiques.

2.2 Méthode

Ainsi, pour obtenir ces informations, la BADAC a réalisé des enquêtes régulières via les chancelleries et d'autres services de l'Etat. Dans la plupart des cantons, des responsables sont désignés par les chanceliers afin de coordonner les travaux, diffuser les questionnaires auprès des spécialistes et rassembler les informations. Ces dernières sont introduites à l'aide de mots de passe dans l'enquête disponible en ligne et réservée aux ayant droits. Le chancelier est ensuite responsable de la fermeture des questionnaires avant l'enregistrement proprement dit dans la base de données des enquêtes Sigma développée spécifiquement pour les besoins de la BADAC. Ce système permet de nuancer les réponses par l'ajout de remarques par cellule.

Les questionnaires sont développés par l'équipe de recherche en collaboration avec le [groupe d'experts](#) de la BADAC constitué de chanceliers, de vice-chanceliers, de responsables des états-majors, du secrétaire de la Conférence des directeurs des finances ainsi que d'un représentant de la Conférence des gouvernements cantonaux.

Les questionnaires sont également soumis aux professeurs de l'*IDHEAP* et d'autres spécialistes qui contribuent ainsi à leur développement, récoltant ainsi aussi des données utiles pour leurs propres chaires. D'autres experts, internes ou externes aux administrations cantonales, sont consultés en fonction des thématiques abordées.

Ces **enquêtes** sont **exécutées à intervalles réguliers** (tous les 3 ou 4 ans) couvrant l'administration centrale jusqu'aux niveaux des départements et des services. A ce jour, cinq grandes enquêtes portant sur les administrations publiques et les autorités cantonales ont été réalisées: 1991, 1997, 2001, 2004, 2008 (point de situation au 31.12 ou période comprise entre le 1.1 et le 31.12). Ces enquêtes comportent un noyau dur de questions assurant le monitoring des administrations complété de parties répondant à des questions d'actualité. Depuis 1999, la BADAC a ajouté un niveau communal principalement limité aux villes suisses de plus de 10'000 habitants. La base de données permet ainsi de relier les informations urbaines aux données cantonales, de comparer les différents niveaux institutionnels pour des indicateurs identiques et de **réaliser à la carte des agrégations par dimension géographique** (grandes régions), **démographique** (taille des cantons), **économique** (revenus cantonaux), **politique** (clivages partitiques) ou **culturelle** (selon la langue majoritaire et la religion).

Afin d'assurer les comparaisons intercantionales, les données sont standardisées par la population résidente (approche institutionnelle). Des **standardisations** par le nombre d'actifs (approche économique), le nombre de parlementaires (approche politique) ou encore le nombre d'employés de la fonction publique (approche administrative) sont garanties. Ces standardisations permettent en outre de construire des **indicateurs-clés** qui sont automatiquement mis à jour et régulièrement publiés dans des working papers.

▼ Méthodologie des enquêtes pour les cantons (ESAC) et les villes (ESAV)					
	ESAC 91	ESAC 97	ESAC 02	ESAC 04	ESAC 08
Population	26 cantons	26 cantons	26 cantons	26 cantons	26 cantons
	208 départ.	186 départ.	169 départ.	165 départ.	156 départ.
	1070 services	1054 services	1242 services	1259 services	1110 services
Méthode	questionnaires papiers et adressé aux chancelleries	questionnaire électroniques adressés aux chancelleries	questionnaires on-line via les chancelleries	questionnaire on-line via les chancelleries	questionnaire on-line via les chancelleries
	Participation	26/26	26/26	26/26	26/26
	Période couverte	1990-1992	1996-1997	1.01.2001- 31.12.2001	1.01.2004- 31.12.2004

Variables de standardisation et de regroupement / classification

Variables de standardisation "Cantons" et "Villes"
<ul style="list-style-type: none"> • Population résidente permanente (source: OFS) • Population active (Secteur 2 + 3) (source: OFS) • Nombre de sièges au Parlement (source: OFS + UVS) • Employés de l'administration centrale cantonale (source: OFS)
Variables de regroupement ou de classification des "Cantons"
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Sept grandes régions (EUROSTAT) (source: OFS_BADAC) ▶ La langue majoritaire dans le canton (source: OFS_BADAC) ▶ La taille du canton (source: OFS_BADAC) ▶ La religion dominante (source: OFS_BADAC) ▶ Le système de partis politiques et de clivages (source: Kriesi 1998, Klöti 1998, Vatter 2002) ▶ Le revenu cantonal moyen par habitant 2000 (frs/hab.) (OFS_BADAC, Comptes nationaux 2000)

La **souplesse d'analyse** de ces outils permet de reconstruire une Suisse à géométrie variable en fonction des hypothèses d'analyse des utilisateurs.

Ces enquêtes ont débouché sur de **nombreuses publications** complétées de livraisons à des tiers pour des travaux de nature universitaire, journalistique ou répondant encore aux besoins des législatifs, des exécutifs ou des administrations publiques (cf. nos pages publications: <http://www.badac.ch/fr/publications/index.php>).

3 Contenu et validité des résultats

Les enquêtes de la BADAC possèdent un **noyau dur de questions** qui se répètent d'une enquête à l'autre et qui permettent de suivre la métamorphose de l'Etat en cherchant à identifier les réformes au niveau des autorités, d'aborder la question du controlling des administrations, de la gestion et du profil du personnel de la fonction publique, de la transformation des structures et des pratiques administratives et du

renforcement des collaborations intercantionales. Ainsi, il est possible de dresser le portrait des élites politiques au niveau des parlements et des gouvernements cantonaux, de décrire leurs activités et leur rôle, d'évaluer le développement des outils de gouvernance et le niveau des réformes. La professionnalisation des parlements, l'organisation des exécutifs ainsi que les indemnités parlementaires font l'objet d'une attention régulière.

Le profil des effectifs et les mouvements du personnel de la fonction publique, l'évolution du statut d'emploi, la rémunération du personnel, sa motivation au travail mais aussi les caisses de pension de l'Etat font également partie des questions centrales.

Les relations entre gouvernements et parlements, respectivement entre gouvernements, parlements et administrations peuvent être analysées sur la base de ces données.

L'enquête 2008 a mis l'accent sur plusieurs thèmes. Tout d'abord, sur les droits politiques des étrangers; ensuite sur le niveau de développement et d'utilisation des outils de la (nouvelle) gestion publique (état des lieux); sur les transformations de l'organisation étatique (cantonalisation / communalisation) puis sur les effets des réformes institutionnelles (RPT) et des accords bilatéraux (ALCP) ainsi que sur le degré d'externalisation des activités étatiques (outsourcing, PPP). Ce développement s'est fait en collaboration avec la Chaire des ressources humaines ainsi qu'avec des spécialistes en économie de la régulation de l'*IDHEAP*.

L'ESAC08 a également introduit, à la demande des milieux intéressés, un nouveau bloc portant sur l'**administration de la justice et l'activité policière** avec une partie importante consacrée à l'organisation de la police mais aussi aux interventions de cette dernière dans le cadre d'activités sportives. Les effets de l'introduction du code de procédure pénale en 2011 ont également été abordés. L'essor de ces interventions et l'augmentation des coûts ont motivé une investigation par canton. Cette partie a été développée en collaboration avec l'OFS et des experts en criminologie.

L'enquête 2004 (ESAC04) a mis l'accent, quant à elle, sur la récolte d'informations relatives au gouvernement (profil, éligibilité, salaires) et aux questions touchant l'élaboration du programme gouvernemental et aux outils de contrôle de la gouvernance (tableaux de bord). Elle a également obtenu des informations sur l'organisation et le développement des activités des commissions parlementaires s'intégrant dans le cadre de la professionnalisation des parlements. Elle a aussi développé, en collaboration avec la Chaire des ressources humaines et le service du personnel du canton de Vaud, la partie consacrée au profil de la fonction publique. Ces questions avaient pour but d'estimer le mouvement du personnel, le niveau des heures supplémentaires et l'absentéisme. L'organisation des caisses de pension, l'âge de la retraite, le montant des cotisations et les organes de contrôles ont également été abordés alors que des questions de gestion et de transparence se posaient. Un bloc a été consacré à la répartition des tâches cantons-communes dans le cadre d'une collaboration avec l'Unité de politiques locales de l'*IDHEAP*.

Les résultats de cette enquête ont été publiés en 2006 et 2007 dans différents *Working paper* et *articles*. Elles ont débouché sur la publication d'un *Mémento statistique des administrations et des autorités cantonales* largement diffusé au sein des administrations publiques fédérales, cantonales et locales.

L'enquête 2002 (ESAC02) a mis l'accent sur le contrôle des finances, sur la supervision et le contrôle des banques ainsi que sur les collaborations intercantionales. Les difficultés observées par certaines entreprises publiques telles que les banques cantonales, par exemple à Genève et dans le canton de Vaud, nous ont incité à en savoir plus au niveau de la gouvernance.

Cette enquête comportait aussi une partie consacrée aux activités départementales et de services adressée directement aux responsables des départements. Les données de l'ESAC02 ont été publiées, entre autres, dans l'ouvrage intitulé *Les Cantons sous la loupe. Autorités, employés publics, finances* en 2005 ainsi que le *Handbook of Swiss Politics* en 2006 (version allemande) et 2007 (version anglaise).

NB1 Validité des résultats: nous sommes bien conscients que certains résultats sont sujets à caution mais ils reflètent l'état des réponses officielles validées par les chancelleries à une date donnée. Tous les résultats ont été plausibilisés et une relance a eu lieu par question dans tous les cantons. Il importe donc de consulter ces remarques, nos précisions ainsi que les sources mentionnées précisément et systématiquement, lesquelles permettent de nuancer certaines réponses ou de les contextualiser. La prise en compte des remarques et autres sources est indispensable en cas de réutilisation à des fins de publication. L'exploitation des données de la BADAC par des tiers n'engage en rien l'*IDHEAP*.

NB2 Accès aux données: tous les questionnaires ainsi que les réponses peuvent être consultés en ligne via nos pages réservées aux enquêtes: <http://www.badac.ch/fr/enquetes/index.php>

4 Perspectives d'avenir

La BADAC continuera de proposer des thèmes de politiques institutionnelles ou de politiques publiques qui permettront d'étendre l'offre en matière d'indicateurs de l'Etat apportant ainsi une contribution importante aux sciences administratives, à la sociologie politique et économique en Suisse. Elle distinguera davantage les indicateurs d'inputs (prestations offertes, entrées financières par nature) des indicateurs d'outputs (demande des utilisateurs, services à la collectivité par fonction). A l'avenir, les enquêtes devront toutefois être plus courtes et le recours aux données administratives encore renforcé. Il conviendra d'améliorer la visibilité des informations ainsi que leur visualisation sous forme de cartes (Geoclip) et de tableaux à double entrée (Gapminder). Ces outils devraient encore renforcer la popularité de la BADAC.

Un Atlas interactif de l'Etat conçu par la BADAC en collaboration avec le Centre d'information de l'Université de Lausanne a été mis à disposition des internautes avec des possibilités d'analyse des données d'enquêtes au niveau des cantons et des grandes régions. L'analyse cartographique permet également une visualisation jusqu'au niveau de la commune, par ville, avec des regroupements par district, bassins d'emplois, langues majoritaire, religion dominante, clivage villes/campagne qui débouchera sur une publication.

Plusieurs axes d'analyses sont prévus pour la période 2011-2013 sur la base des données déjà à disposition et d'autres données récoltées.

Le **premier axe vise à déterminer la taille réelle de l'Etat** en croisant les données financières avec les données en personnel. Cette taille et le degré de bureaucratisation des cantons sera analysé par fonction ou domaine d'activité en distinguant les services traditionnels de l'Etat régaliens, des services aux ménages et des services à l'économie. La définition du périmètre de l'état joue un rôle central dans cette analyse.

Le **deuxième axe étudie les réformes du fédéralisme** à travers l'évolution du degré de centralisation/décentralisation des administrations publiques et les influences externes (rôle de la Confédération, introduction de la RPT, de l'ALCP, pression de l'économie etc.). Nous avons déjà démontré dans des études antérieures une tendance à la cantonalisation des administrations ainsi qu'à une externalisation des activités du secteur public. Il faudra voir si cette tendance se confirme et mettre en évidence les différents modèles. Cette analyse se base sur le personnel de la fonction publique mais utilisera à l'avenir aussi les données des dépenses par fonction.

Le troisième axe analyse les collaborations intercantionales et le développement du fédéralisme coopératif. Nous étudierons le rôle des conférences et des concordats, plus particulièrement sous l'angle de réformes menées dans le domaine de l'éducation obligatoire et des hautes écoles. Il conviendra aussi d'estimer les effets des pressions internes et externes dans ce développement tout en proposant des voies permettant d'améliorer non seulement la transparence mais aussi la légitimité de ce nouveau pouvoir non inscrit dans les lois.

Le quatrième axe vise à étudier plus en détail les interactions entre les parlements, les gouvernements et l'administration, avant d'analyser les liens de ce système politico-administratif avec l'économie.

Il conviendra in fine de tenir compte des intérêts de la population en essayant de définir des indicateurs synthétiques :

- a) d'intérêt général (niveau des cantons) ;
- b) de qualité de la vie (niveau des villes) ;
- c) de bonheur (niveau des villes).

5 Annexes

5.1 Abréviations

5.2 Définitions

5.3 Publications

5.4 Questionnaires

5.4.1 Enquête portant sur 2001 (ESAC02)

5.4.2 Enquête portant sur 2004 (ESAC04)

5.4.3 Enquête portant sur 2008 (ESAC08)

5.5 Résultats 2008 (état des plausibilités au 31 juillet) avec cartes et remarques

5.5.1 Institutions politiques

5.5.2 Structure organisationnelle et personnel de la fonction publique

5.5.3 Caisses de pension

5.5.4 Collaborations intercantionales

5.5.5 Modernisation de l'Etat et réformes administratives (New)

5.5.6 Ordre public et justice (New)

Abréviations

→ Terminologie et usage → Abréviations

ABRÉVIATIONS UTILISÉES SUR LE SITE BADAC.CH

Les abréviations utilisées par la BADAC sont les suivantes :

| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N | O | P | Q | R | S | T | U | V | W | X | Y | Z |

A	
AAE	Administration axée sur l'efficacité
AdG	Alliance de gauche
AdI	Alliance des indépendents / Liste des indépendents
AFC	Administration fédérale des contributions
AFF	Administration fédérale des finances
APCF	Association professionnelle des contrôles des finances
ASAI	Association suisse sur l'audit interne
ASS	Annuaire statistique de la suisse
AVeS	Alliance Verte et Sociale
AVF	Alternative socialiste et verte et groupements féministes
B	
BADAC	Banque de données des cantons et villes suisses
BIT	Bureau international du travail (Secrétariat permanent de l'OIT)
BPA	Bureau suisse de prévention des accidents
C	
C-C	Remarque ou précision du canton à propos de sa réponse (en note de bas de page)
C2D	Centre d'études et de documentation sur la démocratie directe
CCDJP	Conférence des chefs des départements cantonaux de justice et police
CCE	Conférence suisse des Chanceliers d'Etat
CCMP	Conférence des directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection civile
CDAS	Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales
CdC	Conférence des gouvernements cantonaux
CDEn	Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
CDEP	Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique
CDF	Conférence des directeurs cantonaux des finances
CDFo	Conférence suisse des chefs des départements cantonaux des forêts
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CDS	Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé
CEC	Conférence des autorités cantonales de surveillance de l'état civil
CfF	Contrôle fédéral des finances
CFF	Chemins de fer fédéraux suisses
Cst.	Constitution fédérale de la Confédération suisse
D	
DHS	Dictionnaire historique de la suisse [haut de page]
DN	Demokratisches Nidwalden
DS	Démocrates suisses
DTAP	Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement
E	
EPT	Equivalent plein temps
ESAC02	Enquête suisse sur les administrations cantonales 2002
ESAC02-C	Enquête suisse sur les administrations cantonales 2002, partie cantons
ESAC02-D	Enquête suisse sur les administrations cantonales 2002, partie départements
ESAC91	Enquête suisse sur les administrations cantonales 1991
ESAC97	Enquête suisse sur les administrations cantonales 1997
ESAV99	Enquête suisse sur les administrations des villes 1999

ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESPOP	Statistique de l'état annuel de la population
EUROSTAT	Office statistique de l'Union Européenne
F	
FkF	Groupe d'études pour les finances cantonales
G	
GMEB	Gestion par mandat de prestations et enveloppe budgétaire (Projet RGA)
H	
HP	Hors parti
I	
I-C	Correction du contenu effectuée en interne (en note de bas de page). Exemple: nous avons divisé le résultat par 1000 (erreur d'unité)
I-F	Correction de forme effectuée en interne (en note de bas de page). Exemple: nous avons remplacé 1'234 par 1234
IDHEAP	Institut de hautes études en administration publique
L	
LCF	Loi sur le contrôle des finances [haut de page]
LDK	Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture
Lega	Lega dei Ticinesi
LOGA	Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration
LPers	Loi sur le personnel de la Confédération
M	
Méd.	Médiane
Moy.	Moyenne
N	
NGP	Nouvelle gestion publique
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
NOVE	Projet de réforme du gouvernement et de l'administration de la Confédération
NPM	New Public Management (Nouvelle gestion publique)
O	
ÖBS	Ökoliberale Bewegung (SH)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFJ	Office fédéral de la Justice
OFs	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OIT	Organisation internationale du travail
P	
PBD	Parti bourgeois démocratique
PCS	Parti chrétien social
PDC	Parti démocrate-chrétien
PES/Verts	Parti écologiste
PEV	Parti évangélique
PIB	Produit intérieur brut
PL	Parti libéral
PLR	Parti: Les Libéraux-Radicaux
PNB	Produit national brut
POP	Parti ouvrier et populaire
PRD	Parti radical-démocratique
PS	Parti socialiste
PSL	Parti suisse de la liberté
PST	Parti du travail
R	
RFE	Recensement fédéral des entreprises
RFP	Recensement fédéral de la population
RGA	Réforme du gouvernement et de l'administration
RKKF	Conférence gouvernementale pour la coordination du service du feu

RPT	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons
RUAG	Entreprises d'armement de la Confédération
S	
SCN	Système de comptabilité nationale
Sol.	Solidarités
T	
Tot.	Total
U	
UDC	Union démocratique du centre
UDF	Union démocratique fédérale
UVS	Union des villes suisses [haut de page]

Lexique français-allemand des abréviations courantes ([fichier pdf](#), état au 16.8.2005).

Définitions

→ Terminologie et usage → Définitions

DÉFINITIONS UTILISÉES SUR LE SITE BADAC.CH

Les définitions proposées par la BADAC sont les suivantes:

| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N | O | P | Q | R | S | T | U | V | W | X | Y | Z |

A

Administration	On entend par administration à la fois une fonction de gestion et d'organisation, en application de règles établies, et les organismes exerçant cette fonction. On distingue entre administration privée (celle des entreprises, coopératives, associations et sociétés surtout) et administration publique, celle de l'Etat ou d'autres collectivités publiques, qui constitue un élément substantiel du pouvoir exécutif. (<i>Dictionnaire historique de la Suisse DHS</i>)
Administration centrale (Administration publique au sens strict)	Secteur regroupant les unités appartenant à l'administration générale de la Confédération ou des administrations cantonales et communales (sans les régies tels que les CFF et la poste et autres établissements de droit public rattachés à la Confédération ou aux cantons). (Germann 1996: 33s.)
Administration communale au sens étroit	Directions et département présidentiel avec leurs services et états-majors. Ne sont pas inclus dans cette définition: les établissements et autres organisations de droit public, les entreprises communales, les écoles. (Enquête BADAC auprès des villes, 1999).
Administration fédérale	Toute administration publique comprend les organes et institutions étatiques qui assistent le pouvoir exécutif dans l'accomplissement de ses tâches, en particulier dans la préparation, la mise en place et l'exécution des lois et règlements. En général, elle se caractérise par une gestion centralisée et par la hiérarchie de ses services. On distingue en Suisse les administrations communales, cantonales et fédérale, ce triple niveau étant lié à la structure de l'Etat. (<i>DHS: tâches; évolution des effectifs</i>)
Administration générale selon le critère financier	Correspond au libellé du compte "02" d'après le modèle de comptes des collectivités publiques de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Les comptes de l'administration fédérale, cantonale ou communale suivants (d'après la classification fonctionnelle): "020 Administration des finances et contributions", "021 Administration de district" et "029 Administration générale, divers". (AFF 2004: 157)
Administration publique	Secteur regroupant les unités appartenant à la Confédération, aux cantons et aux communes. Ces unités produisent principalement des services gratuits ou quasi-gratuits et/ou effectuent des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales (ASS 2004: 230). Cependant, les chercheurs de la science administrative sont de l'avis que "prétendre de circonscrire l'administration publique dans une définition magistrale s'avère un exercice vain" et ils proposent différentes typologies possibles (voir à ce sujet Germann 1996: 3ss.).
Agence publique / Agentification	Entité publique plus autonome de l'Etat (autonomie de gestion), sur la base d'un contrat de prestations. L'agence publique est normalement chargée de la réalisation d'une mission spécifique,

	<p>claire et délimitée à un domaine de compétence. Le terme agence publique peut désigner une multitude de statuts publics, privés ou mixtes. La solution préconisée consiste à introduire à l'intérieur du service public de nouveaux critères comme la compétition, la concurrence, la culture des résultats, à substituer aux services des départements des « agences » séparées qui devaient remplir les objectifs du département dans un cadre de ressources définies » (Source: Agences administratives: mutation ou révolution?, cf. Les Cahiers de la Fonction Publique et de l'Administration, n° 259, Paris: UNSA, septembre 2006). En Suisse, il s'agit en général d'établissements autonomes possédant un statut de corporation de droit public (p. ex. offices de la circulation, caisses de compensation; établissements d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels etc.).</p>	<p>© 2010 IDHEAP - BADAC BADAC, Route de la Maladière 21, 1022 Chavannes-près-Renens http://www.badac.ch</p>
Agglomération	<p>Zone comptant au minimum 20'000 habitants, formée par la réunion des territoires de communes adjacentes. Toute agglomération possède une zone centrale qui est formée d'une commune-noyau et, suivant le cas, d'autres communes qui doivent compter au moins 2'000 emplois chacune et au moins 85 places de travail pour 100 résidents actifs occupés. Ces communes doivent soit former une zone bâtie continue avec la commune-noyau, soit avoir une frontière commune avec elle, soit encore y envoyer travailler au minimum un sixième de leur population active occupée. Une commune n'appartenant pas à ladite zone centrale sera rattachée à l'agglomération si certains critères socio-économiques (p.ex. accroissement de la population, lien de continuité entre les zones bâties etc.) sont remplis. (Schuler : 1997).</p>	
		[haut de page]
C		
Concordat ou conventions administratives	<p>Tous les accords, conventions ou arrangements de droit public (au sens de l'art 48 Cst.) que deux ou plusieurs cantons ont conclu sur un sujet relevant d'un domaine de compétence cantonale. (Abderhalden 2000: 324). Le terme de 'concordat' est habituellement utilisé comme terme général pour les traités conclus entre cantons. Les conventions administratives sont des concordats. Elles sont conclues par les gouvernements, parfois par des fonctionnaires, et sont afférentes à des sujets administratifs. Les déclarations de réciprocité juridique (ainsi en droit fiscal) ont également le caractère de traité. Sous ce concept se rangent aussi les entités et objets dont la nature est proche des conventions (par exemple: règlements modèles et recommandations établis par des conférences de gouvernements et de fonctionnaires) (Source: Association des archivistes suisses / VSA Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; http://www.vsa-aas.org/fr/).</p>	
Conférence intercantonale	<p>Organe de coordination intercantonale au niveau suisse ou au niveau régional qui se compose de représentants de l'exécutif des cantons (surtout des Conseillers d'Etat, mais aussi des hauts-fonctionnaires). Les décisions prises par les conférences intercantionales sont des recommandations qui n'ont pas d'effet contraignant. (Abderhalden 2000: 340s.)</p>	
Conseil d'Etat	<p>Gouvernement cantonal, appelé "Regierungsrat" dans la plupart des cantons alémaniques. (Germann et Weis 1995: 166)</p>	

Conseiller d'Etat	<p>Membre d'un gouvernement cantonal, chef de département, appelé "ministre" dans le canton du Jura et "Regierungsrat" dans la plupart cantons alémaniques. (Germann et Weis 1995: 166)</p>
Constitution cantonale	<p>On appelle Constitution la loi fondamentale d'un Etat, définissant les principes qui assurent son existence et le fonctionnement de ses organes. Elle peut prendre la forme d'un ou de plusieurs textes ou être seulement fixée par la coutume. Les cantons, issus au bas Moyen Age de communautés de vallée jouissant de l'immédiateté impériale, de villes libres d'Empire et d'associations de communes, eurent d'abord des chartes fixant compétences et procédures, mais point encore de vraies constitutions (Cantons campagnards, Cantons à régime patricien, Villes corporatives). (DHS 2003)</p>
	[haut de page]
D	
Décentralisation des dépenses (Degré de)	<p>Part des dépenses des communes aux dépenses des cantons et des communes. Calcul: Dépenses des communes (après déduction des contributions de la Confédération et des cantons) divisé par les dépenses des cantons et des communes (après déduction des contributions de la Confédération). (Indicateurs BADAC)</p>
Degré de décentralisation des emplois de la fonction publique	<p>Le degré de décentralisation correspond aux emplois communaux (en équivalent plein temps), divisé par la somme des emplois communaux et cantonaux. Les emplois de la Confédération et les corporations de droit public sont exclus. (Voir à ce sujet : Working Paper Badac : Indicateurs de l'Etat en Suisse, 2008.)</p>
Densité administrative	<p>Proportion des effectifs des services publics par rapport à la population active ou résidente. (Germann et Weis 1995: 76)</p>
Densité administrative / taux d'administration publique	<p>Proportion des effectifs des services publics par rapport à la population résidente ou active. (Germann et Weis 1995: 76) La densité administrative, ou le taux d'administration publique est défini dans le cadre des études BADAC comme étant le nombre d'employés du secteur public au sens strict, soit les employés de la Confédération, des cantons, des districts, des communes et des corporations de droit publics (voir forme juridique 20-24 de l'OFS) par rapport à la population résidente ou par rapport à la population active.</p>
Département	<p>Unité administrative sous la direction d'un conseiller d'Etat, appelée "Direction" dans plusieurs cantons. (ESAC 02)</p>
Dépenses de fonctionnement	<p>Dépenses calculées selon la classification par nature (dépenses brutes), soit les dépenses courantes (groupe de compte 30 (charges de personnel), 31 (biens, services et marchandises), 35 (dédommagements à des collectivités publiques), 36 (subventions accordées), 37 (subventions redistribuées). Sont exclues: 32 (intérêts passifs), 33 (amortissements), 34 (parts et contributions sans affectation), 38 (attributions aux financements spéciaux), 39 (imputations internes), 50-59 (dépenses d'investissements). (ESAC 02)</p>
Double imputations	<p>Transferts financiers entre les collectivités publiques (cf. "flux financiers par nature"). Ces transferts ont lieu entre les niveaux administratifs (p.ex Confédération - cantons) ou à l'intérieur des niveaux (p.ex cantons - cantons). (ASS 2004: 797)</p>
	[haut de page]
E	

Echelle de salaire / traitement	Représente la structure des salaires à l'intérieur d'une organisation, souvent composée de différentes classes salariales, elles-mêmes subdivisées en échelons / annuités.
Entreprises mixtes	Société d'économie mixte avec une participation financière de l'Etat, où des représentants de l'Etat occupent un ou plusieurs sièges au conseil d'administration. (ESAC 97)
Equivalent plein temps (EPT)	Unité de mesure des effectifs, p.ex. un poste à 100% = 1.0 EPT, un poste à 40% = 0.4 EPT. A l'instar de l'OFS, un poste supérieur à 90% est considéré comme un poste à plein temps. (ESAC 02)
Etablissement de droit public	Services ou salariés d'établissements de droit public avec ou sans personnalité juridique, fondations de droit public, entreprises de droit public, corporations de droit public tels que les hôpitaux, les écoles ou les sociétés publiques qui produisent pour le marché et sont contrôlées ou majoritairement financées par les pouvoirs publics; Ne sont pas incluses: les églises, les entreprises mixtes et la banque cantonale.

[\[haut de page\]](#)

F

Fédéralisme

- Le fédéralisme est une **organisation politique** dans laquelle les activités du gouvernement sont divisées entre les gouvernements régionaux et un gouvernement central, de sorte que chaque type de gouvernement décide sur ses activités. (Riker 1975: 101)
- "La Confédération laisse aux cantons une marge de manoeuvre aussi large que possible et tient compte de leurs particularités." (Cst 1999: Art. 46, al.2) Avec la démocratie directe, **le fédéralisme constitue l'un des principes fondamentaux de l'ordre constitutionnel suisse**. Il peut se définir comme une forme particulière de répartition des pouvoirs au sein de l'Etat, qui vise essentiellement à maintenir la diversité dans l'unité et à rapprocher l'Etat du citoyen. En constante mutation, le fédéralisme suisse se trouve confronté aujourd'hui à de nouveaux défis comme la nouvelle péréquation financière, l'intégration européenne ou l'importance croissante des villes et des agglomérations. (OFJ 2005).
- Il n'est pas possible de donner une définition univoque du fédéralisme. **Ce concept désigne d'une part le regroupement, dans un organisme indépendant et plus vaste, d'entités politiques qui conservent cependant leur indépendance;** et l'on peut mettre l'accent soit sur la nécessité de l'union entre les parties (Etats-Unis, Canada, Australie), soit sur leur diversité irréductible (Suisse, Autriche, Allemagne). Mais le fédéralisme est aussi un programme, une valeur dans l'action politique, un principe d'organisation des communautés; en ce sens, il doit être périodiquement repensé en fonction de la situation historique ([DHS](#); [Bibliographie](#)).
- Système politique dans lequel le gouvernement central d'un Etat (gouvernement fédéral) partage avec les gouvernements des collectivités qui forment cet Etat (Etats particuliers ou Etats membres) les diverses compétences constitutionnelles: législation, juridiction et administration. Dans le fédéralisme, **le gouvernement central se réserve**

21/309

L'exercice exclusif des compétences d'ordre

international. Fédéralisme par agrégation ou association: système fédéral formé par la réunion d'Etats qui se soumettent à une autorité supérieure. Fédéralisme par ségrégation: produit par la dissociation d'un Etat antérieurement unitaire. (Petit Robert 1998).

- Réflexions sur le fédéralisme** (Institut pour la démocratie en Europe, 1991)

Flux financiers de l'Etat, classification par fonction

La classification fonctionnelle permet d'attribuer les flux financiers aux différentes tâches publiques. En lieu et place de la répartition organique par unité administrative utilisée dans la classification institutionnelle, la classification fonctionnelle postule l'application d'un critère d'attribution des flux selon leur destination. La répartition des opérations financières par domaine d'activité doit, en particulier, faire ressortir le coût d'exécution des diverses tâches et l'importance de ces dernières par rapport à l'ensemble des dépenses des collectivités. (AFF 2004: XI)
Dénomination classification fonctionnelle (AFF, [format word](#)).

Flux financiers de l'Etat, classification par nature

La classification par nature renseigne sur l'incidence économique des opérations financières de l'Etat et permet ainsi l'analyse de leur influence sur le circuit économique. Elle permet aussi l'intégration des comptes des collectivités publiques dans la comptabilité nationale qui saisit la production globale et l'utilisation des ressources de notre économie.
Notre organisation politique à plusieurs échelons pose le problème de la consolidation de l'ensemble des transactions financières des collectivités publiques de façon à obtenir un compte général (cf. "Doubles imputations"). Ainsi, les contributions fédérales versées aux cantons sont comptabilisées tant dans les comptes de la Confédération que dans ceux des cantons. De tels transferts entre deux corporations publiques doivent être éliminés en tant que doubles imputations pour pouvoir procéder à une analyse économique globale. Par conséquent, la classification par nature distingue parmi les opérations financières celles pour les besoins propres (charges de personnel, biens, services et marchandises, investissements propres), celles de transferts (à des tiers, à des collectivités publiques, à des entreprises) et les prêts et participations. (AFF 2004: IX)
Dénomination classification par nature (AFF, [format word](#))

Force des partis dans les parlements cantonaux

Dans les études BADAC, la force des partis est exprimée par deux indicateurs : la part des sièges dans les parlements cantonaux et la part des suffrages obtenus lors de ces mêmes élections. Calcul : nombre de sièges obtenus par le parti X divisé par le total des sièges, respectivement nombre de suffrages obtenus par le parti X divisé par le total des suffrages.

Force des partis dans les gouvernements cantonaux

Dans les études BADAC, la force des partis dans les gouvernements cantonaux est exprimée par la part des sièges obtenus par les différents partis. Calcul : nombre de sièges obtenu divisés par le nombre de sièges total du gouvernement, le tout divisé par cent.

G

Garantie de l'Etat pour les caisses de pension

Montant qui fait défaut + valeur actuelle du rendement excédentaire + prime de risque

[\[haut de page\]](#)

22/309

I

Indice global de la capacité financière Indicateur de richesse des cantons qui a pour base 100 (moyenne suisse). Le barème est composé de quatre coefficients : le revenu cantonal, la force fiscale, la charge fiscale et la zone géographique. (OFS, AFC)

Indice global de la charge fiscale L'indice de la charge fiscale permet de comparer les différents taux d'imposition propres aux cantons. La base de cet indice est 100 (moyenne suisse).

Institutions privées ou semi privées Institutions de droit privé qui sont subventionnées par le canton. Le département exerce un certain contrôle sur ces institutions en déléguant des représentants dans les organes de direction ou de surveillance. (www.badac.ch)

Intensité législative L'intensité législative, c'est-à-dire l'intensité de la production législative dans les cantons, est calculée en divisant le nombre de nouvelles lois adoptées par le nombre de parlementaires cantonaux. On observe des différences suivant les régions linguistiques et suivant le mode d'adoption des lois. (Voir à ce sujet: Working Paper Badac : Indicateurs de l'Etat en Suisse, 2008.)

M

Magistrats Juges, juges d'instruction, procureurs. NB Sans les préfets.

[\[haut de page\]](#)

N

Nouvelle gestion publique La NGP prône la modernisation du management des administrations publiques dans le but d'en améliorer le rapport coût/service. La nouvelle gestion publique est basée sur un partage des rôles entre le pouvoir politique, qui prend les décisions stratégiques et fixe les objectifs, et l'administration, qui prend les décisions opérationnelles.

[\[haut de page\]](#)

O

Offices / divisions / services Unités administratives au sein d'un département ou de la chancellerie, directement subordonnées à un conseiller d'Etat ou au chancelier. Ne sont pas inclus: le secrétariat de département, les organes d'état-major, les commissions, les tribunaux, les préfetures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public. (ESAC 02) [1]

[\[haut de page\]](#)

P

Partenariat public-privé (« PPP ») Le partenariat public-privé (PPP) est un contrat (généralement de long terme) entre une autorité publique et un opérateur privé par lequel l'autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère. Un exemple typique de partenariat public-privé consiste pour un entrepreneur privé à construire un hôpital public dont il gèrera ensuite les activités non médicales

Permis de séjours pour étrangers Permis de travail, regroupement familial, rentiers, etc. Permis octroyés pour un séjour de plus d'une année, renouvelable.

Permis B Confère la mobilité professionnelle et géographique. Dès 1.6.2002, pour les ressortissants de l'UE-AELE : validité à cinq ans, contingenté à 15'000 par an jusqu'au 1er juin 2007; pas de quota par canton ; autorisation valable pour toute la Suisse ; pour les citoyens des pays d'Etats tiers (hors UE15/AELE), la

validité du permis est d'une année, renouvelable annuellement et la mobilité intercantonale est soumise à autorisation.

<http://www.bfm.admin.ch> (ODM)

Permis de séjours pour étrangers

Permis C

Permis d'établissement, d'une durée indéterminée et sans conditions. Si l'étranger a séjourné en Suisse au moins dix ans au titre d'une autorisation de courte durée ou de séjour, dont les cinq dernières années de manière ininterrompue au bénéfice d'une autorisation de séjour. Octroi d'un permis C après cinq ans au bénéfice d'une autorisation de séjour, pour les ressortissants de pays avec laquelle la Suisse a conclu un traité d'établissement (la plupart des Etats européens, ainsi que le Canada et les Etats-Unis).

<http://www.bfm.admin.ch>(ODM)

Permis de séjours pour étrangers

Permis G

Permis de frontaliers. Dès le 1.6.2002, l'autorisation frontalière est valable pour toute la zone frontalière suisse. Le frontalier n'est plus tenu de rentrer chaque jour dans son pays et peut résider à la semaine en Suisse. L'activité indépendante est autorisée. Pour les ressortissants des pays de l'UE-AELE, le permis est valable durant 5 ans si le contrat de travail dépasse un an, sinon le permis est délivré pour la durée de l'engagement; dès 1.6.2004, abandon du critère de préférence nationale ; dès 1er janvier 2008, suppression de la limite des 50 km.

<http://www.bfm.admin.ch> (ODM)

Permis de séjours pour étrangers

Permis L

Permis de courte durée (moins d'un an) Autorisation délivrée pour un séjour de durée limitée d'une année au plus. Sa durée de validité peut être prolongée jusqu'à une durée totale de deux ans. Il confère la mobilité géographique, mais une mobilité professionnelle restreinte (changement d'emploi accordé uniquement pour des raisons majeures).

<http://www.bfm.admin.ch> (ODM)

Permis de séjours pour étrangers

Permis F

Personnes admises provisoirement (« requérants d'asile ») Permis L délivrés aux requérants d'asiles déboutés ou aux étrangers qui sont sous le coup d'une décision de refus d'autorisation de séjour, mais dont le renvoi dans leur pays d'origine n'est pas licite, possible ou raisonnablement exigible.

<http://www.bfm.admin.ch> (ODM)

Permis de séjours pour étrangers

Permis N

Permis pour requérant d'asile. Les personnes titulaires de ce permis disposent d'un droit de séjour.

<http://www.bfm.admin.ch> (ODM)

Population résidente permanente

La population résidente permanente comprend toutes les personnes de nationalité suisse domiciliées en Suisse et les personnes de nationalité étrangère possédant une autorisation d'établissement ou une autorisation de séjour d'une durée d'au moins 12 mois. Elle comprend les catégories suivantes de personnes de nationalité étrangère: les titulaires d'un permis d'établissement ou d'un permis de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'un permis de séjour de courte durée autorisant un séjour d'au moins 12 mois, les fonctionnaires des organisations internationales, les employés des représentations diplomatiques ou des entreprises d'Etats étrangères (en particulier la poste, les chemins de fer et les douanes), ainsi que les membres de leur famille vivant en Suisse. Par contre, les

personnes effectuant un séjour de courte durée dans notre pays (moins d'une année) et celles dont le statut n'est pas encore réglé (personnes relevant du domaine de l'asile), ainsi que les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, n'en font pas partie. La population résidente permanente se définit, depuis 1991, en fonction du domicile civil uniquement. Elle est déterminée chaque année au 31 décembre ainsi qu'en milieu d'année. (ESPOP 2004: 2)

Population résidente moyenne

La population résidente moyenne comprend l'effectif moyen de la population résidant en Suisse durant une année civile. La population résidente moyenne comprend les mêmes catégories de personnes de nationalité étrangère que la population résidente permanente, ainsi que les saisonniers jusqu'en 2001 et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée à partir de 2002. La population résidente moyenne se détermine au moyen du domicile économique. Pour les étrangers, la population moyenne correspond à la moyenne des effectifs à la fin de chacun des douze mois de l'année. (ESPOP 2004: 2)

[\[haut de page\]](#)

S

Secteur des administrations publiques

Le secteur des administrations publiques est constitué de toutes les unités d'administration publique, des caisses de sécurité sociale et des institutions publiques ou privées - sans but lucratif et non marchande - contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics. (BIT 1999: 3)

Secteur des sociétés publiques

Le secteur des sociétés publiques (pour la Suisse principalement les «établissement et les corporations de droit public»), comprend toutes les unités institutionnelles qui produisent pour le marché et sont contrôlées et majoritairement financées pour les pouvoirs publics. (BIT 1999: 3)

Secteur public

Le secteur public est défini alors comme l'ensemble des activités marchandes ou non marchandes, gérées à chaque échelon institutionnel, contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics. Il est composé d'un secteur des administrations publiques et d'un secteur des sociétés publiques. (BIT 1999: 3)

Section

Unité administrative au sein d'un service/division, directement subordonnée au chef de service/division. (Germann et Weis 1995: 166)

Science administrative

La science administrative est l'étude de la société quant à son aspect administratif. Elle peut aussi être considérée comme les sciences sociales appliquées à l'administration, l'histoire de l'administration, la sociologie administrative, le droit administratif, l'administration comparée, et même l'économie publique. Elle procède souvent, à l'instar de la sociologie des organisations, d'analyses institutionnelles, organisations, du discours - administratif - et des politiques publiques.

(Voir la définition complète sur [Wikipedia](#))

[\[haut de page\]](#)

T

Taux de rotation ou « turnover »

Dans le contexte des ressources humaines, le turnover mesure le taux d'arrivée et de départ des employés dans une organisation durant une période donnée par rapport au nombre d'employés

25/309

enregistrés au début de cette même période. Un haut taux de rotation peut être dû à une mauvaise gestion des ressources humaines et ainsi nuire à l'efficacité de l'organisation. (Koller : 2007)

U

Unité centrale

Unité administrative composée de plusieurs personnes, dont la responsabilité s'étend à l'ensemble de l'administration ou à une pluralité de départements. Il ne s'agit ni d'une commission, ni d'un employé unique. (ESAC 02)

[\[haut de page\]](#)

V

Ville

Commune qui compte 10'000 habitants ou plus (Schuler et Joye 1997). En 2000, 119 villes suisses comptaient plus de 10'000 habitants et 140 villes étaient membres de l'UVS. Voir aussi les [cartes](#) de la rubrique villes. [2]

Z

Zone urbaine

Agglomérations ou villes appartenant à une agglomération.

[\[haut de page\]](#)

Notes

[1] Pour le canton du Tessin: Divisione / Sezione / Ufficio

[2] L'enquête BADAC-villes 1999 a été réalisée auprès des 122 communes membres de l'UVS au 31 décembre 1998, dont 102 communes comptaient plus de 10'000 habitants. Dans les tableaux statistiques des villes se trouvent également des informations sur certaines communes dont la population est inférieure à 10'000 habitants, pour autant que ces communes soient membres de l'UVS (20 communes). Voir aussi définition des zones urbaines et agglomérations selon l'OFS (1990) ([format pdf](#)).

Bibliographie

Abderhalden Ursula (2000). Möglichkeit und Grenzen der interkantonalen Zusammenarbeit bei der internationalen Integration der Schweiz. In P. Hänni: Schweizerischer Föderalismus und europäische Integration: die Rolle der Kantone in einem sich wandelnden internationalen Kontext. Zürich: Schulthess, pp.323-381.

AFF / Administration fédérale des finances (2004). Finances publiques en Suisse 2002. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.

ASS / OFS (2004). Annuaire statistique de la Suisse 2004. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.

BIT / Hammouya M. (1999). Statistiques de l'emploi dans le secteur public: méthodologie, structures et tendances. Genève: Bureau International du Travail.

BIT / Hoffmann E. (1995) Data collection and processing strategies when measuring "occupation" for statistical surveys and administrative records. Genève : Bureau International du Travail.

Cst / Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999.

DHS / Dictionnaire historique de la Suisse (état 03/12/03). <http://www.dhs.ch>.

ESAC 97 / Enquête suisse sur les administrations cantonales 1997. Définitions utilisées dans le questionnaire. Lausanne: BADAC.

ESAC 02 / Enquête suisse sur les administrations cantonales 2002. Définitions utilisées dans le questionnaire. Lausanne: BADAC.

ESPOP (2004). Statistique de l'état annuel de la population 2003 – Concepts de population. Neuchâtel: Office Fédéral de la statistique.

Germann Raimund E. et Weis Katia (1995). Les administrations cantonales: une vue comparative. Berne: Haupt.

Germann Raimund E. (1996). Administration publique en Suisse: L'appareil étatique et le gouvernement. Berne: Haupt.

Koller Christophe (2007), Administrations publiques et autorités cantonales (Analyse sur la base de l'enquête BADAC sur les administrations cantonales 2004), Lausanne : IDHEAP – BADAC.

Koller Christophe (2009) , Evolution de la population étrangère: comparaison des effectifs et de la charge de travail des services de migration dans les cantons 2002-2008, (BE, GE, SG, TI, VD, VS,

26/309

ZH).

Koller Christophe et Heuberger Nils (2008). Indicateurs de l'Etat en Suisse : indicateurs pour la mesure comparative des administrations publiques et des autorités politiques cantonales et urbaines, Lausanne : IDHEAP – BADAC.

OFJ / Office fédéral de la justice. <http://www.ofj.admin.ch/themen/foederalismus/intro-f.htm> (état 9/3/2005 MD/Is).

ODM / Office fédéral des migrations, <http://www.bfm.admin.ch> (état le 23.05.09). A ce sujet, voir [tableau BADAC](#)

Pulitano Donatella (Hrsg.) (2001). New Public Management: Terminologie-terminologie-terminologia. Bern: Haupt.

Riker William (1975). Federalism. in: Fred I. Greenstein and Nelson Polsby (eds), The Handbook of Political Science, Volume V: Government Institutions and Processes, Reading MA. Addison Wesley.

Schuler Martin et Dominique Joye (1997). Recensement fédéral de la population 1990. Les niveaux géographiques de la Suisse. Berne: Office Fédéral de la statistique.

Publications

→ Publications


PUBLICATIONS DE LA BADAC

La BADAC publie régulièrement des articles scientifiques ou de vulgarisation, des ouvrages de synthèse ainsi que des *working papers*. D'autres publications se basent sur les données de la BADAC (liste non exhaustive). Ces documents sont classés par année de publication:

**2010**

- 11.10.2010 **Nouvel atlas interactif de l'Etat** - Cartographier le fédéralisme suisse. Communiqué de presse.
-  (PDF, 1664 Ko).
- Nuovo atlante interattivo dello Stato** - La cartografia del federalismo svizzero, Comunicato Stampa.
-  (PDF, 1671 Ko).
- 27.09.2010 BADAC - **Comprendre la complexité du fédéralisme suisse**, in: Affaires Publiques, **3/2010**, pages 13-14.
-  (PDF, 260 Ko).
- 22.09.2010 Nils Heuberger, **Interkantonale Zusammenarbeit aus Sicht der Regionen**. Erste Resultate der BADAC-Erhebung über die Behörden und die kantonalen Verwaltungen 2008, Working paper BADAC-IDHEAP 02/2010, 11 pages (NB résumé en français)
-  (PDF, 166 Ko).
- 23.08.2010 Christophe Koller (avec la collaboration de Nils Heuberger et d'Anne-Céline Rolland), **L'Etat au niveau des cantons. L'apport des enquêtes sur les autorités et les administrations cantonales (ESAC) 2001-2008** - Bilan, perspectives d'avenir et premiers résultats 2008, Working paper de l'IDHEAP 01/2010, 276 pages. **NB**. L'accès aux résultats de l'enquête 2008 est momentanément réservé aux chancelleries cantonales.
-  (PDF, 972 Ko).
- 11.06.2010 **La BADAC fait peau neuve**, **Communiqué ats/ots** (na-presseportal).
-  (PDF, 100 Ko).
- 1/2010 Premiers résultats de l'Enquête sur les administrations et les autorités cantonales 2008 (ESAC08) publiés dans la **Newsletter** du Grand Conseil valaisan.
-  (PDF, 100 Ko).
- 25.2.2010 Christophe Koller (avec la collaboration d'Anouck Vionnet), **Estimation du dynamisme des villes romandes sous l'angle économique 2003-2008**, Berne et Lausanne, Février 2010, 39 pages.
-  (PDF, 1165 Ko).
- 24.2.2010 Jean-Philippe Buchs (avec la collaboration de Christophe Koller), **Les villes romandes les plus dynamiques**, in: Magazine économique Bilan, Février 2010, pp. 32-41.
-  (PDF, 2379 Ko).

2009

- 21.12.2009 Koller Christophe, **Evolution de la population étrangère et charge de travail des services de migration dans les cantons** (BE, GE, SG, TI, VD, VS, ZH). Des accords bilatéraux aux accords d'association Schengen-Dublin, Rapport final, Lausanne: IDHEAP, 94 pages.
-  (PDF, 875 Ko)



- 18.12.2009 Bregnard Damien, Koller Christophe (éd.), **L'organisation politico-administrative du Jura à l'épreuve de l'histoire**, in: Lettre d'information du Cercle d'études historiques, No 42, Porrentruy: Société jurassienne d'émulation, décembre 2009, 56 pages.

-  (PDF, 1,6 Mo)

- 3.12.2009 Heuberger Nils, **Interkantonale Harmonisierung der obligatorischen Schule aus Sicht der Städte**: Eine Betrachtung anhand der HarmoS-Abstimmungsresultate, Working Paper de l'IDHEAP 02/2009, 10 pages.

-  (PDF, 100 Ko)



- 18.11.2009 Koller Christophe, Heuberger Nils, Vionnet Anouck, **Les villes et l'Etat en Suisse 1990-2009**: analyse comparative du profil des autorités, des activités et des dépenses étatiques au niveau des collectivités urbaines, Working Paper de l'IDHEAP, 2/2009, 61 pages.

-  (PDF, 950 Ko, version 'simple page')
-  (PDF, 790 Ko, version 'double page')

- 27.05.2009 Koller Christophe, **La Suisse vers un Etat plus fort, mais svelte?**, in: Le Temps, Rubrique "L'avis de l'expert".

-  (PDF)

- 27.05.2009 Koller Christophe, Heuberger Nils, **Indicateurs de l'Etat en Suisse 1990-2008** (Indicateurs pour la mesure comparative des administrations publiques et des autorités politiques cantonales et urbaines) Partie 2: Villes, (Version 1, mai 2009), Working Paper de l'IDHEAP, 1 / 2009, 38 pages.

-  (PDF, 620 Ko, version 'simple page')
-  (PDF, 470Ko, version 'double page')

- 26.03.2009 Koller Christophe, **La Suisse se recantonalise**, in: Le Temps, Rubrique "L'avis de l'expert".



-  (PDF)

2008

- 12.2008 Koller, Christophe. **La fonction publique en Suisse: analyse géopolitique d'un fédéralisme à géométrie variable**, in: Pyramides, N° 15, Bruxelles: CERAP, 1/2008 (Peer Reviewed).
Compte-rendu de certains résultats présentés dans Le Temps du **11-12-2008**, du **26-03-09** et du **16-06-2009**.

-  (PDF, 450 Ko)

- 12.2008 Koller Christophe, Nils Heuberger, **Indicateurs de l'Etat en Suisse 1990-2008** (Indicateurs pour la mesure comparative des administrations publiques et des autorités politiques cantonales et urbaines) **Partie 1: Cantons**, (Version 1.0c, décembre 2008), Working Paper de l'IDHEAP, 12 / 2008, 65 pages [version 'doubles pages']

-  (PDF, 860 Ko, version 'simple page')
-  (PDF, 710 Ko, version 'double page')

- 12.2008 Koller Christophe, **Evolution de la population étrangère. Comparaison des effectifs et de la charge de travail des services de migration dans les cantons** (BE, GE, SG, TI, VD, VS, ZH). Etude préliminaire, Lausanne: IDHEAP, 2008 (mandat du canton de Vaud).






- 7.07.2008 Gunzinger Mathieu, **Analyse comparative des ressources financières des partis politiques suisses**, Cahier de l'IDHEAP, no 240-2008.

-  (PDF, 3,2 Mo)

Communiqué de presse BADAC, 14-2008.

-  (PDF, 210 Ko)



2007	
09.2007	Heuberger Nils, Koller Christophe. Stipendien und Darlehen der öffentlichen Hand. Ein Vergleich zwischen den Kantonen und den Regionen in der Schweiz (1997-2005), Working Paper de l'IDHEAP 5/2007, 20 pages; graphiques, cartes, tableaux. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 450 Ko, étude complète en allemand et résumé en français)  (PDF, 100 Ko, communiqué de presse)
08.2007	Koller Christophe, Le profil socioprofessionnel des parlementaires cantonaux (Analyse sur la base de l'enquête BADAC sur les administrations cantonales 2004), Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires, Nr. 2, 10ème année, août 2007. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 160 Ko)
4.04.2007	Koller Christophe. Administrations publiques et autorités cantonales. Exploitations sur la base des résultats de l'enquête sur les administrations cantonales 2004, Working Paper de l'IDHEAP 14/2006, 89 pages; graphiques, cartes, tableaux. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 1.4 Mo)
03.2007	Vatter, Adrian, The Cantons, in: Hanbuch of Swiss Politics (2nd edition), Zürich: Neue Zürcher Zeitung, 2007: 197-225.
03.2007	Trippolini, Ivar, Strukturen, Rechte und Ressourcen der Kommissionen in den kantonalen Parlamenten. Situationsbeschreibung und Diskussionsbeitrag, Mitteilungsblatt der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen, Nr. 1 – 10. Jahrgang, März 2007, 27-31. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 460 Ko, en allemand)
8.03.2007	Ladner Andreas (2007). Das Alter der Parlamentarierinnen und Parlamentarier in den kantonalen Parlamenten. Working Paper de l'IDHEAP 1/2007. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 310 Ko, en allemand)
2006	
19.12.2006	Koller Christophe, Trippolini Ivar et Sylvie Traimond (2006) Mémento statistique des administrations et des autorités cantonales. La BADAC publie son premier «Mémento statistique des administrations et des autorités cantonales». Cette publication présente sur 30 pages en couleur les résultats de l'enquête BADAC 2004, complétés par d'autres données comparatives. Ce mémento, bilingue (français-allemand) et illustré par de nombreux tableaux et graphiques, sert aussi de guide d'introduction à la banque de données des cantons tout en donnant des exemples d'interactions avec le site web de la BADAC. D'autres résultats plus détaillés seront publiés prochainement. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 420 Ko) <p>Communiqué de presse BADAC</p> <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 90 Ko)
8.12.2006	Koller Christophe (2006). La BADAC, une base de données pour décrire l'action publique en Suisse , in: Contributions à l'action publique / Beiträge zum öffentlichen Handeln (Sous la direction de Jean-Loup Chappelet), Publication du 25e de l'IDHEAP.
28.05.2006	Bochsler Daniel et Ivar Trippolini, Taille idéale du Grand Conseil , en allemand ("Die Fallstudie aus Graubünden zeigt, wie sich eine Verkleinerung des Parlamentes auf Parteien und Regionen auswirken würde"), Südostschweiz am Sonntag, 28 Mai 2006. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 350 Ko, en allemand)
13.04.2006	Koller Christophe, Le Palmarès des villes romandes et le besoin de renforcer la statistique urbaine sur le plan suisse (Méthodologie, sources et résultats), 2006, Revue Economique et Sociale, No. 1, pp. 101-116.

	<ul style="list-style-type: none">  (PDF, 2.4 Mo)
2005	
5.12.2005	Koller, Christophe, Traimond Sylvie, A propos de la partie "villes" de la BADAC (Orientation générale, réalisations, méthode et sources), décembre 2005. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 57 Ko)  (HTML)
21.10.2005	Koller Christophe, L'Etat de Vaud en comparaison intercantonale. 2005. La Gazette (Journal de la fonction publique de l'Etat de Vaud), 169: 4-5. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 270 Ko)
13.04.2005	Les cantons suisses sous la loupe Autorités, employés publics, finances 167 pages, 45 illustrations, 24 tableaux, CHF 36.-, ISBN 3-258-06886-0 Ce livre collectif présente, pour la première fois et sous forme illustrée, les résultats de diverses enquêtes menées auprès des administrations cantonales depuis le début des années 1990. Ces résultats sont complétés par d'autres types de données relatives aux cantons. Le livre est disponible en librairie ou à commander auprès des Editions Haupt (en français ou allemand). Revue de Presse: <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 370 Ko, La Tribune de Genève - 10.11.2005)  (PDF, 1.0 Mo, Cash - 10.11.2005)  (PDF, 20 Ko, NZZ - 14.04.2005)  (PDF, 20 Ko, FACTS - 28.04.2005)  (PDF, 160 Ko, Die Südostschweiz, in: Der Schwyzer Bote, 4.05.2005) Communiqué de presse <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 150 Ko)  (HTML, carte et graphiques) Extraits à télécharger: <ul style="list-style-type: none">  (PDF, L'essentiel en bref , [français], [deutsch], [italiano])  (PDF, Résumé, [français], [deutsch], [italiano], [rumantsch], [english])  (PDF, 80 Ko, Table des matières détaillée en français)  (HTML, liste des graphiques et des tableaux)
22.02.2005	Le financement des partis cantonaux et les indemnités des parlementaires 2001-2004. L'évolution dans sept grand cantons suisses: AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH. <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 100 Ko, en allemand)
2004	
29.11.2004	Nouvel indice de la force des partis cantonaux 2004 Communiqué de presse BADAC <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 40 Ko, [français], [allemand]) Communiqué de presse de l'ATS <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 20 Ko, [français], [allemand], [italien])
15.11.2004	Les concordats intercantonaux : clé de voûte du fédéralisme suisse Présentation d'une analyse quantitative des concordats intercantonaux (1848-2003), basée sur la banque de données des concordats de l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg. Communiqué de presse BADAC <ul style="list-style-type: none">  (PDF, 60 Ko, [français], [allemand])

Communiqué de presse de l'ATS

-  (PDF, 70 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)], [[italien](#)])

13.07.2004 **Wie die Kantone ihre Politiker finanzieren.** Pascal Sciarini et Daniel Bochsler.

-  (PDF, 340 Ko, NZZ - 13.07.2004, en allemand)
-  (PDF, 110 Ko, document de base en allemand)

9.03.2004 **Comparer les cantons et les villes suisses sur Internet**, troisième communiqué de presse de l'enquête suisse sur les administrations cantonales (ESAC 02).

La nouvelle banque de données des cantons et des villes suisses (BADAC) est désormais accessible au public.

Un moteur virtuel pour scanner le fédéralisme: www.badac.ch

Les données couvrent les grands domaines suivants: 1. Gouvernement et parlement (institutions politiques) ; 2. Structures administratives et organisation de l'Etat ; 3. Agents publics; 4. Collaborations intercantionales et réformes communales ; 5. Santé et sécurité sociale ; 6. Education, sciences et culture ; 7. Justice et police ; 8. Travaux publics (y.c. énergie, environnement) et transports ; 9. Economie ; 10. Finances publiques ; 11. Population et emploi.

Exemple de résultat: le salaire des enseignants du secteur primaire par canton.






Communiqué de presse BADAC

-  (PDF, 140 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)])

Communiqué de presse de l'ATS

-  (PDF, 40 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)], [[italien](#)])


Revue de presse:

-  (PDF, 360 Ko, Der Bund)
-  (PDF, 90 Ko, 20 minutes)
-  (PDF, 110 Ko, Blick)
-  (PDF, 290 Ko, Schwyzer Bote)
-  (PDF, 100 Ko, Corriere del Ticino)






29 01.2004 **Palmarès des villes romandes 2004.**

Un comparatif des cités où il fait bon vivre a été réalisé et publié en collaboration avec L'Hebdo. Pour ce faire, l'équipe BADAC a mis au point un système d'indicateurs à partir de sources publiées et gratuites. 42 villes suisses (de 10'000 habitants et plus) ont ainsi été sélectionnées et comparées en fonction de 20 critères regroupés selon quatre dimensions: "Conditions de vie et environnement", "Dynamisme économique et emploi", "Prestations socio-culturelles" et "Participation politique et administration publique".

Dossier IDHEAP / L'Hebdo: Premier classement des villes romandes

-  (HTML, Dossier, Méthodes et résultats)

Revue de presse:

-  (PDF, 1.9 Mo, L'Hebdo - 29.01.2004)
-  (PDF, 550 Ko, La Gruyère)
-  (PDF, 160 Ko, La Liberté)
-  (PDF, 140 Ko, Le Quotidien Jurassien)
-  (PDF, 300 Ko, 24heures)



2003

12.2003 Koller Christophe, **Les cantons et les villes au pays du fédéralisme.** 2003. La nouvelle "Banque de données des cantons et des villes suisses" (BADAC), potentiels et (re)développement. Revue économique et sociale 4: 267-78.

-  (PDF, 360 Ko)

1.12.2003 Deuxième communiqué de presse de l'enquête suisse sur les administrations cantonales (ESAC 02): **Les gouvernements cantonaux sous la loupe.**

Communiqué de presse BADAC



-  (PDF, 40 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)])
-  (PDF, 150 Ko, tableaux récapitulatifs)

Communiqué de presse de l'ATS

-  (PDF, 20 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)], [[italien](#)])

09.2003 Premier communiqué de presse de l'enquête suisse sur les administrations cantonales (ESAC 02): **Comment les cantons financent les politiciens et les partis politiques?**

Communiqué de presse BADAC

-  (PDF, 140 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)])
-  (PDF, 80 Ko, tableaux récapitulatifs)

Communiqué de presse de l'ATS

-  (PDF, 40 Ko, [[français](#)], [[allemand](#)], [[italien](#)])

06.2003 Plaquette **Le système d'information online au service du fédéralisme suisse**

-  (PDF, 80 Ko)





2002

09.2002 **Bulletin de l'IDHEAP N°73**



-  (PDF, 20 Ko)

< 2000




février 1999 Germann Raimund, E., **Observation continue du changement administratif: la BADAC, banque de données des cantons et des villes**, IDHEAP, septembre 1999 (exemplaires papier disponibles en français, allemand et anglais au prix de 10.-CHF auprès de la BADAC).

-  (PDF, 130 Ko, en français)
-  (PDF, 130 Ko, en allemand)
-  (PDF, 130 Ko, en anglais)
-  (HTML, en anglais)

1996 Germann, Raimund E., **Administration publique en Suisse, volume 1, L'appareil étatique et le gouvernement**, Berne, Haupt, 1996.


-  (DOC, 30 Ko, avant-propos)
-  (DOC, 30 Ko, sommaire)

1995 Germann Raimund E., Weis Katja, **Les administrations cantonales: une vue comparative**, Berne, Haupt, 1995.

-  (DOC, 30 Ko, table des matières)
-  (DOC, 30 Ko, avant-propos)
-  (DOC, 40 Ko, introduction)


La version française de ce livre est épuisée mais elle est encore disponible en allemand. Si vous souhaitez commander, vous pouvez nous [contacter](#).




1991 GERMANN, Raimund E., **Die Europatauglichkeit der direktdemokratischen Institutionen der Schweiz**, Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft 1991, Bern, Haupt, 257-269.

-  (PDF, 188 Ko, en allemand)

Voir les publications de R. Germann de 1975 à 1991 dans leur [contexte](#).

1987 GERMANN, Raimund E., **L'amalgame public-privé : l'administration parétatique en Suisse**, Revue politique et Management Public, vol. 5, no 2, juin 91-105 (Cahier de l'IDHEAP no 29), 1987.

-  (PDF, 6496 Ko, en français)

- 1981 GERMANN, Raimund E., **Ausserparlamentarische Kommissionen: Die Milizverwaltung des Bundes**. Bern, Haupt, 1981.
-  (PDF, 4840 Ko, en allemand)
-
- 1977 GERMANN, Raimund E., **Konkordanz- oder Konkurrenzdemokratie ?**, Zeitschrift für schweizerisches Recht, Bd 96: 173-186.
-  (PDF, 839 Ko, en allemand)
-
- 1975 GERMANN, Raimund E., **Politische Innovation und Verfassungsreform. Ein Beitrag zur schweizerischen Diskussion über die Totalrevision der Bundesverfassung**, Bern, Haupt, 1975.
-  (PDF, 7245 Ko, en allemand)
-

Questionnaires

Enquête suisse sur les administrations cantonales

Première partie : Questionnaire canton (ESAC02-C)

Questions se rapportant à l'ensemble du canton et adressées aux Chanceliers / Chancelleries
Etat au 25.11.2002 (français)

NB: Un seul questionnaire doit être rempli par canton

1	Parlement cantonal et Gouvernement	3
1.1	Parlement cantonal, commissions et financement des partis	3
1.2	Le Gouvernement (conseillers d'Etat / Ministres)	5
1.3	La Chancellerie	6
2	Instruments de planification, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques	7
2.1	Programme gouvernemental	7
2.2	Plan financier	8
2.3	Contrôle des finances	9
2.4	Contrôle de gestion et supervision de la banque cantonale	10
2.5	Gestion du personnel	12
2.6	Information	12
2.7	Evaluation des politiques publiques	13
3	Agents publics : effectifs, statut, traitement, évaluation et formation	13
3.1	Effectif de l'administration cantonale	13
3.2	Type d'engagement, de statut	14
3.3	Salaires et indexation	15
3.4	Evaluation du personnel et gratifications	16
3.5	Formation continue	17
4	Districts et communes	17
4.1	Districts et préfectures	17
4.2	Relations entre le canton et les communes	18
5	Conférences et concordats	19
6	Appréciation du questionnaire	20

Instructions pour remplir le questionnaire

- Les données recueillies se réfèrent généralement à l'année 2001. Dans la majorité des cas, nous nous référerons à la situation qui prévalait au 31.12.2001 (date précise) ou sur une période d'une année (généralement du 1.1.2001-31-12.2001).
- En absence de données pour une date précise, on fournira les données les plus récentes disponibles.
- N.B. Nous avons renoncé à la forme féminine dans les textes afin d'alléger la formulation des questions. Dans la mesure du possible, nous tiendrons compte de la forme féminine dans les travaux à venir.

En cas de question, n'hésitez pas à contacter:

- Mme Sylvie Traimond, sylvie.traimond@idheap.unil.ch, Tél. 021 694 07 62 (français).
- Mr Christophe Koller, christophe.koller@idheap.unil.ch, Tél. 021 694 07 67 (allemand et italien).

Définitions:

- Conseiller d'Etat / Ministre** = personne en charge des fonctions exécutives des cantons, soit d'un ou plusieurs département(s) / directions.
- Département / Direction** = unité administrative sous la direction d'un conseiller d'Etat, y compris le secrétariat général de département. **Ne sont pas incluses** : les chancelleries d'Etat.
- Dépenses de fonctionnement** = selon la classification par nature, soit dépenses courantes (groupe de compte 30 (charges de personnel), 31 (biens, services et marchandises), 35 (dédommagements à des collectivités publiques), 36 (subventions accordées), 37 (subventions redistribuées), **exclus** : 32 (intérêts passifs), 33 (amortissements), 34 (parts et contributions sans affectation), 38 (attributions aux financements spéciaux), 39 (imputations internes), 50-59 (dépenses d'investissements)).
Source : Finances publiques en Suisse 1998, Administration fédérale des finances, Berne 2000 : 155-156.
- EPT** = effectifs équivalents à plein temps, p.ex. un poste à 100% = 1.0 EPT, un poste à 40% = 0.4 EPT.
- Etablissements et autres organisations de droit public** = établissements de droit public avec ou sans personnalité juridique, fondations de droit public, entreprises de droit public, corporations de droit public.
Ne sont pas incluses: les églises, les entreprises mixtes et la banque cantonale.
- Parlement cantonal / Grand Conseil** = Assemblée qui détient le pouvoir législatif dans les cantons.
- Offices / divisions / services** = unités administratives directement subordonnées à un département ou à la chancellerie, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat ou au chancelier. **Ne sont pas inclus**: le secrétariat de département, les organes d'état-major, les commissions, les tribunaux, les préfectures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public.
- Unité centrale** = unité administrative composée de plusieurs personnes, dont la responsabilité s'étend à l'ensemble de l'administration ou à une pluralité de départements. Il ne s'agit ni d'une commission, ni d'un agent unique.

1 Parlement cantonal et Gouvernement				
1.1 Parlement cantonal, commissions et financement des partis				
C1.10	Quel est le nombre de sièges au Parlement? <i>Situation au 31.12.2001</i>	Parlement CPAR110	ND	ESAC97 1.01 (1) ESAC91 1.01 (1)
C1.11	Combien de fois le Parlement s'est-il réuni en séance plénière au cours de l'année 2001 ? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2001</i>	Parlement CPAR111	ND	ESAC02
C1.12	Veillez nous indiquer la durée moyenne des séances plénières du Parlement au cours de l'année 2001 ? <i>Estimation du nombre d'heures par séance, demi-séance</i>	Parlement CPAR112	ND	ESAC02
C1.13	A quelle autorité le service du Parlement est-il administrativement rattaché? <i>Une seule réponse possible</i> - Au Parlement 1 - A la Chancellerie 2 - Au Gouvernement / Conseil d'Etat 3	Parlement CPAR113	ND	ESAC02
C1.14	Combien de projets de loi le Parlement a-t-il adoptés au cours de l'année 2001 ? <i>Nombre de projets de lois adoptés</i> si 0 suite 1.20	Parlement CPAR114	ND	ESAC02
C1.14a	Parmi les projets de loi adoptés, quel est le nombre de nouvelles lois ? <i>Nombre de nouvelles lois</i>	Parlement CPAR114a	ND	ESAC02
C1.20	Combien de commissions permanentes le Parlement comptait-il en 2001? <i>Veillez nous fournir une liste des commissions permanentes du Parlement par mail séparé</i> <i>Nombre de commissions permanentes</i>	Parlement (commissions) CPAR120		ESAC02
C1.21	Combien de fois ces commissions permanentes ont-elles été réunies en 2001 ? <i>Nombre total des séances</i>	Parlement (commissions) CPAR121		ESAC02
C1.22	Combien de commissions ad hoc le Parlement comptait-il en 2001 ? <i>Nombre de commissions ad hoc</i>	Parlement (commissions) CPAR122		ESAC02
C1.23	Combien de fois ces commissions ad hoc ont-elles été réunies en 2001 ? <i>Nombre total des séances</i>	Parlement (commissions) CPAR123		ESAC02

¹ Pouvez-vous nous fournir la liste (cf. chargement des listes électroniques en annexe) ou une personne de contact pour obtenir davantage d'information.

C1.30	En 2001, quel a été le montant total des indemnités versées aux groupes parlementaires ? <i>Contributions forfaitaires + contributions complémentaires par membre de la fraction</i> <i>En milliers de francs</i>	Parlement (indemnités) CPAR130		ESAC02
C1.31	En 2001, quel était le montant du jeton de présence versé aux parlementaires, par séance ou demi-séance ? <i>En francs par heure</i>	Parlement (indemnités) CPAR131		ESAC02
C1.32	En 2001, quelle a été la somme totale versée aux parlementaires au titre des jetons de présence? <i>En milliers de francs</i>	Parlement (indemnités) CPAR132		ESAC02
C1.33	Le canton octroie-t-il d'autres formes de subsides (dons, contributions aux coûts des campagnes électorales, etc.) aux partis politiques cantonaux ? - oui.....1 - non.....2 suite 1.34	Parlement (indemnités) CPAR133		ESAC02
C1.33a	Si oui, quel a été le montant total de ces autres formes de subsides en 2001 ? <i>En milliers de francs</i>	Parlement (indemnités) CPAR133a		ESAC02
C1.34	Les partis politiques cantonaux bénéficient-ils d'avantages fiscaux (exonérations fiscales, tarifs réduits, etc.) ? - oui.....1 - non.....2 suite 1.35	Parlement (indemnités) CPAR134		ESAC02
C1.34a	Si oui, veuillez estimer le montant des avantages fiscaux destinés aux partis politiques cantonaux pour l'année 2001 ? <i>En milliers de francs</i>	Parlement (indemnités) CPAR134a		ESAC02
C1.35	Existe-t-il un système qui oblige les partis à rendre public leurs comptes ? - oui.....1 - non.....2 suite 1.36	Parlement (indemnités) CPAR135		ESAC02
C1.35a	Si oui: Veuillez estimer le total des dépenses des partis cantonaux en 2001 ? <i>En milliers de francs</i>	Parlement (indemnités) CPAR135a		ESAC02
C1.36	Existe-t-il un système qui plafonne les dépenses des partis lors des campagnes électorales ? - oui.....1 - non.....2 suite 1.40	Parlement (indemnités) CPAR136		ESAC02
C1.36a	Si oui: Quel était le plafond des dépenses des partis en 2001 ?	Parlement (indemnités)		ESAC02

	En milliers de francs	CPARL136a		
1.2 Le Gouvernement (conseillers d'Etat / Ministres)				
Pouvez-vous indiquer le nombre de conseillers d'Etat au 31.12.2001?				
C1.40a	Hommes	Gouvernement	ND	ESAC97 1.02 (1) ESAC91 1.03 (1)
C1.40b	Femmes	CGOV140a CGOV140b		
C1.41	Quel est le nombre de départements de l'administration cantonale? Situation au 31.12.2001 Nombre de départements	Gouvernement CGOV141	ND	ESAC97 1.03 (1) ESAC91 1.24 (1)
C1.42	Tous les conseillers d'Etat exercent-ils leur fonction ministérielle à plein temps ? Situation au 31.12.2001 - oui.....1 suite 1.43 - non.....2	Gouvernement CGOV142	ND	(ESAC97 2.03 (1))
C1.42a	Si non: Quel est le taux d'activité moyen des conseillers d'Etat?	Gouvernement CGOV142a	ND	(ESAC97 2.03 (2))
C1.43	Quelle a été la fréquence des séances du Conseil d'Etat en 2001 ? Une seule réponse possible - moins d'une séance par semaine - une séance par semaine - plus d'une séance par semaine	Gouvernement Charge de travail CGOV143	ND	ESAC02
C1.44	Pouvez-vous nous indiquer la durée moyenne des séances auxquelles ont assisté les conseillers d'Etat en 2001? En heures	Gouvernement CGOV144	ND	ESAC02
C1.45	Veuillez indiquer l'âge moyen des conseillers d'Etat en 2001? Situation au 31.12.2001 ; moyenne arithmétique de l'âge de l'ensemble des conseillers d'Etat Age moyen	Gouvernement CGOV145	ND	ESAC02
C1.46	Veuillez indiquer le salaire annuel brut moyen des conseillers d'Etat en 2001? (sans primes et sans frais forfaitaires) Salaire annuel brut en francs	Gouvernement CGOV146	ND	ESAC02
C1.47	Quel a été le montant total des primes et frais forfaitaires versés aux conseillers d'Etat en 2001? En francs	Gouvernement CGOV147	ND	ESAC02

³ Source : BADAC97, NZZ, 17 juillet 1999, S. 7. Renseignements de diverses Chancelleries et services du personnel.

C1.55	Existait-il une conférence des secrétaires généraux de départements au 31.12.2001? - oui.....1 - non.....2 suite 2.10	Secrétaire de département CCHA155		ESAC97 1.25 (1) ESAC91 1.25 (1)
C1.55a	Si oui: Quelle a été la fréquence des réunions de la conférence des secrétaires de départements en 2001? Une seule réponse possible 1 à 2 fois/an <input type="checkbox"/> 1 3 à 6 fois/an <input type="checkbox"/> 2 7 à 9 fois/an <input type="checkbox"/> 3 10 à 12 fois/an <input type="checkbox"/> 4 Plus d'une fois par mois <input type="checkbox"/> 5 Selon les besoins, sans régularité précise <input type="checkbox"/> 6	Secrétaire de département CCHA155a		ESAC97 1.25 (2) ESAC91 1.25 (3)
2 Instruments de planification, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques				
2.1 Programme gouvernemental				
C2.10	Le canton élabore-t-il un programme gouvernemental du type "Grandes lignes de la politique gouvernementale" au cours de la législature? - oui.....1 - non.....2 suite 2.20	Programme gouvernemental CPLA210	ND	ESAC97 1.42 (1) (ESAC91) 1.38 (1)
C2.10a	Si oui: Quelle est la périodicité de l'élaboration / de la mise à jour du programme gouvernemental? Triennale <input type="checkbox"/> 1 Quadriennale <input type="checkbox"/> 2 Quinquennale <input type="checkbox"/> 3	Programme gouvernemental CPLA210a		ESAC97 1.42 (3) ESAC91 1.38 (3)
C2.11	En quelle année le dernier programme gouvernemental a-t-il été élaboré? Année (ex : 2002)	Programme gouvernemental CPLA211		ESAC02
C2.12	Comment le programme gouvernemental a-t-il été élaboré au cours de la législature actuelle? Une seule réponse possible - Du Conseil d'Etat vers les départements (plutôt top-down) <input type="checkbox"/> 1 - Des Départements vers le Conseil d'Etat (plutôt bottom-up) <input type="checkbox"/> 2	Programme gouvernemental CPLA212		ESAC02

1.3 La chancellerie				
C1.50	Qui nomme (ou élit) le chancelier? Situation au 31.12.2001 - Le Parlement <input type="checkbox"/> 1 - Le Gouvernement / le Conseil d'Etat <input type="checkbox"/> 2	Chancellerie CCHA150		ESAC97 1.10 (1) ESAC91 1.07 (1)
C1.51	Quel est le nombre de vice-chancelliers ? Situation au 31.12.2001 nombre de vice-chancelliers	Chancellerie CCHA151		ESAC97 1.11 (1) ESAC91 1.08 (1)
C1.52	Quel est l'effectif (nombre de personnes en EPT) de la chancellerie à fin 2001? Sans le chancelier ; Situation au 31.12.2001 Effectif de la chancellerie en EPT	Chancellerie CCHA152		ESAC97 1.12 (2) ESAC91 1.09 (1)
C1.53	Quelles ont été les dépenses de fonctionnement de la chancellerie en 2001 ? En milliers de francs. Attention: coût global de l'exécutif (y.c. mandats externes), plus coûts globaux du Parlement, mais sans les indemnités versées aux parlementaires.	Chancellerie CCHA153		ESAC97 1.14 (1) dépenses (ESAC91) 1.10 (1) Budget
C1.54	La chancellerie est-elle sub-divisée en services / unités? - oui.....1 - non.....2 suite 1.55	Chancellerie CCHA154		ESAC97 1.13 (1)
C1.54a	Si oui: Quel est le nombre des services de la Chancellerie ? Situation au 31.12.2001 nombre des services de la Chancellerie	Chancellerie CCHA154a		ESAC97 1.13 (2) ESAC91 1.15 (1)
C1.54b	Quels sont l'appellation, l'effectif (nombre de personnes en EPT) et les dépenses de fonctionnement des services de la chancellerie?	Chancellerie CCHA154b		(ESAC97 1.13 (4))
C1.54c	Saisir manuellement ou vérifier l'appellation si déjà inscrite	CCHA154c		ESAC97 1.13 (5) (effectifs)
C1.54d	Appellation	CCHA154d		ESAC02
	Nombre de personnes employées (en EPT)			
	Dépenses de fonctionnement (en milliers de francs)			

C2.12a	Est-ce que les objectifs fixés dans le programme gouvernemental au cours de l'actuelle législature ont été objectivement mesurables ? par exemple à l'aide d'indicateurs, de standards définis par le canton Une seule réponse possible - oui <input type="checkbox"/> 1 - non <input type="checkbox"/> 2	Programme gouvernemental CPLA212a		ESAC02
C2.13	Le programme gouvernemental est-il soumis au Parlement? Situation au 31.12.2001. Une seule réponse possible - non1 - oui, uniquement pour information.....2 - oui, pour approbation uniquement.....3 - oui, pour approbation avec possibilité de modification par le Parlement 4	Programme gouvernemental CPLA213	ND	ESAC02
C2.14	Y-a-t-il eu un contrôle de la réalisation du programme gouvernemental en 2001? Par exemple sous la forme d'un inventaire annuel de l'état d'avancement des dossiers ; écarts entre intention et réalisation - oui.....1 - non.....2	Programme gouvernemental CPLA214		ESAC02
2.2 Plan financier				
C2.20	Le canton élabore-t-il un plan financier? - oui.....1 - non.....2 suite 2.22	Plan financier CPLA220		ESAC97 1.41 (1) ESAC91 1.37 (1)
C2.20a	Si oui: Quelle est la périodicité de l'élaboration / de la mise à jour du plan financier? Une seule réponse possible - Annuelle <input type="checkbox"/> 1 - Biennale <input type="checkbox"/> 2 - Triennale <input type="checkbox"/> 3 - Quadriennale <input type="checkbox"/> 4 - Quinquennale <input type="checkbox"/> 5	Plan financier CPLA220a		ESAC97 1.41 (2) ESAC91 1.37 (2)
C2.20b	Comment s'opère l'élaboration du plan financier? Situation au 31.12.2001 ; Une seule réponse possible - Le Conseil d'Etat fixe lui-même un cadre (top-down) <input type="checkbox"/> 1 - Le Département des finances propose un plan financier au Conseil d'Etat (bottom-up) <input type="checkbox"/> 2	Plan financier CPLA220b		ESAC02
C2.20c	Y-a-t-il eu un contrôle de la réalisation du plan financier en 2001? Par exemple en introduisant dans le budget annuel un commentaire sur les différences entre budget et plan financier	Plan financier CPLA220c		ESAC02

C3.42	Si c52=1 ou c52=2 ou c52=3 ou c52=4: Quel est le pourcentage de la masse salariale, hors indexation, destiné aux récompenses pécuniaires (augmentation de salaire ou primes)? Situation au 31.12.2001 %	Gratification CGRA342	ESAC97 1.51 (6)
3.5 Formation continue			
C3.50	Existe-t-il une unité centrale s'occupant de formation continue du personnel ? Situation au 31.12.2001 ; hors budget de formation géré par les départements - oui.....1 - non.....2 suite 4.10	Formation continue CFOR350	ESAC97 1.28 (1) ESAC91 1.30 (1)
C3.50a	Si oui: Quel est l' effectif (nombre de personnes en EPT) de l' unité centrale s'occupant de formation continue du personnel ? Situation au 31.12.2001 Personnes en EPT.....	Formation Continue CFOR350a	ESAC97 1.28 (6) ESAC91 1.30 (4)
C3.50b	Quelles ont été les dépenses de fonctionnement de l'unité centrale s'occupant de formation continue du personnel en 2001? Hors budget de formation géré par les départements En milliers de francs.....	Formation continue CFOR350b	ESAC97 1.28 (7, 8) ESAC91 1.30 (5)
C3.51	Quel est le nombre de personnes ayant suivi des cours de perfectionnement organisés par l'unité centrale s'occupant de formation continue du personnel en 2001 ? Nombre de personnes.....	Formation continue CFOR351	ESAC97 1.28 (9) ESAC91 1.30 (6) IDHEAP / Ck mod.
C3.52	Quel est le nombre total de journées de formation continue mise sur pied par l'unité centrale s'occupant de formation continue du personnel en 2001 ? Total des journées de formation.....	Formation continue CFOR352	ESAC02
4 Districts et communes			
Nous nous intéresserons maintenant à quelques points relatifs à la politique générale du canton à l'égard de ses districts et de ses communes.			
4.1 Districts et préfectures			
C4.10	Le canton est-il divisé en districts ? Situation au 31.12.2001 - oui.....1 - non.....2 suite 4.20	Districts et préfectures CDIS410	ESAC97 1.53 (1) ESAC91 1.52 (1)
C4.10a	Si oui:	Districts et préfectures	ESAC97 1.53 (2) ESAC91 1.52 (2)

	Quel est le nombre des districts ? Situation au 31.12.2001 Nombre de districts.....	CDIS410a	
C4.11	Existe-t-il des préfectures dans le canton? Situation au 31.12.2001 - oui.....1 - non.....2 suite 4.20	Districts et préfectures CDIS411	ESAC97 1.54 (1) ESAC91 1.55 (1)
C4.11a	Si oui: Quel est le nombre de préfets travaillant à plein temps ? Nombre de préfets travaillant à plein temps.....	Districts et préfectures CDIS411a	ESAC97 1.54 (2) ESAC91 1.59 (1)
C4.11b	Si oui: Quel est le nombre de préfets travaillant à temps partiel ? Nombre de préfets travaillant à temps partiel.....	Districts et préfectures CDIS411b	ESAC97 1.54 (3)
C4.12	Quel est l' effectif (nombre de personnes en EPT) des préfectures ? Situation au 31.12.2001 Nombre de personnes en EPT, y compris les préfets.....	Districts et préfectures CDIS412	ESAC97 1.54 (4) ESAC91 1.58 (1)
4.2 Relations entre le canton et les communes			
C4.20	Quel est le nombre de communes politiques (ou communes des habitants) dans le canton / demi-canton? Situation au 31.12.2001 Nombre de communes politiques.....	Communes CCOM420	ESAC97 1.55 (1) ESAC91 1.60 (1)
C4.21	Quel est le nombre de communes avec organe représentatif (parlement communal) élu/nommé ? Situation au 31.12.2001, s'il n'y a pas, mettre zéro Nombre de communes avec organe représentatif.....	Communes CCOM421	ESAC97 1.55 (2)
	Quelle est l' importance pour le canton des projets de réforme suivants? Une seule réponse par ligne	Communes	ESAC02
C4.22a	- Intensification de la collaboration intercommunale	CCOM422a	1 2 3 4
C4.22b	- Nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes	CCOM422b	1 2 3 4
C4.22c	- Réforme de la péréquation financière verticale (canton-communes)	CCOM422c	1 2 3 4
C4.22d	- Réforme de la péréquation financière horizontale (communes-communes)	CCOM422d	1 2 3 4
C4.22e	- Introduction de la nouvelle gestion publique dans les administrations communales	CCOM422e	1 2 3 4
C4.22f	- Fusions de communes	CCOM422f	1 2 3 4

	Les formes de collaborations intercommunales suivantes existent-elles et, si oui, quel est leur nombre? si la forme n'existe pas, mettre zéro	Communes	ESAC02
C4.23a	- Conventions intercommunales de droit public	CCOM423a	Nombre
C4.23b	- Associations intercommunales à but unique	CCOM423b	
C4.23c	- Associations intercommunales à buts multiples	CCOM423c	
C4.23d	- Contrats de collaboration de droit privé	CCOM423d	
	En 2001, le canton a-t-il encouragé la collaboration intercommunale au moyen des instruments suivants ? Plusieurs réponses possibles oui <input type="checkbox"/> 1 non <input type="checkbox"/> 2	Communes	ESAC02
C4.24a	• Information/sensibilisation	CCOM424a	1,2
C4.24b	• Délégation de compétences aux communes conditionnées à la collaboration intercommunale	CCOM424b	1,2
C4.24c	• Mesures incitatives (par exemple financières)	CCOM424c	1,2
C4.24d	• Obligation de collaborer	CCOM424d	1,2
	En 2001, le canton a-t-il encouragé les fusions de communes au moyen des instruments suivants? Plusieurs réponses possibles oui <input type="checkbox"/> 1 non <input type="checkbox"/> 2	Communes	ESAC02
C4.25a	• Développement d'un plan directeur des fusions	CCOM425a	1,2
C4.25b	• Information/sensibilisation aux communes	CCOM425b	1,2
C4.25c	• Appui administratif offert aux communes intéressées par la fusion	CCOM425c	1,2
C4.25d	• Mesures incitatives (par exemple financières)	CCOM425d	1,2
C4.26	Un projet de nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes a-t-il été récemment mené à terme, ou un tel projet est-il en cours, ou prévu? • Mené à terme 1 • En cours 2 • Prévu 3 • Pas de projet prévu 4	Communes CCOM426	ESAC02
5 Conférences et concordats			
	Quel est le nombre de Conférences des directeurs cantonaux , de portée nationale et régionale, auxquelles le canton était membre au 31.12.2001?	Conférences et concordats	ESAC02
C5.10a	De portée nationale	CKK510a	
C5.10b	De portée régionale	CKK510b	
C5.10c	Pouvez-vous nous indiquer une personne de contact qui pourrait nous fournir des informations sur les Conférences des directeurs cantonaux ?	Conférences et concordats CKK510c	
C5.10d	- oui 1 - non 2	CKK510d CKK510e	

C5.10e	Si oui, veuillez nous fournir les coordonnées suivantes :	CKK510f	
C5.10f	- Nom - Prénom - Téléphone : - Email :		
C5.11a	Quel est le nombre de concordats et autres conventions intercantonaux , de portée régionale ou nationale, auxquels le canton était membre au 31.12.2001?	Conférences et concordats	ESAC02
C5.11b	De portée nationale De portée régionale	CKK511a CKK511b	
C5.11c	Pouvez-vous nous indiquer une personne de contact qui pourrait nous fournir davantage d'informations sur les concordats et autres conventions intercantonaux , de portée nationale et régionale?	Conférences et concordats CKK511c	
C5.11d	- oui 1 - non 2	CKK511d CKK511e CKK511f	
C5.11e	Si oui, veuillez nous fournir les coordonnées suivantes :		
C5.11f	- Nom - Prénom - Téléphone : - Email :		
6 Appréciation du questionnaire			
Nous aimerions encore vous poser quelques questions qui nous permettront d'améliorer la prochaine enquête.			
C6.10	Combien de temps a été nécessaire pour remplir ce questionnaire? Veuillez nous indiquer votre estimation en heures-personnes - Nombre d'heures	Questionnaire CQUE510	
C6.11	Quelle appréciation générale portez-vous sur les questions posées? Jugez-vous les questions... - Très utiles 1 - Utiles 2 - Peu, pas utiles 3	Questionnaire Appréciation CQUE611	ESAC02
C6.12	Comment jugez-vous la fiabilité générale des réponses fournies? - Réponses très fiables (90-100%) 1 - Réponses fiables (70-89%) 2 - Réponses peu ou pas très fiables (Moins de 70% de réponses vraiment correctes) 3	Questionnaire Appréciation CQUE612	ESAC02

Nous vous remercions infiniment pour avoir rempli ce questionnaire.
Les données que vous nous avez fournies seront traitées de manière confidentielle.

Vous pouvez d'ores-et-déjà effectuer une copie de vos résultats à partir du menu [consultations des réponses] (copier-coller) et transférer ceux-ci dans un tableur pour vos propres analyses.

Le questionnaire peut-être téléchargé en tout temps au format word à partir de notre site www.badac.ch

Nous allons procéder à des tests de plausibilité avant d'intégrer vos données dans notre banque de données ON-LINE.
Nous vous prions de consulter nos pages news afin de vous informer régulièrement de l'état d'avancement des travaux.

Enquête suisse sur les administrations cantonales (esac04)

Questionnaire au format word (Etat au 07.11.2005, français)

Questions se rapportant à l'ensemble du canton

Période de référence : 1.1.2004 - 31.12.2004, resp. Situation au 31.12.2004 (Questions du chapitre 4 : 30.9.2005)

1	Institutions politiques (T1-8)	5
1.1	Parlement et partis (T1-3)	5
1.1.1	Parlement cantonal (T1)	5
1.1.2	Nombre et durée des séances plénières (Plénum) (T1)	5
1.1.3	Lois et motions (T1)	6
1.1.4	Commissions parlementaires (T2)	7
1.1.5	Dépenses, indemnités parlementaires et financement des partis (T3)	9
1.2	Chancellerie (T4)	9
1.3	Gouvernement (T5-8)	10
1.3.1	Profil du Gouvernement (T5)	10
1.3.2	Age et éligibilité au Conseil d'Etat (T5)	11
1.3.3	Salaires, primes et rentes des conseillers d'Etat (T5)	11
1.3.4	Programme gouvernemental et tableau de bord (T6)	12
1.3.5	Information (T7)	14
1.3.6	Structures administratives (mise à jour) (T8)	14
2	Agents publics et gestion du personnel (T9-14)	15
2.1	Effectif de l'administration cantonale (T9)	16
2.2	Type d'engagement, de statut (T10)	16
2.3	Profil des emplois (T11)	16
2.4	Mouvements du personnel (T12)	17
2.5	Heures supplémentaires et absences (T13)	18

2.6	Fonctions et échelle des salaires (T14)	18
3	Caisses de pension (T15)	18
4	Répartition des tâches canton-communes (T16)	21
5	Appréciation du questionnaire (T17)	24

Instructions pour remplir le questionnaire

- **L'année de référence pour les réponses est 2004** (période comprise entre le 1.1. et le 31.12.2004 ; respectivement situation au 31.12.2004). Uniquement pour le chapitre 4, la situation se réfère au 30.9.2005. En cas de données non disponibles pour une date précise, veuillez fournir une réponse (ou une estimation) récente, tout en indiquant sous remarques la date de référence exacte.
- **Remarques** : Vous avez la possibilité d'inscrire des remarques par question et d'autres remarques générales tout à la fin du questionnaire (question C6.13).
- **Données précodées** : afin de faciliter la saisie, un certain nombre de réponses ont été précodées par l'équipe Badac. Veuillez vérifier les réponses / corriger si nécessaire, **sans oublier d'enregistrer**.
- **Actualisation des données 2001** : Nous aimerions actualiser certaines réponses de l'année 2001. Veuillez si possible valider / corriger / compléter les réponses afin de refléter la situation au 31.12.2004. **Ne pas oublier d'enregistrer**.
- **Données manquantes** : Veuillez indiquer un zéro uniquement si la valeur est nulle ; pour les non réponses, veuillez laisser le champ libre en passant à la question suivante après avoir validé la non réponse à l'aide du bouton "enregistrer".
- **Sans action de votre part pendant une période de plus de 60 minutes, la session en cours sera désactivée**. Les données saisies jusqu'au dernier enregistrement auront toutefois été sauvegardées dans la base de données de la BADAC / . Dès lors, l'utilisateur est prié de ressaisir son identification et son mot de passe et de passer à la dernière question saisie.
- **N.B.** Nous avons renoncé à la forme féminine dans les textes afin d'alléger la formulation des questions. Nous tiendrons compte, dans la mesure du possible, de la forme féminine dans les publications.

En cas de question, n'hésitez pas à contacter:

- Mme Sylvie Traimond, sylvie.traimond@unil.ch, Tél. 021 557 40 62 (français).
- Mr Ivar Trippolini, ivar.trippolini@unil.ch, Tél. 021 557 40 65 (allemand, italien).
- Mr Christophe Koller, Chef de projet, christophe.koller@unil.ch, Tél. 021 557 40 67 (français, allemand et italien).

Définitions:

- **Administration centrale cantonale (ou administration au sens strict)** = ensemble des personnes employées et rémunérées par l'administration cantonale (**y compris le personnel strictement administratif** des établissements et autres organisations de droit public tels que les hôpitaux, les écoles ou les sociétés publiques qui produisent pour le marché et sont contrôlées ou majoritairement financées par le canton. NB. Donc, **sans** le personnel enseignant et le personnel de la santé et de l'action sociale).
- **Administration cantonale au sens large** = ensemble des personnes employées et rémunérées par l'administration cantonale (**y compris le personnel non administratif et administratif** occupé par des établissements et autres organisations de droit public tels que les hôpitaux, les écoles ou les sociétés publiques qui produisent pour le marché et sont contrôlées ou majoritairement financées par le canton. NB. Donc, **avec** le personnel enseignant et le personnel hospitalier et de l'action sociale).
- **Classification des fonctions** = fonctions-clés identifiées au sein de différents groupes de professions et correspondant à une ou plusieurs classes salariales.
- **Classes salariales / de traitement** = déterminées par un salaire minimum et maximum, ventilées en échelons (annuités) ; les classes salariales forment ensemble l'échelle de traitement.
- **Département / Direction** = unité administrative sous la direction d'un conseiller d'Etat, y compris le secrétariat général de département. **Ne sont pas incluses**: les chancelleries d'Etat.
- **Dépenses de fonctionnement** = selon la classification par nature, soit dépenses courantes (groupe de compte 30 (charges de personnel), 31 (biens, services et marchandises), 35 (dédommagements à des collectivités publiques), 36 (subventions accordées), 37 (subventions redistribuées), **exclus**: 32 (intérêts passifs), 33 (amortissements), 34 (parts et contributions sans affectation), 38 (attribution aux financements spéciaux), 39 (imputations internes), 50-59 (dépenses d'investissements)).
Source : *Finances publiques en Suisse 1998, Administration fédérale des finances, Berne 2000 : 155-156.*
- **Echelle de salaire / traitement** = représente la structure des salaires à l'intérieur d'une organisation, souvent composée de différentes classes salariales, elles-mêmes subdivisées en échelons / annuités.
- **Echelons de salaire (annuités)** = paliers octroyés pour la progression salariale individuelle au sein d'une classe salariale, le plus souvent annuelle.
- **EPT** = effectifs équivalents à plein temps, p.ex. un poste à 100% = 1.0 EPT, un poste à 40% = 0.4 EPT.
- **Etablissements et autres organisations de droit public** = établissements de droit public avec ou sans personnalité juridique, fondations de droit public, entreprises de droit public, corporations de droit public tels que les hôpitaux, les écoles ou les sociétés publiques qui produisent pour le marché et sont contrôlées ou majoritairement financées par les pouvoirs publics ; **Ne sont pas incluses**: les églises, les entreprises mixtes et la banque cantonale.
- **Garantie de l'Etat pour les caisses de pension** = montant qui fait défaut + valeur actuelle du rendement excédentaire + prime de risque.
- **Offices / divisions / services** = unités administratives directement subordonnées à un département, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat. **Ne sont pas inclus**: le secrétariat de département, les organes d'état-major, les commissions, les tribunaux, les préfectures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public.

- **Salarié du secteur public** = salarié de l'Etat (Confédération, Cantons, Communes), d'établissements et d'autres organisations de droit public.
- **Salarié d'une association active en politique** = personnes employées par des partis, syndicats, association patronale, association professionnelle, organisation de protection de l'environnement etc.
- **Liste des partis politiques (abréviations à utiliser)** =
AdI: Alliance des indépendants
HP: Hors parti
PDC: Parti démocrate-chrétien / PPD: Partito popolare democratico
PL: Parti libéral
PRD: Parti radical-démocratique / PLR: Partito liberale radicale
PS: Parti socialiste / Partito socialista
PSCI: Parti chrétien-social indépendant
PSL: Parti suisse de la liberté
UDC: Union démocratique du centre
Verts: Les Verts
Lega: Lega dei ticinesi

N° question	1	Institutions politiques (T1-8)	Thèmes / Nom variables	Statut	Reliabilité
	1.1	Parlement et partis (T1-3)			
	1.1.1	Parlement cantonal (T1)			
C1.10	Quel est le nombre de sièges au Parlement? <i>Situation au 31.12.2004</i> - Nombre de sièges (total).....	Parlement CPAR110	Thème 1 précodage	ESAC02	
C1.10a	- Nombre de sièges (hommes).....	Parlement CPAR110a	précodage	ESAC04	
C1.10b	- Nombre de sièges (femmes).....	Parlement CPAR110b	précodage	ESAC04	
C1.10c	Quel était le profil du Parlement selon les classes d'âge suivantes? <i>Situation au 31.12.2004</i>	Parlement CPAR110c	ND	ESAC04	
C1.10d	- Nombre de parlementaires 18-24 ans.....	CPAR110d			
C1.10e	- Nombre de parlementaires 25-34 ans.....	CPAR110e			
C1.10f	- Nombre de parlementaires 35-44 ans.....	CPAR110f			
C1.10g	- Nombre de parlementaires 45-54 ans.....	CPAR110g			
C1.10h	- Nombre de parlementaires 55-64 ans.....	CPAR110h			
C1.10i	- Nombre de parlementaires ≥ 65 ans.....				
C1.10j	Quel était le profil socioprofessionnel du Parlement? <i>Situation au 31.12.2004 ; nombre</i>	Parlement CPAR110i	ND	ESAC04	
C1.10k	- Indépendants.....	CPAR110j			
C1.10l	- Salariés du secteur public.....	CPAR110k			
C1.10m	- Salariés d'une entreprise privée.....	CPAR110l			
	- Salariés d'une association active en politique.....	CPAR110m			
	- Salariés d'une association sans lien avec des partis.....				
	* Voir définitions				
N° question	1.1.2	Nombre et durée des séances plénières (Plénum) (T1)	Thème 1		
C1.11	Combien de fois le Parlement s'est-il réuni en séance plénière au cours de l'année? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i> - Nombre de séances plénières.....	Parlement CPAR111	Précodage (AG, BE, GE, LU, SO, VD, ZH)	ESAC02	

C1.12a	Veuillez indiquer la durée totale (estimation) des séances plénières du parlement? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i> - Estimation de la durée totale des séances en nombre d'heures.....	Parlement CPAR112a	Précodage (AG, BE, GE, LU, SO, VD, ZH)	ESAC02	
C1.12b	Les séances plénières étaient-elles organisées en sessions de plusieurs jours d'affilée? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i> - oui.....1 - non.....2 suite C1.12a	Parlement CPAR112b		ESAC04	
C1.12c	Si oui, quel était le nombre de sessions et le nombre moyen de jours par session? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i>	Parlement CPAR112c		ESAC04	
C1.12d	- Nombre de sessions.....	CPAR112d			
	- Nombre moyen de jours par session.....				
C1.12e	Si non, quel était le type d'organisation des séances plénières du parlement? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i>	Parlement CPAR112e		ESAC04	
C1.12f	- Séances en journée complète : nombre de journées.....	CPAR112f			
C1.12g	- Séances en demi-journée : nombre de demi-journées.....	CPAR112g			
	- Séances en soirée : nombre de soirées.....				
C1.13	A quelle autorité le service du Parlement est-il administrativement rattaché? <i>Situation au 31.12.2004</i> Une seule réponse possible - Au Parlement.....1 - A la Chancellerie.....2 - Autre.....3	Parlement CPAR113	ND	ESAC02 Mod ; Sans item 3 : Auouv. / CE	
C1.13a	Quel était l'effectif total (en EPT) des services du Parlement? <i>Situation au 31.12.2004 ; rédaction des procès-verbaux, travaux de secrétariat, de commissions, impression, traduction</i> - Effectifs total en EPT.....	Parlement CPAR113a		ESAC04	
C1.13b	Quel était le montant total des dépenses pour les services du Parlement? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004 ; Toutes dépenses comprises (procès-verbaux, travaux de secrétariat, commissions, impression, traduction, etc)</i> - Dépenses en milliers de francs.....	Parlement CPAR113b		ESAC04	
N° question	1.1.3	Lois et motions (T1)	Thème 1		
C1.14	Combien de projets de loi le Parlement a-t-il adoptés? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i> - Nombre de projets de lois adoptés..... si 0 suite 1.15a	Parlement CPAR114	ND	ESAC02	
C1.14a	Parmi les projets de loi adoptés, quel était le nombre de nouvelles lois? <i>Entre le 1.1 et le 31.12.2004</i> - Nombre de nouvelles lois.....	Parlement CPAR114a	ND	ESAC02	

C1.14b	Parmi les projets de lois adoptés, quel était le nombre de lois émanant du Conseil d'Etat ? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre de lois émanant du Conseil d'Etat.....:	Parlement CPAR114b		ESAC04												
C1.14c	Parmi les projets de lois adoptés, quel était le nombre de lois émanant du Parlement (lois faisant suite à des interventions parlementaires (motions, initiatives parlementaires))? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre de lois émanant du Parlement.....:	Parlement CPAR114c		ESAC04												
C1.15a	Combien de motions le Parlement a-t-il déposées au cours de l'année? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre de motions déposées.....:	Parlement CPAR115a		ESAC04												
C1.15b	Combien de motions le Parlement a-t-il traitées au cours de l'année? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre de motions traitées.....:	Parlement CPAR115b		ESAC04												
C1.15c	Combien de motions le Parlement a-t-il adoptées au cours de l'année? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre de motions adoptées.....:	Parlement CPAR115c		ESAC04												
C1.15d	Combien de motions étaient encore pendantes devant le Conseil d'Etat? Situation au 31.12.2004 - Nombre de motions pendantes.....:	Parlement CPAR115d		ESAC04												
question	1.1.4 Commissions parlementaires (T2)	Thème 2														
C1.20	Quel était le nombre de commissions permanentes du Parlement? Situation au 31.12.2004 - Nombre de commissions permanentes.....:	Parlement (commissions) CPAR120	précodage	ESAC02												
C1.20a	Précisez l'appellation, le nombre de membres et le nombre de séances des commissions permanentes ? <table border="1"> <thead> <tr> <th>Appellation au 31.12.2004</th> <th>Nombre de membres par commission au 31.12.2004</th> <th>Nombre de séances par commission entre le 1.1 et le 31.12.2004</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1.....</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2.....</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>3.....</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Appellation au 31.12.2004	Nombre de membres par commission au 31.12.2004	Nombre de séances par commission entre le 1.1 et le 31.12.2004	1.....			2.....			3.....			Parlement (commissions) CPAR120a	Précodage (AG, BL, BS, GE, GL, JU, LU, NW, SO, VD, ZG, ZH)	ESAC04
Appellation au 31.12.2004	Nombre de membres par commission au 31.12.2004	Nombre de séances par commission entre le 1.1 et le 31.12.2004														
1.....																
2.....																
3.....																
C1.21	Combien de fois toutes les commissions permanentes ont-elles été réunies au total? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre total des séances.....:	Parlement (commissions) CPAR121		ESAC02												

C1.22	Quel était le nombre de commissions ad hoc du Parlement? Situation au 31.12.2004 - Nombre de commissions ad hoc.....:	Parlement (commissions) CPAR122		ESAC02
C1.23	Combien de fois toutes les commissions ad hoc ont-elles été réunies au total? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre total des séances.....:	Parlement (commissions) CPAR123		ESAC02
C1.24a	Les commissions parlementaires permanentes ont-elles le droit de consulter les dossiers de l'administration? Commissions permanentes ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR124a		ESAC04
C1.24b	Les commissions parlementaires ad hoc ont-elles le droit de consulter les dossiers de l'administration? Commissions ad hoc ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR124b		ESAC04
C1.24c	Les commissions parlementaires permanentes ont-elles le droit de mandater des expertises externes? Commissions permanentes ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR124c		ESAC04
C1.24d	Les commissions parlementaires ad hoc ont-elles le droit de mandater des expertises externes? Commissions ad hoc ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR124d		ESAC04
C1.25a	Les commissions parlementaires permanentes ont-elles le droit de soumettre des projets de loi au Plenum ? (sans mandat du Plenum ou du bureau parlementaire) Commissions permanentes ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR125a		ESAC04
C1.25b	Les commissions parlementaires ad hoc ont-elles le droit de soumettre des projets de loi au Plenum ? (sans mandat du Plenum ou du bureau parlementaire) Commissions ad hoc ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2	Parlement (commissions) CPAR125b		ESAC04
C1.25c	Les projets de loi émanant du gouvernement sont-ils d'abord discutés en commission ou en Plenum? Commissions permanentes ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - D'abord en commission.....: 1 - D'abord en Plenum.....: 2	Parlement (commissions) CPAR125c		ESAC04

C1.25d	Les projets de loi émanant du gouvernement sont-ils d'abord discutés en commission ou en Plenum? Commissions ad hoc ; Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - D'abord en commission.....: 1 - D'abord en Plenum.....: 2	Parlement (commissions) CPAR125d		ESAC04
	1.1.5 Dépenses, indemnités parlementaires et financement des partis (T3)	Thème 3		
C1.30	Quelle a été le montant total des indemnités versées aux groupes parlementaires? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 ; Contributions forfaitaires + contributions complémentaires par membre de la fraction En milliers de francs.....:	Parlement (indemnités) CPAR130	Précodage (AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH)	ESAC02
C1.32	Quelle a été la somme totale versée aux parlementaires au titre des jetons de présence? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 ; Séances plénières, préparation, commissions En milliers de francs.....:	Parlement (indemnités) CPAR132	Précodage (AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH)	ESAC02 Mod ; parenthèses
C1.32b	Quelle a été la somme totale versée aux parlementaires au titre des indemnités de déplacement, des repas, des nuitées? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 En milliers de francs.....:	Parlement (indemnités) CPAR132b	Précodage (AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH)	ESAC04
C1.33	Le canton octroie-t-il d'autres formes de subsides aux partis politiques cantonaux? Situation au 31.12.2004 ; Dons, contributions aux coûts des campagnes électorales, etc. Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 1.52	Parlement (indemnités) CPAR133	Précodage (AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH)	ESAC02
C1.33a	Si oui, quel a été le montant total de ces autres formes de subsides? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 En milliers de francs.....:	Parlement (indemnités) CPAR133a	Précodage (AG, BE, GE, LU, SG, VD, ZH)	ESAC02
	1.2 Chancellerie (T4)	Thème 4 (BD partie 5)		Mise à jour
C1.52	Quel était l'effectif (nombre de personnes en EPT) de la chancellerie? Situation au 31.12.2004 ; Sans le chancelier - Effectif de la chancellerie en EPT.....:	Chancellerie CCHA152		ESAC02 ESAC97 1.12 (2) ESAC91 1.09 (1)
C1.53	Quelles ont été les dépenses de fonctionnement de la chancellerie? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 ; Attention: coût global de l'exécutif (y.c. mandats externes), plus coûts globaux du Parlement, mais sans les indemnités versées aux parlementaires. - Dépenses de fonctionnement en milliers de francs.....:	Chancellerie CCHA153		ESAC02 ESAC97 1.14 (1) dépenses (ESAC91) 1.10 (1) Budget

C1.54	La chancellerie est-elle sub-divisée en services / unités? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 1.54e	Chancellerie CCHA154		ESAC02 ESAC97 1.13 (1)											
C1.54a	Si oui, quel est le nombre des services de la Chancellerie? Situation au 31.12.2004 - Nombre des services de la Chancellerie.....:	Chancellerie CCHA154a		ESAC02 ESAC97 1.13 (2) ESAC91 1.15 (1)											
C1.54b	Précisez l'appellation, l'effectif (nombre de personnes en EPT) et les dépenses de fonctionnement (en 1000 francs) des services de la chancellerie? Données 2001 précédées à actualiser au 31.12.2004 ; vérifier l'appellation et corriger si nécessaire <table border="1"> <thead> <tr> <th>Appellation au 31.12.2004</th> <th>Nombre de personnes employées en EPT au 31.12.2004</th> <th>Dépenses de fonctionnement (en milliers de francs) au 31.12.2004</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1.....</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2.....</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>3.....</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Appellation au 31.12.2004	Nombre de personnes employées en EPT au 31.12.2004	Dépenses de fonctionnement (en milliers de francs) au 31.12.2004	1.....			2.....			3.....			Chancellerie CCHA154b	précodage ESAC02 (mod. pour intégrer AI, AR, ZG) ESAC91 1.15a (appellation et effectifs) ESAC97 1.13 (4) ESAC97 1.13 (5) (effectifs) Class10
Appellation au 31.12.2004	Nombre de personnes employées en EPT au 31.12.2004	Dépenses de fonctionnement (en milliers de francs) au 31.12.2004													
1.....															
2.....															
3.....															
C1.54c	Quelle est l'appartenance politique du chancelier? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - Parti démocrate-chrétien.....: 1 - Parti radical-démocratique.....: 2 - Parti socialiste.....: 3 - Les Verts.....: 4 - Union démocratique du centre.....: 5 - Autres partis.....: 6 - Sans parti.....: 7	Chancellerie CCHA154c	Précodage	ESAC04											
N° question	1.3 Gouvernement (T5-8)														
	1.3.1 Profil du Gouvernement (T5)	Thème 5 (BD partie 4)													
C1.40c	Quel est le nombre de conseillers d'Etat? Situation au 31.12.2004 Nombre de conseillers d'Etat.....:	Gouvernement CGOV140c	précodage	ESAC02											

C1.40d	<p>Quel était le profil du Gouvernement? Etat au 31.12.2004 : Une partie du tableau est précédée selon la liste de la Chancellerie fédérale Veuillez vérifier / compléter le tableau suivant:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Nom</th> <th>Prénom</th> <th>Entrée en fonction (p.ex. 2001)</th> <th>Parti (Abréviations)</th> <th>Sexe (F / M)</th> <th>Département/s</th> <th>Année de naissance (p.ex. 1950)</th> <th>Taux d'activité (en %)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>2.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>3.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>4.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>5.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>6.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>7.....</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	Nom	Prénom	Entrée en fonction (p.ex. 2001)	Parti (Abréviations)	Sexe (F / M)	Département/s	Année de naissance (p.ex. 1950)	Taux d'activité (en %)	1.....								2.....								3.....								4.....								5.....								6.....								7.....								Gouvernement CGOV140d	précodage	ESAC04
Nom	Prénom	Entrée en fonction (p.ex. 2001)	Parti (Abréviations)	Sexe (F / M)	Département/s	Année de naissance (p.ex. 1950)	Taux d'activité (en %)																																																													
1.....																																																																				
2.....																																																																				
3.....																																																																				
4.....																																																																				
5.....																																																																				
6.....																																																																				
7.....																																																																				
C1.43a	<p>Quel a été le nombre d'heures total (estimation) de séances du Conseil d'Etat? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 - Nombre d'heures des séances du Conseil d'Etat.....: </p> <p>1.3.2 Age et éligibilité au Conseil d'Etat (T5)</p>	Gouvernement CGOV143a		ESAC04																																																																
C1.45a	<p>Existe-t-il une limite d'âge pour l'éligibilité au conseil d'Etat? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 1.45d</p>	Gouvernement CGOV145a	ND	ESAC04																																																																
C1.45b	<p>Si oui, veuillez indiquer l'âge minimum et/ou maximum pour l'éligibilité au conseil d'Etat? Situation au 31.12.2004 - Age minimum.....: - Age maximum.....: </p>	Gouvernement CGOV145b CGOV145c	ND	ESAC04																																																																
C1.45d	<p>Est-il possible de cumuler un mandat gouvernemental (au Conseil d'Etat) avec un mandat à l'Assemblée fédérale? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 1.46</p>	Gouvernement CGOV145d		ESAC04																																																																
C1.45e	<p>Si oui, combien de membres du Conseil d'Etat siègent à l'Assemblée fédérale? Situation au 31.12.2004 - Nombre de membres du gouvernement à l'Assemblée fédérale.....: </p> <p>1.3.3 Salaires, primes et rentes des conseillers d'Etat (T5)</p>	Gouvernement CGOV145e		ESAC04																																																																

C1.46	<p>Veuillez indiquer le saire annuel brut moyen des conseillers d'Etat? Au 31.12.2004 : sans primes et sans frais forfaitaires - Salaire annuel brut moyen en francs.....: </p>	Gouvernement CGOV146	ND	ESAC02
C1.46b	<p>Veuillez indiquer le saire annuel brut minimum et maximum des conseillers d'Etat. Au 31.12.2004 : sans primes et sans frais forfaitaires - Salaire annuel brut minimum en francs.....: </p>	Gouvernement CGOV146b	ND	ESAC04
C1.46c	<p>- Salaire annuel brut maximum en francs.....: </p>	Gouvernement CGOV146c		
C1.47	<p>Quel a été le montant total des primes et frais forfaitaires versés par le canton pour l'ensemble des conseillers d'Etat en 2004? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 En francs.....: </p>	Gouvernement CGOV147	ND	ESAC02
C1.47b	<p>Quel a été le montant total des charges sociales patronales payées aux conseillers d'Etat? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 En francs.....: </p>	Gouvernement CGOV147b		ESAC04
C1.48a	<p>Quel a été le montant total des rentes annuelles versées par le canton à tous les anciens conseillers d'Etat? Entre le 1.1 et le 31.12.2004 En francs.....: </p>	Gouvernement CGOV148		ESAC04
C1.48b	<p>Quel est le pourcentage maximum du dernier salaire de base que peut toucher un ancien conseiller d'Etat? Situation au 31.12.2004 - Pourcentage du dernier salaire de base.....: </p>	Gouvernement CGOV148b		ESAC04
C1.48c	<p>Y'a-t-il un âge minimal pour toucher une pleine rente? Situation au 31.12.2004 - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 1.48e</p>	Gouvernement CGOV148c		ESAC04
C1.48d	<p>Si oui, quel est l'âge minimum pour percevoir la pleine rente? Situation au 31.12.2004 - Age minimum.....: </p>	Gouvernement CGOV148d		ESAC04
C1.48e	<p>Quelle est la durée minimum du mandat exigée pour la perception d'une pleine rente? Situation au 31.12.2004 - Durée minimum (en années).....: </p>	Gouvernement CGOV148e		ESAC04
N° question	1.3.4 Programme gouvernemental et tableau de bord (T6)	Thème 6		
C2.10	<p>Le canton élabore-t-il un programme gouvernemental du type "Grandes lignes de la politique gouvernementale" au cours de la législature? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 2.20d</p>	Programme gouvernemental CPLA210	ND	ESAC02 ESAC97 1.42 (1) (ESAC91) 1.38 (1)

C2.10b	<p>Si oui, quelle est la périodicité de l'élaboration du programme gouvernemental? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - Annuelle.....: 1 - Biennale.....: 2 - Triennale.....: 3 - Quadriennale.....: 4 - Quinquennale.....: 5</p>	Programme gouvernemental CPLA210b	ND	ESAC02 Mod ESAC97 1.42 (1) (ESAC91) 1.38 (1)
C2.11	<p>Si oui, en quelle année le dernier programme gouvernemental a-t-il été élaboré? Situation au 31.12.2004 ; exemple 2004 - Année.....: </p>	Programme gouvernemental CPLA211		ESAC02
C2.12	<p>Si oui, comment le programme gouvernemental a-t-il été élaboré pour la législature en cours? Une seule réponse possible - Du Conseil d'Etat vers les départements (plutôt top-down).....: <input type="checkbox"/> 1 - Des Départements vers le Conseil d'Etat (plutôt bottom-up).....: <input type="checkbox"/> 2</p>	Programme gouvernemental CPLA212		ESAC02
C2.12a	<p>Si oui, est-ce que les objectifs fixés dans le programme gouvernemental pour la législature en cours sont objectivement mesurables à l'aide d'indicateurs, de standards définis par le canton? Situation au 31.12.2004 ; Indicateurs, standards définis par le canton Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2</p>	Programme gouvernemental CPLA212a		ESAC02
C2.13	<p>Si oui, le programme gouvernemental est-il soumis au Parlement? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - non.....: 1 - oui, uniquement pour information.....: 2 - oui, pour approbation uniquement.....: 3 - oui, pour approbation avec possibilité de modification par le Parlement.....: 4</p>	Programme gouvernemental CPLA213	ND	ESAC02
C2.14	<p>Si oui, existe-t-il un contrôle de la réalisation du programme gouvernemental? Situation au 31.12.2004 ; Par exemple sous la forme d'un inventaire annuel de l'état d'avancement des dossiers ; écarts entre intention et réalisation Une seule réponse possible - oui, chaque année.....: 1 - oui, en milieu et en fin de législature.....: 2 - oui, seulement en fin de législature.....: 3 - non.....: 4 - Au bon vouloir du gouvernement.....: 5</p>	Programme gouvernemental CPLA214		ESAC02 Mod.; ajout d'un item (2)
C2.20d	<p>Le plan financier et le programme gouvernemental sont-ils liés entre eux? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2</p>	(BD partie 7) Plan financier CPLA220d		ESAC02 ESAC97 1.43 (1) (ESAC91) 1.39 (1)

C2.15	<p>Le Conseil d'Etat dispose-t-il d'un tableau de bord? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - oui.....: 1 - non.....: 2 suite 2.60</p>	Tableau de bord CTAB215		ESAC04																		
C2.15a	<p>Si oui, quelles sont les dimensions / les indicateurs pris (es) en compte ?</p>	Tableau de bord CTAB215a		ESAC04																		
C2.15b	- Indicateurs permettant d'appréhender/saisir la situation financière	CTAB215b																				
C2.15d	- Indicateurs permettant d'appréhender/saisir la satisfaction citoyenne	CTAB215c																				
C2.15e	- Indicateurs permettant d'appréhender/saisir la qualité des prestations	CTAB215d																				
	- Indicateurs permettant d'appréhender / saisir l'efficience des processus administratifs clés (rapport entre outputs administratifs et inputs)	CTAB215e																				
	- Indicateurs permettant de gérer l'apprentissage opérationnel (projets de l'Etat, compétences RH, potentiel des systèmes d'information, etc.)																					
	1.3.5 Information (T7)	Thème 7 (BD partie 12)																				
C2.60	<p>Qui coordonne l'information que le gouvernement et les départements diffusent vers l'extérieur de l'administration? Situation au 31.12.2004 Une seule réponse possible - Le Chancelier.....: <input type="checkbox"/> 1 - Un délégué à l'information (chancelier exclu).....: <input type="checkbox"/> 2 suite 2.62 - Il n'existe pas de coordinateur. Chaque département règle ses problèmes d'information de manière autonome.....: <input type="checkbox"/> 3 - Autre.....: <input type="checkbox"/> 4</p>	Information CINF260		ESAC02 ESAC97 1.30 (1) ESAC91 1.33A																		
C2.62	<p>Pouvez-vous indiquer les noms, prénoms et adresses email des principaux responsables de (la diffusion de) l'information dans votre canton (y compris au niveau des départements)? Responsables ou délégué(s) actuel(s)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Nom</th> <th>Prénom</th> <th>Email</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1.....</td><td></td><td></td></tr> <tr><td>2.....</td><td></td><td></td></tr> <tr><td>3.....</td><td></td><td></td></tr> <tr><td>4.....</td><td></td><td></td></tr> <tr><td>4.....</td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	Nom	Prénom	Email	1.....			2.....			3.....			4.....			4.....			Information CINF262		ESAC04
Nom	Prénom	Email																				
1.....																						
2.....																						
3.....																						
4.....																						
4.....																						
N° question	1.3.6 Structures administratives (mise à jour) (T8)	Thème 8 (BD partie 28) Thème 4 KI Thème 2 Dpt		Nouveau thème au niveau des cantons																		
C1.41	<p>Quel est le nombre de départements de l'administration cantonale? Situation au 31.12.2004 - Nombre de départements.....: </p>	Gouvernement CGOV141	précodage	ESAC02 (C1.41) ESAC97 1.03 (1) ESAC91 1.24 (1)																		

C7.11	<p>Veuillez indiquer si la caisse de pension des employés de l'administration centrale cantonale (CP de droit public, sans les enseignants et personnel des établissements et autres organisations de droit public) bénéficie de garantie de l'Etat.</p> <p>Situation au 31.12.2004</p> <p>Une seule réponse possible</p> <p>- Oui, avec garantie de l'Etat pour tous les employés.....1</p> <p>- Oui, avec garantie de l'Etat pour une partie des employés.....2</p> <p>- Non, sans garantie de l'Etat.....3</p>	Caisses de pension CCP711	ESAC04
C7.12a C7.12b	<p>Veuillez indiquer le montant des cotisations pour la caisse de pension de l'administration centrale cantonale payée par l'employeur, respectivement par l'employé.</p> <p>Situation au 31.12.2004; En % du salaire assuré; pour les cotisations échelonnées selon l'âge moyen du montant total</p> <p>- Cotisations payées par l'employeur (en % du salaire assuré).....1</p> <p>- Cotisations payées par l'employé (en % du salaire assuré).....2</p>	Caisses de pension CCP712a CCP712b	ESAC04
C7.13	<p>Veuillez indiquer le taux de couverture de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale.</p> <p>Situation au 31.12.2004; NB Ce taux peut-être supérieur à 100%</p> <p>- Taux de couverture (en %).....1</p>	Caisses de pension CCP713	ESAC04
C7.14a C7.14b	<p>Quel est l'âge réglementaire de la retraite de la majorité des employés de l'administration centrale cantonale (sans les enseignants et les policiers)?</p> <p>Situation au 31.12.2004</p> <p>- Age réglementaire de la retraite pour les hommes.....1</p> <p>- Age réglementaire de la retraite pour les femmes.....2</p>	Caisses de pension CCP714a CCP714b	ESAC04
C7.15a C7.15b	<p>Comment les prestations de la caisse de pension de l'administration cantonale centrale (CP de droit public; sans les enseignants et le personnel des établissements et autres organisations de droit public) sont-elles calculées?</p> <p>Situation au 31.12.2004; réponses en fonction du type de prestations (vieillesse et risque) et du type de primauté</p> <p>Primauté pour les prestations vieillesse</p> <p>Une seule réponse possible</p> <p>- Primauté des prestations.....1</p> <p>- Primauté des cotisations.....2</p> <p>Primauté pour les prestations de risque</p> <p>Une seule réponse possible</p> <p>- Primauté des prestations.....1</p> <p>- Primauté des cotisations.....2</p>	Caisses de pension CCP715a CCP715b	ESAC04
C7.16	<p>Comment l'autorité de surveillance de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale est-elle organisée?</p> <p>Situation au 31.12.2004</p> <p>Une seule réponse possible</p> <p>- Office indépendant.....1</p> <p>- Etablissement de droit public.....2</p> <p>- Autre forme d'organisation.....3</p>	Caisses de pension CCP716	ESAC04

C7.17	<p>Qui représente l'employeur au sein de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale?</p> <p>Situation au 31.12.2004</p> <p>Plusieurs réponses possibles</p> <p>- Membres du gouvernement.....1</p> <p>- Personnes de l'administration.....2</p> <p>- Personnes externes.....3</p>	Caisses de pension CCP717	ESAC04
-------	---	------------------------------	--------

N° question	4	Répartition des tâches canton-communes (T16)	Thème 16 (BD partie 30)																																																													
C8.10 a-k	<p>Dans le domaine de la répartition des compétences et des tâches entre le canton et les communes politiques, quelles sont les politiques publiques où des réformes ont été envisagées, décidées ou en cours ou déjà réalisées?</p> <p>Situation actuelle (31.09.2005)</p> <p>Une seule réponse possible par ligne</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Politique publique / Réponse</th> <th>0 Pas de projet</th> <th>1 Réformes envisagées</th> <th>2 Réformes décidées ou en cours</th> <th>3 Réformes déjà réalisées</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>a) Aménagement du territoire</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>b) Politique des transports</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>c) Protection de l'environnement</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>d) Protection de la population</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>e) Instruction publique</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>f) Politique sociale</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>g) Politique de la santé</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>h) Bâtiments et infrastructure</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>i) Politique de la jeunesse</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>j) Politique culturelle</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>k) Politique sportive</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>		Politique publique / Réponse	0 Pas de projet	1 Réformes envisagées	2 Réformes décidées ou en cours	3 Réformes déjà réalisées	a) Aménagement du territoire					b) Politique des transports					c) Protection de l'environnement					d) Protection de la population					e) Instruction publique					f) Politique sociale					g) Politique de la santé					h) Bâtiments et infrastructure					i) Politique de la jeunesse					j) Politique culturelle					k) Politique sportive					Répartition des tâches (11 questions)	ESAC04
Politique publique / Réponse	0 Pas de projet	1 Réformes envisagées	2 Réformes décidées ou en cours	3 Réformes déjà réalisées																																																												
a) Aménagement du territoire																																																																
b) Politique des transports																																																																
c) Protection de l'environnement																																																																
d) Protection de la population																																																																
e) Instruction publique																																																																
f) Politique sociale																																																																
g) Politique de la santé																																																																
h) Bâtiments et infrastructure																																																																
i) Politique de la jeunesse																																																																
j) Politique culturelle																																																																
k) Politique sportive																																																																
			CRPT810a-k																																																													

8.11 a-k	<p>Dans les domaines où des réformes ont été envisagées, sont en cours ou ont été réalisées, quels types de compétences et de responsabilités (décisionnelles, financières ou d'exécution) sont transférés vers le canton?</p> <p>Situation actuelle (31.09.2005)</p> <p>Plusieurs réponses possibles par ligne</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Politique publique / Réponse</th> <th>1 Compétence décisionnelle</th> <th>2 Compétence financière</th> <th>3 Compétence d'exécution</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>a) Aménagement du territoire</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>b) Politique des transports</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>c) Protection de l'environnement</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>d) Protection de la population</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>e) Instruction publique</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>f) Politique sociale</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>g) Politique de la santé</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>h) Bâtiments et infrastructure</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>i) Politique de la jeunesse</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>j) Politique culturelle</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>k) Politique sportive</td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	Politique publique / Réponse	1 Compétence décisionnelle	2 Compétence financière	3 Compétence d'exécution	a) Aménagement du territoire				b) Politique des transports				c) Protection de l'environnement				d) Protection de la population				e) Instruction publique				f) Politique sociale				g) Politique de la santé				h) Bâtiments et infrastructure				i) Politique de la jeunesse				j) Politique culturelle				k) Politique sportive				Répartition des tâches (11 questions)	ESAC04
Politique publique / Réponse	1 Compétence décisionnelle	2 Compétence financière	3 Compétence d'exécution																																																
a) Aménagement du territoire																																																			
b) Politique des transports																																																			
c) Protection de l'environnement																																																			
d) Protection de la population																																																			
e) Instruction publique																																																			
f) Politique sociale																																																			
g) Politique de la santé																																																			
h) Bâtiments et infrastructure																																																			
i) Politique de la jeunesse																																																			
j) Politique culturelle																																																			
k) Politique sportive																																																			
		CRPT811a-k																																																	
C8.12 a-k	<p>Dans les domaines où des réformes ont été envisagées, sont en cours ou ont été réalisées, quels types de compétences et de responsabilités (décisionnelles, financières ou d'exécution) sont transférés vers les communes?</p> <p>Situation actuelle (31.09.2005)</p> <p>Plusieurs réponses possibles par ligne</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Politique publique / Réponse</th> <th>1 Compétence décisionnelle</th> <th>2 Compétence financière</th> <th>3 Compétence d'exécution</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>a) Aménagement du territoire</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>b) Politique des transports</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>c) Protection de l'environnement</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>d) Protection de la population</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>e) Instruction publique</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>f) Politique sociale</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>g) Politique de la santé</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>h) Bâtiments et infrastructure</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>i) Politique de la jeunesse</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>j) Politique culturelle</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>k) Politique sportive</td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	Politique publique / Réponse	1 Compétence décisionnelle	2 Compétence financière	3 Compétence d'exécution	a) Aménagement du territoire				b) Politique des transports				c) Protection de l'environnement				d) Protection de la population				e) Instruction publique				f) Politique sociale				g) Politique de la santé				h) Bâtiments et infrastructure				i) Politique de la jeunesse				j) Politique culturelle				k) Politique sportive				Répartition des tâches (11 questions)	ESAC04
Politique publique / Réponse	1 Compétence décisionnelle	2 Compétence financière	3 Compétence d'exécution																																																
a) Aménagement du territoire																																																			
b) Politique des transports																																																			
c) Protection de l'environnement																																																			
d) Protection de la population																																																			
e) Instruction publique																																																			
f) Politique sociale																																																			
g) Politique de la santé																																																			
h) Bâtiments et infrastructure																																																			
i) Politique de la jeunesse																																																			
j) Politique culturelle																																																			
k) Politique sportive																																																			
		CRPT812a-k																																																	

C8.13a	Quelles sont (d'une manière générale) les origines des réformes concernant la répartition des tâches et des compétences entre le canton et les communes? Les réformes de répartition des tâches et de compétences entre le canton et les communes trouvent leur origine dans l' inadéquation de la répartition des tâches actuelles . Une seule réponse possible - Oui.....1 - Non.....2	Répartition des tâches CRPT813a	ESAC04
C8.13b	Les réformes de répartition des tâches et de compétences entre le canton et les communes sont la conséquence d'une réforme de la péréquation financière existante ou sont intégrées dans un projet de nouvelle péréquation financière . Une seule réponse possible - Oui.....1 - Non.....2	CRPT813b	
C8.14a	Quels sont le ou les acteurs principal/aux qui ont initié des réformes de répartition des tâches entre le canton et les communes? Plusieurs réponses possibles Initiateurs des réformes - Un Conseiller d'Etat en charge des finances1 - La Chancellerie cantonale2 - Le Service des communes3 - Le Conseil communal4 - Un/des délégué en charge des affaires cantonales5 - Autre, veuillez préciser dans le champ remarques6	Répartition des tâches CRPT814a	ESAC04
C8.14b	Lors des réformes de répartition des tâches entre le canton et les communes, quel est/sont les interlocuteurs principal/aux en charge des négociations au niveau du canton ? Veuillez indiquer (si possible): nom, prénom, institution, numéro de téléphone et adresse email Plusieurs réponses possibles	CRPT814b	ESAC04
C8.14c	Lors des réformes de répartition des tâches entre le canton et les communes, quel est/sont les interlocuteurs principal/aux en charge des négociations au niveau des communes ? Veuillez indiquer (si possible): nom, prénom, institution, numéro de téléphone et adresse email Plusieurs réponses possibles	CRPT814c	ESAC04

N° question	5	Appréciation du questionnaire (T17)	Thème 17 (BD partie 22)	ESAC04
		Nous aimerions encore vous poser quelques questions qui nous permettront d'améliorer la prochaine enquête.		
C6.10		Combien de temps a été nécessaire pour remplir ce questionnaire? Veuillez nous indiquer votre estimation en heures-personnes Nombre d'heures 1 1 1 1	Questionnaire Appréciation CQUE610	ESAC02
C6.11		Quelle appréciation générale portez-vous sur les questions posées? Jugez-vous les questions... Une seule réponse possible - Très utiles1 - Utiles2 - Peu, pas utiles3	Questionnaire Appréciation CQUE611	ESAC02
C6.12		Comment jugez-vous la fiabilité générale des réponses fournies? Une seule réponse possible - Réponses très fiables (90-100%) 1 - Réponses fiables (70-89%) 2 - Réponses peu ou pas très fiables (Moins de 70% de réponses vraiment correctes) 3	Questionnaire Appréciation CQUE612	ESAC02
C6.13		D'autres remarques peuvent être saisies dans le champ ci-dessous.	Questionnaire Appréciation CQUE613	ESAC04

Nous vous remercions infiniment d'avoir rempli ce questionnaire.

Les données que vous nous avez fournies seront traitées de manière confidentielle, plausibilisées et publiées sur le site www.badac.ch uniquement après avoir obtenu votre feu vert.

Veuillez à présent valider définitivement le questionnaire. Pour cela, il vous faut passer par le menu [consultation des réponses]. Le bouton de validation définitive se trouve en bas de page. NB. Après cette opération, l'accès au questionnaire ne sera plus possible.

Nous vous prions de consulter nos pages news (www.badac.ch/FR/news/index.html) afin de vous informer régulièrement de l'état d'avancement des travaux.

Enquête sur les autorités et les administrations cantonales 2008 (Esac08)

Questionnaire au format word (Etat au 26.10.2009, français)

Questions se rapportant à l'ensemble du canton

Période de référence: 1.1.2008 - 31.12.2008, resp. situation au 31.12.2008.

1	Institutions politiques	5
1.1	Parlement et activités politiques	5
1.1.1	Profil des parlementaires.....	5
1.1.2	Activités parlementaires et législatives.....	6
1.1.3	Droits politiques.....	7
1.1.4	Commissions parlementaires.....	9
1.2	Gouvernement et conduite des affaires de l'Etat	9
1.2.1	Activités du Conseil d'Etat.....	9
1.2.2	Organes d'état-major.....	10
1.2.3	Programme gouvernemental et tableau de bord.....	11
2	Structure organisationnelle et personnel de la fonction publique	13
2.1	Structures administratives	13
2.2	Effectif de l'administration cantonale.....	14
2.3	Type d'engagement, de statut.....	15
2.4	Profil des employés.....	15
2.5	Mouvements du personnel.....	16
2.6	Fonctions et échelle des salaires.....	17
2.7	Heures supplémentaires et absences.....	18
3	Caisses de pension	18

4	Collaborations intercantionales	20
4.1	Institutions intercantionales.....	20
4.2	Concordats et conventions administratives.....	20
5	Modernisation de l'Etat et réformes administratives (New)	21
5.1	Réorganisation interne de l'Etat.....	21
5.2	Effets de la RPT.....	22
5.3	Externalisation, agentification.....	22
5.4	Nouvelle gouvernance / nouvelle gestion publique (NGP).....	23
6	Ordre public et justice (New)	24
6.1	Forces de police.....	24
6.2	Interventions policières et dépenses pour la sécurité.....	25
6.3	Autres activités de la justice.....	26

Instructions pour remplir le questionnaire

- Remarques:** Vous avez toujours la possibilité d'introduire des remarques par réponse et d'autres remarques générales tout à la fin du questionnaire (question C6.13). Ces remarques sont particulièrement importantes afin de documenter certains événements particuliers.
- L'année de référence pour les réponses est 2008** (période comprise entre le 1.1. et le 31.12.2008 ; respectivement situation au 31.12.2008). En cas de données non disponibles pour une date précise, veuillez fournir une réponse (ou une estimation) récente, tout en indiquant sous remarques la date de référence exacte.
- Données précédées:** afin de faciliter la saisie, un certain nombre de réponses ont été précédées par l'équipe Badac. Veuillez vérifier les réponses / corriger si nécessaire, **sans oublier d'enregistrer**.
- Actualisation des données 2004:** Nous aimerions actualiser certaines réponses de l'année 2004. Veuillez si possible valider / corriger / compléter les réponses afin de refléter la situation au 31.12.2008. **Ne pas oublier d'enregistrer**.
- Données manquantes :** Veuillez indiquer un zéro uniquement si la valeur est nulle; pour les non réponses, veuillez laisser le champ libre en passant à la question suivante après avoir validé la non réponse à l'aide du bouton "enregistrer".
- Sans action de votre part pendant une période de plus de 60 minutes, la session en cours sera désactivée.** Les données saisies jusqu'au dernier enregistrement auront toutefois été sauvegardées dans la base de données de la BADAC / IDHEAP. Dès lors, l'utilisateur est prié de ressaisir son identification et son mot de passe et de passer à la dernière question saisie.
- Informations sur les enquêtes de la BADAC:** http://www.badac.ch/FR/databank/vue_enquetes.html

N.B. Nous avons renoncé à la forme féminine dans les textes afin d'alléger la formulation des questions. Nous tiendrons compte, dans la mesure du possible, de la forme féminine dans les publications.

En cas de question, n'hésitez pas à contacter:

- Mr Christophe Koller, Chef de projet, christophe.koller@idheap.unil.ch, Tél. 021 557 40 67 (allemand, français et italien);
- Mme Anouck Vionnet, anouck.vionnet@idheap.unil.ch, Tél. 021 557 40 63 (français et allemand);
- Mr Nils Heuberger, nils.heuberger@idheap.unil.ch Tél. 021 557 40 65 (allemand, français).

C7.13	<p>Veuillez indiquer le taux de couverture de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale. <i>Situation au 31.12.2008 ; NB Ce taux peut être supérieur à 100%</i> - Taux de couverture (en %)..... _ _ _ _ </p> <p>NB ventilation par tranche, selon OFS 2002 1. <90%=2 cantons ; 90-94%=5 ; 95-99%=4 ; plus de 100%=15 (=> 100-105, 106-110 ; > 110 ?)</p>	Caisses de pension CCP713	ESAC04 OFS 2002 (Hess)
C7.14a C7.14b	<p>Quel est l'âge réglementaire de la retraite de la majorité des employés de l'administration centrale cantonale (sans les enseignants et les policiers)? <i>Situation au 31.12.2008</i></p> <p>- Age réglementaire de la retraite pour les hommes..... _ _ _ _ - Age réglementaire de la retraite pour les femmes..... _ _ _ _ </p>	Caisses de pension CCP714a CCP714b	ESAC04 IDHEAP Swisscanto 2005-08-05
C7.15a	<p>Comment les prestations de la caisse de pension de l'administration cantonale centrale (CP de droit public; sans les enseignants et le personnel des établissements et autres organisations de droit public) sont-elles calculées? <i>Situation au 31.12.2008 ; réponses en fonction du type de prestations (vieillesse et risque) et du type de primauté</i></p> <p>Primauté pour les prestations vieillesse Une seule réponse possible - Primauté des prestations.....1 - Primauté des cotisations.....2</p> <p>Primauté pour les prestations de risque Une seule réponse possible - Primauté des prestations.....1 - Primauté des cotisations.....2</p>	Caisses de pension CCP715a	ESAC04 Chancellerie BE
C7.15b	<p>Comment les prestations de la caisse de pension de l'administration cantonale centrale (CP de droit public; sans les enseignants et le personnel des établissements et autres organisations de droit public) sont-elles calculées? <i>Situation au 31.12.2008 ; réponses en fonction du type de prestations (vieillesse et risque) et du type de primauté</i></p> <p>Primauté pour les prestations vieillesse Une seule réponse possible - Primauté des prestations.....1 - Primauté des cotisations.....2</p>	Caisses de pension CCP715b	ESAC04 Chancellerie BE
C7.16	<p>Comment l'autorité de surveillance de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale est-elle organisée? <i>Situation au 31.12.2008</i> Une seule réponse possible</p> <p>- Office indépendant.....1 - Etablissement de droit public.....2 - Autre forme d'organisation.....3</p>	Caisses de pension CCP716	ESAC04 Chancellerie BE
C7.17	<p>Qui représente l'employeur au sein de la caisse de pension de l'administration centrale cantonale? <i>Situation au 31.12.2008</i> Plusieurs réponses possibles - Membres du gouvernement.....1 - Personnes de l'administration.....2 - Personnes extérieures.....3</p>	Caisses de pension CCP717	ESAC04 Chancellerie BE

N° question	<p>4 Collaborations intercantionales Les institutions intercantionales sont au carrefour de la coopération horizontale entre cantons et de la coopération verticale entre Confédération, cantons et communes.</p> <p>4.1 Institutions intercantionales</p> <p>A combien d'institutions intercantionales* votre canton est-il affilié? *Conférences des directeurs, Conférences sectorielles, Conférences régionales (Espace Mittelland, RegioBasilienis etc.); Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA), corporations de droit public, associations et fondations de droit public intercantionales); <i>Situation au 31.12.2008.</i></p> <p>- Nombre de conférences régionales des directeurs cantonaux..... _ _ _ _ - Nombre de conférences administratives sectorielles**..... _ _ _ _ - Nombre de corporations de droit public intercantionales..... _ _ _ _ - Nombre d'associations de droit public intercantionales..... _ _ _ _ - Nombre de fondations de droit public intercantionales..... _ _ _ _ </p> <p>* A finalité politique, composées de Conseillers d'Etat (avec moins de 26 cantons) **A finalité technique: composées de hauts fonctionnaires (par. ex. des Chefs du personnel, Chefs de l'exécution des peines et mesures); Conseillers d'Etat exclus.</p> <p>Combien de personnes le canton emploie-t-il (en EPT) afin d'assurer le relais avec ces organisations intercantionales ainsi qu'avec la Maison des cantons? <i>Situation au 31.12.2008</i> - Nombre de personne (en EPT)..... _ _ _ _ (si aucune personne, mettre zéro)</p> <p>4.2 Concordats et conventions administratives</p> <p>Quel est le nombre d'accords intercantonaux adoptés par le Conseil d'Etat ou le Parlement? <i>Accords en vigueur au 31.12.2008</i></p> <p>- Nombre d'accords intercantonaux avec compensation des charges en vigueur au 31.12.2008..... _ _ _ _ - Nombre d'accords intercantonaux sans compensation des charges en vigueur au 31.12.2008..... _ _ _ _ </p> <p>- Nombre de nouveaux accords intercantonaux avec compensation des charges adoptés entre le 1.1 et le 31.12.2008..... _ _ _ _ - Nombre de nouveaux accords intercantonaux sans compensation des charges adoptés entre le 1.1 et le 31.12.2008..... _ _ _ _ </p>	Thèmes	Cds-Kdk WM, (Cdi)
C4.30a C4.30b C4.30c C4.30d C4.30e	<p>Institutions intercantionales</p> <p>CINTC430a CINTC430b CINTC430c CINTC430d CINTC430e</p>	IDHEAP Kdk	
C4.31	<p>Combien de personnes le canton emploie-t-il (en EPT) afin d'assurer le relais avec ces organisations intercantionales ainsi qu'avec la Maison des cantons? <i>Situation au 31.12.2008</i> - Nombre de personne (en EPT)..... _ _ _ _ (si aucune personne, mettre zéro)</p>	Institutions intercantionales CINTC431	IDHEAP
C4.41a C4.41c C4.41d	<p>Accords intercantonaux ND CINT441 CINT441a CINT441c CINT441d</p>	ESAC08 IDHEAP Kdk	

C4.42 C4.43	<p>Quel est le nombre d'accords intercantonaux avec plus de 17 cantons participants adoptés par le Conseil d'Etat ou le Parlement? <i>Accords en vigueur au 31.12.2008</i> - Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons avec compensation des charges..... _ _ _ _ - Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons sans compensation des charges..... _ _ _ _ </p> <p>Pour combien d'étudiants des prestations sont-elles versées dans le cadre d'accords intercantonaux? <i>Situation au 31.12.2008</i></p> <p>- Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'IAU¹..... _ _ _ _ - Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'AHES²..... _ _ _ _ - Nombre d'étudiants touchant des prestations via d'autres accords intercantonaux..... _ _ _ _ </p>	Accords intercantonaux CINT442 CINT443	ESAC08 IDHEAP
C4.44a C4.44b C4.44c	<p>Accords intercantonaux CINT444a CINT444b CINT444c</p>	ESAC08 IDHEAP	
N° question	<p>5 Modernisation de l'Etat et réformes administratives (New)</p> <p>Nous aimerions vous poser quelques questions portant sur la modernisation et les réformes de l'Etat. (Nouvelle gouvernance, nouvelle gestion publique (NGP, Wov etc.))</p>	Thème	Nouveau thème
	<p>5.1 Réorganisation interne de l'Etat</p>	Thème	Nouveau thème
C2.80a C2.80b	<p>Combien de services de l'Etat avec compétences partagées (cantons + communes) ont-ils été entièrement cantonalisés? Entre 1.1.2008 et 31.12.2008, resp. entre 1.1.2002 et 31.12.2008; Si aucun, mettre zéro (par. ex. services des migrations)</p> <p>Nombre de services de l'Etat avec compétences partagées (cantons + communes) qui ont été entièrement cantonalisés en 2008..... _ _ _ _ Nombre de services de l'Etat avec compétences partagées (cantons + communes) qui ont été entièrement cantonalisés entre 2002 et 2008:..... _ _ _ _ </p> <p>¹Unités administratives directement subordonnées à un département, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat. Ne sont pas inclus: les tribunaux, les préfetures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public.</p>	Centralisation des services CMOD280a CMOD280b	ESAC08 IDHEAP
C2.81a C2.81b	<p>Combien de services de l'Etat avec compétences partagées (cantons + communes) ont-ils été entièrement communalisés entre 2002 et 2008? Entre 1.1.2002 et 31.12.2008 ; Si aucun, mettre zéro (par. ex. services des migrations)</p> <p>Nombre de services avec compétences partagées (cantons + communes) qui ont été entièrement communalisés en 2008:..... _ _ _ _ Nombre de services avec compétences partagées (cantons + communes) qui ont été entièrement communalisés entre 2002 et 2008:..... _ _ _ _ </p> <p>¹Unités administratives directement subordonnées à un département, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat. Ne sont pas inclus: les tribunaux, les préfetures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public.</p>	Décentralisation des services CMOD281a CMOD281b	ESAC08 IDHEAP

- ¹ Accord intercantional universitaire.
- ² Accord intercantional sur les hautes écoles spécialisées.

	<p>5.2 Effets de la RPT</p>	Thème	Nouveau thème
C2.83a C2.83a2	<p>Quels ont été les effets de la RPT sur la législation cantonale?</p> <p>• Nombre d'adaptations de la législation cantonale liés à l'introduction de la RPT en 2008 (entre le 1.1 et le 31.12)..... _ _ _ _ • Nombre d'adaptations de la législation cantonale liés à l'introduction de la RPT en tout..... _ _ _ _ </p>	Effets de la RPT CMOD283a CMOD283a2	ESAC08 IDHEAP Kdk
C2.83b C2.83b2	<p>Quels ont été les effets de la RPT sur l'emploi de l'administration cantonale?</p> <p>• Nombre d'emplois créés/ supprimés dans l'administration cantonale liés à l'introduction de la RPT en 2008 (entre le 1.1 et le 31.12)..... _ _ _ _ • Nombre d'emplois créés/ supprimés dans l'administration cantonale liés à l'introduction de la RPT en tout..... _ _ _ _ </p>	Effets de la RPT CMOD283b CMOD283b2	ESAC08 IDHEAP Kdk
	<p>5.3 Externalisation, agentification</p>	Thème	ESAC08 IDHEAP
C2.87a	<p>Combien de services de l'Etat* ont-ils été totalement privatisés** entre 2002 et 2008? Entre 1.1.2002 et 31.12.2008 ; si aucun, mettre zéro</p> <p>• Nombre de services de la fonction publique totalement privatisés entre 2002 et 2008:..... _ _ _ _ </p> <p>¹Unités administratives directement subordonnées à un département, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat. Ne sont pas inclus: les tribunaux, les préfetures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public. ** Plus aucun contrôle de l'Etat</p>	Privatisation CMOD287a	ESAC08 IDHEAP
C2.87b	<p>Combien de services de l'Etat* ont-ils été partiellement privatisés** entre 2002 et 2008? Entre 1.1.2002 et 31.12.2008</p> <p>• Nombre de services de la fonction publique partiellement privatisés entre 2002 et 2008:..... _ _ _ _ </p> <p>¹Unités administratives directement subordonnées à un département, respectivement directement subordonnée à un conseiller d'Etat. Ne sont pas inclus: les tribunaux, les préfetures ainsi que les établissements et autres organisations de droit public. ** Avec contrôle limité de l'Etat</p>	Privatisation CMOD287b	ESAC08 IDHEAP
C2.87c	<p>Combien de contrats de partenariat public-privé (PPP)* ont-ils été signés entre 2002 et 2008? Entre 1.1.2002 et 31.12.2008</p> <p>• Nombre de PPP entre 2002 et 2008..... _ _ _ _ </p> <p>¹Le partenariat public-privé (PPP) est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère.</p>	PPP CMOD287c	ESAC08 IDHEAP
C2.87c	<p>Quel était le nombre de contrats de partenariat public-privé (PPP)* encore en vigueur au 31.12.2008 ?</p> <p>• Nombre de contrats de partenariat public-privé (PPP) en vigueur au 31.12.2008..... _ _ _ _ </p> <p>¹Le partenariat public-privé (PPP) est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère.</p>	Agentification CMOD287c	ESAC08 IDHEAP

C2.82a	Combien d'agences* ont-elles été créées entre 2002 et 2008? Entre 1.1.2002 et 31.12.2008 <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agences créées entre 2002 et 2008..... 	Identificatio n CMOD282a	ESAC08 IDHEAP
C2.82b	*Autorités administratives plus autonomes de l'Etat, rattachées à aucun département, avec contrôle limité de l'Etat. Quel était le nombre d'agences* au 31.12.2008 ? <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agences au 31.12.2008..... 	Identificatio n CMOD282b	ESAC08 IDHEAP
C2.82c	*Autorités administratives plus autonomes de l'Etat, rattachées à aucun département, avec contrôle limité de l'Etat. Quel était le nombre d'employés de ces agences en EPT au 31.12.2008? <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'employés de ces agences en EPT au 31.12.2008..... 	Identificatio n CMOD282c	ESAC08 IDHEAP
*Autorités administratives plus autonomes de l'Etat, rattachées à aucun département, avec contrôle limité de l'Etat.			
5.4 Nouvelle gouvernance / nouvelle gestion publique (NGP)		Thème	Nouveau thème
Voici encore quelques questions portant sur les principes de la nouvelle gouvernance / gestion publique?			
Quelle est la part des services de l'administration centrale cantonale utilisant les outils de la nouvelle gestion publique suivants? Situation au 31.12.2008; Si oui, fournir une estimation en pour cent, p.ex. 60, sinon mettre 0 (arrondi à l'unité)		NGP	ESAC08 IDHEAP
C2.85a	- Budget global	CNGP285a	
C2.85b	- Transparence des coûts et des prestations.....	CNGP285b	
C2.85d	- Contrat de prestations	CNGP285c	
C2.85e	- Flexibilisation du personnel	CNGP285d	
C2.85f	- Définition des produits NGP	CNGP285e	
C2.85g	- Output et mandat par objectifs	CNGP285f	
C2.85h	- Système d'information de conduite des affaires de l'Etat	CNGP285g	
C2.85i	- Instruments de planification	CNGP285h	
C2.85j	- Evaluation intégrée	CNGP285i	
C2.85k	- Création d'agences publiques (autonomisation / agencification).....	CNGP285j	
C2.85l	- Comptabilité analytique	CNGP285k	
C2.85m	- Instruments de planification	CNGP285l	
	- Cyberadministration (gestion électronique des dossiers GED).....	CNGP285m	
L'administration centrale cantonale (ou partie de celle-ci) fonctionne-t-elle selon les principes de la nouvelle gestion publique (NGP) ? Si oui, fournir une estimation (en pour cent, p.ex. 60), de la part des services, du personnel et du budget ; Sinon mettre 0 ; Situation au 31.12.2008		NGP	
C2.84a	- Quelle est la part des services de la fonction publique cantonale centrale qui fonctionnent selon les principes de la NGP.....	CNGP284a	
C2.84b	- Quelle est la part du personnel de la fonction publique cantonale centrale travaillant selon les principes de la NGP.....	CNGP284b	
C2.84c	- Quelle est la part du budget de la fonction publique centrale cantonale géré selon les principes de la NGP.....	CNGP284c	

* La nouvelle gestion publique est un concept de gestion publique né dans les années 1970 aux Etats-Unis. Il prône la modernisation du management des administrations publiques dans le but d'en améliorer le rapport coût/efficacité. Elle prône également le pragmatisme de gestion. La nouvelle gestion publique est basée sur un partage des rôles entre le pouvoir politique, qui prend les décisions stratégiques et fixe les objectifs, et l'administration, qui prend les décisions opérationnelles (Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Nouvelle_gestion_publicue).

C7.42i C7.42j	Y-a-t-il eu une variation des effets de la police (en EPT) dans le canton entre le 1.1.2002 et le 31.12.2008? (si pas de changement, laisser vide) <ul style="list-style-type: none"> Variation des effets de la police cantonale (total)..... (p. ex. +50) Variation des effets de la police communale (si connu)..... (par ex. -25) 	Effectifs de la police CORDR742i CORDR742j	ESAC08
6.2 Interventions policières et dépenses pour la sécurité		Justice et police	ESAC08
C7.44	Quel a été le nombre d'interventions de la police cantonale lors de manifestations nécessitant un service d'ordre ? Situation entre le 1.1 et le 31.12.2008 Nombre d'interventions de la police cantonale lors de manifestations nécessitant un service d'ordre.....	Interventions policières CORDR744	ESAC08
C7.44a	Quel a été le montant des dépenses des interventions de la police cantonale lors de manifestations nécessitant un service d'ordre ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008. En milliers de francs, par ex. 22 (arrondi au millier). Montant total des dépenses des interventions de la police cantonale lors de manifestations nécessitant un service d'ordre	Interventions policières CORDR744a	ESAC08
C7.45a	Quel a été le nombre total d' interventions de la police cantonale lors de manifestations sportives ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008.	Interventions policières CORDR745a	ESAC08
C7.45b	Nombre d'interventions de la police cantonale pour le Foot	CORDR745b	
C7.45c	Nombre d'interventions de la police cantonale pour le Hockey	CORDR745c	
C7.45d	Nombre d'interventions de la police cantonale lors de manifestations sportives (Total des 3 rubriques)..... * Foot, Hockey et autres manifestations sportives	CORDR745d	
C7.46a	Quel a été le montant des dépenses des interventions de la police cantonale lors de manifestations sportives ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008. En milliers de francs, par ex. 22 (arrondi au millier). Montant des dépenses de la police cantonale pour le Foot	Interventions policières CORDR746a	ESAC08
C7.46b	Montant des dépenses de la police cantonale pour d' autres manifestations sportives	CORDR746b	
C7.46c	Montant des dépenses de la police cantonale lors de manifestations sportives (Total des 3 rubriques).....	CORDR746c	
C7.46d	* Foot, Hockey et autres manifestations sportives	CORDR746d	
C7.47	Y-a-t-il eu des contrats de prestations entre la police cantonale et des agences de sécurité privées ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008. NB. Si aucun, mettre 0. Nombre de contrats de prestations avec des agences de sécurité privées..... * p. ex. avec Securitas	Interventions policières CORDR747	ESAC08
C7.47a	Quel a été le coût de ces contrats de prestations entre la police cantonale et des agences de sécurité privées ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008. En milliers de francs, par ex. 22 (arrondi au millier). NB. Si aucun, mettre 0. Coût des contrats de prestation avec des agences de sécurité privées (en milliers de francs)..... * p. ex. avec Securitas	Interventions policières CORDR747a	ESAC08

N° question	6	Ordre public et justice (New)	Thème	Nouveau thème IDHEAP OFS GE
Partie destinée au secrétaire général du département de justice et police, lequel pourra sous-traiter certaines parties et les saisir ensuite.				
6.1 Forces de police		Justice et police	ESAC08	
C7.40	Comment la police est-elle organisée dans votre canton au niveau institutionnel ? Situation au 31.12.2008 <ul style="list-style-type: none"> Police entièrement cantonalisée (uniquement police cantonale).....1 suite 7.41b Polices cantonale + communale*.....2 * ou municipale 	Organisation de la police CORDR740	ESAC08	
C7.40b	Quelle est la part des communes possédant une police communale ou municipale , en %? Situation au 31.12.2008 ; NB mettre zéro si aucune police communale	Organisation de la police CORDR740b	ESAC08	
C7.41a C7.41b	Quel est le nombre de postes de police dans le canton? Situation au 31.12.2008? <ul style="list-style-type: none"> Nombre de postes de la police cantonale..... suite 7.41c Nombre de postes de la police communale (si connu)..... 	Postes de police CORDR741a CORDR741b	ESAC08	
C7.41c C7.41d	Y-a-t-il eu une variation du nombre de postes de police dans le canton entre le 1.1.2002 et le 31.12.2008? (si pas de changement, laisser vide) <ul style="list-style-type: none"> Variation du nombre de postes au niveau cantonal..... (p. ex. +2) Variation du nombre de postes au niveau communal (si connu)..... (par ex. -5) 	Postes de police CORDR741c CORDR741d	ESAC08	
C7.42a C7.42b C7.42c C7.42d	Quel est l' effectif (en EPT) de la police dans le canton? Situation au 31.12.2008 ; Total, y.c le personnel administratif <ul style="list-style-type: none"> Effectifs de la police cantonale en EPT : assermentés*..... Effectifs de la police cantonale en EPT : aspirants..... Effectifs de la police cantonale en EPT : autres..... Effectifs de la police cantonale en EPT : total..... 	Effectifs de la police CORDR742a CORDR742b CORDR742c CORDR742d CORDR742e CORDR742f	ESAC08	
C7.42e C7.42f	Autres effectifs de police: <ul style="list-style-type: none"> Effectifs des forces de police des communes en EPT (Total)..... Mettre 0 si pas de police communale et suite C7.42i Autres effectifs avec mission de police (à préciser dans les remarques)..... 			
*Policiers brevetés, agents dotés de pouvoir d'autorité, y.c personnel administratif assermenté appelé à agir et à témoigner dans le cadre d'enquêtes.				

6.3 Autres activités de la justice		Thème 7 Justice et police	ESAC08
Nous aimerions encore vous poser quelques questions sur les activités suivantes :			
C7.48a C7.48b C7.48c C7.48d C7.48e C7.48f	Votre canton a-t-il soutenu des programmes d' actions de prévention dans les domaines suivants ? Entre le 1.1 et le 31.12.2008. NB Si non, mettre 0, si oui mentionner l'effectif engagé en EPT (par ex. un emploi à 40%=0,4 EPT) <ul style="list-style-type: none"> Prévention des abus sexuels..... Prévention des cambriolages..... Prévention routière..... Prévention de la violence domestique..... Prévention de la violence à l'encontre des mineurs..... Prévention de la fraude fiscale..... Autres programmes d'actions de prévention (préciser dans les remarques)..... 	Prévention de la violence CORDR748a CORDR748b CORDR748c CORDR748d CORDR748e CORDR748f	ESAC08
C7.49a C7.49b C7.49c C7.49d	Les brigades suivantes existent-elles dans votre canton? NB Si non, mettre 0, si oui mentionner l'effectif en EPT (par ex. un emploi à 40%=0,4 EPT) <ul style="list-style-type: none"> Une brigade des meurs..... Une brigade spécialisée dans la délinquance juvénile..... Une brigade dans la délinquance des étrangers..... Une brigade d'intervention rapide..... Une brigade sur la délinquance économique..... Autres types de brigades (préciser dans les remarques)..... 	Activités policières CORDR749a CORDR749b CORDR749c CORDR749d	ESAC08
C7.50a	Quel a été le nombre d'affaires judiciaires traitées* par la police cantonale en 2008? Entre le 1.1 et le 31.12.2008 <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'affaires judiciaires traitées par la police cantonale..... *Enquêtes enregistrées par écrit, protocoles. 	Activités policières CORDR750a	ESAC08
C7.50b C7.50c	Quel a été le nombre de personnes physiques suspectées par la police cantonale en 2008? Entre le 1.1 et le 31.12.2008 <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes physiques suspectées (double ou multiple comptage exclus)..... Nombre de personnes physiques suspectées (double ou multiple comptage inclus)..... 	Activités policières CORDR750b	ESAC08
C7.13a	Quel a été le nombre de cas traités par le tribunal administratif* en 2008 Entre le 1.1 et le 31.12.2008 <ul style="list-style-type: none"> Nombre de cas traités par le tribunal administratif..... 	Activités de la justice CORDR713a	ESAC91_97 IDHEAP Source: Enquêtes suisses sur les administrations cantonales ESAC91 (question 1.35), ESAC97 (question 1.39) (cf. Tab. Excel Cx7.13) http://www.vd.ch/fr/themes/etat_droit/justice/comptences/jurisdiction_administrative/
* De compétence générale. Il est principalement chargé de décider des recours formés par les citoyens à l'encontre des décisions rendues par l'Administration publique (p. ex. permis de construire, impôts, octroi de bourses d'études etc.)			

C7.51	Quel est le nombre de magistrats* (en EPT) travaillant pour la poursuite pénale? (Juges, procureurs, y.c. juges d'instruction) Situation au 31.12.2008 *Juges, juges d'instruction, procureurs - Nombre de magistrats pour la poursuite pénale:.....	Emplois dans la justice CORDR751	ESAC08
C7.52	Est-ce que l'introduction du nouveau Code de procédure pénal (CPP) , dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2011, va entraîner des changements en termes de personnel (en EPT)? Situation au 31.12.2011 - Changements en terme de personnel liés à l'introduction du CPP (en EPT):..... (+/-)	Emplois dans la justice CORDR752	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.53 C7.53a	Y-a-t-il eu des sanctions à l'encontre de magistrats* en 2008? Entre le 1.1.2008 et le 31.12.2008. Si non, mettre 0 - Nombre de sanctions pénales à l'encontre de magistrats..... - Nombre de sanctions administratives à l'encontre de magistrats..... *Juges, juges d'instruction, procureurs.	Sanctions CORDR752	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.54 C7.54a	Y-a-t-il eu des sanctions à l'encontre d'agents de la fonction publique cantonale* en 2008? Entre le 1.1.2008 et le 31.12.2008. Si non, mettre 0 - Nombre de sanctions pénales à l'encontre d'agents de la fonction publique*..... - Nombre de sanctions administratives à l'encontre d'agents de la fonction publique*..... *Ensemble de la fonction publique, y.c police	Sanctions CORDR754	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.60	Existe-t-il une loi cantonale réglant la pratique en matière de vidéosurveillance ? Situation au 31.12.2008 • Oui • Non	Protection de la population CORDR760	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.60a C7.60b	Combien de caméras de surveillance du ressort de l'Etat y a-t-il dans l'espace public? Situation au 31.12.2008 Nombre de caméras de vidéosurveillance dans l'espace public (sans caméras et radars de contrôle de la circulation routière): Nombre de caméras de vidéosurveillance dans l'espace public (uniquement caméras et radars de contrôle de la circulation routière):	Protection de la population CORDR760a CORDR760b	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.61	Existe-t-il au sein de l'administration cantonale un proposé à la protection des données ? Situation au 31.12.2008 • Oui • Non	Protection de la population CORDR761	ESAC08 IDHEAP OFS
C7.70a C7.70b C7.70c	Est-ce que votre canton a réalisé les enquêtes entre 2002 et 2008? Entre le 1.1.2002 et le 31.12.2008 NB Si non, mettre 0, si oui mentionner le nombre • Enquête de victimisation • Enquête portant sur l'image de la police..... • Enquête portant sur l'efficacité du travail policier.....	Qualité de la justice CORDR770a CORDR770b CORDR770c	ESAC08 IDHEAP OFS

Résultats de l'enquête 2008 (ESAC08)

Avec cartes et remarques par variable

NB Certaines données sont sujettes à caution et susceptibles de modifications.

Nous vous remercions infiniment d'avoir rempli ce questionnaire.
Les données que vous nous avez fournies seront traitées de manière confidentielle, plausibilisées et publiées sur le site www.badac.ch uniquement après avoir obtenu le feu vert des autorités cantonales.

Veillez à présent valider définitivement le questionnaire. Pour cela, il vous faut passer par le menu [consultation des réponses]. Le bouton de validation définitive se trouve en bas de page. NB. Après cette opération, l'accès au questionnaire ne sera plus possible.

Nous vous prions de consulter nos pages news (www.badac.ch/FR/news/index.html) afin de vous informer régulièrement de l'état d'avancement des travaux.

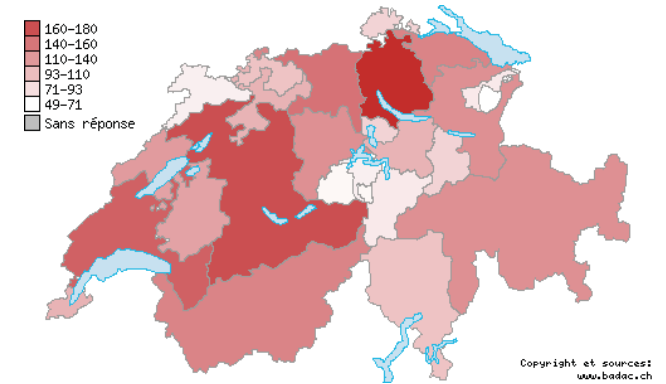
1. Institutions politiques

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de sièges au Parlement (total)
Cs1.10 - 2008, Sièges (total) [[libellé complet](#)]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	140
2. AI	49
3. AR	65
4. BE	160
5. BL	90
6. BS	130
7. FR	110
8. GE	100
9. GL	80 ^[1]
10. GR	120
11. JU	60
12. LU	120
13. NE	115
14. NW	60
15. OW	55
16. SG	120
17. SH	80
18. SO	100
19. SZ	100
20. TG	130
21. TI	90
22. UR	64
23. VD	150 ^[2]
24. VS	130
25. ZG	80
26. ZH	180



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; C-C: Rat auf Beginn Amtsdauer 2010/14 auf 60 zu verkleinern.^[2]; C-C: En 2007, au moment de l'assermentation.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

C1.10a1 C1.10a2 Libellé(s) des questions

	2008	2008	C1.10a1	Libellé(s) des questions
1. AG	99	41	- 2008	C1.10a1 Nombre de sièges (hommes) [Sièges (hommes)]
2. AI	39	10	C1.10a2	Nombre de sièges (femmes) [Sièges (femmes)]
3. AR	51	14	- 2008	
4. BE	105	55		
5. BL	57	33		
6. BS	91	39		
7. FR	87	23		
8. GE	66	34		
9. GL	70	10	<input checked="" type="checkbox"/> Som. <input checked="" type="checkbox"/> Moy. <input type="checkbox"/> Méd. <input type="checkbox"/> E-type <input checked="" type="checkbox"/> Min. <input checked="" type="checkbox"/> Max.	Fonctions statistiques
10. GR	94	26		<input type="button" value="afficher"/>
11. JU	46	14		Graphiques
12. LU	86	34	Histogramme(s)	bars de C1.10a1 2008 à C1.10a2 2008
13. NE	85	30	Graph2D	C1.10a1 2008 et C1.10a2 2008
14. NW	49	11		
15. OW	37	18		
16. SG	91	29		
17. SH	63	17		
18. SO	75	25		
19. SZ	77	23		
20. TG	94	36		
21. TI	79	11		
22. UR	51	13		
23. VD	106	44		
24. VS	101	29		
25. ZG	53	27		
26. ZH	122	58		
Som. ^[1]	1974	704		
Moy. ^[1]	75.92	27.08		
Min. ^[1]	37	10		
Max. ^[1]	122	58		

Fonctions mathématiques

choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques

Som. Moy. Méd. E-type Min. Max.

Graphiques

Histogramme(s) bars de C1.10a1 2008 à C1.10a2 2008

Graph2D C1.10a1 2008 et C1.10a2 2008

Remarque(s)

^[1] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

C1.10c1 C1.10c2 C1.10c3 C1.10c4 C1.10c5 C1.10c6 Libellé(s) des questions

	2008	2008	2008	2008	2008	2008	C1.10c1	Libellé(s) des questions
1. AG	0	16	24	59	36	5 ^[6]	- 2008	Membres du Parlement selon les classes d'âge (18-24 ans) [Nombre de parlementaires 18-24 ans]
2. AI	0	2	13	21	13	0	C1.10c2	Membres du Parlement selon les classes d'âge (25-34 ans) [Nombre de parlementaires 25-34 ans]
3. AR	0	1	10	29	25	0	- 2008	
4. BE	1	6	24	62	58	9	C1.10c3	Membres du Parlement selon les classes d'âge (35-44 ans) [Nombre de parlementaires 35-44 ans]
5. BL	1	7	10	34	32	6	C1.10c4	Membres du Parlement selon les classes d'âge (45-54 ans) [Nombre de parlementaires 45-54 ans]
6. BS	0	7	16	54	42	11	- 2008	
7. FR	0	2	19	50	35	4	C1.10c5	Membres du Parlement selon les classes d'âge (55-64 ans) [Nombre de parlementaires 55-64 ans]
8. GE	0	6	25	33	30	6	- 2008	
9. GL	2	8	15	37	16	2	C1.10c6	Membres du Parlement selon les classes d'âge (+ 65 ans) [Nombre de parlementaires ≥ 65 ans]
10. GR	0	3	25	58	28	6	- 2008	
11. JU	1	2	18	21	17	1		
12. LU	3	6	25	59	23	4		
13. NE	1	6	23	41	37	7		
14. NW	0	1	9	38	12	0		
15. OW	0	4	11	32	8	0		
16. SG	0	3	26	57	31	3		
17. SH	1	4	15	28	25	7		
18. SO	1	8	23	42	26	0		
19. SZ	0	14	30	43	13	0		
20. TG	0	5	17	56	47	5		
21. TI	1	10	20	28	20	11		
22. UR	1	4	18	27	12	2		
23. VD	3 ^[1]	12	23	51	50	11		
24. VS	12 ^[2]	34 ^[2]	129 ^[2]	67 ^[2]	17 ^[2]	1 ^[2]		
25. ZG	0 ^[3]	9	21	27	21	2		
26. ZH	1 ^[4]	9 ^[5]	44 ^[5]	52 ^[5]	57 ^[5]	16 ^[5]		
Som. ^[7]	29	189	633	1106	731	119		
Moy. ^[7]	1.12	7.27	24.35	42.54	28.12	4.58		
Min. ^[7]	0	1	9	21	8	0		
Max. ^[7]	12	34	129	67	58	16		

Fonctions mathématiques

choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques

Som. Moy. Méd. E-type Min. Max.

Graphiques

Histogramme(s) bars de C1.10c1 2008 à C1.10c6 2008

Graph2D C1.10c1 2008 et C1.10c2 2008

Remarque(s)

^[1] C-C: En 2007, au moment de l'assermentation.
^[2] C-C: Ce nombre comprend également les députés-suppléants.
^[3] I-C: '0' statt 'missing'.
^[4] I-C: gemäss Staatskalender 2009.
^[5] I-C: gemäss Staatskalender 2009, http://www.kantonsrat.zh.ch/Mitglieder.aspx
^[6] I-F: 05 transformé en 5
^[7] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

	C1.101 2008	C1.102 2008	C1.103 2008	C1.104 2008	C1.105 2008	C1.106 2008	Libellé(s) des questions
1. AG	38	47	40	8	7	0	0 - 2008
2. AI	20	17	12	0	0	0	C1.101 Profil socioprofessionnel (Indépendants) [Indépendants]
3. AR	15	8	42	0 ^[13]	0 ^[13]	0	C1.102 Profil socioprofessionnel (Salariés du secteur public) [Salariés du secteur public]
4. BE	65	62	19	9	5	0	C1.103 Profil socioprofessionnel (Salariés d'une entreprise privée) [Salariés d'une entreprise privée]
5. BL	24 ^[11]	25	26	11	-	0	C1.104 Profil socioprofessionnel (Salariés d'une association active en politique)
6. BS	40	42	25	7	4	12	2008 [Salariés d'une association active en politique]
7. FR	27	33	24	2	24	0	C1.105 Profil socioprofessionnel (Salariés d'une association sans lien avec des partis)
8. GE	-	2 ^[3]	2 ^[3]	2 ^[3]	2 ^[3]	2 ^[3]	2008 [Salariés d'une association sans lien avec des partis]
9. GL	29 ^[4]	20	26	0	0	5	C1.106 Profil socioprofessionnel (autres) [Autres]
10. GR	50	25	39	2	4	0	5 - 2008
11. JU	17 ^[5]	28	10	3	1	0	0 - 2008
12. LU	39 ^[6]	50 ^[6]	25 ^[6]	5 ^[6]	1 ^[6]	0 ^[6]	
13. NE	27	36	19	5	8 ^[14]	20	
14. NW	28	6 ^[12]	22	0	0	0	
15. OW	25	13	16	1	0	0	
16. SG	53 ^[7]	47	14	1	5	0	
17. SH	30	22	17	1	3	0	
18. SO	-	2 ^[2]	-	2 ^[2]	-	2 ^[2]	
19. SZ	35	21	44	0	0	0	
20. TG	38	63	21	4	4	0	
21. TI	39 ^[8]	14	8	11	2	16	
22. UR	21	20	21	2	0	0	
23. VD	57 ^[9]	35	33	9	10	6	
24. VS	120 ^[10]	65	69	4	2	0	
25. ZG	22	20	38	0	0	0	
26. ZH	66 ^[11]	44 ^[11]	46 ^[11]	6 ^[11]	2 ^[15]	16	
Som. ^[16]	925	763	656	91	82	91	
Moy. ^[16]	38.54	31.79	27.33	3.79	3.57	3.79	
Min. ^[16]	15	6	8	0	0	0	
Max. ^[16]	120	65	69	11	24	20	

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Rattachement administratif du service du Parlement

C1.13 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

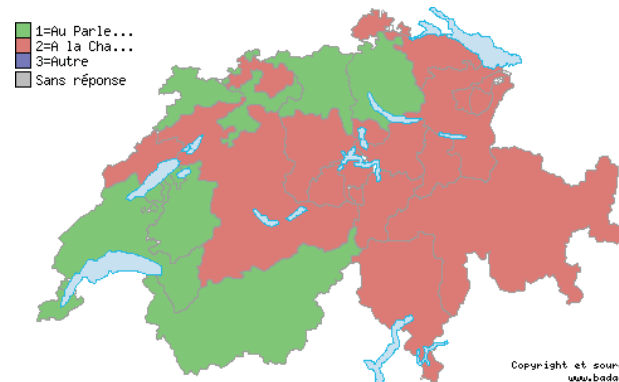
Type de question: LISTE

1=Au Parlement

2=A la Chancellerie

3=Autre

1. AG	1
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	2
5. BL	2
6. BS	1 ^[1]
7. FR	1
8. GE	1
9. GL	2
10. GR	2
11. JU	1
12. LU	2 ^[2]
13. NE	2
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	2 ^[3]
17. SH	2
18. SO	1
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):

[1]; I-C: Antwort auf das Ergebnis von 2004 gestützt.

[2]; C-C: Keine separaten Parlamentsdienste, sondern Sekretariat Kantonsrat plus Kommissionendienst.

[3]; C-C: Die Parlamentsdienstes des Kantonsrates St.Gallen im engeren Sinn bestehen aus: 1. Ratsdienst, 2. Parlamentarischer Kommissionendienst.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

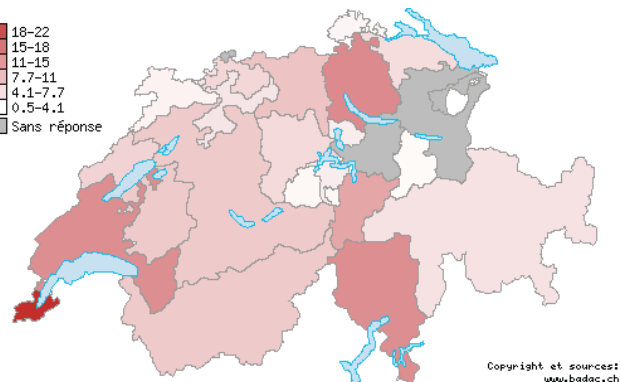
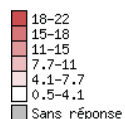
2008

**Effectif total des services du Parlement**

C1.13a - 2008, Effectifs total (en EPT) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	7.2
2. AI	0.5
3. AR	- [1] [2]
4. BE	6.6 [3]
5. BL	5.0 [4]
6. BS	- [1]
7. FR	6.5
8. GE	21.97
9. GL	1 [5]
10. GR	3.6
11. JU	2.05
12. LU	4.6 [6]
13. NE	5.3
14. NW	2.7
15. OW	1.5
16. SG	- [1] [7]
17. SH	1.6
18. SO	3.5
19. SZ	- [1] [8]
20. TG	4.4
21. TI	12.50 [9]
22. UR	10.3
23. VD	12.5
24. VS	6.6
25. ZG	2.8
26. ZH	13



graph / carte

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
 [2]: C-C: Matrixorganisation in der Kanzlei und den Departementen sowie externe Stellen; interne Arbeiten sind im einzelnen nicht im Budget ausgewiesen.
 [3]: C-C: Vgl. Bemerkung 2 Version 2004.
 [4]: C-C: Die gesamts Staatskanzlei mit 14.2 VZS zählt zu den Parlamentsdiensten.
 [5]: C-C: etwa 1; Ko teils von Departementen betreut.
 [6]: C-C: Vgl. Bemerkung zu C1.13 (zus. Weibel- und Kopiendienst).
 [7]: C-C: Keine verlässliche Angabe möglich.
 [8]: I-C: Der Parlamentsdienst bildet innerhalb der Staatskanzlei keine selbständige Einheit. Zudem werden die Sekretariate der meisten ständigen Kommissionen von Departementen geführt. I-F: Wir haben 0 mit 'Ohne Antwort' ersetzt.
 [9]: C-C: Il Segretario generale GC è eletto dal Parlamento, mentre i funzionari dei servizi parlamentari sono nominati dal Consiglio di Stato, ma su proposta dell'Ufficio presidenziale del Gran Consiglio (art. 159 cpv. 3 LGC).

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

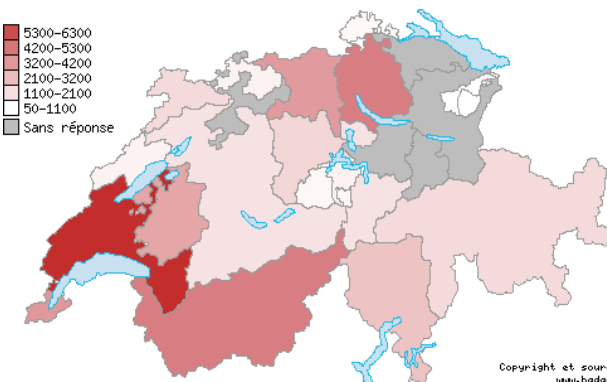
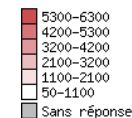
2008

**Montant total des dépenses pour les services du Parlement**

C1.13b - 2008, Dépenses en milliers de francs [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3174 [1]
2. AI	50
3. AR	128 [2]
4. BE	1029 [3]
5. BL	515 [4]
6. BS	- [5]
7. FR	2939
8. GE	3312.472
9. GL	- [5] [6]
10. GR	1299
11. JU	1303
12. LU	1371 [7]
13. NE	526
14. NW	450 [8]
15. OW	265 [9]
16. SG	- [5] [10]
17. SH	284
18. SO	- [5]
19. SZ	- [5] [11]
20. TG	- [5]
21. TI	2042.4
22. UR	995
23. VD	6329 [12]
24. VS	4132 [13]
25. ZG	1030
26. ZH	4120



graph / carte

Remarque(s):

- [1]: C-C: Gesamtaufwand für Parlament und Parlamentsdienst.
 [2]: C-C: Aktuariat StwK, Assistenz Kantonsrat und Datenschutzkontrollorgan.
 [3]: C-C: Vgl. Bemerkung 2 Version 2004.
 [4]: C-C: Nur Ausgaben für das Team Parlamentsdienst.
 [5]: Sans réponse
 [6]: C-C: nicht eruierbar.
 [7]: C-C: Ohne Taggelder für Parlamentarier, Fraktionsentschädigungen etc.
 [8]: C-C: Im Total Staatskanzlei von 3'624 enthalten.
 [9]: C-C: Parlamentsdienste sind in Staatsrechnung nicht gesondert aufgeführt; sie werden von der Staatskanzlei/Finanzkontrolle wahrgenommen.
 [10]: C-C: Keine verlässliche Angabe möglich.
 [11]: I-C: Nicht erfasst. Der Parlamentsdienst bildet innerhalb der Staatskanzlei keine selbständige Einheit. Zudem werden die Sekretariate der meisten ständigen Kommissionen von Departementen geführt. I-F: Wir haben 0 mit 'ohne Antwort' ersetzt.
 [12]: C-C: Y compris les indemnités des députés.
 [13]: C-C: dont 445000 de défraiement aux députés. I-C: es wurden 3 Nullen gestrichen.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

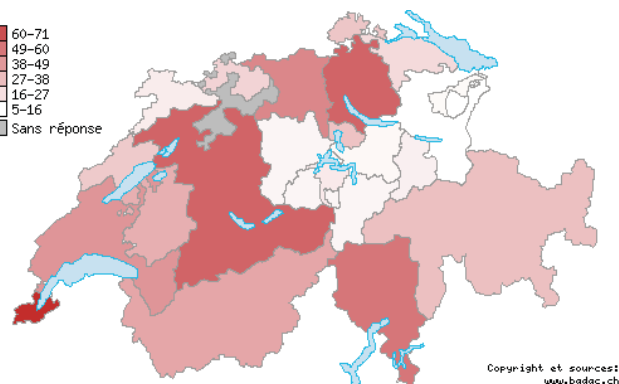
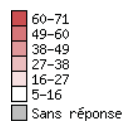
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de séances plénières du ParlementC1.11 - 2008, Nombre de séances plénières [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	44
2. AI	5
3. AR	7
4. BE	55
5. BL	20
6. BS	.. [1]
7. FR	32
8. GE	71
9. GL	11
10. GR	26 [2]
11. JU	12
12. LU	9 [3]
13. NE	23
14. NW	13 [4]
15. OW	9
16. SG	5 [5]
17. SH	24
18. SO	.. [1]
19. SZ	8
20. TG	18
21. TI	50 [6]
22. UR	9
23. VD	40 [7]
24. VS	35
25. ZG	25 [4]
26. ZH	55



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: 6 Sessionen.

[3]: C-C: 9 Sessionen, wovon 2 Doppelsessionen.

[4]: C-C: Halbtagesessionen.

[5]: C-C: Februarsession 2008: 2 1/2 Tage; Frühjahrsession 2008: 2 1/2 Tage; Session zur Eröffnung der Amtsdauer 2008/2012: 1/2 Tag; Junisession 2008: 1 1/2 Tage; Septembersession 2008: 2 1/2 Tage; Novembersession 2008: 1 1/2 Tage.

[6]: C-C: 50 sedute (28 pomeriggi).

[7]: C-C: 22 séances d'une journée (9h30-12h00 et 14h00-17h00) et 18 séances d'une demi-journée (14h00-17h00).

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

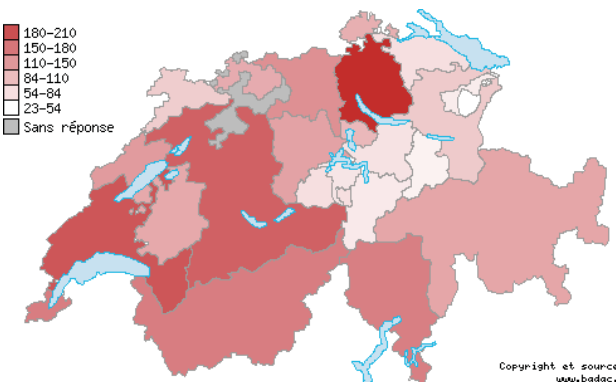
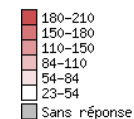
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Durée totale des séances plénières du ParlementC1.12a - 2008, Estimation de la durée totale des séances en nombres d'heures [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	122
2. AI	23
3. AR	42
4. BE	165
5. BL	100
6. BS	.. [1]
7. FR	104
8. GE	141.5
9. GL	37
10. GR	105
11. JU	71.5
12. LU	110
13. NE	115
14. NW	49
15. OW	54
16. SG	75 [2]
17. SH	96
18. SO	.. [1]
19. SZ	50
20. TG	54.5
21. TI	139
22. UR	46
23. VD	173
24. VS	140
25. ZG	89
26. ZH	206



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

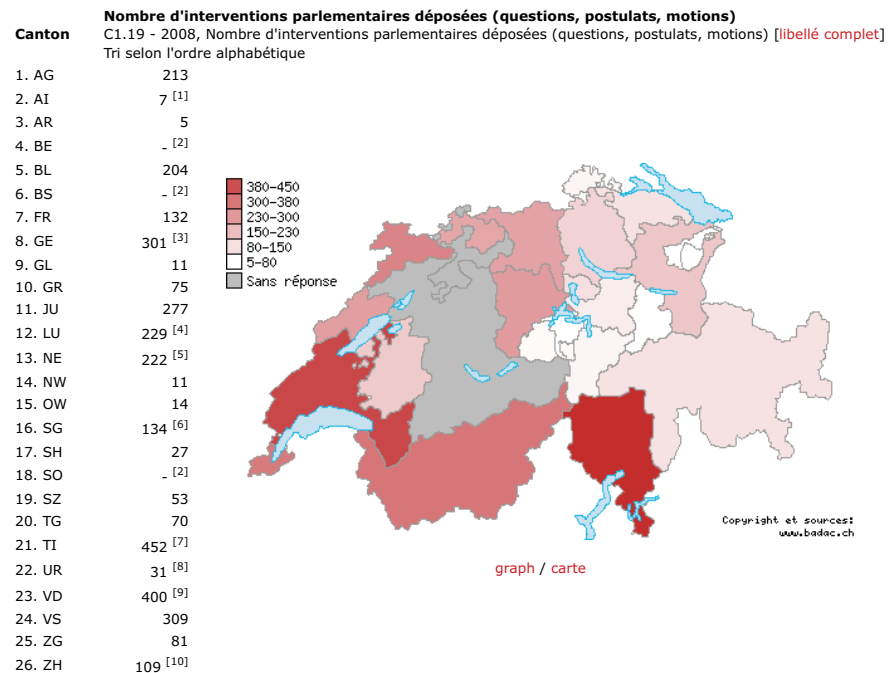
Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: Die Dauer der einzelnen Plenumsitzungen wurde auf 1/2 Stunden gerundet.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

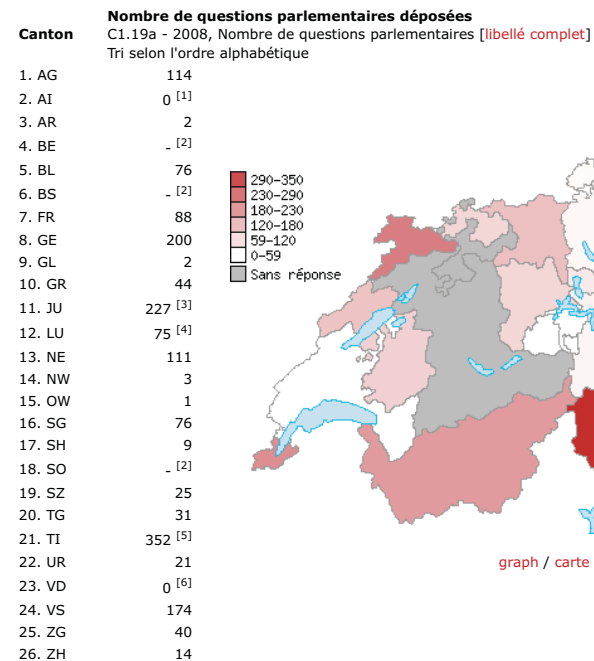


Remarque(s):

- [1]: C-C: Es wird nicht unterschieden zwischen Interpellation, Postulat und Motion.
 [2]: Sans réponse
 [3]: C-C: A ce chiffre, s'ajoutent encore 20 résolutions.
 [4]: C-C: Eingang 2008.
 [5]: C-C: Ce nombre représente le total de toutes les formes d'interventions, donc également les initiatives, les recommandations et les projets de résolution.
 [6]: C-C: Anzahl eingereichter Einfacher Anfragen: 34.
 [7]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
 [8]: C-C: Zusätzlich kommen noch 8 Parlamentarische Empfehlungen (In der Antwort nicht mitgerechnet!).
 [9]: C-C: 0 simple question, 72 postulats, 41 motions, 114 questions orales, 8 résolutions, 7 initiatives, 138 interpellations.
 [10]: C-C: Zusätzlich 209 Anfragen und 16 Parlamentarische Initiativen.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel



Remarque(s):

- [1]: C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.
 [2]: Sans réponse
 [3]: C-C: questions orales, écrites et interpellations.
 [4]: C-C: Eingang 2008.
 [5]: C-C: Interrogazioni. Réponse suite à une relance auprès du canton.
 [6]: C-C: 0 simple question. 114 questions orales.

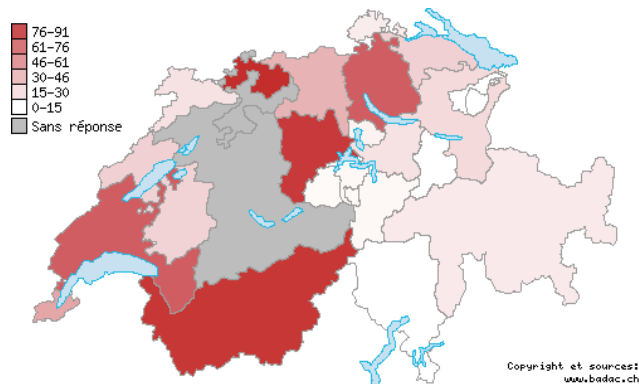
Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Nombre de postulats parlementaires déposés

C1.19b - 2008, Nombre de postulats parlementaires [\[libellé complet\]](#)
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	35
2. AI	0 ^[1]
3. AR	1
4. BE	- ^[2]
5. BL	91
6. BS	- ^[2]
7. FR	21
8. GE	41 ^[3]
9. GL	1
10. GR	11 ^[4]
11. JU	13
12. LU	86 ^[5]
13. NE	22
14. NW	3
15. OW	2
16. SG	18
17. SH	10
18. SO	- ^[2]
19. SZ	13
20. TG	23 ^[6]
21. TI	0 ^[7]
22. UR	4
23. VD	72
24. VS	87
25. ZG	7
26. ZH	71



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.
^[2]: Sans réponse
^[3]: C-C: Le droit genevois ne connaît pas le postulat. Par contre, les députés genevois ont la faculté de déposer des projets de lois. Le chiffre indiqué correspond aux nombre de projets de lois déposés par les députés en 2008.
^[4]: C-C: Aufträge mit Richtliniencharakter.
^[5]: C-C: Eingang 2008.
^[6]: C-C: Einfache Anfragen.
^[7]: C-C: il diritto parlamentare ticinese non contempla il postulato.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

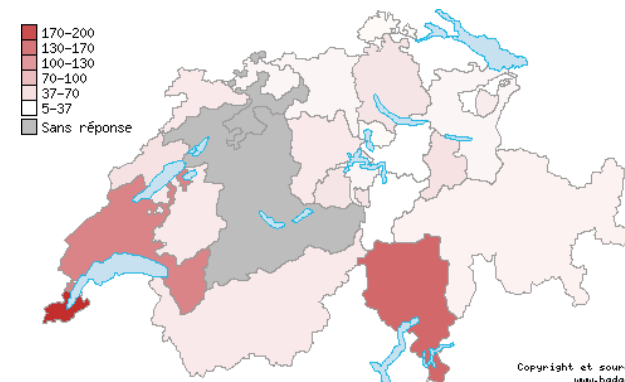
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de lois et projets de lois adoptés par le Parlement

C1.14 - 2008, Nombre de lois et projets de lois adoptés par le Parlement [\[libellé complet\]](#)
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	15
2. AI	24 ^[1]
3. AR	5
4. BE	- ^[2]
5. BL	16
6. BS	- ^[2]
7. FR	28
8. GE	199
9. GL	34 ^[3]
10. GR	18
11. JU	28
12. LU	27 ^[4]
13. NE	33
14. NW	15
15. OW	31
16. SG	15
17. SH	10
18. SO	- ^[2]
19. SZ	7
20. TG	5
21. TI	147
22. UR	7 ^[5]
23. VD	123 ^[6]
24. VS	29
25. ZG	11
26. ZH	31



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: Gesetze, Verordnungen und Grossratsbeschlüsse.
^[2]: Sans réponse
^[3]: C-C: Landsgemeinde ist für Gesetzgebung zuständig.
^[4]: C-C: darunter auch zahlreiche Anpassungen an neue KV.
^[5]: C-C: Dazu kommen noch 5 Verordnungen.
^[6]: C-C: Ce chiffre ne comporte pas les décrets adoptés par le Parlement.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

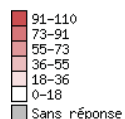
2008

Nombre de nouvelles lois adoptées par le Parlement^[1]

C1.14a - 2008, Nombre de nouvelles lois [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	6
2. AI	11 ^[2]
3. AR	1
4. BE	- ^[3]
5. BL	0
6. BS	- ^[3]
7. FR	13
8. GE	109 ^[4]
9. GL	3 ^[5]
10. GR	6
11. JU	5
12. LU	1 ^[6]
13. NE	12
14. NW	5
15. OW	7
16. SG	2
17. SH	2
18. SO	- ^[3]
19. SZ	3
20. TG	1
21. TI	4
22. UR	4
23. VD	5
24. VS	20
25. ZG	3
26. ZH	10



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: Dépend de la question C1.14 (Nombre de lois et projets de lois adoptés par le Parlement)
- ^[2]: C-C: Gesetze, Verordnungen, Grossratsbeschlüsse.
- ^[3]: Question non posée suite à une réponse précédente
- ^[4]: C-C: voir annexe.
- ^[5]: C-C: + Beitritt Harmos.
- ^[6]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

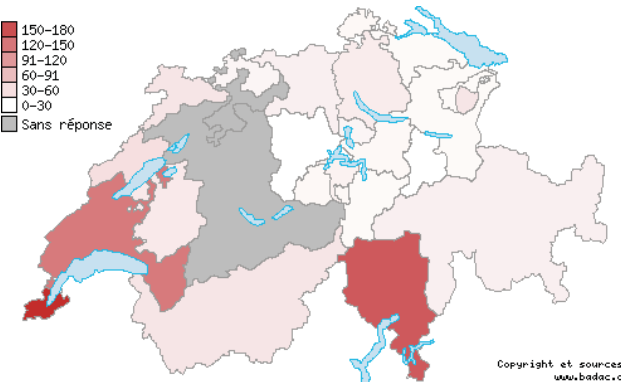
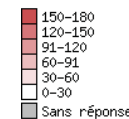
2008

Nombre de lois émanant du Conseil d'Etat^[1]

C1.14b - 2008, Nombre de lois émanant du Conseil d'Etat [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	15
2. AI	24
3. AR	5
4. BE	- ^[2]
5. BL	10
6. BS	- ^[2]
7. FR	22
8. GE	181
9. GL	2
10. GR	16
11. JU	25 ^[3]
12. LU	- ^[4]
13. NE	29
14. NW	14
15. OW	7
16. SG	5
17. SH	8
18. SO	- ^[2]
19. SZ	7
20. TG	4
21. TI	144 ^[5]
22. UR	4
23. VD	120
24. VS	25
25. ZG	10
26. ZH	19



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: Dépend de la question C1.14 (Nombre de lois et projets de lois adoptés par le Parlement)
- ^[2]: Question non posée suite à une réponse précédente
- ^[3]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
- ^[4]: C-C: Im Jahr 2008 ist keine der Gesetzesänderungen auf eine parlamentarische Initiative zurückzuführen. Teilweise sind allerdings einzelne Bestimmungen bei Gesetzesänderungen durch Motionen ausgelöst. Es wäre jedoch ein unverhältnismässiger Aufwand, dies bei jeder Gesetzesvorlage zu jeder Bestimmung zurückzuführen.
- ^[5]: C-C: Qualche novella legislativa proposta dal Consiglio di Stato può essere il seguito di un'iniziativa parlamentare generica, demandata al Governo per l'elaborazione del testo conforme, dopo essere stata accolta dal Parlamento (art. 98 cpv. 1 a LGC).

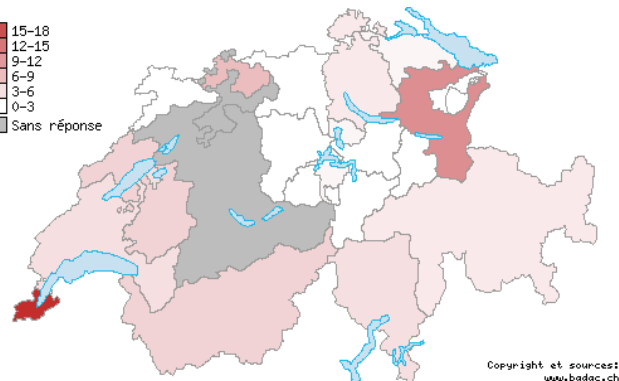
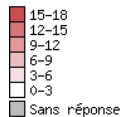
Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

Nombre de lois émanant du Parlement^[1]
 C1.14c - 2008, Nombre de lois émanant du Parlement [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	0
3. AR	0
4. BE	- [2]
5. BL	6
6. BS	- [2]
7. FR	4
8. GE	18 [3]
9. GL	0 [4]
10. GR	2
11. JU	0
12. LU	- [5]
13. NE	4
14. NW	1
15. OW	0
16. SG	10
17. SH	2
18. SO	- [2]
19. SZ	0
20. TG	1
21. TI	3
22. UR	0
23. VD	3 [6]
24. VS	4
25. ZG	1
26. ZH	2



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Dépend de la question C1.14 (Nombre de lois et projets de lois adoptés par le Parlement)
- [2]: Question non posée suite à une réponse précédente
- [3]: C-C: Ce chiffre ne comprend que les projets de lois déposés par les députés et acceptés.
- [4]: C-C: Grundsätzlich bereitet der Regierungsrat die Vorlagen, die ausschliesslich der Landrat der Landsgemeinde vorlegt. Etwa 10% der Vorlagen an die Landsgemeinden gehen auf parlamentarische Vorstösse zurück.
- [5]: C-C: Im Jahr 2008 ist keine der Gesetzesänderungen auf eine parlamentarische Initiative zurückzuführen. Teilweise sind allerdings einzelne Bestimmungen bei Gesetzesänderungen durch Motionen ausgelöst. Es wäre jedoch ein unverhältnismässiger Aufwand, dies bei jeder Gesetzesvorlage zu jeder Bestimmung zurückzuführen.
- [6]: C-C: LEDP et LC (20.05.08) et Loi sur les allocations familiales (16.09.08). En outre, pour information, deux décrets ont émané du Parlement: EMPD sur la BCV (08.04.08) et EMPD sur la généralisation des commissions thématiques (03.06.08, refus d'entrée en matière).

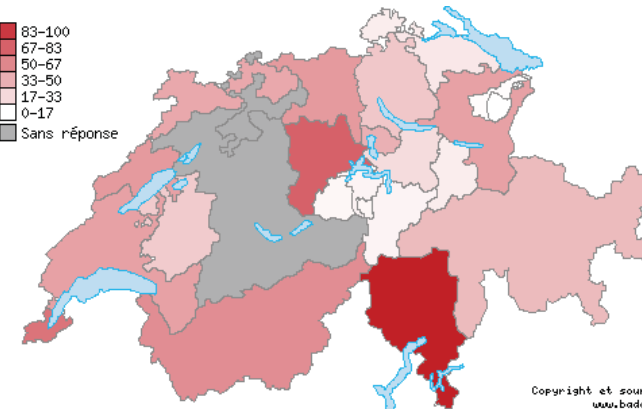
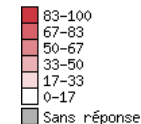
Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

Nombre de motions déposées par le Parlement
 C1.15a - 2008, Nombre de motions déposées [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	43
2. AI	0 [1]
3. AR	3
4. BE	- [2]
5. BL	37 [3]
6. BS	- [2]
7. FR	23
8. GE	60
9. GL	8 [3]
10. GR	29 [4]
11. JU	37
12. LU	68
13. NE	43 [5]
14. NW	5 [3]
15. OW	4
16. SG	40 [6]
17. SH	8 [3]
18. SO	- [2]
19. SZ	15
20. TG	11
21. TI	100 [7]
22. UR	6
23. VD	40
24. VS	48
25. ZG	34
26. ZH	24 [8]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.
- [2]: Sans réponse
- [3]: I-C: Harmonisierung mit der Frage C1.19c.
- [4]: C-C: 18 Aufträge mit Weisungscharakter, 11 mit Richtliniencharakter.
- [5]: I-C: Harmonisation avec la question C1.19c.
- [6]: C-C: Im Kanton St.Gallen kann das Parlament keine Motionen einreichen! Im Kanton St.Gallen können Mitglieder des Kantonsrates, Fraktionen des Kantonsrates sowie ständige und nichtständige Kommissionen des Kantonsrates Motionen einreichen...
- [7]: C-C: vedi risposta domanda C1.19c. I-C: Harmonisation avec la question C1.19c.
- [8]: C-C: dito Frage C1.19c.

Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

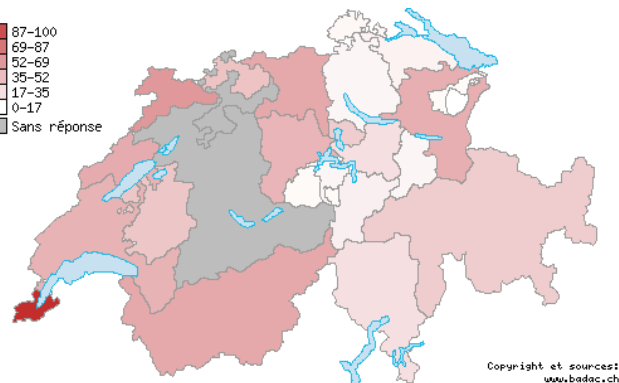
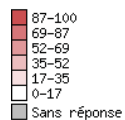
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre de motions traitées par le Parlement**C1.15b - 2008, Nombre de motions traitées [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	46
2. AI	0 ^[1]
3. AR	3
4. BE	1 ^[2]
5. BL	32
6. BS	1 ^[2]
7. FR	31
8. GE	104
9. GL	5
10. GR	27 ^[3]
11. JU	54
12. LU	39
13. NE	43
14. NW	5 ^[4]
15. OW	2
16. SG	42
17. SH	4
18. SO	1 ^[2]
19. SZ	18
20. TG	8
21. TI	18
22. UR	9
23. VD	40 ^[5]
24. VS	46
25. ZG	27
26. ZH	5



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.^[2]; Sans réponse^[3]; C-C: 21 Aufträge mit Weisungscharakter, 6 mit Richtliniencharakter.^[4]; C-C: zwei Motionen wurden im Dez. 2007 eingereicht.^[5]; C-C: 4 renvoyées directement au Conseil d'État, 35 avec examen préalable par une commission, et une refusée d'emblée.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

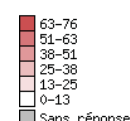
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre de motions traitées puis acceptées par le Parlement**C1.15c - 2008, Nombre de motions traitées et finalement acceptées par le parlement [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	1 ^[1] ^[2]
2. AI	0 ^[3]
3. AR	3
4. BE	1 ^[1]
5. BL	13
6. BS	1 ^[1]
7. FR	27
8. GE	76
9. GL	1
10. GR	19 ^[4]
11. JU	17 ^[5]
12. LU	20
13. NE	36
14. NW	1 ^[6]
15. OW	1
16. SG	15 ^[7]
17. SH	1
18. SO	1 ^[1]
19. SZ	7
20. TG	2
21. TI	6 ^[8]
22. UR	2
23. VD	20 ^[9]
24. VS	29
25. ZG	16
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; Sans réponse^[2]; C-C: nicht quantifiziert.^[3]; C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.^[4]; C-C: 14 Aufträge mit Weisungscharakter, 5 mit Richtliniencharakter.^[5]; C-C: le nombre passe à 32 si l'on tient compte de celles acceptées sous forme de postulat.^[6]; C-C: zwei wurden zusätzlich umgewandelt in Postulate.^[7]; C-C: Gutheissung von 15 Motionen.^[8]; C-C: 6 (di cui 3 accettate parzialmente).^[9]; C-C: Sur les 20, 13 motions ont été adoptées après avoir été transformées en postulats. Par ailleurs, 13 motions ont été refusées (classement) et 2 retirées avant le vote final.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

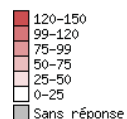
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de motions pendantes devant le Conseil d'EtatC1.15d - 2008, Nombre de motions pendantes [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	52 ^[1]
2. AI	0 ^[2]
3. AR	0
4. BE	- ^[3]
5. BL	36
6. BS	- ^[3]
7. FR	25
8. GE	106
9. GL	12
10. GR	11 ^[4]
11. JU	12
12. LU	- ^[3] ^[5]
13. NE	58
14. NW	3
15. OW	8
16. SG	7 ^[6]
17. SH	6
18. SO	- ^[3]
19. SZ	0
20. TG	6
21. TI	149 ^[7]
22. UR	4
23. VD	43
24. VS	2
25. ZG	34
26. ZH	0



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: Antwort bezieht sich auf Anzahl pendenter Motionen bis 31.12.08, die am 1.12.09 immer noch pendent waren.
^[2]: C-C: AI unterscheidet nicht zwischen Interpellation, Postulat und Motion.
^[3]: Sans réponse
^[4]: C-C: 9 Aufträge mit Weisungscharakter, 2 mit Richtliniencharakter.
^[5]: C-C: Nicht einzeln erfasst.
^[6]: C-C: 1. Von der Regierung noch nicht behandelte Motionen: 7. / 2. Vom Kantonsrat noch nicht behandelte Motionen: 10.
^[7]: C-C: Il dato indica il numero totale di mozioni inevase, contemplando quindi anche quelle pendenti davanti al Gran Consiglio, per le quali il Consiglio di Stato ha trasmesso un suo rapporto.

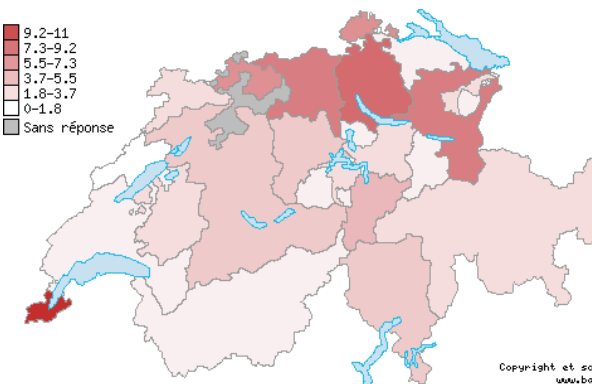
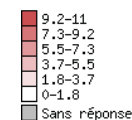
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de votations cantonalesC1.18 - 2008, Nombre de votations cantonales [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	7 ^[1]
2. AI	1 ^[2]
3. AR	2
4. BE	3
5. BL	6
6. BS	- ^[3]
7. FR	2
8. GE	11 ^[4]
9. GL	1 ^[5]
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	3
13. NE	0
14. NW	2
15. OW	1
16. SG	7
17. SH	6
18. SO	- ^[3]
19. SZ	2
20. TG	1
21. TI	3
22. UR	4
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	8



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

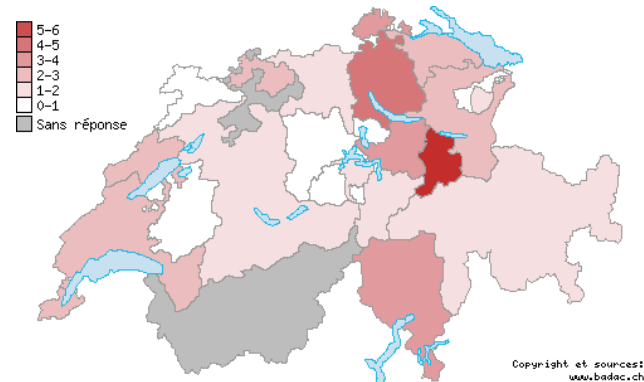
- ^[1]: C-C: bezieht sich auf die Anzahl Vorlagen.
^[2]: C-C: Landsgemeinde.
^[3]: Sans réponse
^[4]: C-C: 3 dates; 11 sujets. I-C: Nous avons remplacé le 3 dates par 11 votations
^[5]: C-C: Landsgemeinde (LG).

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'initiatives populaires cantonales déposées auprès de la chancellerie
C1.18a - 2008, Nombre d'initiatives populaires cantonales déposées auprès de la chancellerie [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	1
2. AI	1
3. AR	0
4. BE	1
5. BL	2
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	2
9. GL	6
10. GR	1
11. JU	0
12. LU	0
13. NE	2
14. NW	1
15. OW	0
16. SG	2
17. SH	3
18. SO	- [1]
19. SZ	3
20. TG	2
21. TI	3
22. UR	1
23. VD	2 [2]
24. VS	- [1]
25. ZG	0
26. ZH	4



graph / carte

Remarque(s):

[1], Sans réponse

[2], C-C: L'une a abouti en 2008, l'autre en 2009.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre de référendums cantonaux obligatoires
C1.18b - 2008, Nombre de référendums cantonaux obligatoires [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	6
2. AI	18
3. AR	1 [1]
4. BE	1
5. BL	0
6. BS	- [2]
7. FR	0
8. GE	4
9. GL	3
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	0
13. NE	0
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	5 [3]
17. SH	6
18. SO	- [2]
19. SZ	5
20. TG	0
21. TI	0
22. UR	0
23. VD	1
24. VS	0
25. ZG	0
26. ZH	0



graph / carte

Remarque(s):

[1], C-C: obligatorisches Finanzreferendum.

[2], Sans réponse

[3], C-C: Alle oblig. Referenden waren Finanzreferenden. Deshalb beide Fragen mit 5 beantwortet.

Version(s)

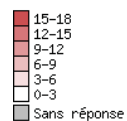
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre de référendums cantonaux facultatifs

C1.18c - 2008, Nombre de référendums cantonaux facultatifs [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0 ^[1]
2. AI	0
3. AR	0
4. BE	18
5. BL	1
6. BS	- ^[2]
7. FR	0
8. GE	4
9. GL	0 ^[3]
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	0
14. NW	2
15. OW	1
16. SG	2
17. SH	- ^[2]
18. SO	- ^[2]
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	0
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	4



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.^[2]: Sans réponse^[3]: C-C: LG entscheidet über Gesetze; keine fakultativen Referenden nötig.

Version(s)

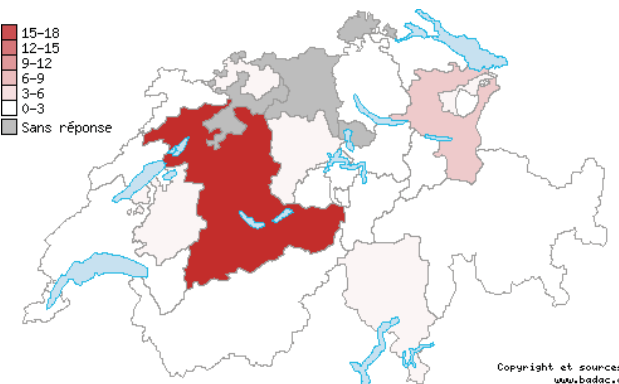
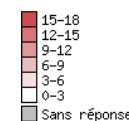
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de référendum cantonaux en matière financière

C1.18d - 2008, Nombre de référendum cantonaux en matière financière [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	- ^[1]
2. AI	0
3. AR	1
4. BE	18
5. BL	1
6. BS	- ^[1]
7. FR	1
8. GE	- ^[2]
9. GL	0
10. GR	0
11. JU	0
12. LU	1
13. NE	0
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	5
17. SH	- ^[1]
18. SO	- ^[1]
19. SZ	0
20. TG	0
21. TI	1
22. UR	0
23. VD	0
24. VS	0
25. ZG	- ^[1]
26. ZH	0



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Sans réponse^[2]: C-C: Ne s'applique pas. Le canton de Genève ne connaît pas le référendum financier (a contrario du référendum fiscal).

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Droit de vote des étrangers (permis C) au niveau communal

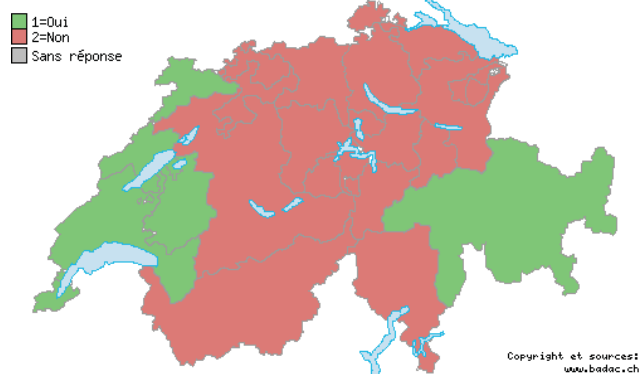
C1.17a - 2008, Droit de vote des étrangers (permis C) au niveau communal [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2
2. AI	2
3. AR	2 [1]
4. BE	2 [2]
5. BL	2
6. BS	2 [3]
7. FR	1
8. GE	1
9. GL	2 [4]
10. GR	1 [5]
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	1
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	2
17. SH	2
18. SO	2 [6]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	1 [7]
24. VS	2
25. ZG	2
26. ZH	2



graph / carte

Remarque(s):

- [1]: C-C: Die Gemeinden können Ausländern, die seit zehn Jahren in der Schweiz und davon fünf Jahre im Kanton wohnen, auf ein entsprechendes Begehren das Stimmrecht erteilen. Dies ist in drei von zwanzig Gemeinden der Fall.
- [2]: I-C: Abstimmung vom 26. September 2010, mit 72 % abgelehnt.
- [3]: I-C: Abstimmung vom 26. September 2010. Initiative: mit 80,9 % abgelehnt; Gegenvorschlag: mit 61 % abgelehnt. Die Basler Gemeinden Riehen und Bettingen sind seit dem Jahr 2006 ermächtigt, ein Stimmrecht für Ausländer einzuführen, haben jedoch darauf verzichtet.
- [4]: C-C: Memorialsantrag hängig.
- [5]: C-C: In einzelnen Gemeinden (Gemeindekompetenz).
- [6]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.
- [7]: C-C: sous conditions, cf: <http://www.vd.ch/fr/themes/etat-droit-finances/votations-et-elections/vote-des-etrangerseres/>

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Droit de vote des étrangers (permis C) au niveau cantonal

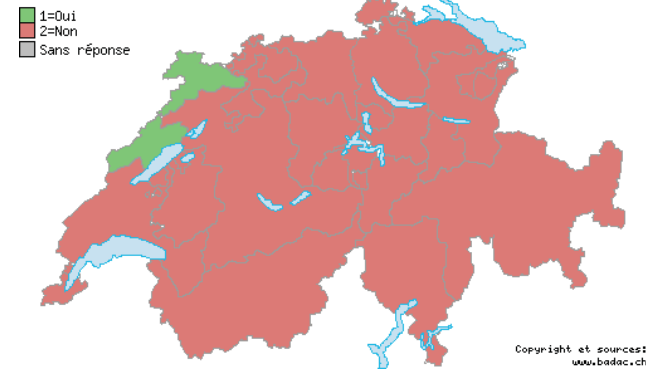
C1.17b - 2008, Droit de vote des étrangers (permis C) au niveau cantonal [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	2
5. BL	2
6. BS	2 [1]
7. FR	2
8. GE	2
9. GL	2
10. GR	2
11. JU	1 [2]
12. LU	2
13. NE	1
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	2
17. SH	2
18. SO	2 [3]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	2
24. VS	2
25. ZG	2
26. ZH	2



graph / carte

Remarque(s):

- [1]: I-C: Abstimmung vom 26. September 2010. Initiative: mit 80,9 % abgelehnt; Gegenvorschlag: mit 61 % abgelehnt. Die Basler Gemeinden Riehen und Bettingen sind seit dem Jahr 2006 ermächtigt, ein Stimmrecht für Ausländer einzuführen, haben jedoch darauf verzichtet.
- [2]: C-C: sauf en matière constitutionnelle.
- [3]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Droit d'élection au niveau communal

C1.17c - 2008, Droit d'élection au niveau communal [libellé complet]

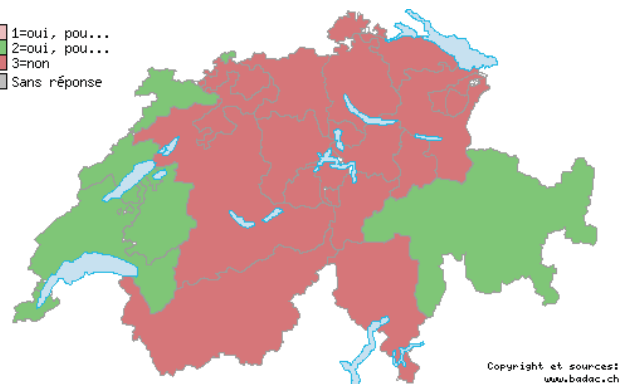
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=oui, pour le législatif uniquement
 2=oui, pour le législatif et l'exécutif
 3=non

1. AG	3
2. AI	3
3. AR	3 ^[1]
4. BE	3
5. BL	3
6. BS	2 ^[2]
7. FR	2
8. GE	2
9. GL	3
10. GR	2 ^[3]
11. JU	2
12. LU	3
13. NE	2
14. NW	3
15. OW	3
16. SG	3
17. SH	3
18. SO	3 ^[4]
19. SZ	3
20. TG	3
21. TI	3
22. UR	3
23. VD	2
24. VS	3
25. ZG	3
26. ZH	3

- 1=oui, pou...
 2=oui, pou...
 3=non
 Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: vgl. Bemerkung zu C1.17a.
^[2]: I-C: Art. 44 Kantonsverfassung.
^[3]: C-C: In einzelnen Gemeinden (Gemeindekompetenz).
^[4]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Droit d'élection au niveau cantonal

C1.17d - 2008, Droit d'élection au niveau cantonal [libellé complet]

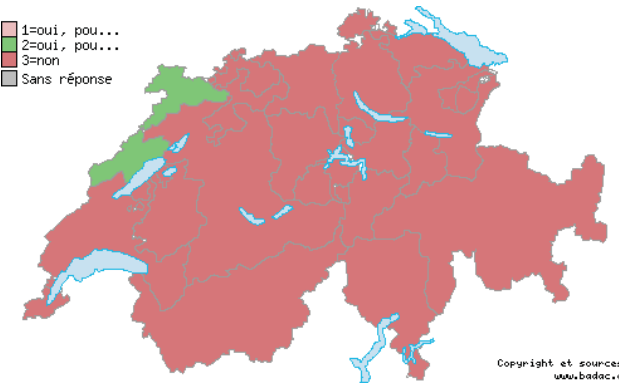
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=oui, pour le législatif uniquement
 2=oui, pour le législatif et l'exécutif
 3=non

1. AG	3
2. AI	3
3. AR	3
4. BE	3
5. BL	3
6. BS	3 ^[1]
7. FR	3
8. GE	3
9. GL	3
10. GR	3
11. JU	2
12. LU	3
13. NE	2
14. NW	3
15. OW	3
16. SG	3
17. SH	3
18. SO	3 ^[2]
19. SZ	3
20. TG	3
21. TI	3
22. UR	3
23. VD	3
24. VS	3
25. ZG	3
26. ZH	3

- 1=oui, pou...
 2=oui, pou...
 3=non
 Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: I-C: Art. 44 Kantonsverfassung.
^[2]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Droit d'éligibilité au niveau communal

C1.17e - 2008, Droit d'éligibilité au niveau communal [libellé complet]

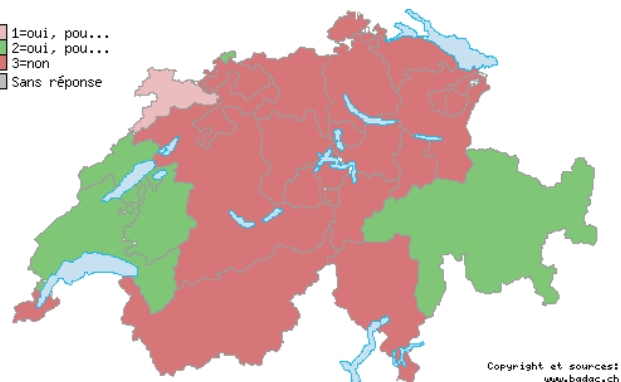
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=oui, pour le législatif uniquement
 2=oui, pour le législatif et l'exécutif
 3=non

1. AG	3
2. AI	3
3. AR	3 ^[1]
4. BE	3
5. BL	3
6. BS	2 ^[2]
7. FR	2
8. GE	3
9. GL	3
10. GR	2 ^[3]
11. JU	1
12. LU	3
13. NE	2
14. NW	3
15. OW	3
16. SG	3
17. SH	3
18. SO	3 ^[4]
19. SZ	3
20. TG	3
21. TI	3
22. UR	3
23. VD	2
24. VS	3
25. ZG	3
26. ZH	3

1=oui, pou...
 2=oui, pou...
 3=non
 Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch**Remarque(s):**

- ^[1]: C-C: vgl. Bemerkung zu C1.17a.
^[2]: I-C: Art. 70 Kantonsverfassung.
^[3]: C-C: In einzelnen Gemeinden (Gemeindekompetenz).
^[4]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Droit d'éligibilité au niveau cantonal

C1.17f - 2008, Droit d'éligibilité au niveau cantonal [libellé complet]

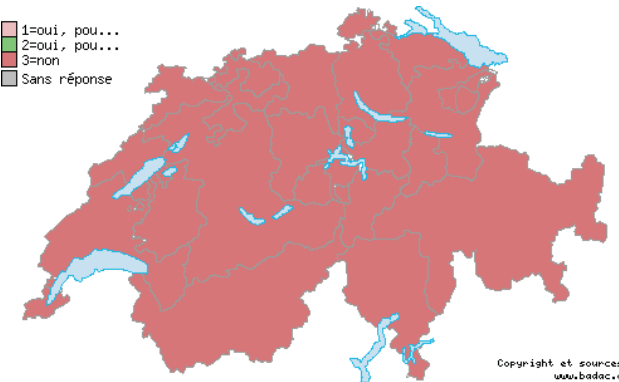
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=oui, pour le législatif uniquement
 2=oui, pour le législatif et l'exécutif
 3=non

1. AG	3
2. AI	3
3. AR	3
4. BE	3
5. BL	3
6. BS	3 ^[1]
7. FR	3
8. GE	3
9. GL	3
10. GR	3
11. JU	3
12. LU	3
13. NE	3
14. NW	3
15. OW	3
16. SG	3
17. SH	3
18. SO	3 ^[2]
19. SZ	3
20. TG	3
21. TI	3
22. UR	3
23. VD	3
24. VS	3
25. ZG	3
26. ZH	3

1=oui, pou...
 2=oui, pou...
 3=non
 Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch**Remarque(s):**

- ^[1]: I-C: Art. 70 Kantonsverfassung.
^[2]: I-C: Art. 25 Kantonsverfassung.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Mode d'élection/de sélection des magistrats

C1.16 - 2008, Mode d'élection/de sélection des magistrats [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Sur décision du Conseil d'Etat

2=Election par le Parlement

3=Election par le Peuple

1. AG	2
2. AI	3 [1]
3. AR	- [2] [3]
4. BE	3 [4]
5. BL	- [2] [5]
6. BS	3 [6]
7. FR	2
8. GE	3 [7]
9. GL	3 [8]
10. GR	2 [9]
11. JU	2
12. LU	2 [10]
13. NE	2
14. NW	2
15. OW	2 [11]
16. SG	3 [12]
17. SH	2
18. SO	2 [13]
19. SZ	2 [14]
20. TG	- [2] [15]
21. TI	2
22. UR	3 [16]
23. VD	2 [17]
24. VS	2 [18]
25. ZG	3 [19]
26. ZH	3 [20]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: Kantonsrichter werden durch das Volk, Staatsanwalt durch Regierung gewählt.
- [2]: Sans réponse
- [3]: C-C: Oberrichter: Volkswahl; Kantonsrichter und Staatsanwalt: Wahl durch das Parlament; Untersuchungsrichter: Wahl Regierungsrat.
- [4]: C-C: gilt für Richter der 1. Instanz (gültig bis 31.12.2010).
- [5]: C-C: Wahl teils durch das Volk, teils durch das Parlament und teils durch Regierung.
- [6]: I-C: KantonsVerfassung Vom 23. März 2005: § 44. 1Die Stimmberechtigten wählen: die nebenamtlichen ordentlichen Richter und Richterinnen des Appellationsgerichts, des Zivilgerichts, des Strafgerichts und des Sozialversicherungsgerichts (Majorzwahlverfahren).
- [7]: I-C: Le 26 septembre 2010, le peuple genevois a accepté à 85,4 % la modification constitutionnelle sur l'organisation judiciaire.
- [8]: C-C: Änderung vorgesehen.
- [9]: C-C: Staatsanwalt und Untersuchungsrichter sind in GR keine Magistratspersonen.
- [10]: C-C: Die Antwort bezieht sich auf die in den Klammern genannten Personen (Richter, Untersuchungsrichter, Staatsanwälte). Davon zählen aber im Kanton Luzern nur die Richter des Verwaltungs- und Obergerichts zu den Magistratspersonen.
- [11]: C-C: Volkswahl: Alle Richter + Präsidenten, Rest durch Parlament.
- [12]: C-C: Richter der Kreisgerichte und Kreisgerichtspräsidenten werden vom Volk gewählt. Stille Wahl ist möglich. Untersuchungsrichter und Staatsanwälte werden nicht vom Volk gewählt.
- [13]: I-C: Art. 75 Vgl. 111.1 - Verfassung des Kantons Solothurn (KV).
- [14]: C-C: Untersuchungsrichter: Wahl durch RR.
- [15]: C-C: Mitglieder des Obergerichts: Wahl durch das Parlament, Mitglieder der Bezirksgerichte und Bezirksstatthalter

(Untersuchungsrichter): Wahl durch das Volk, Staatsanwälte: Wahl durch Regierungsrat.

- [16]: C-C: Staatsanwalt und Verhörerichter jedoch durch das Parlament.
- [17]: C-C: Les juges d'instruction sont nommés par le Tribunal cantonal. Le Procureur Général et ses substituts sont nommés par le Conseil d'État.
- [18]: C-C: Les juges du Tribunal cantonal et les procureurs (ministère public) sont élus par le Grand Conseil; les juges de districts et les juges d'instruction sont nommés par le Tribunal cantonal.
- [19]: C-C: Volkswahl für die Richter; UR gibt es nicht mehr; Staatsanwälte Wahl durch Obergericht.
- [20]: C-C: Die genannten Magistratspersonen Richter, Untersuchungsrichter, Staatsanwälte werden im Kanton Zürich durch Volkswahl oder Parlamentswahl bestimmt. Diese Antwortkategorie ist (noch) nicht vorhanden.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Mode d'élection/de sélection des préfets

C1.17 - 2008, Mode d'élection/de sélection des préfets [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

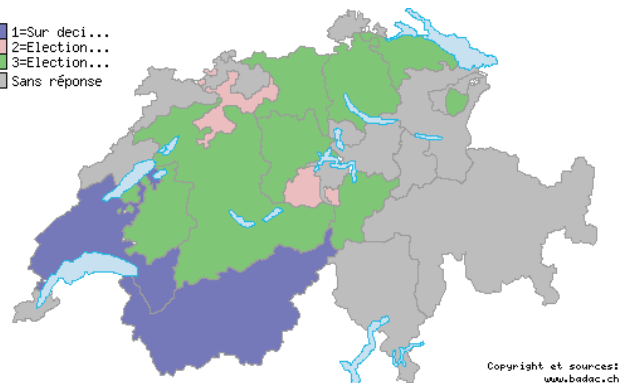
1=Sur décision du Conseil d'Etat

2=Election par le Parlement

3=Election par le Peuple

1. AG	3 [1]
2. AI	3 [2]
3. AR	- [3]
4. BE	3
5. BL	- [3] [4]
6. BS	- [3]
7. FR	3
8. GE	- [3]
9. GL	- [3] [5]
10. GR	- [3]
11. JU	- [3]
12. LU	3
13. NE	- [3]
14. NW	- [3] [5]
15. OW	2
16. SG	- [3]
17. SH	- [3]
18. SO	2 [6]
19. SZ	- [3]
20. TG	3
21. TI	- [3]
22. UR	3
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	- [3] [7]
26. ZH	3

1=Sur deci...
2=Election...
3=Election...
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Betrifft Bezirksamtänner.

[2]: C-C: Bei uns ist der Statthalter Regierungsmittglied und führt das Gesundheit- und Sozialdepartement. Statthalter im Sinne der Strafverfolgung kennen wir nicht.

[3]: Sans réponse

[4]: C-C: Wahl durch das Kantonsgericht.

[5]: C-C: es existieren keine Statthalter.

[6]: I-C: Art. 75 Vgl. 111.1 - Verfassung des Kantons Solothurn (KV).

[7]: C-C: Kanton Zug kennt keine Statthalter im Sinne der Strafverfolgung. Er ist Vizepräsident der Regierungsraten.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

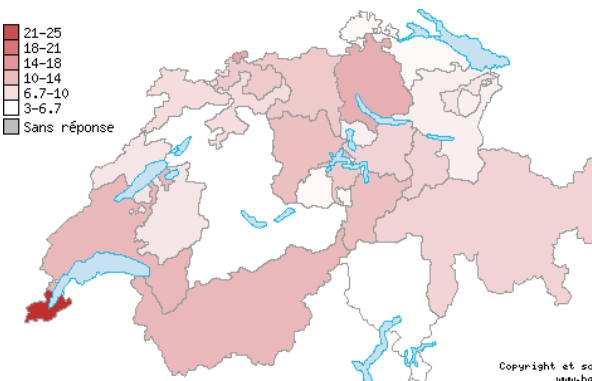
Nombre de commissions permanentes du Parlement

C1.20 - 2008, Nombre de commissions permanentes [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	9
2. AI	5
3. AR	6
4. BE	3
5. BL	9
6. BS	13
7. FR	6
8. GE	25
9. GL	8 [1]
10. GR	8
11. JU	7
12. LU	10
13. NE	6
14. NW	9
15. OW	4
16. SG	5 [2]
17. SH	4
18. SO	7
19. SZ	8
20. TG	4
21. TI	3
22. UR	10
23. VD	11 [3]
24. VS	11
25. ZG	5
26. ZH	12

21-25
18-21
14-18
10-14
6,7-10
3-6,7
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Änderung Kommissionssystem in Vorbereitung.

[2]: C-C: Rechtspflegekommission, Staatswirtschaftliche Kommission, Finanzkommission, Kommission für Aussenbeziehungen, Redaktionskommission.

[3]: C-C: Com. de surveillance : com. de gestion et com. des finances. Com. thématiques: systèmes d'information, affaires extérieures, politique familiale, affaires judiciaires, pétitions, grâces, santé publique, modernisation du Parlement. Com. de présentation.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

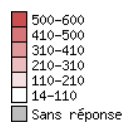
2008

**Total des séances des commissions permanentes du Parlement**

C1.21 - 2008, Nombre total des séances [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	130
2. AI	16
3. AR	44
4. BE	50 ^[1]
5. BL	114
6. BS	- ^[2]
7. FR	97
8. GE	601
9. GL	14
10. GR	90
11. JU	86
12. LU	77.5 ^[3]
13. NE	96
14. NW	68
15. OW	24
16. SG	31 ^[4]
17. SH	29
18. SO	59 ^[5]
19. SZ	43
20. TG	35
21. TI	91
22. UR	48 ^[6]
23. VD	117 ^[7]
24. VS	214
25. ZG	41
26. ZH	279



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; C-C: Nur Plenumsitzungen, Ausschusssitzungen sind nicht eingerechnet.^[2]; Sans réponse^[3]; C-C: Sitzungstage. I-F: 77,5 durch 77.5 ersetzt.^[4]; C-C: Zahl der Kommissionssitzungen: Zahl der Sitzungen der ständigen Kommissionen im Plenum, ohne Sitzungen der Subkommissionen der ständigen Kommissionen.^[5]; I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet. Um zu verifizieren.^[6]; C-C: ohne 2 Sitzungen der paritätischen Kommission Uri/Zürich.^[7]; C-C: Pour un total approximatif de 341 heures de séances.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

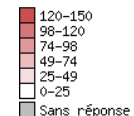
2008

**Nombre de commissions ad hoc du Parlement**

C1.22 - 2008, Nombre de commissions ad hoc [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	0
3. AR	6
4. BE	23
5. BL	2
6. BS	2
7. FR	24
8. GE	2
9. GL	10
10. GR	6
11. JU	0
12. LU	1
13. NE	9
14. NW	1
15. OW	25
16. SG	14 ^[1]
17. SH	8
18. SO	1 ^[2]
19. SZ	4
20. TG	6
21. TI	8
22. UR	0
23. VD	147
24. VS	4
25. ZG	20
26. ZH	2



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; C-C: Anzahl nicht ständiger Kommissionen, die am 31. Dezember 2008 bestanden.^[2]; I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet. Um zu verifizieren.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

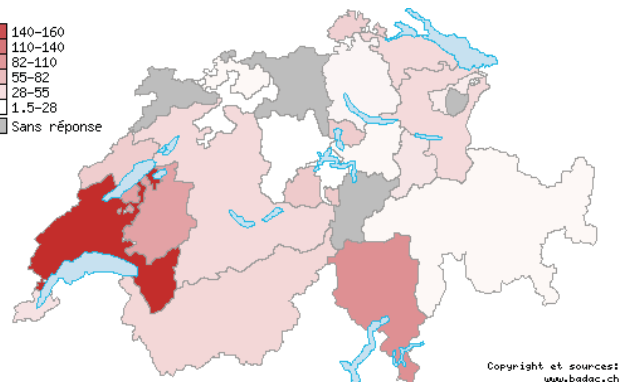
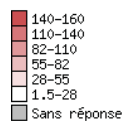
2008

Total des séances des commissions ad hoc du Parlement^[1]

C1.23 - 2008, Nombre total des séances [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	- [2]
2. AI	- [2]
3. AR	17
4. BE	33
5. BL	7
6. BS	- [3]
7. FR	77
8. GE	26
9. GL	24
10. GR	7
11. JU	- [2]
12. LU	1,5 [4]
13. NE	43
14. NW	4
15. OW	45
16. SG	33
17. SH	42
18. SO	2 [5]
19. SZ	9
20. TG	33
21. TI	89
22. UR	- [2]
23. VD	162
24. VS	36
25. ZG	44
26. ZH	10



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Dépend de la question C1.22 (Nombre de commissions ad hoc du Parlement)
 [2]: Question non posée suite à une réponse précédente
 [3]: Sans réponse
 [4]: C-C: Sitzungstage.
 [5]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet. Um zu verifizieren.

Version(s)

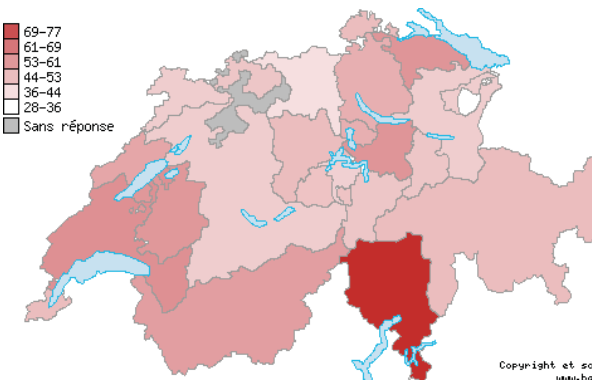
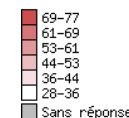
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de séances du Conseil d'Etat (total)

C1.49a - 2008, Nombre de séances du Conseil d'Etat [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	36
2. AI	28
3. AR	41
4. BE	41
5. BL	42
6. BS	- [1]
7. FR	53
8. GE	45
9. GL	42
10. GR	45
11. JU	41
12. LU	45
13. NE	50
14. NW	40
15. OW	43
16. SG	41
17. SH	45
18. SO	- [1]
19. SZ	54
20. TG	54
21. TI	77
22. UR	42 [2]
23. VD	55
24. VS	52
25. ZG	48
26. ZH	48



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
 [2]: C-C: inklusive Regierungsratsseminar.

Version(s)

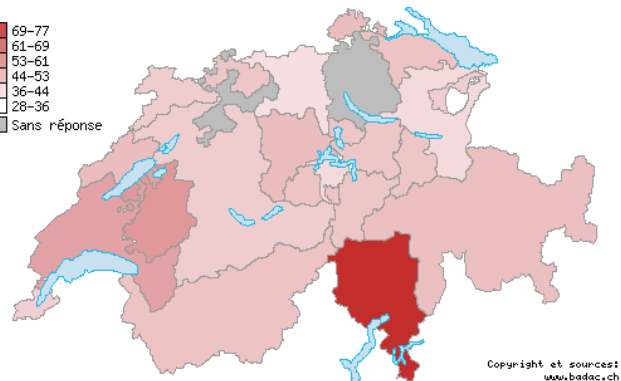
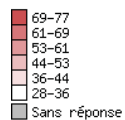
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de séances ordinaires du Conseil d'Etat

C1.49b - 2008, Nombre de séances ordinaires du Conseil d'Etat [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	36
2. AI	28
3. AR	41
4. BE	41
5. BL	42
6. BS	.. [1]
7. FR	53
8. GE	40
9. GL	42
10. GR	44
11. JU	41
12. LU	45
13. NE	45
14. NW	38
15. OW	43
16. SG	38
17. SH	45
18. SO	.. [1]
19. SZ	42
20. TG	43
21. TI	77
22. UR	42
23. VD	51
24. VS	43
25. ZG	42
26. ZH	.. [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

Version(s)

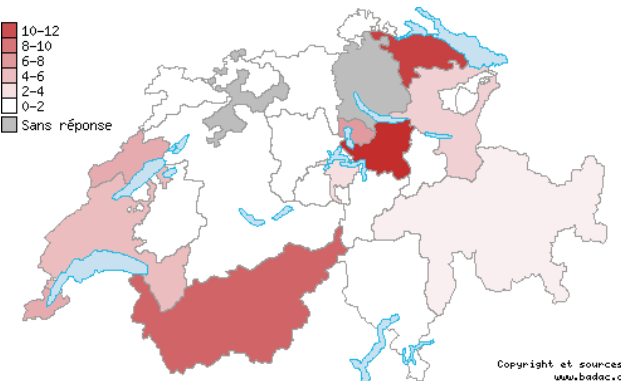
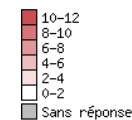
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de séances extraordinaires du Conseil d'Etat

C1.49c - 2008, Nombre de séances extraordinaires du Conseil d'Etat [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	0
3. AR	0
4. BE	0
5. BL	0
6. BS	.. [1]
7. FR	0
8. GE	5
9. GL	0
10. GR	1
11. JU	0
12. LU	0
13. NE	5
14. NW	2
15. OW	0
16. SG	3
17. SH	0
18. SO	.. [1]
19. SZ	12
20. TG	11
21. TI	0
22. UR	0
23. VD	4
24. VS	9
25. ZG	6
26. ZH	.. [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

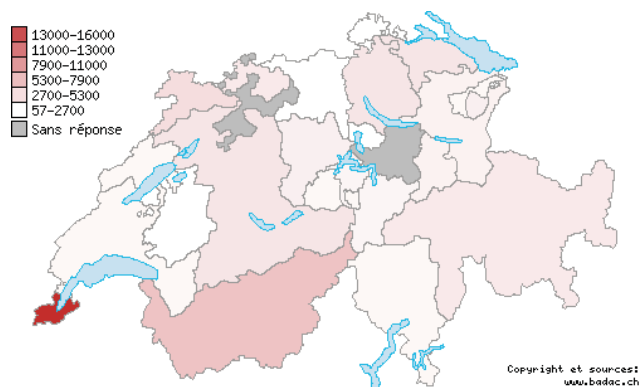
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'objets traités lors des séances du Conseil d'EtatC1.49d - 2008, Nombre d'objets traités [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	277 ^[1]
2. AI	1313
3. AR	751
4. BE	2209
5. BL	1817
6. BS	- ^[2]
7. FR	118
8. GE	15772 ^[3]
9. GL	1200
10. GR	1983
11. JU	3040
12. LU	1485
13. NE	752
14. NW	816
15. OW	628
16. SG	1183
17. SH	57
18. SO	- ^[2]
19. SZ	- ^[2] ^[4]
20. TG	2156 ^[5]
21. TI	668
22. UR	949
23. VD	700
24. VS	5039
25. ZG	118
26. ZH	2142 ^[6]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1], C-C: Bezieht sich auf die Anzahl diskutierter Geschäfte.
^[2], Sans réponse
^[3], I-C: à vérifier.
^[4], C-C: nicht erfasst.
^[5], C-C: Entscheide und Korrespondenzen.
^[6], C-C: Das Total der traktandierten Geschäfte wurde angegeben.

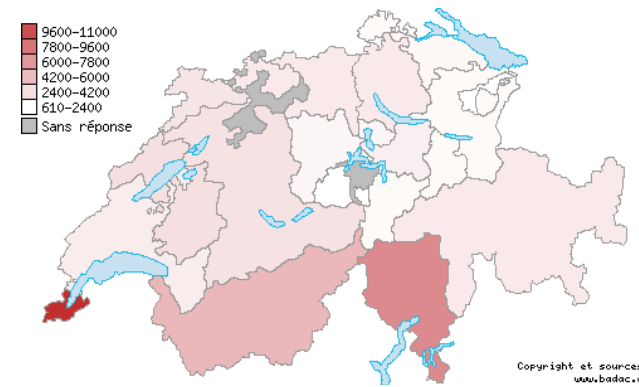
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre total de décisions prises lors des séances du Conseil d'EtatC1.49e - 2008, Nombre total de décisions prises lors des séances du Conseil d'Etat [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	1844
2. AI	910
3. AR	751
4. BE	2209
5. BL	1817
6. BS	- ^[1]
7. FR	2436
8. GE	11378 ^[2]
9. GL	834
10. GR	1901
11. JU	2100
12. LU	1260
13. NE	2372
14. NW	- ^[1]
15. OW	613
16. SG	935
17. SH	883
18. SO	- ^[1]
19. SZ	1472
20. TG	1003
21. TI	6798
22. UR	814
23. VD	1800
24. VS	4503
25. ZG	1182
26. ZH	1918 ^[3]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1], Sans réponse
^[2], I-C: à vérifier.
^[3], C-C: 1918 formelle Beschlüsse, 59 Präsidialverfügungen, 78 Notizen.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de recours sur décisions du Conseil d'Etat

C1.49f - 2008, Nombre de recours sur décisions du Conseil d'Etat [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	25
2. AI	9
3. AR	3
4. BE	3
5. BL	112
6. BS	- [1]
7. FR	7
8. GE	39 [2]
9. GL	17
10. GR	15
11. JU	3
12. LU	- [1] [3]
13. NE	18
14. NW	- [1]
15. OW	32
16. SG	13
17. SH	126
18. SO	- [1]
19. SZ	68
20. TG	0
21. TI	1584
22. UR	- [1]
23. VD	1
24. VS	675
25. ZG	49
26. ZH	180 [4]



graph / carte

Remarque(s):

[1], Sans réponse

[2], C-C: 15 recours directs au Tribunal fédéral, 24 auprès de juridictions cantonales.

[3], C-C: Wird nicht aufs Kalenderjahr bezogen und nicht zentral erhoben.

[4], C-C: Wir gehen davon aus, dass mit unter Rekursen Anfechtungen von formellen Regierungsratsbeschlüssen zu verstehen sind.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

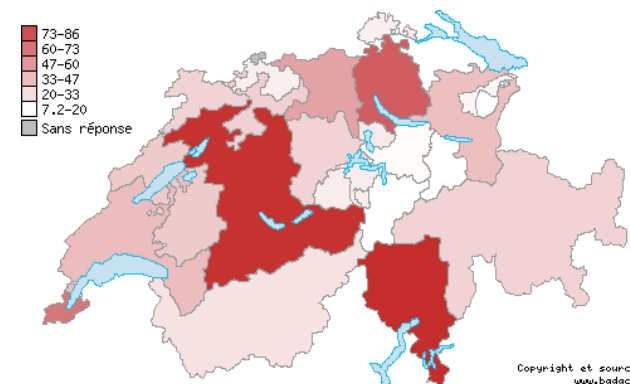
2008

Effectif de la chancellerie en EPT

C1.52 - 2008, Effectif en EPT [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	44
2. AI	8
3. AR	11.4
4. BE	83.9 [1]
5. BL	14.2
6. BS	- [2]
7. FR	29.5 [3]
8. GE	59.83
9. GL	7.5
10. GR	25.10
11. JU	25
12. LU	25.1 [4]
13. NE	29.4
14. NW	15.1 [5]
15. OW	15.5
16. SG	32.7
17. SH	14.2 [6]
18. SO	27 [7]
19. SZ	9.15
20. TG	7.2
21. TI	86
22. UR	7.7
23. VD	34.45
24. VS	18.5
25. ZG	17
26. ZH	69.05



graph / carte

Remarque(s):

[1], C-C: ohne Finanzkontrolle, ohne 7 Regierungsräte.

[2], Sans réponse

[3], C-C: Service d'achat du matériel et des imprimés inclus.

[4], C-C: ohne Regierung.

[5], C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

[6], C-C: inkl. Drucksachen- und Materialzentrale und Staatsarchiv.

[7], I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet. Um zu verifizieren.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

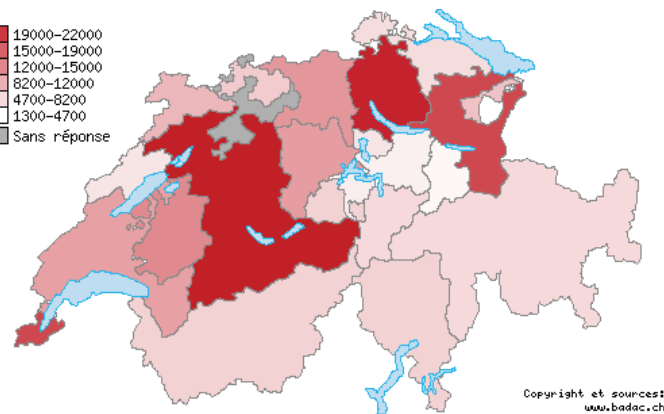
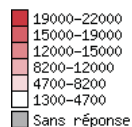
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Dépenses de fonctionnement de la chancellerie

C1.53 - 2008, Dépenses de fonctionnement en milliers de francs [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	10633
2. AI	1285 [1]
3. AR	6715 [2]
4. BE	21987 [3]
5. BL	6000
6. BS	- [4]
7. FR	11482
8. GE	17475
9. GL	1986
10. GR	4605
11. JU	7600
12. LU	10066
13. NE	3669
14. NW	3238 [5]
15. OW	5230
16. SG	17705
17. SH	4343
18. SO	- [4]
19. SZ	2613 [6]
20. TG	4257
21. TI	5440 [7]
22. UR	4680
23. VD	9560 [8]
24. VS	5440 [9]
25. ZG	3718
26. ZH	21000 [10]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: ohne Parlament, aber mit Parlamentsdienst, Kantonsbibliothek, Landesarchiv. I-F: Es wurden drei Nullen gestrichen.
[2]: C-C: mit Abstimmungen, ohne Staatsarchiv.
[3]: C-C: GR-Entschädigung = Konto 300100.
[4]: Sans réponse
[5]: C-C: inkl. Parlamentsdienste.
[6]: C-C: Keine Vollkostenrechnung.
[7]: C-C: CdS + CG + Cancelleria dello Stato / Importante: il dato del 2004 è errato e va corretto (sostituire 22699 con 6737).
[8]: C-C: Sans les coûts globaux du Parlement.
[9]: C-C: sans les coûts du Parlement; I-C: nous avons divisé le résultat par 1000 (erreur d'unité).
[10]: C-C: Erfasst sind Ausgaben RR inkl. Mandate, Ausgaben SK und Gesamtkosten KR ohne Parlamentarierentschädigungen.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Subdivision de la chancellerie en services

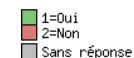
C1.54 - 2008 [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	1
2. AI	1
3. AR	1
4. BE	1 [1]
5. BL	1
6. BS	1 [2]
7. FR	1
8. GE	1 [3]
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	1 [4]
12. LU	1
13. NE	1
14. NW	1
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	1
18. SO	1
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
[2]: I-C: <http://www.regierungsrat.bs.ch/staatskanzlei>
[3]: C-C: il s'agit de centres de responsabilité.
[4]: I-C: <http://www.jura.ch/CHA.html>

Version(s)

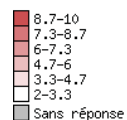
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de services de la chancellerie^[1]
 C1.54a - 2008, Nombre de services [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	4
2. AI	4
3. AR	2
4. BE	7 [2]
5. BL	4
6. BS	3 [3]
7. FR	2
8. GE	6
9. GL	4
10. GR	3
11. JU	4
12. LU	3
13. NE	3
14. NW	3
15. OW	5
16. SG	7
17. SH	3
18. SO	4 [4]
19. SZ	3
20. TG	6 [5]
21. TI	9
22. UR	2
23. VD	5
24. VS	3
25. ZG	6
26. ZH	10



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Dépend de la question C1.54 (Subdivision de la chancellerie en services)

[2]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

[3]: I-C: http://www.regierungsrat.bs.ch/staatskanzlei

[4]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[5]: C-C: Kanzleidienste, Informationsdienst, Dienststelle für Statistik, Rechtsdienst, Dienststelle für Aussenbeziehungen, Büromaterial-, Lehrmittel- und Drucksachenzentrale.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Appellation, effectif et dépenses des services de la chancellerie^[1]
 C1.54b - 2008, Données 2004 précodées à actualiser au 31.12.2008 ; vérifier l'appellation et corriger si nécessaire [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	Appellation	Nombre de personnes employées en EPT	Dépenses de fonctionnement (en milliers de francs)
	[AG] Rechtsdienst des Regierungsrats	13	2144
	[AG] Kommunikationsdienst des Regierungsrats	3	836
1. AG	[AG] Abteilung Strategie und Aussenbeziehungen	9	3161
	[AG] Generalsekretariat	19	575.
	[AI]		1290
	[AI] Kantonsbibliothek	0.7	
	[AI] Landesarchiv	0.8	
	[AI] Weibeldienst	2.5	
	[AI] Sekretariat	5	[2]
3. AR	[AR] DMZ	2.8	739
	[AR] Staatsarchiv	2.2	661
	[BE] Ratssekretariat	5.7	809
	[BE] Amt für Information	10.9	1956
	[BE] Fachstelle für die Gleichstellung von Frauen und Männern	2.0	378
4. BE	[BE] Amt für Sprachen- und Rechtsdienste	13.75	2579
	[BE] Staatsarchiv	12.4	1967
	[BE] Amt für Zentrale Dienste	29.7	5551
	[BL] EDV/Internet /Publikationen	2.7	384
	[BL] Zentrale Dienste	4.9	730
5. BL	[BL] Personal und Finanzen	1.6	186
	[BL] Parlamentsdienst	5	515
6. BS	- [3]		
7. FR	[FR] SAMI	11	
	[FR] Chancellerie	18.5	
	[GE] Dépouillement centralisé des élections		659
	[GE] Direction des affaires juridiques	9.9	1481
	[GE] Centre de documentation	2	762
8. GE	[GE] Service du protocole	7.6	3271
	[GE] Secrétariat général	40.33	8777
	[GE] Conseil d'Etat et Chancelier	8	2524
	[GL] Telefonzentrale	0.5	209
	[GL] Weibelamt	1	694
9. GL	[GL] Finanzkontrolle	1	225
	[GL] Staatskanzlei	6	1134
	[GR] DMZ	5.0	1916
	[GR] Ratssekretariat	3.6	666
10. GR	[GR] Standeskanzlei i.e.Sinne	16.5	6276

	[JU] Service de l'information et de la communication	3.8	804
11. JU	[JU] Economat cantonal	4.7	1436
	[JU] Chancellerie et secrétariat	6.5	1240
	[JU] Gouvernement	10	2815
12. LU	[LU] Abtl. Publikationen	4.5	2586
	[LU] Abtl. Kantonsrat	4.75	2662
	[LU] Abtl. Regierungsrat	15.85	6042 ^[4]
	[NE] Service du matériel et des imprimés	15.0	6923
13. NE	[NE] Service du Grand Conseil	5.3	532
	[NE] Secrétariat général	9.1	4246 ^[5]
	[NW] Staatsarchiv	4.1	1332
14. NW	[NW] Rechtsdienst	4.3	597
	[NW] Staatskanzlei	8.1	1695
	[OW] Finanzkontrolle	2.5	255
	[OW] Rechtsdienst	2.6	525
15. OW	[OW] Staatsarchiv	2.5	578
	[OW] Kanzleisekretariat	4.7	1392
	[OW] Kanzleistab	3.2	623
16. SG	- ^[3]		
	[SH] Staatsarchiv	2.8	520
17. SH	[SH] Drucksachen- und Materialzentrale	3.45	2011
	[SH] Staatskanzlei	8.95	1459
18. SO	- ^[3]		
	[SZ] Kanzlei	5.65	
19. SZ	[SZ] Information	1	
	[SZ] Drucksachen- und Materialzentrale	1.5	
	[TG] Regierungskanzlei	2.8	2966
20. TG	[TG] Parlamentsdienste	4.4	1291
	[TI] Segretariato dei rapporti tra Confederazione e Cantoni	1.9	350
	[TI] Servizio dei ricorsi del Consiglio di Stato	19	2316
	[TI] Consulenza giuridica del Consiglio di Stato	1.5	311
	[TI] Area della comunicazione elettronica e della documentazione	18.15	2193
21. TI	[TI] Servizi del Gran Consiglio	17	2871
	[TI] Segreteria del Consiglio di Stato	22.5	10615
	[TI] Segreteria della cooperazione transfrontaliera	0.7	247
	[TI] Studio del Cancelliere	8	1505
	[TI] Servizio protezione dati	1.5	156
22. UR	[UR] Standeskanzlei	8.2	960
	[UR] Rechtsdienst	1.7	370
23. VD	[VD] Organisation du Conseil d'Etat	16.2	2524 ^[6]

	[VD] Bureau d'information et de communication	4.6	929
	[VD] Bureau cantonal de médiation administrative	2.9	467
	[VD] Préposé à la protection des données et à l'information	0.8	190
	[VD] Groupe Impact	3.9	733
	[VS] Secrétariat et protocole	6.8	
24. VS	[VS] Service adinitif et juridique	4.2	
	[VS] Centrale téléphonique et huissiers-chauffeurs	7.5	
25. ZG	Staatskanzlei	18	3509
	[ZH] Aussenbeziehungen u. RR	1.5	4138
	[ZH] Kommunikationsabteilung RR	5.55	1209
	[ZH] Leitung und Dienste	8.4	1333
	[ZH] Postdienst	15	1284
26. ZH	[ZH] Rechtsdienst und Rekursabteilung	17.5	2878
	[ZH] Informatik	1.8	461
	[ZH] Publikationen und Druckvorstufe	6.5	1672
	[ZH] Veranstaltungen, Repräsentationen	5.5	1042
	[ZH] Regierungscontrolling	3	294
	[ZH] Stabsstelle E-Government	1.5	1915

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question C1.54 (Subdivision de la chancellerie en services)

^[2]: C-C: Betriebskosten gesamthaft.

^[3]: Sans réponse

^[4]: C-C: Zusätzliche Stellen, die keiner der drei Hauptabteilungen zugeordnet sind.

^[5]: C-C: Effectif du secrétariat général sans chancelier (1 EPT).

^[6]: C-C: Auxquels s'ajoutent 7 EPT (huissiers).

Version(s)

version pour l'impression

version excel pour internet

enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Appartenance politique du chancelier

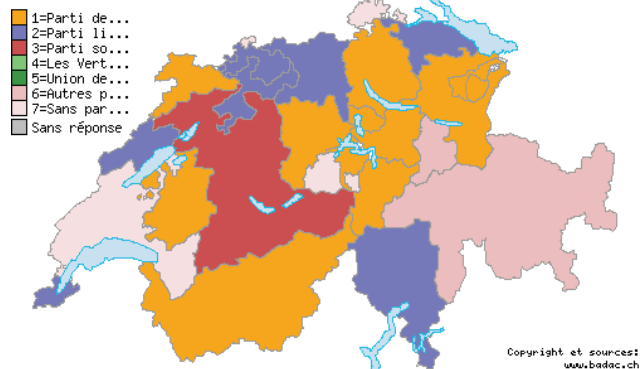
C1.54c - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Parti démocrate-chrétien
- 2=Parti libéral-radical (Y.c parti libéral)
- 3=Parti socialiste
- 4=Les Verts
- 5=Union démocratique du centre
- 6=Autres partis
- 7=Sans parti

1. AG	2
2. AI	1
3. AR	1
4. BE	3 [1]
5. BL	2
6. BS	7 [2]
7. FR	1
8. GE	2 [3]
9. GL	6 [4]
10. GR	6 [5]
11. JU	1
12. LU	1
13. NE	2
14. NW	1
15. OW	7
16. SG	1
17. SH	7
18. SO	2 [6]
19. SZ	1
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	1
23. VD	7
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1



Remarque(s):

[1], C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

[2], I-C: <http://www.regierungsrat.bs.ch/staatskanzlei>

[3], C-C: appartenance mise entre parenthèse durant son mandat de Chancelier.

[4], C-C: BDP.

[5], C-C: Bürgerlich-Demokratische Partei (BDP).

[6], I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale'

C2.10 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Oui
- 2=Non

1. AG	1 [1]
2. AI	1
3. AR	1
4. BE	1 [2]
5. BL	1
6. BS	1 [3]
7. FR	1
8. GE	1
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	1
13. NE	1
14. NW	1 [4]
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	1
18. SO	1 [3]
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1



Remarque(s):

[1], C-C: Es werden 2 Programme erstellt: Entwicklungsleitbild ELB (langfristig, Perspektive 10 Jahre); Aufgaben- und Finanzplan AFP (mittelfristig, Perspektive 4 Jahre).

[2], C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

[3], I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[4], C-C: Wir haben ein vierjähriges Legislaturprogramm und jährliche Jahresziele.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Périodicité de l'élaboration du programme gouvernemental^[1]C2.10b - 2008 [\[libellé complet\]](#)

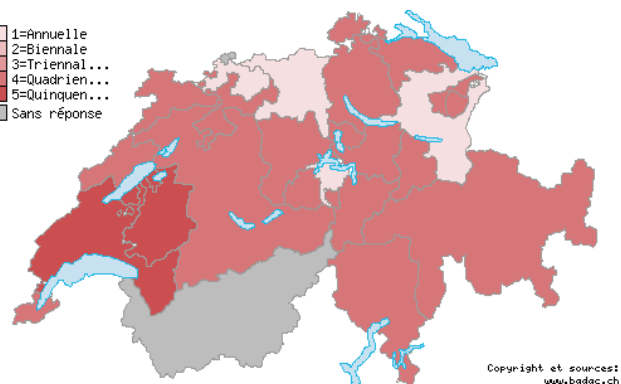
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Annuelle
- 2=Biennale
- 3=Triennale
- 4=Quadrennale
- 5=Quinquennale

1. AG	1 [2]
2. AI	4
3. AR	4
4. BE	4 [3]
5. BL	1
6. BS	- [4]
7. FR	5
8. GE	4
9. GL	4
10. GR	4
11. JU	4
12. LU	4
13. NE	4
14. NW	1
15. OW	4
16. SG	1
17. SH	4
18. SO	4 [5]
19. SZ	4
20. TG	4
21. TI	4
22. UR	4
23. VD	5
24. VS	- [4]
25. ZG	4
26. ZH	4

- 1=Annuelle
- 2=Biennale
- 3=Triennale
- 4=Quadrennale
- 5=Quinquennale
- Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Dépend de la question C2.10 (Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale')
- [2]: C-C: ELB: Aktualisierung alle 4 Jahre; AFP: Aktualisierung jährlich.
- [3]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
- [4]: Sans réponse
- [5]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Mode d'élaboration du programme gouvernemental^[1]C2.12 - 2008 [\[libellé complet\]](#)

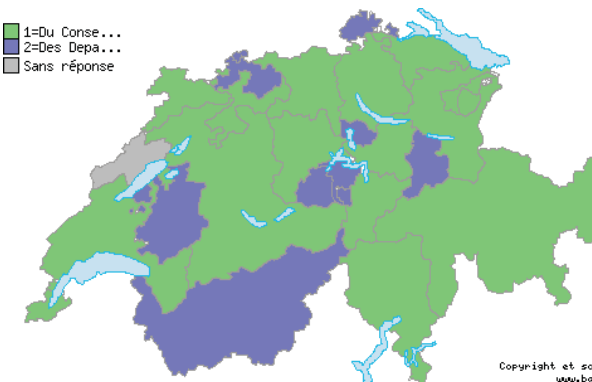
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Du Conseil d'Etat vers les départements (plutôt top-down)
- 2=Des Départements vers le Conseil d'Etat (plutôt bottom-up)

1. AG	1
2. AI	1 [2]
3. AR	1
4. BE	1 [3]
5. BL	2
6. BS	2 [4]
7. FR	2
8. GE	1
9. GL	2
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	1
13. NE	- [5] [6]
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 [7]
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	2 [4]
25. ZG	2
26. ZH	1

- 1=Du Conse...
- 2=Des Depa...
- Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Dépend de la question C2.10 (Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale')
- [2]: C-C: Nicht an Legislatur geknüpft, da wir jedes Jahr Regierungsratsneuwahlen haben.
- [3]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
- [4]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.
- [5]: Sans réponse
- [6]: C-C: Les deux réponses sont correctes. Top-down pour les grands axes du programme et bottom-up pour les parties concernant les départements (situation prévalant au 31.12.2008 donc concernant la législature 2005-2009).
- [7]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Mesure des objectifs fixés dans le programme gouvernemental^[1]**C2.12a - 2008 [\[libellé complet\]](#)

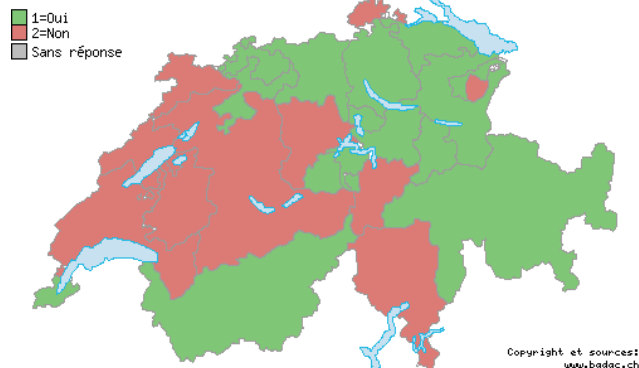
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	1
2. AI	2
3. AR	1
4. BE	2 ^[2]
5. BL	1 ^[3]
6. BS	1 ^[4]
7. FR	2
8. GE	1
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	2
12. LU	2
13. NE	2
14. NW	1
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 ^[5]
19. SZ	1 ^[3]
20. TG	1
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	2
24. VS	1 ^[5]
25. ZG	1
26. ZH	1



graph / carte

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question C2.10 (Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale')^[2]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.^[3]: C-C: teilweise.^[4]: C-C: teilweise. I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.^[5]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Soumission du programme gouvernemental au Parlement^[1]**C2.13 - 2008 [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

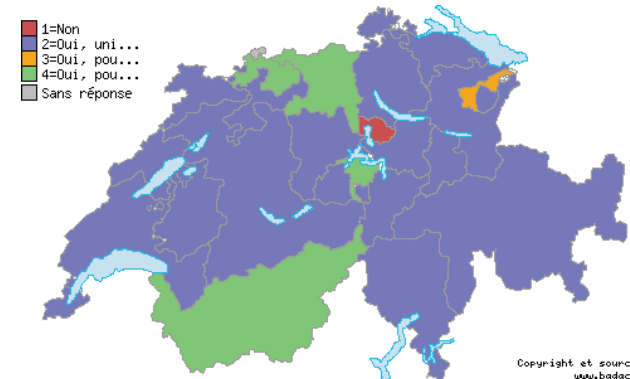
1=Non

2=Oui, uniquement pour information

3=Oui, pour approbation uniquement

4=Oui, pour approbation avec possibilité de modification par le Parlement

1. AG	4 ^[2]
2. AI	2
3. AR	3
4. BE	2 ^[3]
5. BL	4
6. BS	1 ^[4]
7. FR	2
8. GE	2
9. GL	2 ^[5]
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	2
13. NE	2
14. NW	4 ^[6]
15. OW	2
16. SG	2
17. SH	2
18. SO	2 ^[7]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	2
24. VS	4 ^[7]
25. ZG	1
26. ZH	2



graph / carte

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question C2.10 (Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale')^[2]: C-C: ELB: zur Information; AFP: zur Gutheissung mit Möglichkeit der Änderung durch das Parlament.^[3]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.^[4]: Sans réponse^[5]: C-C: Gutheissung vorgeschlagen.^[6]: C-C: Änderung in der Form der 'Anmerkung'.^[7]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Contrôle de réalisation du programme^[1]**

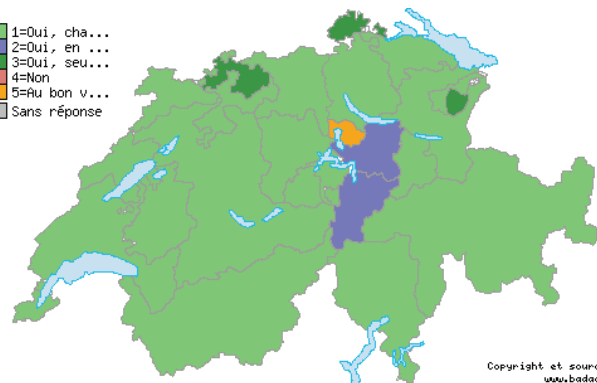
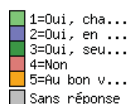
C2.14 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Oui, chaque année
- 2=Oui, en milieu et en fin de législature
- 3=Oui, seulement en fin de législature
- 4=Non
- 5=Au bon vouloir du gouvernement

1. AG	1
2. AI	3
3. AR	1 [2]
4. BE	1 [3]
5. BL	3
6. BS	1 [4]
7. FR	1
8. GE	1
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	1
13. NE	1 [5]
14. NW	1 [6]
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	3
18. SO	1 [4]
19. SZ	2
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	2
23. VD	1
24. VS	1 [4]
25. ZG	5
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Dépend de la question C2.10 (Programme gouvernemental du type 'Grandes lignes de la politique gouvernementale')
- [2]: C-C: im Rahmen des Rechenschaftsberichts.
- [3]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
- [4]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.
- [5]: C-C: Etablissement de feuilles de route 3x/an (avril, août, décembre) + bilan de législature.
- [6]: C-C: Auswertung im Rahmen des jährlichen Rechenschaftsberichtes.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Lien entre le plan financier et le programme gouvernemental**

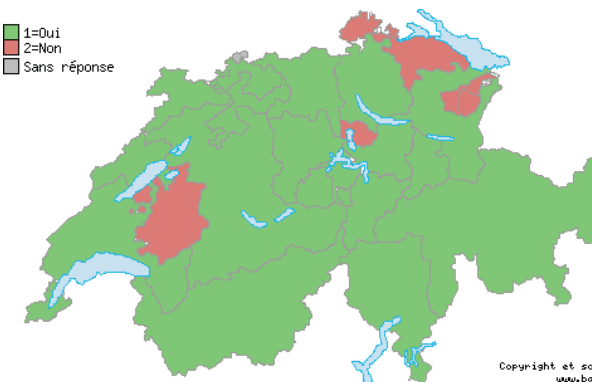
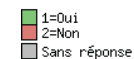
C2.20d - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

- 1=Oui
- 2=Non

1. AG	1
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	1 [1]
5. BL	1
6. BS	1 [2]
7. FR	2
8. GE	1
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	1
13. NE	1
14. NW	1
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 [3]
19. SZ	1
20. TG	2
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
- [2]: Sans réponse
- [3]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat

C2.15 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	2 [1]
5. BL	2
6. BS	2 [2]
7. FR	1
8. GE	2 [3]
9. GL	2
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	2
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	1
17. SH	1
18. SO	1 [2]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1 [4]



graph / carte

Remarque(s):

[1]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

[2]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[3]: C-C: au niveau des départements.

[4]: C-C: Der Regierungsrat verfügt über verschiedene Kennzahlen- und Indikatorensysteme. z.B. Standortmonitoring (alle Politikbereiche betreffend), Steuerbelastungsmonitor, Finanzkennzahlen, Kenndatenbücher somatische Akutversorgung, psychiatrische Versorgung und Langzeitversorgung, u.a.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Tableau de bord: Indicateurs permettant de saisir la situation financière^[1]

C2.15a1 - 2008, Indicateurs permettant d'appréhender / saisir la situation financière [libellé complet]

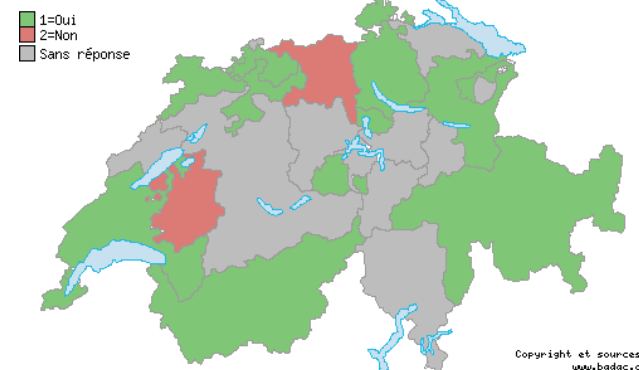
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2 [2]
2. AI	- [3]
3. AR	1
4. BE	- [3]
5. BL	1
6. BS	- [3]
7. FR	2
8. GE	1 [4]
9. GL	- [3]
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	- [3]
13. NE	- [3]
14. NW	- [3]
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	1
18. SO	1 [5]
19. SZ	- [3]
20. TG	- [3]
21. TI	- [3]
22. UR	- [3]
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1



graph / carte

Remarque(s):

[1]: Dépend de la question C2.15 (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)

[2]: C-C: keine Führungstabelle.

[3]: Sans réponse

[4]: C-C: au niveau des départements.

[5]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Tableau de bord: Indicateurs permettant d'appréhender / saisir la satisfaction citoyenne (des bénéficiaires)^[1]C2.15a2 - 2008 [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

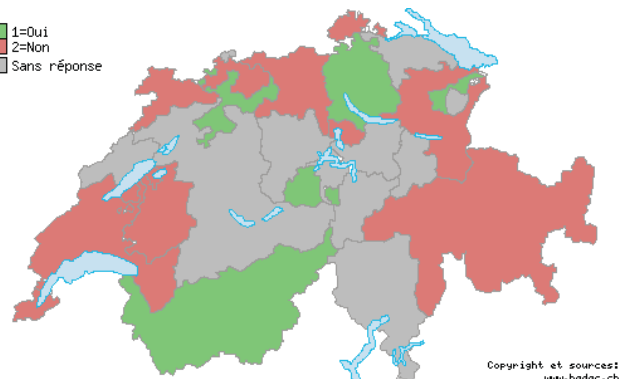
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2 ^[2]
2. AI	- ^[3]
3. AR	1
4. BE	- ^[3]
5. BL	2
6. BS	- ^[3]
7. FR	2
8. GE	2
9. GL	- ^[3]
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	- ^[3]
13. NE	- ^[3]
14. NW	- ^[3]
15. OW	1
16. SG	2
17. SH	2
18. SO	1 ^[4]
19. SZ	- ^[3]
20. TG	- ^[3]
21. TI	- ^[3]
22. UR	- ^[3]
23. VD	2
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question **C2.15** (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)^[2]: C-C: keine Führungstabelle.^[3]: Sans réponse^[4]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Tableau de bord: Indicateurs permettant de saisir la qualité des prestations^[1]C2.15a3 - 2008 [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

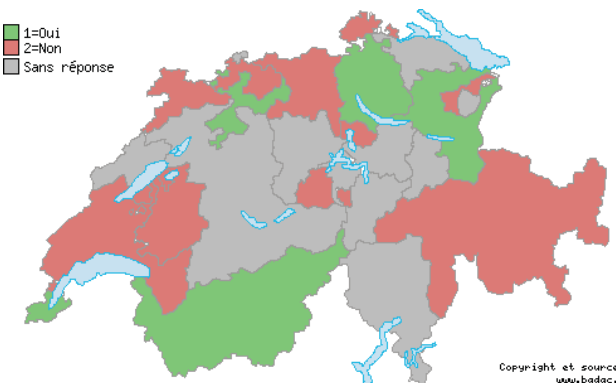
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2 ^[2]
2. AI	- ^[3]
3. AR	2
4. BE	- ^[3]
5. BL	2
6. BS	- ^[3]
7. FR	2
8. GE	1 ^[4]
9. GL	- ^[3]
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	- ^[3]
13. NE	- ^[3]
14. NW	- ^[3]
15. OW	2
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 ^[5]
19. SZ	- ^[3]
20. TG	- ^[3]
21. TI	- ^[3]
22. UR	- ^[3]
23. VD	2
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question **C2.15** (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)^[2]: C-C: keine Führungstabelle.^[3]: Sans réponse^[4]: C-C: au niveau des départements.^[5]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Canton

Tableau de bord: Indicateurs permettant de saisir l'efficacité des processus administratifs clés^[1]

C2.15a4 - 2008, Indicateurs permettant d'appréhender / saisir l'efficacité des processus administratifs clés (rapport entre outputs administratifs et inputs) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

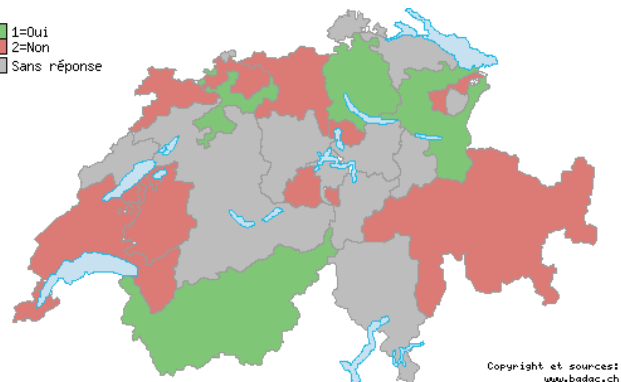
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2	^[2]
2. AI	.	^[3]
3. AR	2	
4. BE	.	^[3]
5. BL	2	
6. BS	.	^[3]
7. FR	2	
8. GE	2	^[4]
9. GL	.	^[3]
10. GR	2	
11. JU	2	
12. LU	.	^[3]
13. NE	.	^[3]
14. NW	.	^[3]
15. OW	2	
16. SG	1	
17. SH	.	^[3]
18. SO	1	^[5]
19. SZ	.	^[3]
20. TG	.	^[3]
21. TI	.	^[3]
22. UR	.	^[3]
23. VD	2	
24. VS	1	
25. ZG	2	
26. ZH	1	^[6]

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; Dépend de la question C2.15 (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)^[2]; C-C: keine Führungstabelle.^[3]; Sans réponse^[4]; C-C: en cours.^[5]; I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.^[6]; C-C: Zu allen Themen finden immer wieder, auch indikatorengestützte Messungen/Vorhaben statt (z.B. Prozessoptimierungen, Überprüfung Aufgabenteilung, Zufriedenheit mit kantonalen Ausbildungsprogrammen, neue E-Gov-Plattform, etc.).

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Canton

Tableau de bord: Indicateurs permettant de gérer l'apprentissage opérationnel^[1]

C2.15a5 - 2008, Indicateurs permettant de gérer l'apprentissage opérationnel (projets de l'Etat, compétences RH, potentiel des systèmes d'information, etc.) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

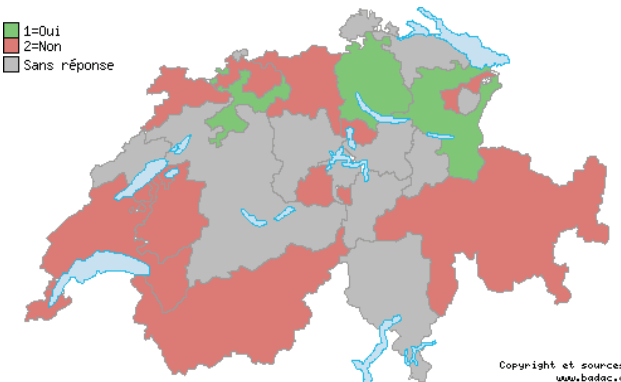
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2	^[2]
2. AI	.	^[3]
3. AR	2	
4. BE	.	^[3]
5. BL	2	
6. BS	.	^[3]
7. FR	2	
8. GE	2	
9. GL	.	^[3]
10. GR	2	
11. JU	2	
12. LU	.	^[3]
13. NE	.	^[3]
14. NW	.	^[3]
15. OW	2	
16. SG	1	
17. SH	.	^[3]
18. SO	1	^[4]
19. SZ	.	^[3]
20. TG	.	^[3]
21. TI	.	^[3]
22. UR	.	^[3]
23. VD	2	
24. VS	2	
25. ZG	2	
26. ZH	1	^[5]

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; Dépend de la question C2.15 (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)^[2]; C-C: keine Führungstabelle.^[3]; Sans réponse^[4]; I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.^[5]; C-C: Zu allen Themen finden immer wieder, auch indikatorengestützte Messungen/Vorhaben statt (z.B. Prozessoptimierungen, Überprüfung Aufgabenteilung, Zufriedenheit mit kantonalen Ausbildungsprogrammen, neue E-Gov-Plattform, etc.).

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Tableau de bord: Indicateurs permettant de mesurer la satisfaction du personnel^[1]

C2.15a6 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

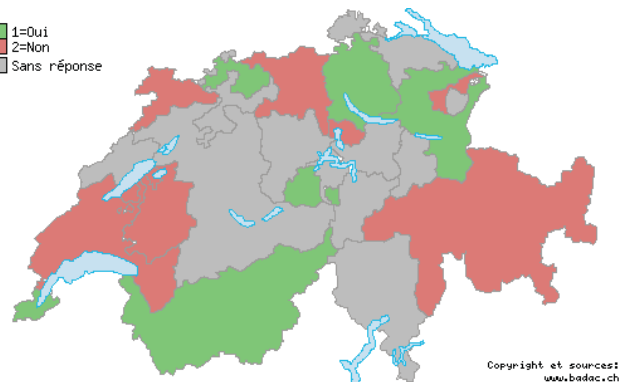
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2 [2]
2. AI	- [3]
3. AR	2
4. BE	- [3]
5. BL	1
6. BS	- [3]
7. FR	2
8. GE	1 [4]
9. GL	- [3]
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	- [3]
13. NE	- [3]
14. NW	- [3]
15. OW	1 [5]
16. SG	1
17. SH	- [3]
18. SO	- [3]
19. SZ	- [3]
20. TG	- [3]
21. TI	- [3]
22. UR	- [3]
23. VD	2
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	1 [6]

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Dépend de la question C2.15 (Existence d'un tableau de bord pour le Conseil d'Etat)

[2]: C-C: keine Führungstabelle.

[3]: Sans réponse

[4]: C-C: en cours

[5]: C-C: Teilweise in einzelnen Departementen; ev künftig ganze Verwaltung

[6]: C-C: Zu allen Themen finden immer wieder, auch indikatorengestützte Messungen/Vorhaben statt (z.B. Prozessoptimierungen, Überprüfung Aufgabenteilung, Zufriedenheit mit kantonalen Ausbildungsprogrammen, neue E-Gov-Plattform, etc.).

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Système de planification roulante

C2.16 - 2008, Système de planification roulante [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

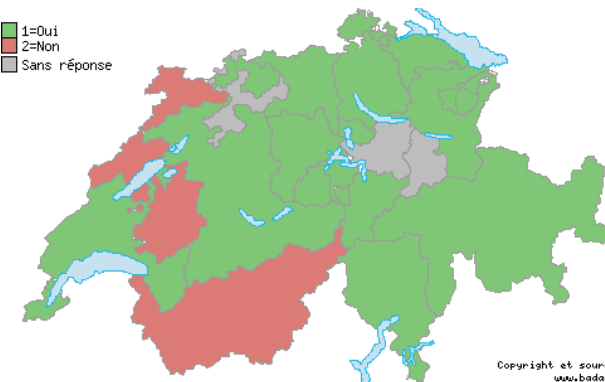
Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	1
2. AI	1
3. AR	1
4. BE	1
5. BL	1
6. BS	- [1]
7. FR	2
8. GE	1 [2]
9. GL	- [1]
10. GR	1
11. JU	2
12. LU	1 [3]
13. NE	2
14. NW	1
15. OW	1 [4]
16. SG	1
17. SH	1
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	2
25. ZG	1 [5]
26. ZH	1

1=Oui
2=Non
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: Plan financier quadriennal.

[3]: C-C: Integrierter Aufgaben und Finanzplan.

[4]: C-C: Integrierte Aufgaben- und Finanzplanung.

[5]: C-C: Schwerpunktgeschäfte 10-Jahre Planung.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

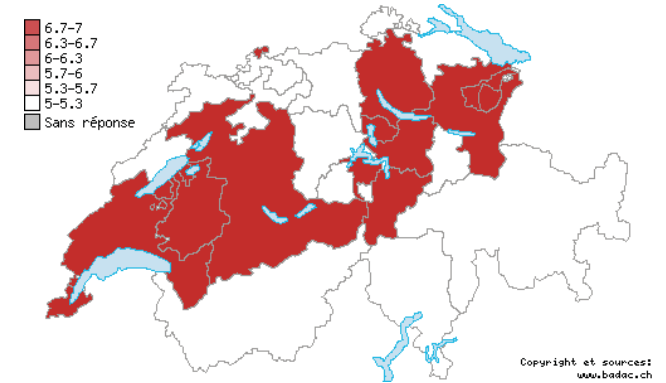
2. Structure organisationnelle et personnel de la fonction publique

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de départements
C1.41 - 2008, Nombre de départements [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	5
2. AI	7
3. AR	7
4. BE	7
5. BL	5
6. BS	7 ^[1]
7. FR	7
8. GE	7
9. GL	5
10. GR	5
11. JU	5
12. LU	5
13. NE	5
14. NW	7
15. OW	5
16. SG	7
17. SH	5
18. SO	5
19. SZ	7
20. TG	5 ^[2]
21. TI	5
22. UR	7
23. VD	7
24. VS	5
25. ZG	7
26. ZH	7



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; I-C: <http://www.badac.ch/docs/organigrammes/cantons/ESAC08/BSorganigramme-2010.pdf>^[2]; C-C: und Staatskanzlei.**Version(s)**

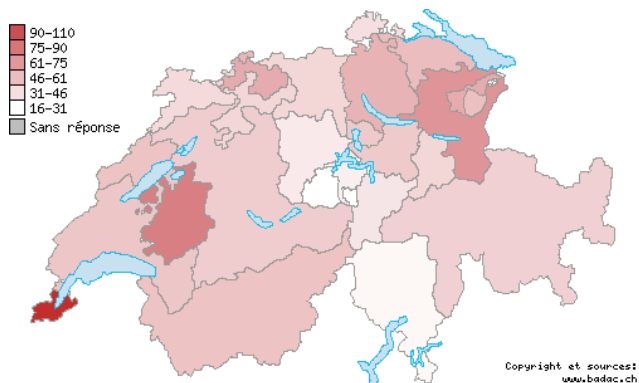
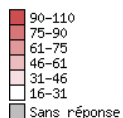
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Canton **Nombre de services**
C1.41b - 2008, Nombre de services [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

- 1. AG 35
- 2. AI 45
- 3. AR 53
- 4. BE 40
- 5. BL 53
- 6. BS 48 [1]
- 7. FR 72 [2]
- 8. GE 105
- 9. GL 35 [3]
- 10. GR 38
- 11. JU 34
- 12. LU 27 [4]
- 13. NE 43
- 14. NW 24
- 15. OW 16
- 16. SG 64
- 17. SH 31
- 18. SO 35
- 19. SZ 41
- 20. TG 47
- 21. TI 19
- 22. UR 28
- 23. VD 42 [5]
- 24. VS 44
- 25. ZG 41
- 26. ZH 50



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: I-C: <http://www.badac.ch/docs/organigrammes/cantons/ESAC08/BSorganigramme-2010.pdf>
- [2]: C-C: sans le législatif et le judiciaire.
- [3]: C-C: http://www.badac.ch/docs/organigrammes/cantons/ESAC08/Glaris/Copie%20de%20Organigramm_Verwaltung_Version%202006%20Mai_20081230_dm.pdf
- [4]: C-C: Nur Zentralverwaltung (ohne selbständige Dienste etc.).
- [5]: C-C: Sans l'UNIL, la Chancellerie, le Contrôle cantonal des finances, la Cour des comptes, le Tribunal neutre, le Ministère public, l'Ordre judiciaire.

Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

Abtufen für die Jahre: 2008
Rechtsstatus: Beschrieben, VZS, Angaben, Internetseiten
Kanton C1.41c - 2008 (Vollständiger Wortlaut)
alphabetische Ordnung

Bezeichnung	Anzahl VZS	Beitragsschneidungen (in 1000 Franken)	Internet-Homepage (URL)
[AG] Registerführung und Rechtsaufsicht und Finanzgerichtsbarkeit	121.24	26228	
[AG] Bereuung Abgaben	9.30	92117	www.ag.ch/gemeindeverwaltung
[AG] Standortförderung	4.29	2233	www.ag.ch/argau-services
[AG] Migration	82.96	19201	www.ag.ch/migrationsamt
[AG] Arbeitsmarktlage und arbeitsmarktmässige Integration	14.65	43706	www.ag.ch/awo
[AG] Strafverfolgung und Strafvollzug	345.86	77773	
[AG] Verkehrszulassung	143.56	148461	www.ag.ch/strassenverkehrsamt
[AG] Polizeiliche Sicherheit	641.10	98892	www.ag.ch/kantonspolizei
[AG] Hochschulwesen	1.26	153311	www.ag.ch/hochschule
[AG] Bildungsberatung und Ausbildungsbeiträge	5.96	84035	
[AG] Berufsbildung, Heime und Werkstätten	8.80	9719	
[AG] Berufsbildung, Heime und Werkstätten	180.49	304792	
[AG] Vorkursleistungen	96.81	209210	
[AG] Vorkursleistungen	100.63	774894	www.ag.ch/bks
[AG] Gesundheitsversorgung in den Bereichen Akutmedizin, Spezialmedizin und Zahnmedizin	9.76	522462	www.ag.ch/gesundheitsversorgung
[AG] Militär- und Bevölkerungsschutz	73.54	14704	www.ag.ch/amb
[AG] Verbraucherschutz	64.71	14011	www.ag.ch/verbraucherzentrum
[AG] Gesundheitschutz, ärztliche Aufsicht und diverse Bereiche	7.63	43468	www.ag.ch/gesundheitsversorgung
Gesundheitsversorgung Humanmedizin	10.46	29921	
[AG] Veterinärmedizin	58.66	24833	www.ag.ch/ai
[AG] Zahnmedizin	53.17	147496	www.ag.ch/landwirtschaft
[AG] Landwirtschaft	18.39	44833	www.ag.ch/dggs
[AG] Soziale Sicherheit	38.97	103009	www.ag.ch/hochbau
[AG] Immobilien	172.07	143891	www.ag.ch/strassenamt
[AG] Steuern	12.77	148951	www.ag.ch/abteilung_wald
[AG] Wald, Jagd und Fischerei	38.12	18340	www.ag.ch/finanzverwaltung
[AG] Finanzen, Controlling und Statistik	24.47	2243815	
[AG] Finanzinfrastruktur	229.73	292315	www.ag.ch/umwelt
[AG] Verkehrsinfrastruktur	20.10	13815	www.ag.ch/raumentwicklung/
[AG] Verkehrsinfrastruktur	33.85	13815	www.ag.ch/infrastruktur_energie
[AG] Umweltentwicklung	40.22	32826	www.ag.ch/infrastruktur_energie
[AG] Umweltschutz	47.96	16202	
[AG] Raumentwicklung und Recht	50.84	11243	
[AG] Energie	5.46	6889	
[AG] Gesundheits- und Sozialdepartement	14	33304	www.ai.ch
[AG] Gesundheits- und Sozialdepartement	40	14353	www.ai.ch
[AG] Land- und Forstdepartement	7	28343	www.ai.ch
[AG] Volkswirtschaftsdepartement	10	5192	www.ai.ch
[AG] Finanzdepartement	19	16851	www.ai.ch
[AG] Erziehungsdepartement	7	25966	www.ai.ch
[AG] Bau- und Umweltschutz	25	7407	www.ai.ch
[AG] Beratungsstelle für Suchtfragen	1.80	330	
[AG] Verkehrsdepartement	0.50	75	
[AG] Heimatschutz	0.50	75	
[AG] Amt für Lebensmittelskontrolle der Kantone AR, AI, GL, SH	1.50	526	
[AG] Amt für Lebensmittelskontrolle der Kantone AR, AI, GL, SH	0.40	37	www.ar.ch
[AG] Betreuungsdienst	7.50	3079	www.ar.ch
[AG] Zustands- und Bürgerrechtsdienst	2.10	224	www.ar.ch
[AG] IV-Stelle	12.8	8	www.ar.ch
[AG] IV-Stelle	0.40	25	www.ar.ch
[AG] Grundbuchinspektorat	0.40	25	
[AG] Amt für Militär und Bevölkerungsschutz	15.50	1533	
[AG] Kantonspolizei	80.60	9357	

[AR] Amt für Ausländerfragen	4.50	670	
[AR] Stressversenkung	13.80	1691	
[AR] Verwaltungspolizei	4.50	680	
[AR] Strafrecht Gmüden	12.50	2620	
[AR] Gerichtskanzleien	11	1290	
[AR] Gesundheitsamt	0.40	846	
[AR] Verbandsamt	4.60	846	
[AR] Schlichtungsstelle für das Mieswesen	0.30	70	www.appenzelauerd.ch
[AR] Schlichtungsstelle für das Mieswesen	1.20	320	katv@ar-net.ch
[AR] Direktionssekretariat	1.70	583	
[AR] Kantonale Steuerverwaltung	56.95	5580	
[AR] Landesbuchhaltung	4.60	861	
[AR] Personaldienst	2.75	3410	
[AR] Verbandsamt	2.50	402	Aufwand mkt. Herd- und Software ganze Verwaltung
[AR] Oberforstamt	5	800	www.ar.ch
[AR] Baudirektion	8	1260	www.appenzelauerd.ch/verwaltung
[AR] Hochbauamt	16	4526	www.appenzelauerd.ch/verwaltung
[AR] Planungamt	5	1799	www.appenzelauerd.ch/verwaltung
[AR] Amt für Umweltschutz	13	2485	www.appenzelauerd.ch/verwaltung
[AR] Kantonsbibliothek	7	2603	www.ar.ch
[AR] Berufsbildungszentrum			
[AR] Berufsbildungszentrum			
[AR] Amt für Berufsbildung			
[AR] Amt für Berufsbildung			
[AR] Sportamt			
[AR] Pädagogische Fachstellen			
[AR] Schulpsychologischer Dienst			
Arbeitslosenversicherung/Arbeitsamt	3.35	322	
[AR] Arbeitstempokort	1.40	183	
[AR] Handlungsskript	1.90	258	
[AR] Amt für Berufshilfe (BAV)	70.7	540	
[BE] Wasserversorgungsamt	40.6		www.bve.be.ch
[BE] Tiefbauamt	512.0		www.bve.be.ch
[BE] Amt für öffentlichen Verkehr	10.7		www.bve.be.ch
[BE] Amt für öffentliche Dienste	92.9		www.bve.be.ch
[BE] Rechtsamt BAV	12.2		www.bve.be.ch
[BE] Amt für Umweltkoordination und Energie	12.2		www.bve.be.ch
[BE] Gewerkschaftszentrum	88.5		www.bve.be.ch
[BE] Amt für Informations- und Kommunikation	118.8		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Kultur	67.7		www.ert.be.ch
[BE] Mittelschul- und Berufsbildungsamt	241.0		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Hochschulen	23.2		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Kindergärten, Volksschule und Beratung	13.94		www.ert.be.ch
[BE] Steuerverwaltung	237.8		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Informatik und Organisation	756.1		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Informatik und Organisation	103.0		www.ert.be.ch
[BE] Amt für Bevölkerungsschutz, Sport	92.2		www.pom.be.ch
[BE] Finanzverwaltung	35.7		www.pom.be.ch
[BE] Amt für Migration und Fremdenverkehr	199.0		www.pom.be.ch
[BE] Amt für Arbeitsmarkts- und Schiffsamt	309.1		www.pom.be.ch
[BE] Amt für Freiheitentzug und Strafvollzug	738.7		www.pom.be.ch
[BE] Kantonspolizei	2106.9		www.police.be.ch
[BE] Rechtsamt JGK	8.7		www.jgt.be.ch
[BE] Amt für Sozialversicherungen und Räumordnung	38.9		www.jgt.be.ch
[BE] Amt für Gemeinden und Räumordnung	57.7		www.jgt.be.ch
[BE] Kantonale Jugendamt	60.9		www.jgt.be.ch
[BE] Amt für Landwirtschaft und Aufsicht	47.8		www.jgt.be.ch

[SG] Gesundheitsamt	10,5	www.sh.ch
[SG] Konkursamt	431	www.sh.ch
[SG] Amtsnachfolge	33895	www.sh.ch
[SG] Amt für Wirtschaft	2033	www.sh.ch
[SG] Amt für Arbeit	1990	www.sh.ch
[SG] Verkehrsamt	11	www.sh.ch
[SG] Veterinäramt	1113	www.sh.ch
[SG] Kantonsforstamt	2248	www.sh.ch
[SG] Landwirtschaftsamt	635	www.sh.ch
[SG] Amt für öffentlichen Verkehr	940	www.sh.ch
[SG] Generalsekretariat	3997	www.sh.ch
[SG] Rechtsdienst	11007	www.sh.ch
[SG] Stabsarchiv	19458	www.sh.ch
[SG] Amt für Kultur	2171	www.sh.ch
[SG] Amt für Soziales	11912	www.sh.ch
[SG] Amt für Bürgerrecht und Zivilstand	6193	www.sh.ch
[SG] Amt für berufliche Vorsorge und Stiftungen	3455	www.sh.ch
[SG] Koordinatenstelle für Integration	4647	www.sh.ch
[SG] Dienst für Rechnungswesen und	1868	www.sh.ch
[SG] Generalsekretariat	25471	www.sh.ch
[SG] Planungamt	2183	www.sh.ch
[SG] Hochbauamt	2079	www.sh.ch
[SG] Amt für Umweltschutz	1159	www.sh.ch
[SG] Generalsekretariat	3885	www.sh.ch
[SG] Personaldienst/Dienst für politische	4235	www.sh.ch
[SG] Amt für Lebensmittelkontrolle	1334	www.sh.ch
[SG] Amt für Gesundheitsvorsorge	1104	www.sh.ch
[SG] Spitalamt		
[SG] Amt für Jugendberufshilfe		
[SG] Personaldienst/Ausbildung/Pflege		
[SG] Dienst für		
[SG] Informatik/Kontrollendienst		
[SG] Amt für Bauplanungs- und		
[SG] Staatsanwaltschaft		
[SH] Landwirtschaftsamt		
[SH] Amt für Justiz und Gemeinden		
[SH] Gefängnisverwaltung		
[SH] Amt für Grundstückbezügungen		
[SH] Grundbuchamt		
[SH] Handelsregisteramt		
[SH] Wirtschaftsamt		
[SH] Amt für Jugendberufshilfe und		
[SH] Hochbau (inkl. Energiefachstelle und		
[SH] Jugend)		
[SH] Planungs- und Naturschutzamt		
[SH] Bauwesen- und Denkmalpflege)		
[SH] Amt für Informationsdienste öffentlicher		
[SH] Feuerpolizei)		
[SH] Kantonsforstamt		
[SH] Amt für Militär und Zivilschutz		
[SH] Amt für Umweltschutz		
[SH] Strafbefehl		
[SH] Strafbefehl (Polizei)		
[SH] Finanzverwaltung		
[SH] Amt für Jugendberufshilfe		
[SH] Personalkontrolle		
[SH] Amt für Lebensmittelkontrolle und		
[SH] Sekundarstufe (ohne Schulzahnklinik)		
[SH] Amt für Soziales		

[SH] Behörde für den Kanton und	35	8544	www.sh.ch
[SH] Dienststelle Mittelschul- und	386	36770	www.sh.ch
[SH] Dienststelle Hochschulbildung	43	604	www.sh.ch
[SH] Amt für Arbeit			
[SH] Verkehrsamt			
[SH] Veterinäramt			
[SH] Landwirtschaftsamt			
[SH] Amt für öffentlichen Verkehr			
[SH] Generalsekretariat			
[SH] Rechtsdienst			
[SH] Stabsarchiv			
[SH] Amt für Kultur			
[SH] Amt für Soziales			
[SH] Amt für Bürgerrecht und Zivilstand			
[SH] Amt für berufliche Vorsorge und			
[SH] Stiftungen			
[SH] Koordinatenstelle für Integration			
[SH] Dienst für Rechnungswesen und			
[SH] Generalsekretariat			
[SH] Planungamt			
[SH] Hochbauamt			
[SH] Amt für Umweltschutz			
[SH] Generalsekretariat			
[SH] Personaldienst/Dienst für politische			
[SH] Amt für Lebensmittelkontrolle			
[SH] Amt für Gesundheitsvorsorge			
[SH] Spitalamt			
[SH] Amt für Jugendberufshilfe			
[SH] Personaldienst/Ausbildung/Pflege			
[SH] Dienst für			
[SH] Informatik/Kontrollendienst			
[SH] Amt für Bauplanungs- und			
[SH] Staatsanwaltschaft			
[SH] Landwirtschaftsamt			
[SH] Amt für Justiz und Gemeinden			
[SH] Gefängnisverwaltung			
[SH] Amt für Grundstückbezügungen			
[SH] Grundbuchamt			
[SH] Handelsregisteramt			
[SH] Wirtschaftsamt			
[SH] Amt für Jugendberufshilfe und			
[SH] Hochbau (inkl. Energiefachstelle und			
[SH] Jugend)			
[SH] Planungs- und Naturschutzamt			
[SH] Bauwesen- und Denkmalpflege)			
[SH] Amt für Informationsdienste öffentlicher			
[SH] Feuerpolizei)			
[SH] Kantonsforstamt			
[SH] Amt für Militär und Zivilschutz			
[SH] Amt für Umweltschutz			
[SH] Strafbefehl			
[SH] Strafbefehl (Polizei)			
[SH] Finanzverwaltung			
[SH] Amt für Jugendberufshilfe			
[SH] Personalkontrolle			
[SH] Amt für Lebensmittelkontrolle und			
[SH] Sekundarstufe (ohne Schulzahnklinik)			
[SH] Amt für Soziales			

[SZ] Amt für Raumplanung	20,06	
[SZ] Amt für Militär, Feuer- und	35,23	
[SZ] Zivilschutz	253,52	
[SZ] Kantonspolizei	4,2	
[SZ] Amt für Jugendberufshilfe	4,2	
[SZ] Staatsanwaltschaft	15,1	
[SZ] Verhörsamt	14,96	
[SZ] Amt für Kulturpflege	3,4	
[SZ] Amt für Tunen und Sport	3,4	
[SZ] Amt für Umweltschutz	17,56	
[SZ] Amt für Berufsbildung	12,6	
[SZ] Amt für Schulden	47,95	
[SZ] Amt für Mittelschulen	42,75	
[SZ] Amt für Berufsbildung	12,22	
[SZ] Amt für Volkshöhen	8,78	
[SZ] Landratsfachstelle	9,3	
[SZ] Meliorationsamt	8	
[SZ] Amt für Kulturpflege	3,3	
[SZ] Kantonsärztlicher Dienst (inkl.	16,54	
[SZ] Amt für Umweltschutz	16,54	
[SZ] Kantonsforstamt	94,92	
[SZ] Landratsfachamt	9,28	
[TZ] Gerichte	101	13,4 Mio.
[TZ] Polizei und Soziales	210	www.tg.ch
[TZ] Amt für Militär und Zivilschutz	210	www.tg.ch
[TZ] Justiz und Strafrecht	757	www.tg.ch
[TZ] Erziehung und Kultur	114,0 Mio.	www.tg.ch
[TZ] Innerer und Volkswirtschaft	33	www.tg.ch
[TZ] Staatskanzlei	33	www.tg.ch
[TZ] Kontrolle	19	2417
[TZ] Kontrolle	19	2417
[TZ] Divisione dell'azione sociale e delle	195	269960
famiglie (DSS)		
[TZ] Direzione della salute pubblica	725	305540
(DSS)		
[TZ] Polizia cantonale (DT)	643	87990
[TZ] Sezione di pubblica istruzione	29	4871
[TZ] Divisione della giustizia (DT)	595	102366
[TZ] Divisione degli interni (DT)	289	143359
[TZ] Divisione dell'economia (DPE)	331	101264
[TZ] Divisione delle costruzioni (DT)	395	77863
[TZ] Direzione del patrimonio (DPE)	18	1534
[TZ] Direzione del patrimonio (DPE)	18	1534
[TZ] Direzione delle risorse (DPE)	321	425540
[TZ] Direzione della cultura e studi	159	155973
[TZ] Divisione della formazione	114	168263
professionale (DPS)		
[TZ] Direzione della pubblica	295	371233
amministrazione (DPS)		
[TZ] Sezione amministrativa (DPS)	277	63119
[TZ] Divisione delle costruzioni (DT)	375	91798
[TZ] Divisione dello sviluppo territoriale e	91	66539
urbanistica (DPS)		
[TZ] Direzione generale (DT)	224	35337
[TZ] Direzione generale (DT)	78	8310
[UR] Amt für Forst und Jagd	13,4	
[UR] Amt für Wirtschaft und öffentlichen	5,6	
[UR] Amt für Arbeit und Migration	7	
[UR] Amt für Landwirtschaft	8,6	
[UR] Amt für Landwirtspezial	107,5	
[UR] Amt für Kassen- und	14,5	
Schulwesen		
[UR] Amt für Bevölkerungsschutz und	11	
Militär		
[UR] Amt für das Gesundheits-	5,4	
amt		
[UR] Amt für Umweltschutz	8,7	
[UR] Amt für Umweltschutz	12,40	
[UR] Amt für Justiz	7,3	
[UR] Amt für Gesundheits-	3,4	
amt		
[UR] Amt für Steuern	26,3	
[UR] Amt für Finanzen	5,05	
[UR] Amt für Personal	5	

[UR] Amt für Informatik	8,5	
[UR] Finanzkontrolle	3	
[UR] Amt für Beratungsdienste	5,6	
[UR] Amt für Berufsbildung	2,8	
[UR] Amt für Kultur und Sport	8,1	
[UR] Amt für Umweltschutz	1,7	
[UR] Amt für Hochbau	1360	
[UR] Amt für Betrieb, Nationalstrassen	109,1	
[UR] Amt für Volksschulen	3,1	
[UR] Amt für Energie	3,4	
[UR] Amt für Transport	69,45	
[VD] Police cantonale	110,10-40	146829
[VD] Service pénitentiaire	386,42	80230
[VD] Office de l'autorité de surveillance	9,75	1425
des fondations		
[VD] Cour des comptes	61,60	8740
[VD] Cour des comptes	8,00	1775
[VD] Contrôle cantonal des finances	17,50	3366
[VD] Service d'analyse et de gestion	20,90	211998
financières		
[VD] Services du personnel	51,75	13722
[VD] Registre foncier	69,75	9353
[VD] Office des affaires extérieures	3,60	1511
[VD] Administration cantonale des	643,15	100389
impôts		
[VD] Finances général du Département	11,85	2381
des finances et des relations extérieures		
[VD] Service de la mobilité	15,10	143970
[VD] Services des immobilités, du	271,70	72036
développement et de l'information		
[VD] Direction des systèmes	181,30	95803
[VD] Secrétariat général du Département	506,6	84991
des infrastructures, des transports et		
d'information statistiques		
[VD] Services de l'agriculture	26,65	4194
[VD] Services du développement	65,12	264012
territorial		
[VD] Service de l'éducation physique et	55,35	9054
du tourisme		
[VD] Service de l'économie du logement	16,80	5955
et du tourisme		
[VD] Service de prévoyance et d'aides	38,00	37211
sociales		
[VD] Service de la santé publique	86,05	470993
[VD] Centre hospitalier universitaire	76,67	833210
2098 PAT		
[VD] Service de l'emploi	47,70	78085
[VD] Secrétariat général du Département	13,83	2891
de l'habitat, des assurances sociales et		
du logement		
[VD] Secrétariat général du Département	59,50	831404
de la santé et de l'action sociale		
[VD] Service des affaires culturelles	168,22	4598
[VD] Service des communes et des	93,00	41798
relations intercommunales		
[VD] Secrétariat général du Département	629,6	112692
PAT		
[VD] Services juridiques et législatif	36,50	5984
[VD] Service de la population	28,90	17643
[VD] Service de la population	148,10	101919

Abrufbar für die Jahre:

Organigramm
Kanton C1.41e - 2008 [vollständiger Wortlaut]
 alphabetische Ordnung

Frageart: LISTE

1=Ja

2=Nein

1. AG	2
2. AI	1
3. AR	1 [1]
4. BE	2
5. BL	2
6. BS	- [2]
7. FR	1
8. GE	2 [3]
9. GL	1
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	1 [4]
13. NE	1
14. NW	1 [5]
15. OW	1
16. SG	2 [6]
17. SH	2 [7]
18. SO	1
19. SZ	2
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1

1=Ja
 2=Nein
 Sans réponse



graph / carte

Copyright, Quelle:
www.badac.ch

Bemerkung(en):

[1]: C-C: Die neueste Fassung finden Sie unter: http://www.ar.ch/fileadmin/user_upload/Landammann_Kantonskanzlei/Staatskalender/Staatskalender_09-10.pdf

[2]: keine Antwort

[3]: C-C: par département.

[4]: C-C: Abrufbar unter: www.lu.ch/organigramm_kanton_luzern.pdf (Stand: 1.1.10).

[5]: C-C: <http://www.nw.ch/de/verwaltung/verwaltungview/>

[6]: C-C: Hier finden Sie Organigramme der einzelnen Departemente: <http://www.sg.ch/k/verwaltung.html>

[7]: C-C: siehe auf www.sh.ch

Format(e)

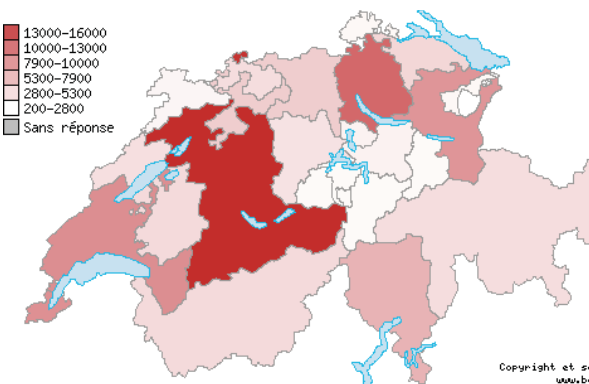
[Druckversion](#)
[Excel-Version für Internet](#)
[im Excel-Format abspeichern](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

Employés de l'administration centrale cantonale
C3.10a - 2008, Nombre d'employés [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	4191 [1]
2. AI	201
3. AR	786
4. BE	15509 [2]
5. BL	2912
6. BS	15132 [3]
7. FR	3121 [4]
8. GE	8598 [5]
9. GL	534
10. GR	3039
11. JU	1105
12. LU	2548 [6]
13. NE	2707
14. NW	453
15. OW	484
16. SG	8279
17. SH	738 [7]
18. SO	4162
19. SZ	1327
20. TG	3455
21. TI	6117
22. UR	676
23. VD	8943 [8]
24. VS	3233
25. ZG	1249 [9]
26. ZH	11512 [10]

13000-16000
 10000-13000
 7900-10000
 5300-7900
 2800-5300
 200-2800
 Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Ohne Lehrlinge, Praktikanten, Sozialstellen, Lehrpersonen.

[2]: C-C: In den Daten 2004 war Personalbestand der Berner Fachhochschule und der Pädagogischen Hochschule Bern noch enthalten, obwohl es sich hierbei nicht um Personal der kantonalen Zentralverwaltung handelt.

[3]: I-C: ohne Spezialbetriebe. Quelle: <http://www.statistik-bs.ch/taborama/t18/3/t18.3.03.xls>

[4]: C-C: Sans enseignement et secteur hospitalier. Le nombre de postes dans le secteur hospitalier est de 2237 (points 66 et 67 de la réponse à la question C1.41c) et environ 3148 enseignants (total 5385). I-C: Total=14988-5385=9603.

[5]: C-C: Employés et fonctionnaires sur postes votés + apprentis + auxiliaires mensualisés, sans le personnel enseignant et le personnel de la santé et de l'action sociale.

[6]: C-C: Enger Begriff Zentralverwaltung. Einberechnet nur Mitarbeitende mit mind. 6 Wochenstunden.

[7]: C-C: ohne Staatskanzlei, Gerichte, Lehrer und Personal des Gesundheitswesens.

[8]: C-C: Estimations. Nombre d'employés: sans CHUV ni UNIL / avec apprentis et auxiliaires. En EPT: sans CHUV ni UNIL ni auxiliaires / avec apprentis.

[9]: C-C: ohne Gerichte und Lehrkräfte.

[10]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

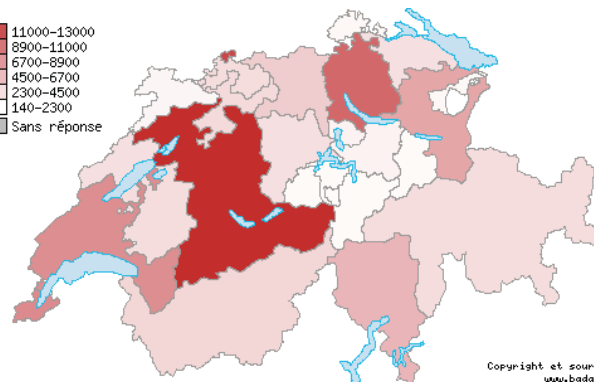
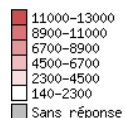
2008

Employés de l'administration centrale cantonale en EPT

C3.10b - 2008, Nombre d'employés en EPT [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3603
2. AI	139
3. AR	580
4. BE	13235
5. BL	2613
6. BS	11734.6 ^[1]
7. FR	2496 ^[2]
8. GE	7821
9. GL	405
10. GR	2546
11. JU	907
12. LU	2228
13. NE	2327
14. NW	347
15. OW	371
16. SG	5997
17. SH	676
18. SO	2652.5
19. SZ	1121
20. TG	2300
21. TI	5068
22. UR	532
23. VD	7479
24. VS	2894
25. ZG	1086
26. ZH	9705



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]; I-C: ohne Spezialbetriebe. Quelle: <http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.02.xls>^[2]; I-C: Nous avons retranché la part de l'enseignement et des hôpitaux (soit 9350-(3148+2237))=3965.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

C3.10e1 C3.10e2 Libellé(s) des questions

	2008	2008	C3.10e1	C3.10e2	Libellé(s) des questions
1. AG	2279 ^[1]	1324	-	2008	Employés de l'administration centrale cantonale en EPT (Hommes) [Nombre d'employés en EPT (Hommes)]
2. AI	91	48	-	2008	Employés de l'administration centrale cantonale en EPT (femmes) [Nombre d'employés en EPT (femmes)]
3. AR	314	266	-	2008	
4. BE	8530 ^[2]	6979	-	2008	

Fonctions mathématiques

 +

Fonctions statistiques

 Som. Moy. Méd. E-type Min. Max.

Graphiques

 Histogramme(s) de à

 Graph2D et

Remarque(s)

15. OW	215 ^[5]	146 ^[5]			
16. SG	3298 ^[6]	2699 ^[1]			C-C: Ohne Lehrlinge, Praktikanten, Sozialstellen, Lehrpersonen.
17. SH	507	169 ^[2]			C-C: Zahlen sind nicht auf Vollzeitstellen bezogen (VZS), sondern auf Anzahl Angestellte (Köpfe).
18. SO	1655.3	997.2 ^[3]			I-C: ohne Spezialbetriebe. Quelle: http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.02.xls
19. SZ	636	485			C-C: Employés et fonctionnaires sur postes votés + apprentis + auxiliaires mensualisés, sans le personnel enseignant et le personnel de la santé et de l'action sociale.
20. TG	1978	1477 ^[4]			C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
21. TI	3005	2063			C-C: inkl. Berufs- und Mittelschulen, exkl. selbständig öffentlich-rechtliche Anstalten.
22. UR	499	177			C-C: Estimations (sans CHUV ni UNIL ni auxiliaires / avec apprentis). Sans réponse
23. VD	4144 ^[7]	3335 ^[5]			C-C: Anzahl Anstellungen nach Geschlecht möglich, Anzahl VZS ohne zusätzliche Aufwendungen nicht.
24. VS	2005	889 ^[6]			Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.
25. ZG	680	406 ^[7]			
26. ZH	- ^{[8][9]}	- ^[8]			
Som. ^[10]	50435.3	38305.2 ^[9]			
Moy. ^[10]	2017.41	1532.21			
Min. ^[10]	91	48 ^[10]			
Max. ^[10]	8530	8631			

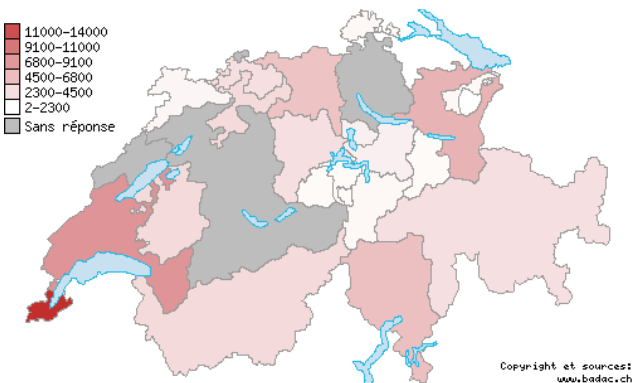
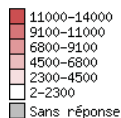
Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

Canton **Nombre de postes autorisés en EPT**
C3.10g - 2008, Nombre de postes autorisés en EPT [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	4248 ^[1]
2. AI	139
3. AR	446
4. BE	- ^[2]
5. BL	2320
6. BS	- ^[2]
7. FR	2726
8. GE	13629
9. GL	381
10. GR	2167
11. JU	790 ^[3]
12. LU	2228
13. NE	- ^[2] ^[4]
14. NW	347
15. OW	375
16. SG	5231
17. SH	618 ^[5]
18. SO	2652.5
19. SZ	1110
20. TG	2 ^[6]
21. TI	4380
22. UR	532
23. VD	7180 ^[7]
24. VS	2622
25. ZG	1086 ^[8]
26. ZH	- ^[2] ^[9]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: Angabe mit Lehrlingen, Praktikanten, Sozialstellen. Anzahl mit Lehrpersonen: 10603.
- ^[2]: Sans réponse
- ^[3]: C-C: sans apprentis et stagiaires.
- ^[4]: C-C: Tous les postes sont autorisés.
- ^[5]: C-C: ohne Staatskanzlei, Gerichte, Lehrer und Personal des Gesundheitswesens.
- ^[6]: I-C: Um zu verifizieren.
- ^[7]: C-C: Estimation. Nombre inférieur à la réponse 3.10b car les apprentis ne sont pas inclus dans les postes autorisés).
- ^[8]: C-C: ohne Gerichte und Lehrpersonal.
- ^[9]: C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.

Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

Libellé(s) des questions

	2008	2008	2008	2008	2008	2008	Libellé(s) des questions
1. AG	0 ^[1]	3911	0 ^[3]	- ^[2]	178	159 - 2008	C3.20a1 Effectif selon un engagement de droit public classique [a] Engagement de droit public classique (EPT)
2. AI	0	129	0	- ^[2]	10	- ^[2]	C3.20a2 Effectif selon un engagement de droit public par contrat [b] Engagement de droit public par contrat (EPT)
3. AR	120	392	30	8	30	0	C3.20a3 Effectif selon un engagement de droit privé [c] Engagement de droit privé
4. BE	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	651	- ^[2] - 2008	(EPT)
5. BL	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2] - 2008	C3.20a4 Effectif selon un statut d'auxiliaire [d] Auxiliaires (EPT)
6. BS	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2] - 2008	C3.20a5 Effectif selon un statut d'apprenti [e] Apprentis (EPT)
7. FR	0	9350	0	123	291	109 ^[8] - 2008	C3.20a6 Effectif selon un autre statut [f] Autre (EPT)
8. GE	7358	0	0	279 ^[7]	184	- ^[2]	C3.20a6 Effectif selon un autre statut [f] Autre (EPT)
9. GL	1	397	25	53	24	34 - 2008	
10. GR	0 ^[3]	2796	0 ^[3]	118	88	37	
11. JU	424	325	0	36	105	17	
12. LU	2138	6	0 ^[3]	8	77	- ^[2]	
13. NE	2040	0	203	0	84	0	
14. NW	0	332	0	0	15	0	
15. OW	30	323	2	0	14	0	
16. SG	5827	0 ^[3]	0 ^[3]	0 ^[3]	170	0 ^[9]	
17. SH	0 ^[3]	618	0 ^[3]	13	45	0 ^[3]	
18. SO	6	2499.5	0 ^[3]	0 ^[3]	147	0 ^[3]	
19. SZ	5	1076	0 ^[3]	10	30	0 ^[3]	
20. TG	2300	0 ^[3]	0 ^[3]	62	90	0 ^[3]	
21. TI	4169	0	0	781	117	1 ^[10]	
22. UR	0 ^[3]	497	0	0 ^[3]	35	0 ^[3]	
23. VD	- ^[2] ^[4]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2] ^[3]	
24. VS	2514	0 ^[6]	0 ^[3]	228	151	0 ^[4]	
25. ZG	1 ^[5]	1085	139	88	41	0	
26. ZH	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2]	- ^[2] ^[5]	
Som. ^[11]	26933	23736.5	399	1807	2577	359 ^[6]	
Moy. ^[11]	1282.52	1130.31	19	95.11	117.14	19.94 ^[7]	
Min. ^[11]	0	0	0	0	10	0 ^[8]	
Max. ^[11]	7358	9350	203	781	651	159 ^[9]	

Fonctions mathématiques

choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques

Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques

Histogramme(s) de C3.20a1 2008 à C3.20a6 2008
Graph2D C3.20a1 2008 et C3.20a2 2008

Remarque(s)

- ^[1]: C-C: Missing ersetzt durch '0'. Bewilligte Stellen.
- ^[2]: Sans réponse
- ^[3]: I-C: Missing ersetzt durch '0'.
- ^[4]: C-C: L'essentiel des engagements sont de droit public par contrat. Les distinctions proposées sont difficilement quantifiables.
- ^[5]: C-C: Klassisch öffentlich-rechtlich ist nur noch der Landschreiber angestellt. Aushilfen und Lehrlinge sind privatrechtlich angestellt.
- ^[6]: I-C: missing remplacé par '0'.
- ^[7]: C-C: Auxiliaires mensualisés.
- ^[8]: I-C: stagiaires.
- ^[9]: I-C: missing ersetzt durch '0'.
- ^[10]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
- ^[11]: Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

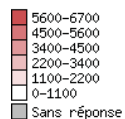
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre d'employés en EPT possédant encore un statut de droit public classique**C3.20g - 2008, Nombre d'employés en EPT possédant encore un statut de droit publique classique [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	Nombre d'employés
1. AG	0
2. AI	0
3. AR	0
4. BE	0
5. BL	4
6. BS	- ^[1]
7. FR	2403 ^[2]
8. GE	6721 ^[3]
9. GL	1
10. GR	0
11. JU	424
12. LU	0
13. NE	2040
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	0
17. SH	0
18. SO	6
19. SZ	5
20. TG	0
21. TI	4169
22. UR	0
23. VD	0 ^[4]
24. VS	2514
25. ZG	0
26. ZH	0



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Sans réponse^[2]: C-C: La notion de statut « classique » de fonctionnaire ne protège toutefois pas les collaborateurs contre un licenciement ordinaire qui peut intervenir en tout temps, moyennant le respect d'une procédure.^[3]: C-C: Fonctionnaires sur postes votés.^[4]: C-C: Le statut de fonctionnaire n'existe plus.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

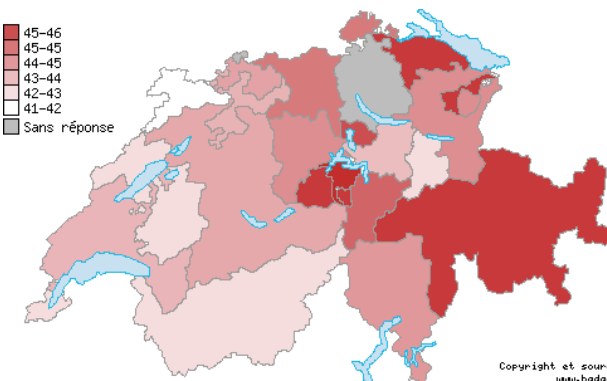
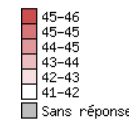
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Âge moyen des employés**C3.21 - 2008, Âge moyen des employés [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	Âge moyen des employés
1. AG	44.50
2. AI	44
3. AR	46
4. BE	43.3
5. BL	43.5
6. BS	- ^[1]
7. FR	42
8. GE	42 ^[2]
9. GL	42
10. GR	46
11. JU	41 ^[3]
12. LU	44
13. NE	42
14. NW	46.3
15. OW	46
16. SG	44
17. SH	44.5
18. SO	43.1
19. SZ	42.8
20. TG	46
21. TI	43.7
22. UR	45
23. VD	43 ^[4]
24. VS	42
25. ZG	45.5
26. ZH	- ^[1] ^[5]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Sans réponse^[2]: C-C: Chiffres non-arrondis: Total: 42,11 Hommes: 43,67 Femmes: 40,45.^[3]: C-C: y compris apprentis et stagiaires.^[4]: C-C: Estimations (sans CHUV ni UNIL ni auxiliaires / avec apprentis).^[5]: C-C: Über gesamten Kanton lieferbar, aber nicht heruntergebrochen auf kantonale Zentralverwaltung.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

	C3.21g 2008	C3.21h 2008
1. AG	46	42.43
2. AI	46	38
3. AR	48	44
4. BE	45.2	41.2
5. BL	44.1	42.9
6. BS	- [1]	- [1]
7. FR	43	40
8. GE	44	40
9. GL	46	35
10. GR	47	42
11. JU	44	38
12. LU	45	42
13. NE	43	40
14. NW	48.5	44.2
15. OW	50	40
16. SG	45	42
17. SH	- [1]	- [1]
18. SO	44.5	41.5
19. SZ	45.4	44.2
20. TG	47	45
21. TI	44	42
22. UR	48	35
23. VD	44	41
24. VS	44	39
25. ZG	47.8	46
26. ZH	- [1]	- [1]
Som. ^[2]	1049.5	945.43
Moy. ^[2]	45.63	41.11
Min. ^[2]	43	35
Max. ^[2]	50	46

Libellé(s) des questions
 C3.21g Âge moyen des employés (Hommes) [Hommes] - 2008
 C3.21h Âge moyen des employés (Femmes) [Femmes] - 2008

Fonctions mathématiques
 choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques
 Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques
 Histogramme(s) bars de C3.21g 2008 à C3.21h 2008
 Graph2D C3.21g 2008 et C3.21h 2008

Remarque(s)
 [1] Sans réponse
 [2] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

	C3.21a1 2008	C3.21a2 2008	C3.21a3 2008
1. AG	360 ^[1]	2340 ^[1]	903 ^[1]
2. AI	25	95	19
3. AR	70	403	107
4. BE	2384	8219	2632
5. BL	366	1855	392
6. BS	1485 ^[2]	12179 ^[2]	3181 ^[2]
7. FR	1807	6423	1120
8. GE	709	5654	995
9. GL	100	284	150
10. GR	154	1469	516
11. JU	188	602	117
12. LU	300	1553	374
13. NE	359	1685	283
14. NW	46	232	69
15. OW	38	244	89
16. SG	1075 ^[3]	5789 ^[3]	1415 ^[3]
17. SH	98 ^[3]	500 ^[3]	140 ^[3]
18. SO	512.4	1870.4	613.8 ^[1]
19. SZ	123	818	180 ^[2]
20. TG	370	2444	646 ^[3]
21. TI	535	3844	689 ^[4]
22. UR	102 ^[4]	426 ^[4]	148 ^[4]
23. VD	1213 ^[5]	5116	1150 ^[7]
24. VS	449	1987	459
25. ZG	88	809	189 ^[8]
26. ZH	- [6][7]	- [6]	- [6]
Som. ^[8]	12956.4	66840.4	16576.8
Moy. ^[8]	518.26	2673.62	663.07
Min. ^[8]	25	95	19
Max. ^[8]	2384	12179	3181

Libellé(s) des questions
 C3.21a1 Nombre d'employés de moins de 30 ans (en EPT) [Nombre d'employés de moins de 30 ans (en EPT)]
 C3.21a2 Nombre d'employés de 30 à 55 ans (EPT) [Nombre d'employés de 30 à 55 ans - 2008 (en EPT)]
 C3.21a3 Nombre d'employés de plus de 55 ans (en EPT) [Nombre d'employés de plus de - 2008 55 ans (en EPT)]

Fonctions mathématiques
 choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques
 Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques
 Histogramme(s) bars de C3.21a1 2008 à C3.21a3 2008
 Graph2D C3.21a1 2008 et C3.21a2 2008

Remarque(s)
 C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
 I-C: Quelle: http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.03.xls
 C-C: Anzahl Angestellte.
 I-C: Anzahl Angestellte.
 C-C: Estimations (sans CHUV ni UNIL ni auxiliaires / avec apprentis).
 Sans réponse
 C-C: Über gesamten Kanton lieferbar, aber nicht heruntergebrochen auf kantonale Zentralverwaltung.
 Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

	C3.21d1 2008	C3.21d2 2008	C3.21d3 2008	Libellé(s) des questions
1. AG	432 ^[1]	1430 ^[1]	1739 ^[1]	2008 C3.21d1 Nombre d'employés avec moins de 2 ans d'expérience (en EPT) [Nombre d'employés avec moins de 2 ans d'ancienneté (en EPT)]
2. AI	14 ^[2]	55	60	2008 C3.21d2 Nombre d'employés avec 2 à 10 ans d'expérience (en EPT) [Nombre d'employés avec 2 à 10 ans d'ancienneté (en EPT)]
3. AR	116	232	232	2008 C3.21d3 Nombre d'employés avec plus de 10 ans d'expérience (en EPT) [Nombre d'employés avec plus de 10 ans d'ancienneté (en EPT)]
4. BE	2848	4513	5874	
5. BL	784	1646	183	
6. BS	3597 ^[3]	5016 ^[11]	8232 ^[13]	
7. FR	1748	3844	3758	
8. GE	609	3478	3271	
9. GL	60	175	299	
10. GR	221	613	1302	
11. JU	90 ^[4]	300	400	
12. LU	494	918	815	
13. NE	483	997	847	
14. NW	42	140	165	
15. OW	72	141	158	
16. SG	1317 ^[5]	3032 ^[12]	2986 ^[12]	
17. SH	102	280	356	
18. SO	410.7	1087.4	1498.5	
19. SZ	213	471	437	
20. TG	290	1481	1689	
21. TI	439	1775	2854	
22. UR	20 ^[6]	135 ^[6]	521 ^[6]	
23. VD	1893 ^[7]	2546	3040	
24. VS	379 ^[8]	962 ^[8]	1553 ^[8]	
25. ZG	315	276	495	
26. ZH	- ^[9] ^[10]	- ^[9]	- ^[9] ^[8]	
Som. ^[14]	16988.7	35543.4	42764.5	
Moy. ^[14]	679.55	1421.74	1710.58	
Min. ^[14]	14	55	60	
Max. ^[14]	3597	5016	8232	

Fonctions mathématiques
 choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques
 Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques
 Histogramme(s) bars de C3.21d1 2008 à C3.21d3 2008
 Graph2D C3.21d1 2008 et C3.21d2 2008

Remarque(s)
 [1] C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
 [2] C-C: ohne die 10 Lehrlinge.
 [3] I-C: Bis 3 Jahren. Quelle: http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.03.xls
 [4] C-C: Estimations.
 [5] C-C: Anzahl Angestellte. Dienstalter im Personalinformationssystem nicht vollständig vorhanden.
 [6] I-C: Anzahl Angestellte.
 [7] C-C: Estimations (sans CHUV ni UNIL ni auxiliaires / avec magistrats, apprentis).
 [8] C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.
 [9] Sans réponse
 [10] C-C: Über gesamten Kanton lieferbar, aber nicht heruntergebrochen auf kantonale Zentralverwaltung.
 [11] I-C: 4 bis 10 Jahren. Quelle: http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.03.xls
 [12] C-C: Anzahl Angestellte.
 [13] I-C: Quelle: http://www.statistik-bs.ch/tablorama/t18/3/t18.3.03.xls
 [14] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

	C3.27a 2008	C3.27b 2008	C3.27c 2008	Libellé(s) des questions
1. AG	- ^[1] ^[2]	- ^[1]	- ^[1]	2008 C3.27a Niveau de formation: Degré tertiaire (universitaire + HES) (en EPT) [Degré tertiaire (universitaire + HES) (en EPT)]
2. AI	26 ^[3]	78	25	2008 C3.27b Niveau de formation: Degré secondaire II (en EPT) [Degré secondaire II (en EPT)]
3. AR	174	174	232	2008 C3.27c Niveau de formation: Ecole obligatoire (en EPT) [Ecole obligatoire (EPT)]
4. BE	- ^[1] ^[4]	- ^[1]	- ^[1]	2008
5. BL	- ^[1]	- ^[1]	- ^[1]	
6. BS	- ^[1]	- ^[1]	- ^[1]	
7. FR	- ^[1] ^[5]	- ^[1]	- ^[1]	
8. GE	- ^[1] ^[6]	-	-	
9. GL	100	284	150	
10. GR	1000	1446	100	
11. JU	90 ^[7]	600	100	
12. LU	750	1400	100	
13. NE	- ^[1] ^[8]	- ^[1]	- ^[1]	
14. NW	74	240	33	
15. OW	55	20	296	
16. SG	- ^[1] ^[9]	- ^[1]	- ^[1]	
17. SH	- ^[1] ^[10]	- ^[1]	- ^[1] ^[2]	
18. SO	- ^[1] ^[11]	- ^[1]	- ^[1] ^[4]	
19. SZ	450	650	21	
20. TG	1200	2200	55	
21. TI	989	1544	2535	
22. UR	130 ^[12]	481 ^[12]	65 ^[12]	
23. VD	- ^[1] ^[13]	- ^[1]	- ^[1] ^[10]	
24. VS	1127	1768	0	
25. ZG	300 ^[14]	706	80	
26. ZH	- ^[1] ^[15]	- ^[1]	- ^[1] ^[14]	
Som. ^[17]	6465	11591	3792	
Moy. ^[17]	461.79	827.93	270.86	
Min. ^[17]	0	0	0	
Max. ^[17]	1200	2200	2535	

Fonctions mathématiques
 choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques
 Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques
 Histogramme(s) bars de C3.27a 2008 à C3.27c 2008
 Graph2D C3.27a 2008 et C3.27b 2008

Remarque(s)
 [1] Sans réponse
 [2] C-C: keine Daten vorhanden.
 [3] C-C: ohne die 10 Lehrlinge.
 [4] C-C: keine Angaben verfügbar.
 [5] C-C: l'information n'est pas connue de manière centralisée.
 [6] C-C: Pas disponible. I-C: 'missing' au lieu de '0'.
 [7] C-C: estimations.
 [8] C-C: Données impossibles à fournir.
 [9] C-C: keine Angaben möglich.
 [10] C-C: keine verlässliche Angabe möglich.
 [11] C-C: Daten werden nicht geführt.
 [12] I-C: Anzahl Angestellte.
 [13] C-C: Information non disponible.
 [14] C-C: Schätzung.
 [15] C-C: Wird im Kantons Zürich nicht erfasst.
 [16] I-C: 'missing' au lieu de '0'.
 [17] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

	C3.28a 2008	C3.28b 2008	C3.28c 2008	C3.28d 2008	C3.28e 2008	C3.28f 2008	Libellé(s) des questions
1. AG	52 ^[1]	223 ^[1]	291 ^[1]	3037 ^[1]	0	0	C3.28a Profession: Cadres supérieurs (EPT) [Cadres supérieurs (EPT)] - 2008
2. AI	13	8	51	35	13	19	C3.28b Prof. intellectuelles et scientifiques (EPT) [Prof. intellectuelle et scientifique - 2008 (EPT)]
3. AR	60	50	30	320	0	120	C3.28c Professions intermédiaires (EPT) [Professions intermédiaires (EPT)] - 2008
4. BE	- [2][3]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	C3.28d Profession: Employés de type administratif (EPT) [Employés de type - 2008 administratif (EPT)]
5. BL	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	C3.28e Profession: Personnel des services et de vente (EPT) [Personnel des services - 2008 et de vente (EPT)]
6. BS	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	C3.28f Profession: Sans indications, ne sait pas (EPT) [Sans indications, ne sait pas - 2008 (EPT)]
7. FR	- [2][4]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
8. GE	803 ^[5]	87	90	223	0 ^[16]	111	
9. GL	23	87	90	223	0 ^[16]	111	
10. GR	554	500	492	1000	0 ^[16]	0 ^[16]	
11. JU	100 ^[6]	100	200	300	0	90	
12. LU	200	600	500	350	0	600	
13. NE	- [2][7]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
14. NW	26	59	60	150	44	8	
15. OW	28	98	70	150	0	25	
16. SG	- [2][8]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
17. SH	- [2][9]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
18. SO	- [2][10]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
19. SZ	85	36	0 ^[16]	750	0 ^[16]	250	
20. TG	101 ^[11]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	
21. TI	339	869	1713	859	965	323 ^[1]	C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
22. UR	40 ^[12]	40 ^[12]	356 ^[12]	240 ^[12]	0 ^[16]	0 ^[16]	Sans réponse
23. VD	- [2][13]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	C-C: Unterscheidung schwierig (z. B. kein einheitlicher Kaderbegriff).
24. VS	160	562	1850	321	0	0 ^[5]	C-C: il n'est pas possible de fournir ces informations.
25. ZG	100 ^[14]	200	- [2]	- [2]	0	786 ^[6]	C-C: Cadres supérieurs, personnel des classes 23 (classe MAX) et supérieures.
26. ZH	- [2][15]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	- [2]	C-C: estimations.
Som. ^[17]	2684	3432	5703	7735	1022	2332 ^[8]	C-C: Données impossibles à fournir.
Moy. ^[17]	167.75	245.14	438.69	595	73	155.47 ^[9]	C-C: keine Angaben möglich.
Min. ^[17]	13	8	0	35	0	0 ^[10]	C-C: keine Daten vorhanden.
Max. ^[17]	803	869	1850	3037	965	786 ^[11]	C-C: Daten werden nicht geführt.
							C-C: Aufteilung nach diesem Raster nicht möglich.
							I-C: Anzahl Angestellte.
							C-C: Information non disponible.
							C-C: Schätzung.
							C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.
							I-C: missing durch '0' ersetzt.
							Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

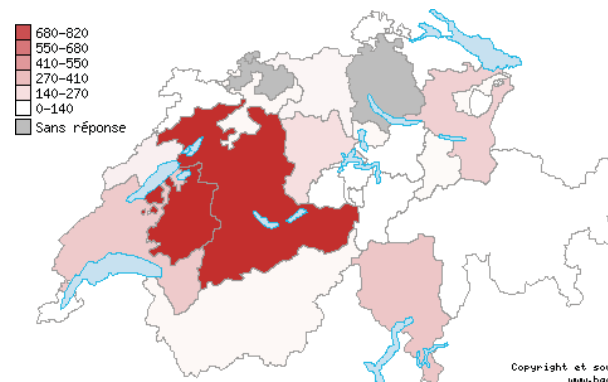
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de postes créés (en EPT)
C3.22aa - 2008, Nombre de postes créés (en EPT) [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	48
2. AI	1.6
3. AR	16
4. BE	810 ^[1]
5. BL	- [2]
6. BS	- [2]
7. FR	821.52 ^[3]
8. GE	0
9. GL	23.8
10. GR	9
11. JU	4.82
12. LU	142
13. NE	75 ^[4]
14. NW	7.8
15. OW	6
16. SG	203.5 ^[5]
17. SH	8.6
18. SO	30
19. SZ	5
20. TG	3
21. TI	245
22. UR	0
23. VD	226 ^[6]
24. VS	29
25. ZG	39
26. ZH	- [2] [7]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: Davon rund 620 VZS aufgrund der Integration der Stadtpolizei Bern in die Kantonspolizei.
- [2]: Sans réponse
- [3]: C-C: forte augmentation due à la reprise des hôpitaux (+745.4).
- [4]: C-C: Chiffre approximatif.
- [5]: C-C: Vom Parlament genehmigte neue Stellen.
- [6]: C-C: Estimations.
- [7]: C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

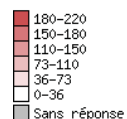
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre de postes supprimés (en EPT)C3.22ab - 2008, Nombre de postes supprimés en EPT [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	0
3. AR	0
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	25
8. GE	8 [2]
9. GL	22.15
10. GR	5
11. JU	5.83
12. LU	0
13. NE	45 [3]
14. NW	0
15. OW	30
16. SG	- [1] [4]
17. SH	1.3
18. SO	0
19. SZ	0
20. TG	0 [5]
21. TI	218
22. UR	0
23. VD	62 [6]
24. VS	0
25. ZG	0
26. ZH	- [1] [7]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
 [2]: C-C: voir annexe.
 [3]: C-C: Chiffre approximatif. Dans la notion de postes supprimés, nous n'avons pas tenu compte des départs naturels, retraites, etc.
 [4]: C-C: Keine Angaben möglich.
 [5]: C-C: Gesamtverwaltung 0, in einzelnen Bereichen ja.
 [6]: C-C: Estimations.
 [7]: C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

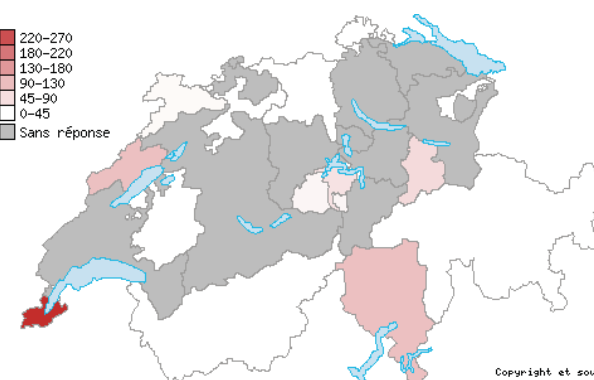
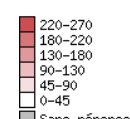
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Départs naturels (rotation du personnel), en EPTC3.22b - 2008, Départs naturels (rotation du personnel) [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	- [1]
3. AR	0
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	269 [2]
9. GL	53
10. GR	2
11. JU	5.83
12. LU	- [1]
13. NE	87
14. NW	39
15. OW	13
16. SG	- [1]
17. SH	1.3
18. SO	0
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	88
22. UR	- [1]
23. VD	- [1] [3]
24. VS	0
25. ZG	- [1]
26. ZH	- [1] [4]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
 [2]: C-C: nombre de départs naturels du Petit Etat et non pas les suppressions d'emploi associées à des suppressions de poste.
 [3]: C-C: Information non disponible.
 [4]: C-C: Erstmals für 2010 lieferbar.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

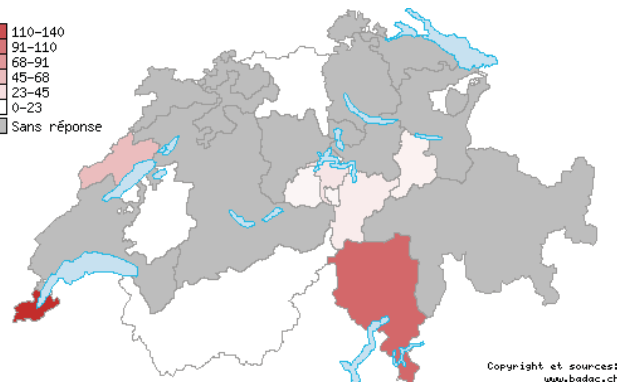
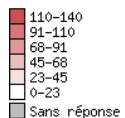
Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Départ à la retraite

C3.22c - 2008, Départ à la retraite (en EPT) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	.. [1]
3. AR	0
4. BE	.. [1]
5. BL	.. [1]
6. BS	.. [1]
7. FR	0
8. GE	136
9. GL	10
10. GR	.. [1]
11. JU	.. [1]
12. LU	.. [1]
13. NE	47
14. NW	18
15. OW	8
16. SG	.. [1]
17. SH	.. [1]
18. SO	.. [1]
19. SZ	.. [1]
20. TG	.. [1]
21. TI	100
22. UR	15
23. VD	.. [1]
24. VS	0
25. ZG	.. [1]
26. ZH	.. [1]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):
[1], Sans réponse

Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

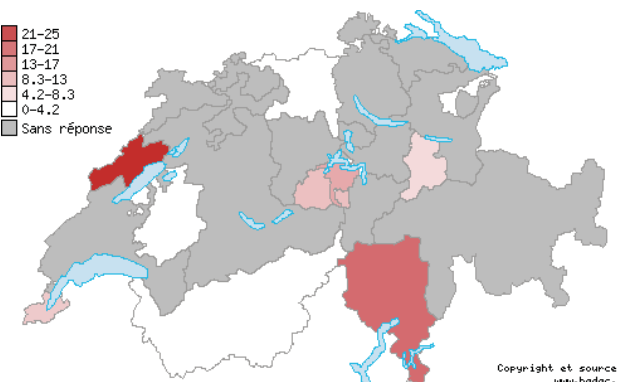
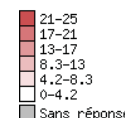
Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Fin du rapport de travail (du contrat), en EPT

C3.22d - 2008, Fin du rapport de travail (du contrat), (en EPT) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	.. [1]
3. AR	0
4. BE	.. [1]
5. BL	.. [1]
6. BS	.. [1]
7. FR	0
8. GE	7
9. GL	5
10. GR	.. [1]
11. JU	.. [1]
12. LU	.. [1]
13. NE	25
14. NW	11
15. OW	8
16. SG	.. [1]
17. SH	.. [1]
18. SO	.. [1]
19. SZ	.. [1]
20. TG	.. [1]
21. TI	18
22. UR	.. [1]
23. VD	.. [1]
24. VS	0
25. ZG	.. [1]
26. ZH	.. [1]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):
[1], Sans réponse

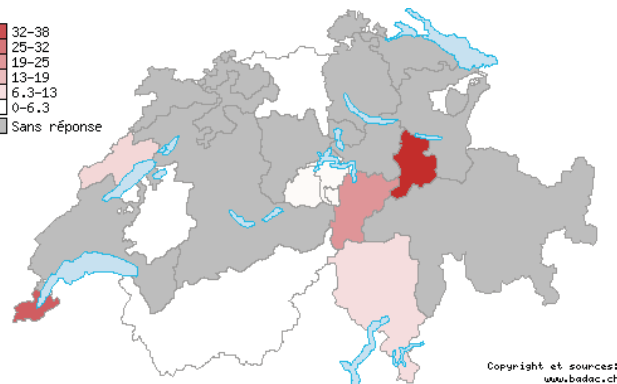
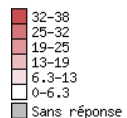
Version(s)

- version pour l'impression
- version excel pour internet
- enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Licenciement, en EPT
C3.22e - 2008, Licenciement (en EPT) [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	- [1]
3. AR	0
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	30
9. GL	38
10. GR	- [1]
11. JU	- [1]
12. LU	- [1]
13. NE	8
14. NW	1
15. OW	1
16. SG	- [1]
17. SH	- [1]
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	7
22. UR	20
23. VD	- [1]
24. VS	0
25. ZG	- [1]
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

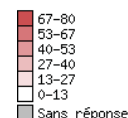
Remarque(s):
[1], Sans réponse

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Départ pour cause de transfert interne et restructuration en EPT
C3.22f - 2008, Transferts internes et restructuration (en EPT) [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	- [1]
3. AR	0
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	25
8. GE	37
9. GL	- [1]
10. GR	3
11. JU	- [1]
12. LU	- [1]
13. NE	80
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	- [1]
17. SH	- [1]
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	5
22. UR	- [1]
23. VD	- [1]
24. VS	0
25. ZG	- [1]
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):
[1], Sans réponse

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

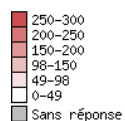
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre de postes vacants**C3.22g - 2008, Nombre de postes vacants [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	22
2. AI	3
3. AR	3
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	0 [2]
8. GE	- [3]
9. GL	10
10. GR	15
11. JU	0
12. LU	22
13. NE	- [4]
14. NW	3
15. OW	4
16. SG	- [5]
17. SH	16
18. SO	111
19. SZ	29
20. TG	- [1]
21. TI	295
22. UR	0
23. VD	- [6]
24. VS	91
25. ZG	0
26. ZH	- [7]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: poste vacants sont repourvus avec un délai d'environ 3 mois.

[3]: C-C: Nous ne comptabilisons les postes vacants qu'en ETP et non pas en personnes physiques ni en 'postes'. Il est possible d'utiliser un ETP pour plusieurs personnes physiques mais il est impossible de quantifier le nombre de personnes qui pourraient remplir un ETP.

[4]: C-C: Données impossibles à fournir.

[5]: C-C: Keine Angaben möglich.

[6]: C-C: Information non disponible.

[7]: C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

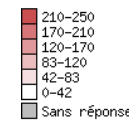
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre de postes vacants en EPT**C3.22h - 2008, Nombre de postes vacants (en EPT) [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	20
2. AI	3
3. AR	3
4. BE	- [1]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	58
9. GL	- [1]
10. GR	15
11. JU	0
12. LU	20
13. NE	- [1]
14. NW	2.5
15. OW	3
16. SG	- [1]
17. SH	16
18. SO	87.5
19. SZ	29
20. TG	10
21. TI	249
22. UR	0
23. VD	- [1]
24. VS	68
25. ZG	0
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

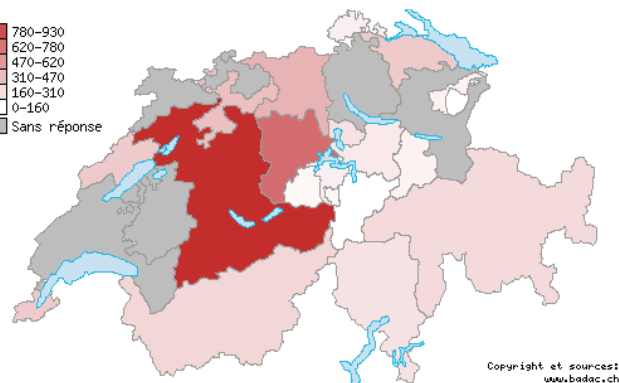
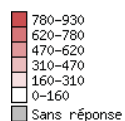
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre total d'entrées dans l'année, en EPT**C3.22i - 2008, Nombre total d'entrées (en EPT) [[libellé complet](#)]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	367
2. AI	14
3. AR	68
4. BE	934 ^[1]
5. BL	.. ^[2]
6. BS	.. ^[2]
7. FR	.. ^[2] ^[3]
8. GE	263
9. GL	60
10. GR	188
11. JU	.. ^[2] ^[4]
12. LU	680
13. NE	266.70
14. NW	77
15. OW	30
16. SG	.. ^[2] ^[5]
17. SH	80
18. SO	300 ^[6]
19. SZ	113
20. TG	258 ^[7]
21. TI	143
22. UR	0
23. VD	.. ^[2] ^[8]
24. VS	204
25. ZG	141
26. ZH	.. ^[2] ^[9]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch**Remarque(s):**^[1]: C-C: Abgänge beinhalten Kündigungen (AG und AN), Pensionierungen (ordentlich und vorzeitig), Todesfälle; Alle Angaben ohne Verwaltungspersonal der Spitäler.^[2]: Sans réponse^[3]: C-C: uniquement services administratifs (sur 3800 personnes).^[4]: C-C: estimation du taux de rotation : 5%.^[5]: C-C: keine Angabe möglich.^[6]: C-C: keine genaue Datenerhebung vorhanden.^[7]: C-C: Abgänge 209 (281 inkl. Pensionierungen).^[8]: C-C: Information non disponible.^[9]: C-C: Müsste speziell erhoben werden. Aufwand zu hoch.**Version(s)**

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

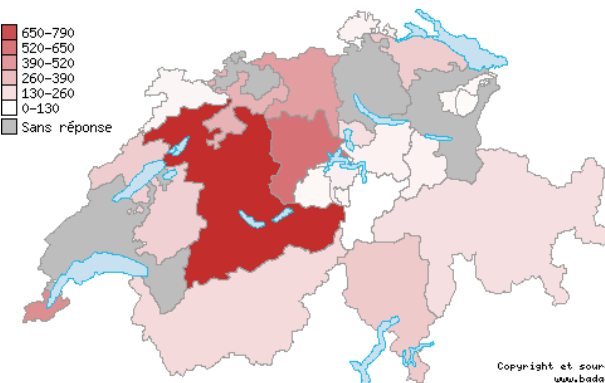
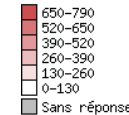
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre total de départs dans l'année, en EPT**C3.22j - 2008, Nombre total de départs (en EPT) [[libellé complet](#)]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	377
2. AI	17
3. AR	37
4. BE	785
5. BL	.. ^[1]
6. BS	.. ^[1]
7. FR	191
8. GE	442
9. GL	53
10. GR	131
11. JU	46
12. LU	540
13. NE	210.15
14. NW	69
15. OW	30
16. SG	.. ^[1]
17. SH	59
18. SO	300
19. SZ	57
20. TG	209
21. TI	218
22. UR	0
23. VD	.. ^[1]
24. VS	151
25. ZG	131
26. ZH	.. ^[1]



graph / carte

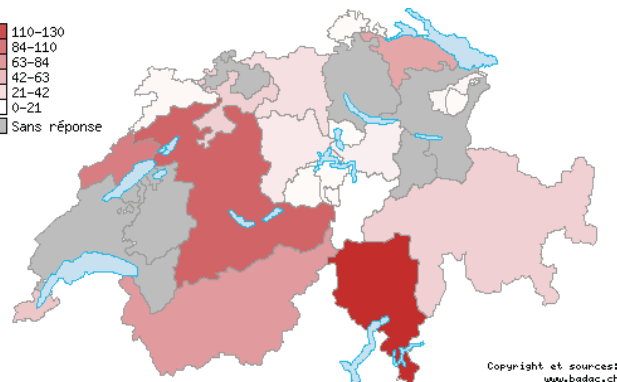
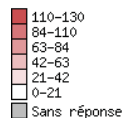
Copyright et sources:
www.badac.ch**Remarque(s):**^[1]: Sans réponse**Version(s)**

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

Nombre total de transferts internes à l'administration dans l'année, en EPT
 C3.22k - 2008, Nombre total de transferts internes à l'administration (en EPT) [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	Nombre
1. AG	21
2. AI	3
3. AR	6
4. BE	95
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	37
9. GL	- [1]
10. GR	30
11. JU	5
12. LU	15
13. NE	80
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	- [1]
17. SH	2
18. SO	30
19. SZ	10
20. TG	56
21. TI	126 [2]
22. UR	0
23. VD	- [1]
24. VS	63
25. ZG	2
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
- [2]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

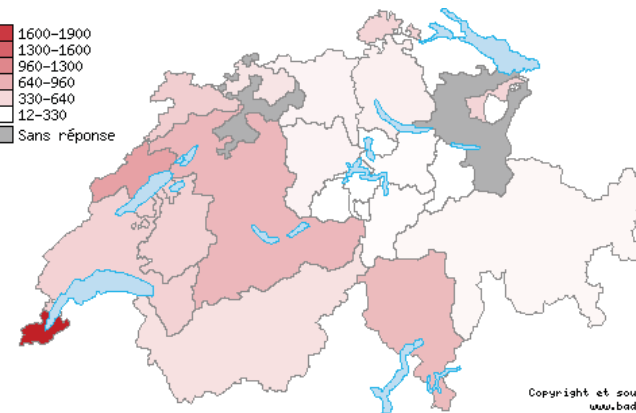
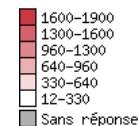
Version(s)

- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

Nbre de fonctions officielles dans l'admin. centrale cantonale
 C3.25 - 2008, Nombre de fonctions officielles [libellé complet]
 Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	Nombre
1. AG	131
2. AI	12
3. AR	350
4. BE	584 [1]
5. BL	229
6. BS	- [2]
7. FR	392 [3]
8. GE	1898 [4]
9. GL	17
10. GR	92
11. JU	416
12. LU	120
13. NE	780
14. NW	12
15. OW	12
16. SG	- [2]
17. SH	360
18. SO	- [2] [5]
19. SZ	63
20. TG	27
21. TI	557
22. UR	45
23. VD	382 [6]
24. VS	254
25. ZG	35
26. ZH	147 [7]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

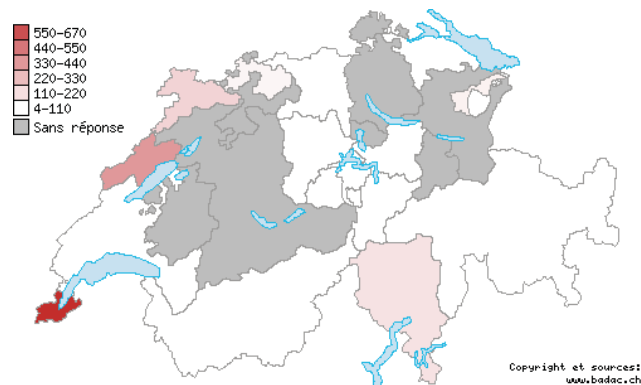
- [1]: C-C: kein einheitlicher Kaderbegriff.
- [2]: Sans réponse
- [3]: C-C: y compris enseignement et secteur hospitalier.
- [4]: I-C: à vérifier.
- [5]: C-C: keine klaren Abgrenzungen.
- [6]: C-C: Sans magistrats, apprentis, auxiliaires.
- [7]: C-C: Kader ist nicht definiert. Dritte Frage ist obsolet.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

Nombre de fonctions officielles réservées aux cadres
C3.25a - 2008, Nombre de fonctions officielles réservées aux cadres [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	9
2. AI	4
3. AR	50
4. BE	- [1]
5. BL	38
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	665
9. GL	- [1]
10. GR	12
11. JU	161
12. LU	8
13. NE	340
14. NW	4
15. OW	5
16. SG	- [1]
17. SH	- [1]
18. SO	- [1]
19. SZ	7
20. TG	4
21. TI	104
22. UR	12
23. VD	6
24. VS	13
25. ZG	- [1]
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

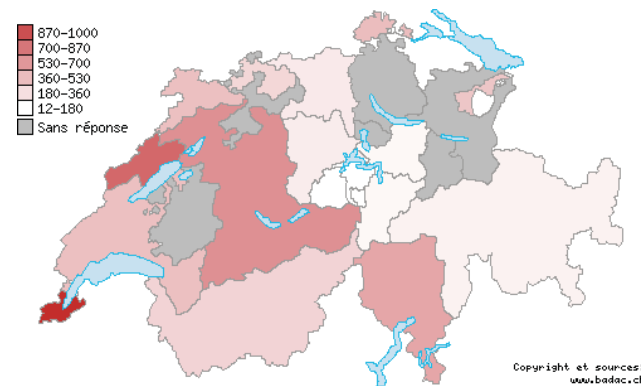
[1], Sans réponse

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre de fonctions officielles réellement utilisées
C3.25b - 2008, Nombre de fonctions officielles réellement utilisées [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	131
2. AI	12
3. AR	320
4. BE	569
5. BL	229
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	1044
9. GL	- [1]
10. GR	92
11. JU	343
12. LU	118
13. NE	780
14. NW	12
15. OW	12
16. SG	- [1]
17. SH	360
18. SO	- [1]
19. SZ	60
20. TG	27
21. TI	473
22. UR	45
23. VD	351
24. VS	243
25. ZG	- [1]
26. ZH	- [1]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1], Sans réponse

Version(s)

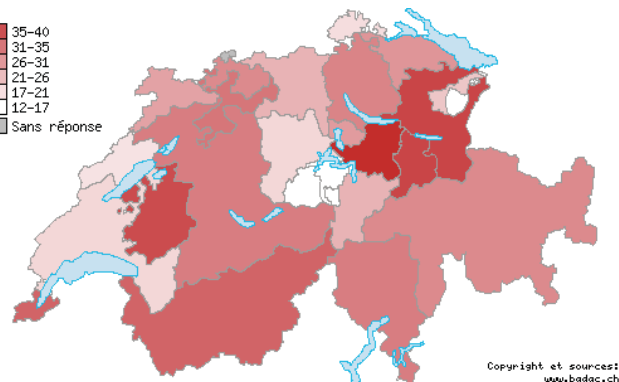
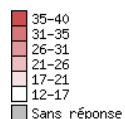
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre de classes dans l'échelle des salaires dans l'administration cantonale**C3.26a - 2008, Nombre de classes salariales dans l'échelle des salaires [\[libellé complet\]](#)
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	23
2. AI	12 ^[1]
3. AR	20
4. BE	30 ^[2]
5. BL	28
6. BS	- ^[3]
7. FR	36
8. GE	33
9. GL	37
10. GR	28
11. JU	25
12. LU	18
13. NE	16
14. NW	12
15. OW	12 ^[4]
16. SG	37 ^[5]
17. SH	17 ^[6]
18. SO	31
19. SZ	40
20. TG	27 ^[7]
21. TI	30
22. UR	23
23. VD	18 ^[8]
24. VS	33
25. ZG	26
26. ZH	29 ^[9]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: C-C: Keine Gehaltsstufen festgelegt.
^[2]: C-C: 12 Einstiegsstufen, Grundgehalt, 80 Gehaltsstufen à 0.75% des Grundgehalts.
^[3]: Sans réponse
^[4]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
^[5]: C-C: ab Bkl. 32 keine Gehaltsstufen mehr (sog. Überklassen).
^[6]: C-C: keine Gehaltsstufen innerhalb der 17 Lohnbänder.
^[7]: C-C: keine Stufen.
^[8]: C-C: Sans magistrats, apprentis, auxiliaires.
^[9]: C-C: Anzahl Gehaltsstufen ohne die beiden Anlaufstufen.

Version(s)

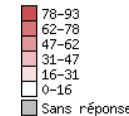
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Nombre d'échelons de salaire (d'annuités) au sein d'une classe salariale**C3.26b - 2008, Nombre d'échelons de salaire (d'annuités) au sein d'une classe salariale [\[libellé complet\]](#)
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	- ^[1]
3. AR	0
4. BE	93
5. BL	30
6. BS	- ^[1]
7. FR	20
8. GE	22
9. GL	16
10. GR	0
11. JU	10
12. LU	15
13. NE	38
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	8
17. SH	- ^[1]
18. SO	16
19. SZ	26
20. TG	- ^[1] ^[2]
21. TI	10 ^[3]
22. UR	19
23. VD	26
24. VS	- ^[1]
25. ZG	10
26. ZH	15



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- ^[1]: Sans réponse
^[2]: C-C: Lohnband 100-148%.
^[3]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

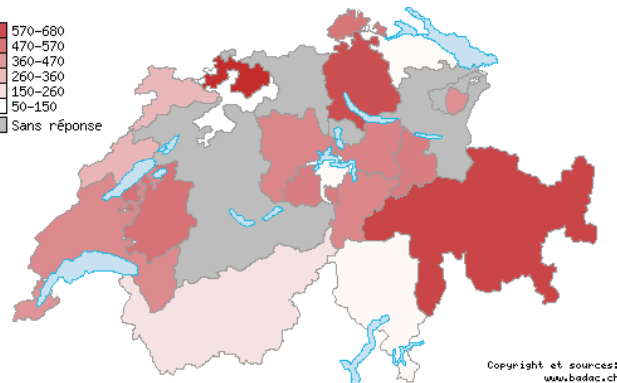
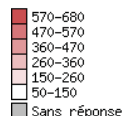
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Augmentation de salaire (en %) entre le minimum et le maximum global

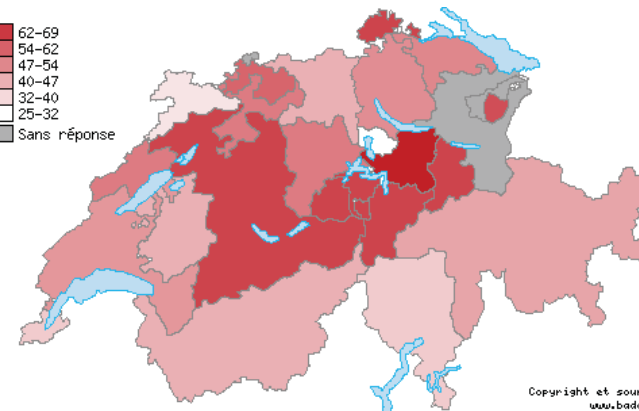
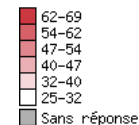
C3.26d - 2008, Augmentation de salaire (en %) entre le minimum et le maximum global [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	- [1] [2]
2. AI	396 [3]
3. AR	- [1]
4. BE	- [1] [4]
5. BL	675
6. BS	- [1]
7. FR	480 [5]
8. GE	385
9. GL	453
10. GR	609
11. JU	278
12. LU	426
13. NE	280
14. NW	60
15. OW	456 [6]
16. SG	- [1]
17. SH	473
18. SO	50
19. SZ	431
20. TG	60 [7]
21. TI	71
22. UR	420
23. VD	408 [8]
24. VS	140
25. ZG	- [1]
26. ZH	585



Canton

1. AG	40
2. AI	58 [1]
3. AR	- [2]
4. BE	60
5. BL	54
6. BS	- [2]
7. FR	40 [3]
8. GE	35
9. GL	60
10. GR	42
11. JU	30
12. LU	50
13. NE	50
14. NW	60
15. OW	60 [1]
16. SG	- [2]
17. SH	60
18. SO	50
19. SZ	69
20. TG	48
21. TI	35
22. UR	60
23. VD	45
24. VS	40
25. ZG	25
26. ZH	46



Remarque(s):

- [1]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
- [2]: Sans réponse
- [3]: I-F: 1.4 remplacé par 40%.

Version(s)

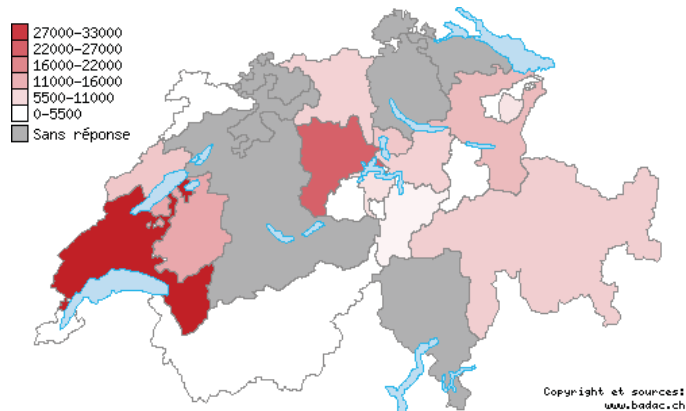
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

Nombre total d'heures supplémentaires payées
C3.23 - 2008, Nombre total d'heures supplémentaires payées [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	6270
2. AI	3887
3. AR	300
4. BE	- [1] [2]
5. BL	- [1]
6. BS	- [1]
7. FR	12173
8. GE	- [3]
9. GL	0
10. GR	6975
11. JU	0
12. LU	22000 [4]
13. NE	8307
14. NW	4554
15. OW	300
16. SG	9563 [5]
17. SH	- [1]
18. SO	- [1]
19. SZ	6500
20. TG	- [1] [6]
21. TI	- [1] [7]
22. UR	1928
23. VD	32881
24. VS	0
25. ZG	8000 [8]
26. ZH	- [1] [9]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: Keine Angaben möglich. Grundsätzlich werden Überstunden nicht ausbezahlt sondern müssen mit Freizeit kompensiert werden.

[3]: C-C: Les heures supplémentaires ne sont pas payées mais reprises en heures.

[4]: I-C: Um zu verifizieren. I-F: es wird ein Null gestrichen.

[5]: C-C: ohne Pauschalabgeltungen.

[6]: C-C: keine Angabe.

[7]: C-C: Il pagamento delle ore supplementari non è previsto.

[8]: C-C: ungefähr.

[9]: C-C: Kosten der Überstunden bekannt, aber die Anzahl bezahlter Ueberstunden müsste speziell eingefordert werden. Aufwand zu hoch.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

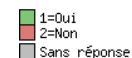
Instrument de mesure des absences de l'ensemble des employés
C3.24a - 2008 [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

1=Oui

2=Non

1. AG	2
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	2 [1]
5. BL	2
6. BS	- [2]
7. FR	2
8. GE	1
9. GL	2
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	1
14. NW	1
15. OW	2
16. SG	2
17. SH	1
18. SO	2 [3]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	1
22. UR	2
23. VD	2
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	- [2] [4]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Zeiterfassung erfolgt dezentral. Lediglich Krankheits- und Unfallabsenzen werden gesamtstaatlich konsolidiert.

[2]: Sans réponse

[3]: C-C: ab 2009 wird diese Zahl erhoben: im 2009 waren es 80'700 Abwesenheitstage.

[4]: C-C: Müsste speziell erhoben werden (unterschiedliche Zeiterfassungssysteme). Aufwand zu hoch.

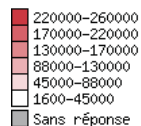
Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes: **Nombre total de jours d'absences dans l'année^[1]**C3.24b - 2008, Nombre total de jours d'absences dans l'année [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	- [2]
2. AI	- [2]
3. AR	- [2]
4. BE	- [2]
5. BL	- [2]
6. BS	- [2]
7. FR	- [2]
8. GE	259705 [3]
9. GL	- [2]
10. GR	15400
11. JU	8000 [4]
12. LU	- [2]
13. NE	20033
14. NW	1598
15. OW	- [2]
16. SG	- [2]
17. SH	3750
18. SO	80700 [5]
19. SZ	- [2]
20. TG	- [2]
21. TI	22338
22. UR	- [2]
23. VD	- [2]
24. VS	16208
25. ZG	- [2]
26. ZH	- [2]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

^[1]: Dépend de la question [C3.24a](#) (Instrument de mesure des absences de l'ensemble des employés)^[2]: Question non posée suite à une réponse précédente^[3]: C-C: Ensemble Petit-Etat, y compris enseignants, personnel de santé de de l'action sociale.^[4]: C-C: y.c. maladie, accident, congé maternité, naissance, mariage, protection civile, deuil.^[5]: C-C: ab 2009 wird diese Zahl erhoben: im 2009 waren es 80'700 Abwesenheitstage.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

3. Caisses de pension

Aussi disponible pour les années suivantes:

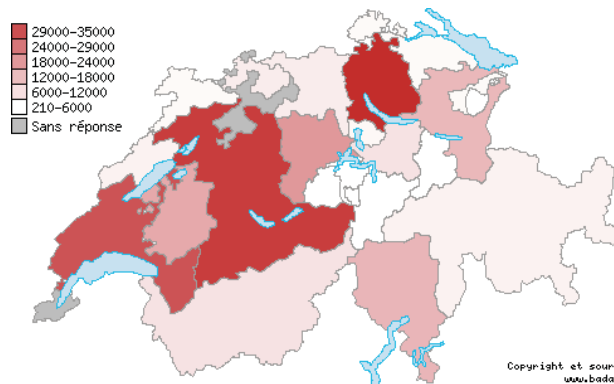
2008

**Nombre d'assurés (sans les retraités)**

C7.10a - 2008, Nombre d'assurés (sans les retraités) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	4059
2. AI	209 ^[1]
3. AR	890 ^[2]
4. BE	32526 ^[3]
5. BL	3772
6. BS	- ^[4]
7. FR	15521
8. GE	- ^[4] ^[5]
9. GL	476
10. GR	2735
11. JU	979 ^[6]
12. LU	18037 ^[7]
13. NE	2644 ^[8]
14. NW	602
15. OW	480 ^[9]
16. SG	12701
17. SH	889
18. SO	- ^[4]
19. SZ	5365 ^[10]
20. TG	1032
21. TI	13460
22. UR	533 ^[11]
23. VD	29090 ^[12]
24. VS	5629
25. ZG	1834
26. ZH	35157



graph / carte

Remarque(s):

^[1]; C-C: 202 + 7 Regierungsräte.^[2]; C-C: ohne Spitalverbund, Volksschule.^[3]; C-C: Quelle: www.bpk.ch^[4]; Sans réponse^[5]; C-C: Prise en compte uniquement de la CIA.^[6]; C-C: sans les invalides et conjoints survivants. Impossible de distinguer les retraités de l'administration cantonale des autres catégories d'assurés.^[7]; C-C: Es ist keine Unterscheidung möglich zwischen Versicherten der C-C: Zentralverwaltung, der Lehrerschaft usw.^[8]; C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.^[9]; C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.^[10]; C-C: Es handelt sich um die Gesamtzahl. Die Ausscheidung der Versicherten bzw. Pensionsempfänger aus der Zentralverwaltung ist nicht möglich.^[11]; C-C: Anzahl Aktiv Versicherte: 2340, Rentner/Innen 571 (Ca. 80 angeschlossene Arbeitgeber).^[12]; C-C: Avec CHUV, UNIL et personnel des organismes subventionnés.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

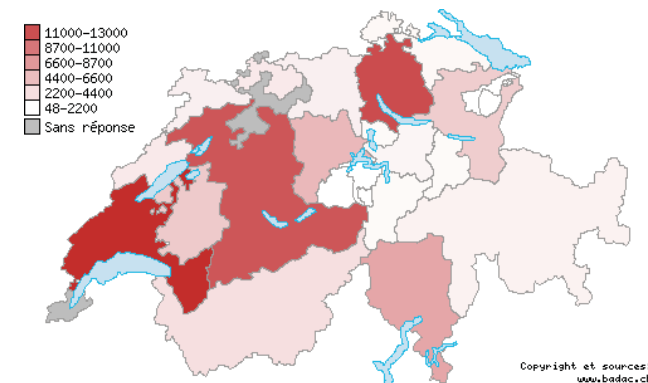
2008

**Nombre de retraités assurés**

C7.10b - 2008, Nombre de retraités assurés [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	1164
2. AI	48
3. AR	131
4. BE	10784
5. BL	1692
6. BS	- ^[1]
7. FR	3657
8. GE	- ^[1]
9. GL	368
10. GR	1052
11. JU	1173
12. LU	4655
13. NE	1592 ^[2]
14. NW	154
15. OW	145 ^[3]
16. SG	3446
17. SH	495
18. SO	- ^[1]
19. SZ	840
20. TG	527
21. TI	5951
22. UR	276
23. VD	13057
24. VS	2207
25. ZG	377
26. ZH	11345



graph / carte

Remarque(s):

^[1]; Sans réponse^[2]; C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.^[3]; C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Garantie de l'Etat pour la caisse de pension des employés de l'administration centrale cantonale****Canton** C7.11 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

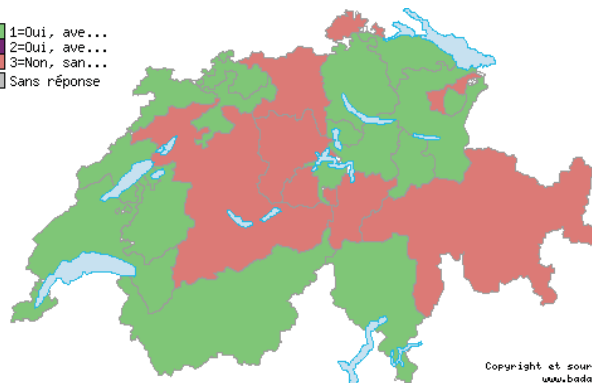
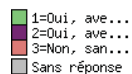
Type de question: LISTE

1=Oui, avec garantie de l'Etat pour tous les employés.

2=Oui, avec garantie de l'Etat pour une partie des employés.

3=Non, sans garantie de l'Etat.

1. AG	3
2. AI	1
3. AR	3
4. BE	3
5. BL	1
6. BS	1 [1]
7. FR	1
8. GE	1
9. GL	1
10. GR	3
11. JU	1
12. LU	3
13. NE	1 [2]
14. NW	1
15. OW	3
16. SG	1 [3]
17. SH	3
18. SO	1 [1]
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	3
23. VD	1 [4]
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[2]: C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

[3]: C-C: implizite Staatsgarantie, da PK unselbständig und damit Teil des Kantons.

[4]: C-C: Pour les prestations LPP.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

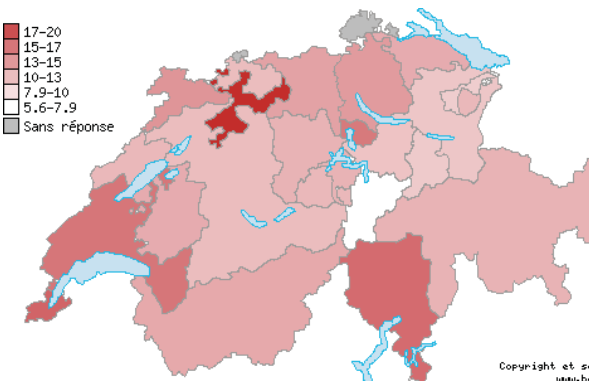
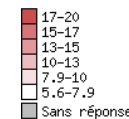
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Cotisations payées par l'employeur (en % du salaire assuré)****Canton** C7.12a - 2008, Cotisations payées par l'employeur (en % du salaire assuré) [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	12.2
2. AI	10.5
3. AR	9.2 [1]
4. BE	10.4
5. BL	10.4
6. BS	. [2]
7. FR	11.5
8. GE	16
9. GL	9.5
10. GR	10.9 [3]
11. JU	12.9
12. LU	11 [4]
13. NE	10.5
14. NW	11
15. OW	10.5
16. SG	9.6 [5]
17. SH	. [2]
18. SO	19.5 [6]
19. SZ	10
20. TG	11.5
21. TI	15.6
22. UR	5.6 [7]
23. VD	15
24. VS	11.7
25. ZG	14.7
26. ZH	12.48



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Für Vollversicherung ab Alter 25.

[2]: Sans réponse

[3]: I-C: 109 durch 10.9 ersetzt.

[4]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Canton.

[5]: C-C: Gestaffelte Beiträge, Kollektive Durchschnittsfinanzierung.

[6]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[7]: I-C: Antwort durch 10 dividiert (um zu verifizieren).

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

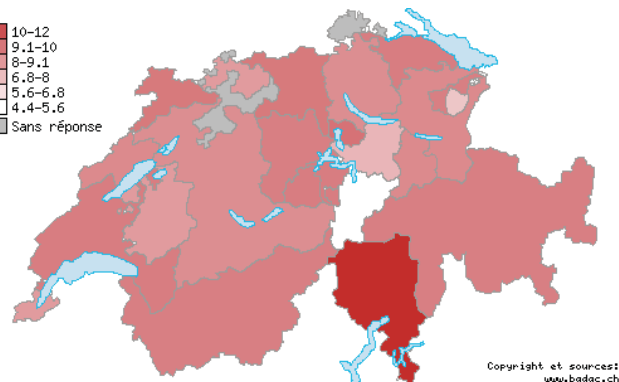
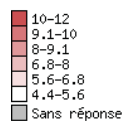
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Cotisations payées par l'employé (en % du salaire assuré)**C7.12b - 2008, Cotisations payées par l'employé (en % du salaire assuré) [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	9.1
2. AI	6.5
3. AR	8.9
4. BE	8.4
5. BL	8.0
6. BS	- [1]
7. FR	8
8. GE	8
9. GL	8.5
10. GR	8.8 [2]
11. JU	9.1
12. LU	8.9 [3]
13. NE	8.5
14. NW	9
15. OW	9
16. SG	8.5
17. SH	- [1]
18. SO	- [1]
19. SZ	7
20. TG	9
21. TI	11.5
22. UR	4.4 [4]
23. VD	9
24. VS	8.8
25. ZG	9.3
26. ZH	8.36



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1], Sans réponse

[2], I-C: 88 durch 8.8 ersetzt.

[3], C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

[4], I-C: Antwort durch 10 dividiert (um zu verifizieren).

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

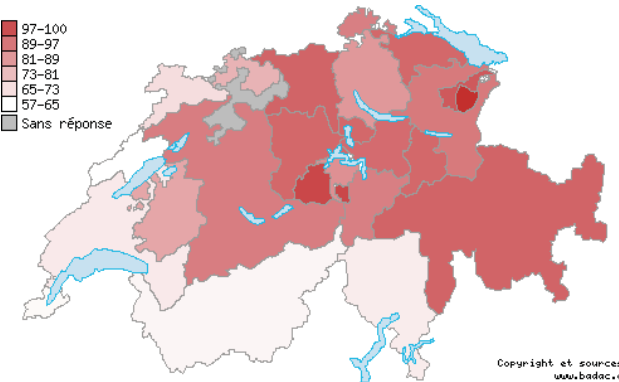
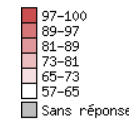
Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Taux de couverture de la caisse de pension en %**C7.13 - 2008, Taux de couverture en % [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	92.9
2. AI	104.5
3. AR	95.1
4. BE	87.3
5. BL	75.5
6. BS	- [1]
7. FR	78.4
8. GE	57.8 [2]
9. GL	92.2
10. GR	92.8
11. JU	65.3
12. LU	91.9
13. NE	56.7 [3]
14. NW	83.1
15. OW	98.51
16. SG	88
17. SH	86.9
18. SO	- [1]
19. SZ	90.9
20. TG	92
21. TI	61.914
22. UR	87
23. VD	62.5
24. VS	59.4
25. ZG	92
26. ZH	81



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1], Sans réponse

[2], C-C: Taux de couverture de la caisse CIA (cf. Rapport annuel 2008) y compris personnel enseignant.

[3], C-C: Réponse suite à une relance auprès du canton.

Version(s)

version pour l'impression
 version excel pour internet
 enregistrer au format excel

	C7.14a 2008	C7.14b 2008
1. AG	65	65
2. AI	65	64
3. AR	65	64
4. BE	65	65
5. BL	64	64
6. BS	63 ^[1]	63 ^[1]
7. FR	60	60
8. GE	65	64
9. GL	63 ^[2]	63
10. GR	65	65
11. JU	65	64
12. LU	62	62
13. NE	62	62
14. NW	65	65
15. OW	65	64
16. SG	63	63
17. SH	65	64
18. SO	63.5 ^[1]	63.5 ^[1]
19. SZ	65	65
20. TG	63	63
21. TI	60	60
22. UR	65 ^[3]	65
23. VD	60 ^[4]	60
24. VS	62	62
25. ZG	65	65
26. ZH	65	65
Som. ^[5]	1655.5	1649.5
Moy. ^[5]	63.67	63.44
Min. ^[5]	60	60
Max. ^[5]	65	65

Libellé(s) des questions

C7.14a Âge réglementaire de la retraite pour les hommes [Age réglementaire de la - 2008 retraite pour les hommes]

C7.14b Âge réglementaire de la retraite pour les femmes [Age réglementaire de la - 2008 retraite pour les femmes]

Fonctions mathématiques

choisir... + choisir... ajouter vider

Fonctions statistiques

Som. Moy. Méd. E-type Min. Max. afficher

Graphiques

Histogramme(s) bars de C7.14a 2008 à C7.14b 2008

Graph2D C7.14a 2008 et C7.14b 2008

Remarque(s)

[1] I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[2] C-C: zwischen 60 bis 65 möglich.

[3] C-C: Rücktritt ab Alter 58 für Männer und Frauen möglich.

[4] C-C: Age minimum (58 pour certaines catégories de personnel). Age terme: 62. Age max : 65.

[5] Lors de regroupement d'unités territoriales (p ex. regroupement de cantons selon la langue majoritaire ou de plusieurs villes par agglomération), les calculs réalisés avec les fonctions mathématiques et statistiques se basent sur les résultats agrégés.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes: 2008

Calcul des prestations de la caisse de pension: Primauté pour les prestations vieillesse

C7.15a - 2008, **Primauté pour les prestations vieillesse** [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

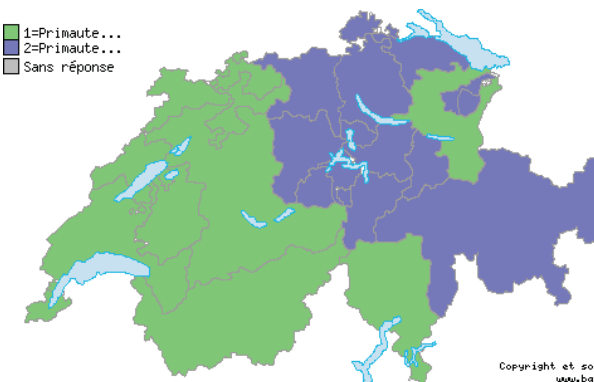
Type de question: LISTE

1=Primauté des prestations

2=Primauté des cotisations

1. AG	2
2. AI	2
3. AR	2
4. BE	1
5. BL	1
6. BS	1 ^[1]
7. FR	1 ^[2]
8. GE	1
9. GL	2
10. GR	2
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	1
14. NW	2
15. OW	2
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 ^[1]
19. SZ	2
20. TG	2
21. TI	1
22. UR	2
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	2
26. ZH	2

1=Primauté...
 2=Primauté...
 Sans réponse



Copyright et sources:
www.badac.ch

graph / carte

Remarque(s):

[1]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

[2]: C-C: primauté des prestations sur le salaire moyen de carrière valorisé.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Calcul des prestations de la caisse de pension: Primauté pour les prestations de risque****Canton** C7.15b - 2008, **Primauté pour les prestations de risque** [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

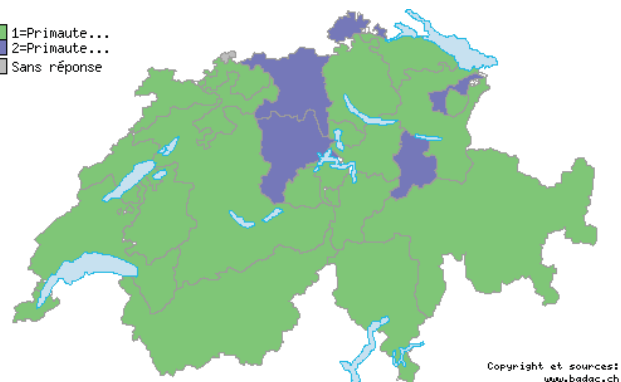
Type de question: LISTE

1=Primauté des prestations

2=Primauté des cotisations

1. AG	2
2. AI	1
3. AR	2
4. BE	1
5. BL	1
6. BS	- [1]
7. FR	1 [2]
8. GE	1
9. GL	2
10. GR	1
11. JU	1
12. LU	2
13. NE	1
14. NW	1
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	2
18. SO	1 [3]
19. SZ	1
20. TG	1
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	1
24. VS	1
25. ZG	1
26. ZH	1

1=Primaute...
2=Primaute...
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: mais calcul de la prestation en cas de risque comme ci-dessus.

[3]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

2008

**Organisation de l'autorité de surveillance cantonale de la caisse de pension****Canton** C7.16 - 2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Type de question: LISTE

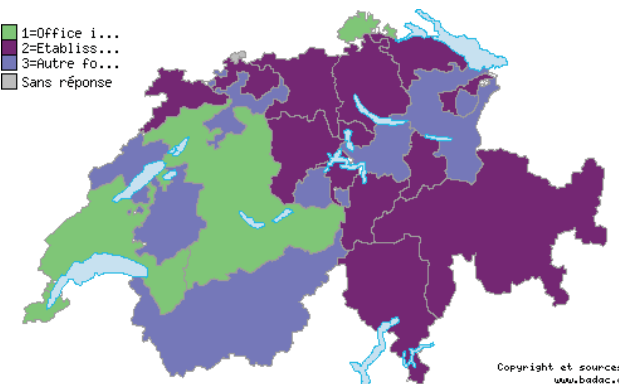
1=Office indépendant

2=Etablissement de droit public

3=Autre forme d'organisation

1. AG	2
2. AI	3 [1]
3. AR	2 [2]
4. BE	1 [3]
5. BL	2
6. BS	- [4]
7. FR	3
8. GE	1 [5]
9. GL	2
10. GR	2
11. JU	2
12. LU	2
13. NE	3 [6]
14. NW	2
15. OW	3
16. SG	3 [7]
17. SH	1
18. SO	3 [8]
19. SZ	3
20. TG	2
21. TI	2
22. UR	2
23. VD	1
24. VS	3
25. ZG	2
26. ZH	2

1=Office i...
2=Etabliss...
3=Autre fo...
Sans réponse



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

[2]: C-C: Ostschweizer BVG- und Stiftungsaufsicht, St. Gallen.

[3]: C-C: Organisatorisch untersteht das Amt für Sozialversicherung und Stiftungsaufsicht (ASVS) der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion. Fachlich untersteht das ASVS der Oberaufsicht des Bundes (Bundesrat).

[4]: Sans réponse

[5]: C-C: office indépendant de l'administration (rattachement administratif au CE).

[6]: C-C: Service de l'Etat.

[7]: C-C: Regionale Aufsicht: Ostschweizer BVG- und Stiftungsaufsicht.

[8]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

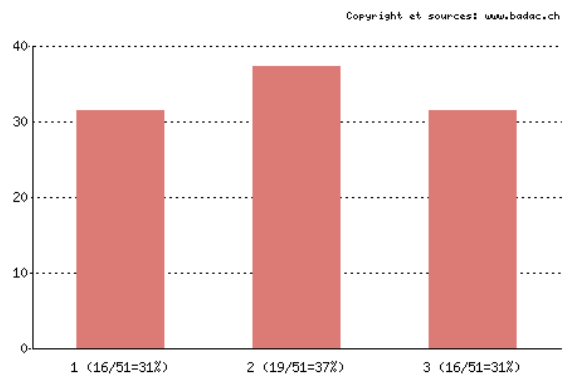
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Aussi disponible pour les années suivantes:

Représentation de l'employeur au sein de la caisse de pension (plusieurs rép. possibles)

Canton C7.17 - 2008 [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique
Type de question: LISTE
1=Membres du gouvernement
2=Personnes de l'administration
3=Personnes externes

1. AG	3
	2
2. AI	1
3. AR	3
	1
4. BE	2
	3
5. BL	2
	1
6. BS	- [1]
	3
7. FR	2
	1
	3
8. GE	2 [2]
	3
9. GL	2
	1
	3
10. GR	2
	1
11. JU	3
	2
12. LU	3
	2
13. NE	1 [3]
14. NW	2
	3
15. OW	2
	1
	3
16. SG	2
	1
	2
17. SH	1
18. SO	1 [4]
	3
19. SZ	2
	1
20. TG	2
	3
21. TI	2
	1
	3
22. UR	1
23. VD	2
24. VS	3
	1
25. ZG	2



graph

3
26. ZH 1
2

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
- [2]: C-C: mélange d'externes et de fonctionnaires (le Conseiller d'Etat en charge du DF ne siège plus).
- [3]: C-C: la réponse 2 (personnes de l'administration) est également correcte.
- [4]: I-C: Antwort aus der Erhebung 2004 abgeleitet.

Version(s)

- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

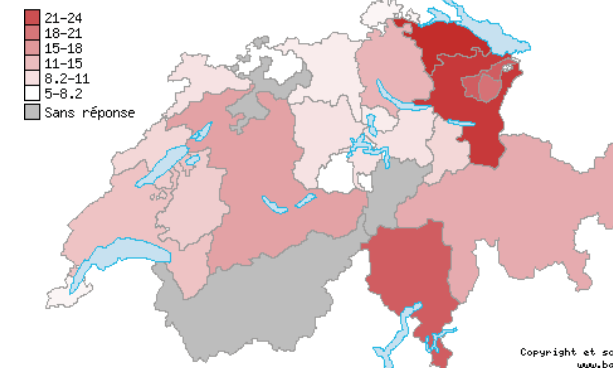
4. Collaborations intercantionales

Nombre de conférences régionales des directeurs cantonaux

C4.30a - 2008, Nombre de conférences régionales des directeurs cantonaux (A finalité politique, composées de Conseillers d'Etat (avec moins de 26 cantons=Conférences suisses)) [[libellé complet](#)]

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	7
2. AI	18
3. AR	20 ^[1]
4. BE	14
5. BL	5 ^[2]
6. BS	- ^[3]
7. FR	10
8. GE	6 ^[4]
9. GL	9
10. GR	13 ^[1]
11. JU	8
12. LU	8 ^[5]
13. NE	9 ^[6]
14. NW	8
15. OW	5
16. SG	23
17. SH	6
18. SO	- ^[3]
19. SZ	8
20. TG	24
21. TI	20
22. UR	- ^[3]
23. VD	11
24. VS	- ^[3]
25. ZG	7
26. ZH	12



Remarque(s):

- ^[1]; C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.
- ^[2]; C-C: zum Teil Schätzungen.
- ^[3]; Sans réponse
- ^[4]; C-C: voir annexe.
- ^[5]; C-C: Nicht vollständig, Statistiken werden nicht erhoben.
- ^[6]; C-C: Informationen non disponibles pour les autres rubriques.

Version(s)

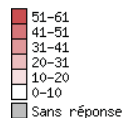
- [version pour l'impression](#)
- [version excel pour internet](#)
- [enregistrer au format excel](#)

Nombre de conférences administratives sectorielles

C4.30b - 2008, Nombre de conférences administratives sectorielles (A finalité technique; composées de hauts fonctionnaires (par. ex. des Chefs du personnel; Chefs de l'exécution des peines et mesures); NB Conseillers d'Etat exclus. [\[libellé complet\]](#))

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	13
2. AI	25
3. AR	- [1]
4. BE	16 [2]
5. BL	10
6. BS	- [1]
7. FR	15
8. GE	11
9. GL	25 [3]
10. GR	61 [4]
11. JU	9
12. LU	- [1]
13. NE	- [1]
14. NW	30
15. OW	16
16. SG	7
17. SH	22
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	26
22. UR	- [1]
23. VD	- [1] [5]
24. VS	- [1]
25. ZG	0
26. ZH	6



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]; Sans réponse

[2]; C-C: Frage C4.30b wurde die Schweiz. Staatsschreiberkonferenz nicht mit eingerechnet.

[3]; C-C: ungefähr.

[4]; C-C: Antwort auf Nachfrage beim Kanton.

[5]; C-C: Nombre de conférences administratives sectorielles impossible à déterminer. Plus de 100 probablement.

Version(s)

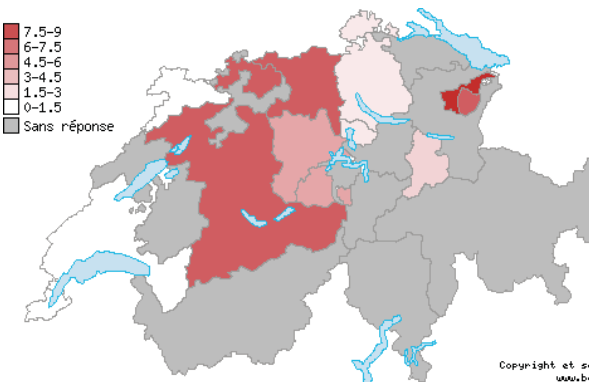
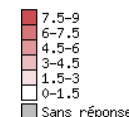
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de corporations de droit public intercantionales

C4.30c - 2008, Nombre de corporations de droit public intercantionales [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	7
2. AI	7
3. AR	9
4. BE	7
5. BL	7
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	0
9. GL	2
10. GR	- [1]
11. JU	0
12. LU	4
13. NE	- [1]
14. NW	- [1]
15. OW	4
16. SG	- [1]
17. SH	1
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	- [1]
22. UR	- [1]
23. VD	0
24. VS	- [1]
25. ZG	1
26. ZH	1



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]; Sans réponse

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'associations de droit public intercantionales
 C4.30d - 2008, Nombre d'associations de droit public intercantionales [\[libellé complet\]](#)
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	5
3. AR	3
4. BE	1
5. BL	2
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	0
9. GL	3
10. GR	- [1]
11. JU	0
12. LU	- [1]
13. NE	- [1]
14. NW	- [1]
15. OW	4
16. SG	- [1]
17. SH	0
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	16
22. UR	- [1]
23. VD	0
24. VS	- [1]
25. ZG	- [1]
26. ZH	0



graph / carte

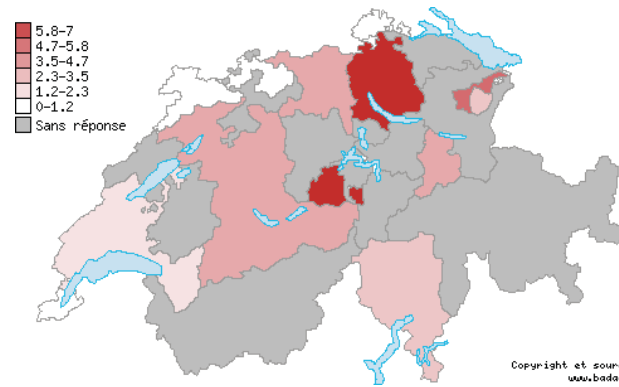
Copyright et sources: www.badac.ch

Remarque(s):
 [1], Sans réponse

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de fondations de droit public intercantionales
 C4.30e - 2008, Nombre de fondations de droit public intercantionales [\[libellé complet\]](#)
 Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3
2. AI	2
3. AR	5
4. BE	3
5. BL	0
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	0
9. GL	3
10. GR	- [1]
11. JU	0
12. LU	- [1]
13. NE	- [1]
14. NW	- [1]
15. OW	7
16. SG	- [1]
17. SH	0
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	- [1]
21. TI	2
22. UR	- [1]
23. VD	1
24. VS	- [1]
25. ZG	- [1]
26. ZH	7



graph / carte

Copyright et sources: www.badac.ch

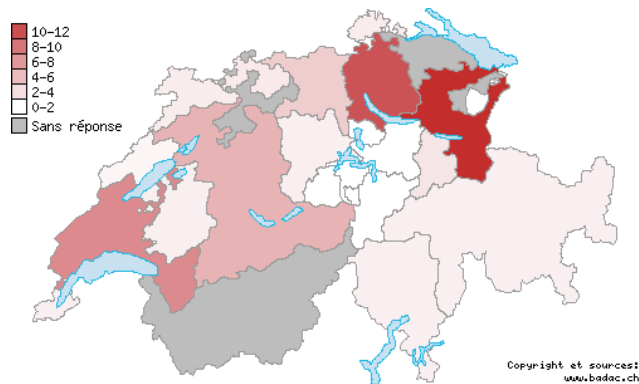
Remarque(s):
 [1], Sans réponse

Version(s)
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'EPT pour assurer le relai avec ces organisations intercantionalesC4.31 - 2008, Nombre de EPT pour assurer le relai avec ces organisations intercantionales [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3.1
2. AI	0.1
3. AR	- [1]
4. BE	4.7
5. BL	1.5
6. BS	- [1]
7. FR	1
8. GE	1 [2]
9. GL	1.6
10. GR	1 [3]
11. JU	1.2
12. LU	1
13. NE	0.7 [4]
14. NW	0
15. OW	0
16. SG	12
17. SH	1.3
18. SO	- [1]
19. SZ	0
20. TG	- [1] [5]
21. TI	1
22. UR	0
23. VD	7 [6]
24. VS	- [1]
25. ZG	0
26. ZH	10 [7]



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: Sans réponse
- [2]: C-C: Il n'y a pas d'ETP spécialement engagée pour assurer le relai avec les organisations. Un rapide calcul nous amène toutefois à estimer que c'est la valeur d'environ 1 EPT qui est consacré aux aspects de liaison.
- [3]: C-C: Für zentrale Koordinationsarbeiten.
- [4]: C-C: Une personne travaillant à 70% est spécifiquement chargée de ce relai. Par contre, dans les départements, d'autres personnes peuvent consacrer une petite partie de leur temps de travail à ces relations mais le chiffre en EPT n'est pas disponible.
- [5]: C-C: Aufgaben sind in der Staatskanzlei und den Departementen verteilt.
- [6]: C-C: Impossible à déterminer. Dans chaque département, un ou plusieurs collaborateurs traitent les dossiers des conférences intercantionales. On peut partir de l'idée que cela pourrait correspondre à environ 1 EPT par département, soit 7 EPT (ordre d'idée).
- [7]: C-C: Schätzung.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre d'accords intercantonaux avec compensation des charges en vigueur au 31.12.2008

C4.41 - 2008, Nombre d'accords intercantonaux avec compensation des charges en vigueur au

31.12.2008 [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0 [1]
2. AI	16
3. AR	0 [2]
4. BE	0
5. BL	1
6. BS	- [3]
7. FR	0
8. GE	0
9. GL	- [3]
10. GR	1
11. JU	0
12. LU	- [3] [4]
13. NE	- [3] [5]
14. NW	- [3]
15. OW	- [3]
16. SG	- [3] [6]
17. SH	20
18. SO	- [3]
19. SZ	- [3]
20. TG	34
21. TI	1
22. UR	1
23. VD	12 [7]
24. VS	- [3]
25. ZG	11
26. ZH	11



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

- [1]: C-C: Zu Vereinbarungen mit Lastenausgleich: nur diejenigen im Rahmen des NFA.
- [2]: C-C: (2) Vbg ohne LA am 31.12.08 = 50; Zahl ist höher und unbestimmt.
- [3]: Sans réponse
- [4]: C-C: Keine entsprechende Erhebung.
- [5]: C-C: Informationen non disponibles.
- [6]: C-C: Am 31.12.2008 waren 57 Vereinbarungen in Kraft. Dazu ob es sich um Vereinbarungen mit oder ohne LA handelt kann keine Angabe gemacht werden.
- [7]: C-C: Ne sont comptabilisées que les conventions publiées au Recueil systématique de la législation vaudoise (RSV). Les réponses ne sont qu'indicatives, de nombreuses conventions n'étant pas publiées au RSV.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

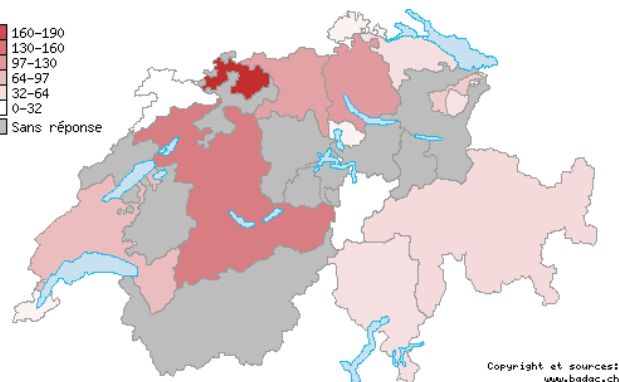
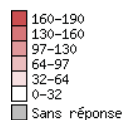
Nombre d'accords intercantonaux sans compensation des charges en vigueur au 31.12.2008

C4.41a - 2008, Nombre d'accords intercantonaux sans compensation des charges en vigueur au

31.12.2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	90
2. AI	30
3. AR	50
4. BE	124
5. BL	193
6. BS	.. [1]
7. FR	.. [1]
8. GE	15
9. GL	.. [1]
10. GR	39
11. JU	0
12. LU	.. [1]
13. NE	.. [1]
14. NW	.. [1]
15. OW	.. [1]
16. SG	.. [1]
17. SH	14
18. SO	.. [1]
19. SZ	.. [1]
20. TG	33
21. TI	31
22. UR	0
23. VD	66
24. VS	.. [1]
25. ZG	15
26. ZH	95

Copyright et sources:
www.badac.ch

graph / carte

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

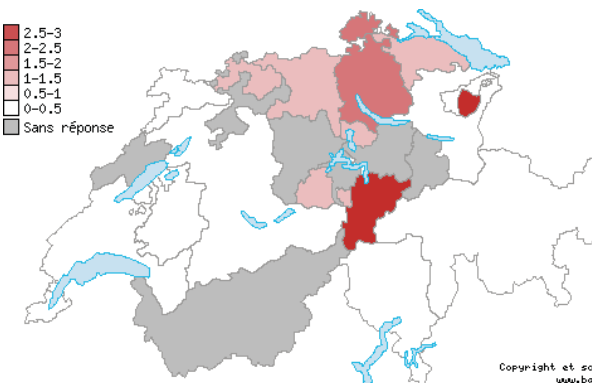
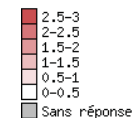
Nombre de nouveaux accords intercantonaux avec compensation des charges adoptés entre le 1.1 et le 31.12.2008

C4.41c - 2008, Nombre de nouveaux accords intercantonaux avec compensation des charges adoptés entre le

1.1 et le 31.12.2008 [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	1
2. AI	3
3. AR	0
4. BE	0
5. BL	1
6. BS	.. [1]
7. FR	0
8. GE	0
9. GL	.. [1]
10. GR	0
11. JU	0
12. LU	.. [1]
13. NE	.. [1]
14. NW	.. [1]
15. OW	1
16. SG	0
17. SH	2
18. SO	.. [1]
19. SZ	.. [1]
20. TG	1
21. TI	0
22. UR	3
23. VD	0
24. VS	.. [1]
25. ZG	1
26. ZH	2

Copyright et sources:
www.badac.ch

graph / carte

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

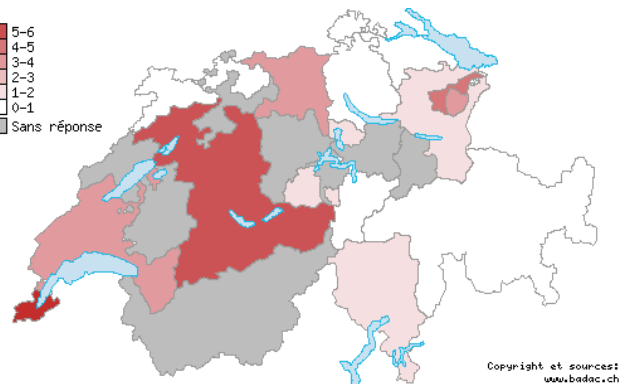
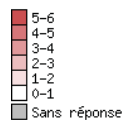
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre de nouveaux accords intercantonaux sans compensation des charges adoptés entre le 1.1 et le 31.12.2008

Canton C4.41d - 2008, Nombre de nouveaux accords intercantonaux sans compensation des charges adoptés entre le 1.1 et le 31.12.2008 [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3
2. AI	3
3. AR	4
4. BE	5
5. BL	0
6. BS	- [1]
7. FR	- [1]
8. GE	6
9. GL	- [1]
10. GR	0
11. JU	0
12. LU	- [1]
13. NE	- [1]
14. NW	- [1]
15. OW	1
16. SG	1
17. SH	0
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	0
21. TI	1
22. UR	0
23. VD	3
24. VS	- [1]
25. ZG	1
26. ZH	0



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

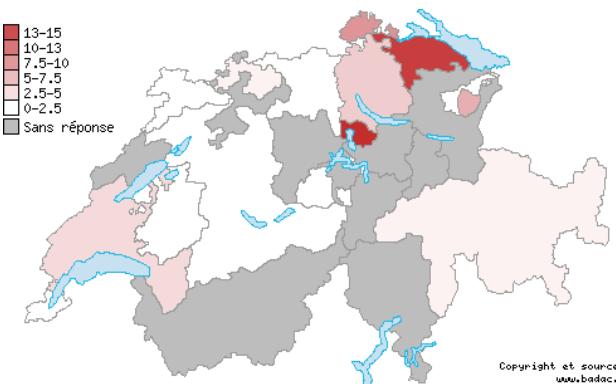
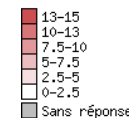
Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons avec compensation des charges

Canton C4.42 - 2008, Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons avec compensation des charges [libellé complet]
Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	0
2. AI	6
3. AR	0
4. BE	0
5. BL	1
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	0
9. GL	- [1]
10. GR	1
11. JU	0
12. LU	- [1] [2]
13. NE	- [1] [3]
14. NW	- [1]
15. OW	0
16. SG	- [1] [4]
17. SH	8
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	14
21. TI	- [1] [5]
22. UR	- [1]
23. VD	3
24. VS	- [1]
25. ZG	15
26. ZH	4



graph / carte

Copyright et sources:
www.badac.ch

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

[2]: C-C: Keine entsprechende Statistik.

[3]: C-C: Informations non disponibles.

[4]: C-C: Keine Angabe möglich.

[5]: C-C: Non conosco la risposta.

Version(s)

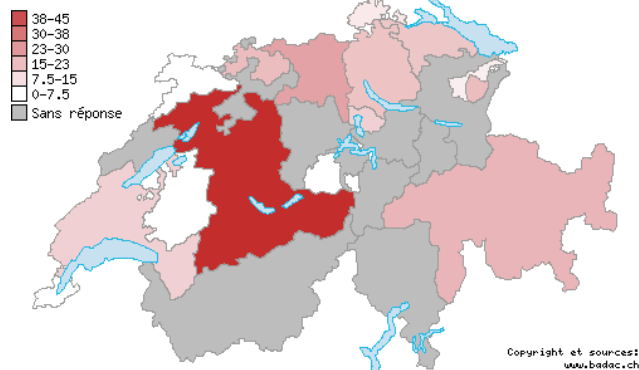
[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)

Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons sans compensation des charges

C4.43 - 2008, Nombre d'accords intercantonaux adoptés avec plus de 17 cantons sans compensation des charges [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	21
2. AI	15
3. AR	4
4. BE	45
5. BL	15
6. BS	- [1]
7. FR	0
8. GE	0
9. GL	- [1]
10. GR	17
11. JU	0
12. LU	- [1]
13. NE	- [1]
14. NW	- [1]
15. OW	0
16. SG	- [1]
17. SH	5
18. SO	- [1]
19. SZ	- [1]
20. TG	13
21. TI	- [1]
22. UR	- [1]
23. VD	11
24. VS	- [1]
25. ZG	11
26. ZH	14



graph / carte

Remarque(s):

[1]: Sans réponse

Version(s)

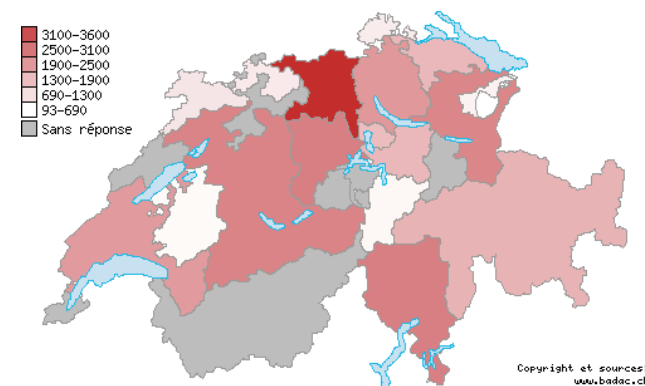
version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'AIU

C4.44a - 2008, Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'AIU [libellé complet]

Tri selon l'ordre alphabétique

1. AG	3645.5
2. AI	93
3. AR	354 [1]
4. BE	2264 [2]
5. BL	490
6. BS	- [3]
7. FR	161
8. GE	- [3]
9. GL	- [3] [4]
10. GR	1472
11. JU	599 [5]
12. LU	2314
13. NE	- [3] [6]
14. NW	- [3]
15. OW	- [3]
16. SG	2221
17. SH	468
18. SO	- [3]
19. SZ	1353
20. TG	1370
21. TI	2302
22. UR	230
23. VD	1865
24. VS	- [3]
25. ZG	1278
26. ZH	1940



graph / carte

Remarque(s):

[1]: C-C: Die Zahl bei 'andere interkantonale Abkommen' bezieht sich auf die Tertiärstufe und beinhaltet auch die Fachschulvereinbarung.

[2]: C-C: Studierende anderer Abkommen: 110 Mittelschulen; 2930 Berufliche Grundbildung; 1000 Höhere Berufsbildung; 98 Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft und 22 Hochschule für Heilpädagogik ZH.

[3]: Sans réponse

[4]: C-C: es wird keine Statistik geführt.

[5]: C-C: AIU = calcul sur un semestre du 01.03 au 31.08.2008 / AHES = tous les étudiants JU qui suivent une HES. Tous ne sont pas soumis à l'AHES car il y a aussi les étudiants de la HES-SO dont le Jura est membre et de la HEP BEJUNE.

[6]: C-C: Informations non disponibles.

Version(s)

version pour l'impression
version excel pour internet
enregistrer au format excel

Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'AHESC4.44b - 2008, Nombre d'étudiants touchant des prestations dans le cadre d'accords intercantonaux via l'AHES [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

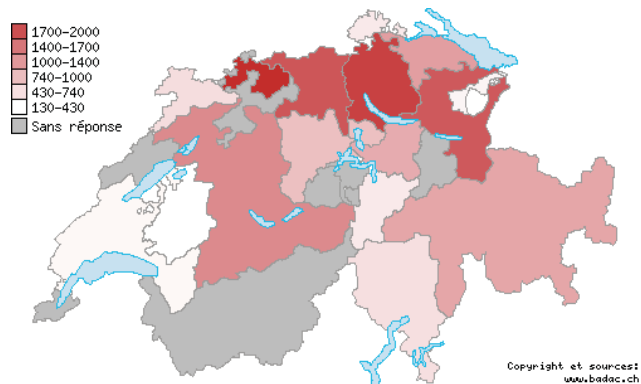
Canton	
1. AG	1641
2. AI	125
3. AR	218
4. BE	1184
5. BL	1969
6. BS	- ^[1]
7. FR	141
8. GE	- ^[1]
9. GL	- ^[1]
10. GR	956
11. JU	447
12. LU	716
13. NE	- ^[1]
14. NW	- ^[1]
15. OW	- ^[1]
16. SG	1596
17. SH	341
18. SO	- ^[1]
19. SZ	911
20. TG	1023
21. TI	437
22. UR	351
23. VD	191 ^[2]
24. VS	- ^[1]
25. ZG	734
26. ZH	1820

Remarque(s):

^[1]; Sans réponse^[2]; C-C cf. mail du 3. mars 2010.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)



graph / carte

Nombre d'étudiants touchant des prestations via d'autres accords intercantonauxC4.44c - 2008, Nombre d'étudiants touchant des prestations via d'autres accords intercantonaux [\[libellé complet\]](#)

Tri selon l'ordre alphabétique

Canton	
1. AG	180
2. AI	671
3. AR	425
4. BE	4160
5. BL	1200
6. BS	- ^[1]
7. FR	70
8. GE	- ^[1]
9. GL	- ^[1]
10. GR	428
11. JU	677
12. LU	- ^[1]
13. NE	- ^[1]
14. NW	- ^[1]
15. OW	- ^[1]
16. SG	- ^[1]
17. SH	191 ^[2]
18. SO	- ^[1]
19. SZ	87
20. TG	1404
21. TI	119
22. UR	222
23. VD	804 ^[3]
24. VS	- ^[1]
25. ZG	210
26. ZH	- ^[1] ^[4]

Remarque(s):

^[1]; Sans réponse^[2]; C-C: andere Abkommen: Höh. Fachschulen, Mittelschulen, Hochbegabte.^[3]; C-C: le mécanisme financier HES-SO se substitue à l'AHES.^[4]; C-C: Weitere Zahlungen erfolgen im Rahmen der interkantonalen Fachschulvereinbarung FSV.

Version(s)

[version pour l'impression](#)
[version excel pour internet](#)
[enregistrer au format excel](#)



graph / carte